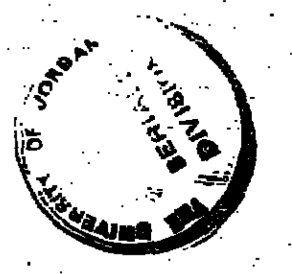



# Le Monde

Le Monde des livres
György Konrad, l'esprit de dissidence
Un cahier de 10 pages

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 16107 – 7 F — VENDREDI 8 NOVEMBRE 1996 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI


## Bill Clinton souhaite faire entrer des républicains au gouvernement

**AU LENDEMAIN** de sa réélection, le président Bill Clinton a appelé les Américains à *« mettre de côté la politique de la division et à construire ensemble »* le pays. Cet appel conciliateur prend en compte le souhait des citoyens, dont la moitié n'ont pas jugé utile d'aller voter, tandis que l'autre moitié réélisait un président démocrate tout en conservant une majorité républicaine au Congrès. Il pourrait aussi laisser présager l'arrivée de républicains au sein de l'équipe gouvernementale. Le nom du général Colin Powell, qui a modérément soutenu Bob Dole durant la campagne, est ainsi avancé pour remplacer le secrétaire d'Etat Warren Christopher, dont le départ est quasi certain.

*Lire pages 2 et 3*

# Jacques Chirac n'entend pas changer de cap malgré la crise que traverse sa majorité

## Le chef de l'Etat envisage de s'adresser au pays entre le 21 et le 27 novembre

**JACQUES CHIRAC** interviendra à la télévision après son voyage au Japon (du 15 au 21 novembre) et avant un déplacement en province (du 27 au 29 novembre). Le chef de l'Etat dresse un constat alarmant de l'état du pays. Il estime que la cohésion de la société et de la nation est menacée. Il souhaite restaurer l'image d'autorité de l'Etat afin de dissiper les inquiétudes. Les conseillers du président sont alarmés par la montée des thèmes développés par le Front national. Mercredi 6 novembre, en recevant le bureau du groupe RPR du Sénat – dont Charles Pasqua qui s'était élevé, la veille, contre la *« déconfiture »* du pouvoir – Jacques Chirac a souligné la nécessité d'assainir la situation économique et financière du pays. *« Il n'y a qu'une seule politique possible,* a-t-il dit, *et je ne me détournerai pas de cette voie. »* Selon un sondage IFOP-*Express*, 63 % des Français veulent changer de premier ministre et 59 % croient au déclenchement d'un grand mouvement social.




D'autre part, quatre mois après la perquisition du juge Halphen au domicile du maire de Paris, le parquet d'Evry a ouvert, mercredi 6 novembre, une information judiciaire contre *« Xavière Tiberi et tous autres »* pour détournement de fonds publics, abus de confiance et recel. Ce dossier, qui sera prochainement confié à un juge d'instruction du tribunal d'Evry, concerne un « rapport » de 36 pages intitulé *« Réflexions sur les orientations du conseil général de l'Essonne en matière de coopération décentralisée »*, rédigé en 1994 par l'épouse du maire de Paris, pour la somme de 200 000 francs. M^me Tiberi devrait être mise en examen prochainement.

*Lire pages 8 et 34*

## Les dix ans des « Inrocks »

**DEUX TRIOS,** Eels et Placebo, qui viennent de signer leurs premiers albums, partagent la vedette du neuvième festival annuel du magazine *Les Inrockuptibles*. Autrefois mensuel, est hebdomadaire, qui fête ses dix ans d'existence, est devenu un magazine culturel qui traite aussi bien de musique que de cinéma et de littérature. A Paris, Lille, Nantes et Toulouse, les amateurs de rock pourront découvrir ces deux groupes, ainsi que plusieurs formations phares du moment – défendues aussi par *« Les Inrocks »* –, comme Tricky, Fun lovin'Criminals ou Neneh Cherry. *De son côté, Rock & Folk* célèbre son trentième anniversaire et publie un numéro spécial dont l'éditorial a été confié à Mick Jagger, le leader des Rolling Stones.

*Lire page 29*

# *Les Etats-Unis envahiront le Mexique le 14 avril 2003*

**MEXICO**
*de notre correspondant*

Les Mexicains ne savent pas s'il faut en rire ou s'ils doivent prendre au sérieux le scénario imaginé par Caspar Weinberger, l'ancien chef du Pentagone sous la présidence de Ronald Reagan. Ce dernier décrit avec force détails l'invasion de leur pays par les Etats-Unis, le 14 avril 2003, dans un ouvrage intitulé *The Next War* (*La Prochaine Guerre*), à paraître à la mi-novembre aux Etats-Unis, dont les journaux mexicains publient cette semaine de larges extraits. L'ancien secrétaire de la défense (1981-1987) raconte comment l'armée américaine pourrait être amenée à intervenir au Mexique pour rétablir l'ordre.

Tout commence le 2 juin 1999 lorsqu'*« un étudiant de vingt et un ans, mû par un rêve utopique »*, assassine le président *« Lorenzo Zapata, un économiste formé aux Etats-Unis » qui a entrepris de lutter contre* la corruption et collabore avec Washington dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. Le meurtrier échappe à la police grâce à l'appui des cartels de la drogue, et un Front de salut national, dirigé par Eduardo Francisco Ruiz, *« un professeur d'université formé par les jésuites »*, s'empare du pouvoir. Celui-ci adopte aussitôt *des mesures radicales, comme la nationalisation* des banques, réprime durement l'opposition, *tient des discours incendiaires* contre les Etats-Unis et, plus grave encore, s'allie avec les trafiquants de drogue pour provoquer le chaos au nord du Rio Grande.

L'écroulement de la monnaie nationale, le peso, et le retrait des investissements étrangers finissent par créer un véritable mouvement de panique au sein de la population mexicaine, *« désespérée et affamée »*. *« Au cours du printemps de l'année 2002*, peut-on lire, *des millions de Mexicains traversent la frontière pour se rendre aux Etats-Unis. L'immigration illégale avait toujours été un problème mais, cette fois-ci, il s'agissait d'une invasion massive. »* Washington va prendre son mal en patience un an de plus mais l'intervention militaire deviendra inévitable. Il ne faudra que trois jours aux troupes américaines pour obtenir la reddition de l'armée mexicaine et installer au pouvoir un « homme honnête » chargé de rétablir la démocratie et l'économie de marché.

Toute ressemblance avec des personnages ou des événements réels ne constitue en rien une coïncidence... Le Mexique vit effectivement *une profonde crise politique et économique* depuis près de trois ans. L'actuel président de la République, Ernesto Zedillo, est *« un économiste formé aux Etats-Unis »*, comme Lorenzo Zapata, le personnage fictif créé par Caspar Weinberger pour les besoins de sa démonstration. Les cartels mexicains de la drogue acheminent, selon Washington, environ 60 % des stupéfiants consommés sur le territoire américain.

Ainsi le livre de l'ancien chef du Pentagone fourmille-t-il de « clés ». L'auteur tente à présent de rassurer les Mexicains en déclarant à la presse qu'il s'agit de simples « jeux de guerre » destinés à préparer les troupes américaines à toutes les éventualités. *« Il n'y a aucune intention de blesser qui que ce soit,* insiste-t-il. *Nous voulons simplement être prêts à défendre le Mexique si cela devenait nécessaire. »* Voilà justement de quoi préoccuper les Mexicains qui ont perdu la moitié de leur territoire, en particulier la Californie et le Texas, lors de la guerre contre les Etats-Unis, en 1848.

***Bertrand de la Grange***

## Querelle au sommet



D'APRÈS PHOTO AFP

MAURICE HERZOG

**LE RÉCIT** de la conquête de l'Annapurna, le 3 juin 1950, par une expédition française, a été écrit par son chef, Maurice Herzog. Quarante-six ans après cet exploit, des textes de deux membres de l'expédition, les guides Louis Lachenal et Gaston Rébuffat, aujourd'hui décédés, apportent un éclairage nouveau sur l'ascension du « premier 8 000 ».

*Lire page 26*


Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 380 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2900 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal CON., 250 PTE; Réunion, 9 F; Sénégal, 850 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 2,10 FS; Tunisie, 1,2 Din; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 1108 - 7,00 F


POINT DE VUE

# Œuvrer avec la France à bâtir l'Europe *par John Major*

**L**ES 7 et 8 novembre, le président Chirac, Alain Juppé et moi-même nous réunissons à Bordeaux pour notre traditionnel sommet. Bordeaux occupe une place particulière dans le cœur des Britanniques depuis certains épisodes du douzième siècle. Ils sont encore nombreux aujourd'hui à y posséder une maison et restent parmi les plus grands amateurs de vin de Bordeaux du monde.

L'idée d'y rencontrer son premier magistrat en la personne d'Alain Juppé, mon homologue français, n'est évidemment pas pour me déplaire.

Quant à Jacques Chirac, ce sera la sixième fois que je le verrai cette année. Je prends toujours grand plaisir à nos échanges – cordiaux et francs – et à cette manière que nous avons d'aller droit au cœur du sujet.

Cette année, comme toujours, l'ordre du jour sera chargé. La conférence intergouvernementale est en cours et l'élargissement imminent.

Sur l'Union monétaire, l'heure des décisions approche, décisions qui seront lourdes de portée pour nos économies et qui auront des répercussions, tant politiques qu'économiques, sur le fonctionnement de l'Europe.

J'accorde une importance décisive à nos rapports bilatéraux. Coopérer avec la France, c'est aussi bâtir l'Europe dont nous souhaitons l'avènement, une Europe dans laquelle tous nos peuples puissent se sentir chez eux. L'Europe sera donc au centre de nos entretiens. Je veux dire l'Europe au sens large, et non réduite aux dossiers de Bruxelles.

On fait beaucoup de reproches à la Grande-Bretagne en Europe, et sur l'Europe précisément. On nous fait là un mauvais procès. Je suis un Européen convaincu, comme la grande majorité de mes compatriotes, que la place de la Grande-Bretagne est en Europe. Mais pas aveuglément.

*Lire la suite page 18*

***John Major*** *est premier ministre de Grande-Bretagne.*



## ■ A travail égal, salaire égal

La Cour de cassation vient de rendre un arrêt sur l'égalité des salaires qui remet partiellement en cause l'individualisation des rémunérations. p. 21

## ■ Des réfugiés bombardés au Zaïre

La France a du mal à convaincre l'ONU de l'urgence d'une intervention internationale au Zaïre. p. 7

## ■ La mémoire d'Artur London

Un point de vue de l'écrivain Pierre Daix et le compte rendu du livre de Karel Bartosek, « Les Aveux des archives », dans notre supplément littéraire. p. 18

## ■ Le Parti socialiste et l'emploi

Le PS, qui termine la rédaction de son projet économique, préconise *« un engagement national »* entre l'Etat et les entreprises pour l'emploi des jeunes. p. 9

## ■ Les murs de Berlin



Les Berlinois de l'Ouest et de l'Est continuent de vivre séparés sept ans après la démolition du « mur de la honte ». p. 15

## ■ L'optimisme de l'UE

Le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires a rendu publiques des prévisions résolument optimistes pour l'année 1997. p. 4

## ■ Limiter les « petits boulots »

Les maires et l'Etat tentent de trouver une solution pour que l'ensemble des emplois aidés dans les villes ne se transforment pas en « petits boulots ». p. 10

## ■ Singularité alsacienne

Une nouvelle fièvre identitaire saisit les Alsaciens et se traduit par de nombreux débats. p. 12

## ■ Le grand bond du microprocesseur

La puissance du dernier-né d'Intel est cinq mille fois supérieure à celle de la première puce mise sur le marché en 1971. p. 25

**ÉTATS-UNIS** **Réélu, mardi 5 novembre, à la présidence des Etats-Unis avec 50 % des suffrages, contre 41 % à Bob Dole – après dépouillement de 99 % des bureaux de vote, selon les résultats des chaînes de télévision américaines –, Bill Clinton a appelé les Américains à abandonner *« la politique de la division »* pour relever les *« défis de l'Amérique »* ● LA MAISON BLANCHE prépare**



**un renouvellement du gouvernement, qui pourrait s'ouvrir à des républicains modérés, alors que les dirigeants républicains, majoritaires au Congrès, ont réaffirmé leur intention d'imposer l'équilibre du budget fédéral. ● LES RÉFÉRENDUMS, organisés dans une vingtaine d'Etats, ont fourni aux électeurs l'occasion de s'exprimer sur des sujets absents de la campagne électorale.**

# Bill Clinton exhorte les républicains à relever les « défis de l'Amérique »

## A l'aube de son second mandat, le président démocrate a fait appel à la coopération du Grand Old Party pour réaliser un programme de tonalité centriste. Cependant, un nouvel affrontement budgétaire entre la Maison Blanche et le Congrès reste probable

**WASHINGTON**
*de notre correspondant*

Et maintenant, gouverner. Dans quelles conditions, pour atteindre quels objectifs et avec quelle équipe ? La réponse à ces trois questions restait incertaine, au lendemain de la victoire en demi-teinte de Bill Clinton, alors que le statu quo politique l'a emporté s'agissant de l'équilibre des pouvoirs entre la Maison Blanche et le Congrès dominé par les républicains. Libéré de toute contrainte électorale pour la première fois d'une carrière politique entamée il y a vingt-huit ans – la Constitution lui interdit de briguer un troisième mandat présidentiel –, M. Clinton a théoriquement les coudées plus franches pour s'atteler à une tâche qu'il souhaite placer au-delà des contingences politiciennes : laisser une trace dans l'histoire de l'Amérique.

Or, rien dans le bilan de ses quatre années passées à la Maison Blanche n'est de nature à figurer dans un tel registre. Pour des raisons qui tiennent essentiellement à une cohabitation difficile avec le Congrès (d'abord dominé par les démocrates, puis par les républicains), Bill Clinton a consacré une part essentielle de son premier mandat à ferrailler avec le Sénat et la Chambre des représentants. Le seul monument législatif auquel il aurait pu attacher son nom – la réforme du système de santé – a été systématiquement démantelé, puis enterré, par une coalition d'intérêts bipartite.

**LA VISION ABSENTE**

Cet épisode, ainsi que le message adressé par les Américains lors des élections de 1994 ont convaincu Bill Clinton que l'ère du « Big Governement » était terminée. Ce constat modifie à la fois les idées fondatrices du Parti démocrate (le rôle irremplaçable de l'Etat-providence) et explique pourquoi le second mandat de M. Clinton ne s'ouvrira pas sur des projets ambitieux. L'idée d'offrir une « vision » du rôle de l'Amérique au cours du siècle prochain a été absente de la campagne électorale, le président démocrate se bornant à proposer un thème simplificateur : *« Bâtir un pont avec le XXI[e] siècle. »*

Les grandes batailles à venir se dérouleront à propos de l'équilibre du budget fédéral à l'horizon 2002 et sur la nécessité de procurer environ un million d'emplois aux laissés-pour-compte de la réforme du Welfare (l'aide sociale), à laquelle M. Clinton a dû se rallier, dans la foulée de la période électorale. Si la réforme du système de santé demeure une priorité, il n'est plus question de l'ambitieux projet consistant à offrir une couverture santé aux quelque 37 millions d'Américains qui en sont dépourvus, mais simplement de prévoir une assurance-maladie pour environ un million d'enfants pauvres, ainsi que six mois de prise en charge pour les personnes perdant leur emploi.

M. Clinton veut accroître le budget de la recherche médicale, accélérer le recyclage des déchets toxiques, finir de déployer 100 000 policiers supplémentaires dans les rues, voire convaincre l'industrie des télécommunications de fournir des téléphones cellulaires à des groupes de citoyens désireux de s'organiser contre la criminalité... Dans un domaine, cependant, celui de l'éducation, Bill Clinton a présenté des propositions novatrices, qui consistent, en particulier, à offrir des déductions fiscales afin de compenser le coût exorbitant des frais de scolarité dans les universités.

Bien que relativement modestes, ces propositions ne sont pas gratuites. Or M. Clinton souhaite poursuivre son action – jusque-là efficace – en faveur de la réduction du déficit budgétaire. Cet objectif ne lui laisse qu'une marge de manœuvre limitée pour financer ses promesses électorales. Or, sans qu'il y ait de fatalité dans les cycles économiques, l'histoire conjoncturelle des Etats-Unis montre qu'il y a de fortes chances de voir la longue période d'expansion actuelle (la croissance de l'économie américaine se prolonge depuis bientôt six ans) être suivie par une récession.

**« LE PAYS AVANT LE PARTI »**

Si ce scénario devait se confirmer, les contraintes économiques pourraient remettre en question bien des projets de la nouvelle administration. Ces nuages sur le front de la conjoncture économique ne sont pas les seuls. Aussitôt connus les résultats du scrutin présidentiel, Bill Clinton a souhaité que démocrates et républicains placent *« le pays avant le parti »*, qu'ils abandonnent *« la politique de la division »*, afin de relever ensemble *« les défis de l'Amérique »*.

En politique étrangère, les divergences entre républicains et démocrates ne vont pas tarder à refaire surface. Un consensus implicite a régné pendant la campagne électorale ; d'une part, parce que sur les grands dossiers les différences entre Bill Clinton et Bob Dole ne sont pas fondamentales ; d'autre part, parce que chaque camp savait pertinemment que l'exploitation de polémiques diplomatiques n'aurait aucun impact auprès des électeurs.

C'est pour cette raison que la question du maintien des soldats américains en Bosnie au-delà du mois de décembre a été passée sous silence, de même que celle de l'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Est, ainsi que l'attitude que Washington doit adopter pour inciter les protagonistes du processus de paix au Proche-Orient à faire davantage de concessions.

Bill Clinton doit partir se reposer à Hawaï, la semaine prochaine. Avant son départ, il entend procéder au renouvellement d'une partie des membres de son gouvernement, afin que celui-ci soit à pied d'œuvre le 20 janvier, jour où il prêtera serment pour son second mandat.

***Laurent Zecchini***

# Les contours de la nouvelle administration

**WASHINGTON**
*de notre correspondant*

La réélection de Bill Clinton signifie qu'une nouvelle administration devra avoir été mise en place au moment où le chef de la Maison Blanche prêtera serment, le 20 janvier. Une telle transition implique un remaniement au moins partiel du gouvernement, ainsi que des changements parmi le personnel de la présidence.

M. Clinton – qui souhaite inclure une ou plusieurs personnalités républicaines – n'a pas voulu que l'ensemble des quelque 2 600 fonctionnaires dont la nomination relève du pouvoir politique remettent leur démission, afin d'éviter une vaste désorganisation de l'appareil d'Etat. Mais cette précaution signifie a contrario que la Maison Blanche doit signifier leur sort aux intéressés, cas par cas, du moins s'agissant de ceux dont elle souhaite le départ. Cette tâche ingrate est dévolue au secrétaire général de la Maison Blanche, Leon Panetta, lequel ne cache pas lui-même son intention d'abandonner ses fonctions.

M. Panetta souhaite retourner en Californie, où on lui prête l'ambition de briguer la succession de l'actuel gouverneur, le républicain Pete Wilson. Deux des principaux membres de l'administration Clinton devraient quitter à terme leur poste, le secrétaire d'Etat Warren Christopher, et le secrétaire à la défense, William Perry, respectivement âgés de soixante et onze et soixante-neuf ans. MM. Christopher et Perry souhaitaient, depuis longtemps, abandonner leurs fonctions, mais il est probable qu'ils devront attendre un peu. M. Christopher, dont la démission pourait être annoncée avant la fin de la semaine, effectuera une série de déplacements à l'étranger avant la fin du mois.

**PRÉTENDANTS ET PARTANTS**

Bien des prétendants guignent son poste. Parmi les noms souvent cités, pêle-mêle : Madeleine Albright, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU ; Richard Holbrooke, qui fut l'un des principaux artisans des accords de Dayton sur la Bosnie ; Anthony Lake, conseiller présidentiel pour la sécurité nationale ; George Mitchell, à la fois ancien sénateur et proche de M. Clinton, dont il est le négociateur s'agissant du dossier de l'Irlande du Nord ; l'ancien sénateur de Georgie Sam Nunn ; enfin le secrétaire d'Etat adjoint Strobe Talbott.

M. Clinton pourrait cependant être tenté d'offrir ce poste prestigieux à l'ancien général Colin Powell, qui a apporté un appui modéré à Bob Dole, voire au sénateur républicain de l'Indiana Richard Lugar, spécialiste incontesté des affaires étrangères. Pour prendre le poste de William Perry, le nom le plus souvent cité est celui de John Deutch, actuel directeur de la CIA (qui pourrait être remplacé par l'ancien sénateur du Maine William Cohen), voire celui de Sam Nunn, ou celui du « numéro deux » du Pentagone, John White.

Mickey Kantor, secrétaire au commerce et ami de longue date de Bill Clinton, ne fait pas mystère de son intention de retourner dans le secteur privé, mais, selon certaines sources, il pourrait se laisser persuader par un poste de ministre de la justice ou de secrétaire général de la Maison Blanche.

Le sort de Hazel O'Leary, secrétaire à l'énergie, semble réglé, depuis que M[me] O'Leary a défrayé la chronique à la suite de ses nombreux et coûteux voyages à l'étranger. D'autres membres du cabinet et de la Maison Blanche sont également cités parmi les partants, notamment l'un des plus proches conseillers politiques du chef de la Maison Blanche, George Stephanopoulos.

***L. Z.***

# *La plus belle victoire, celle de Carolyn McCarthy*

**WASHINGTON**
*de notre correspondante*

Il y a trois ans, la vie de Carolyn McCarthy, une vie tranquille de mère de famille de cinquante ans, infirmière dans une banlieue moyenne, a basculé. Ce soir-là, comme tous les soirs après leur journée de travail à Manhattan, son mari Dennis et son fils unique Kevin ont pris le train de 17 h 33 pour rentrer à Long Island ; soudain, un homme s'est levé, a sorti une arme semi-automatique de son sac et a méthodiquement vidé son chargeur sur les passagers plongés dans leur lecture. Lorsque le Ruger 9 mm s'est enfin tu, six personnes, dont Dennis McCarthy, étaient mortes, dix-neuf autres blessées. Plusieurs jours suspendu entre la vie et la mort, Kevin, vingt-neuf ans, est aujourd'hui handicapé à vie.

Comme son mari, Carolyn McCarthy était républicaine. Mais lorsque deux ans plus tard l'élu de sa circonscription, le républicain Dan Frisa, vota pour l'annulation de l'interdiction des armes d'assaut à la Chambre des représentants, révoltée, elle alla voir les responsables locaux de son parti. *« Je ne peux pas faire revenir mon mari,* dit-elle, *mais je peux essayer de faire en sorte que cela n'arrive à personne d'autre. »*

Des amis la pressaient de se présenter contre Dan Frisa aux primaires... Les caciques du parti l'en découragèrent. Alors Carolyn McCarthy alla frapper à la porte des démocrates, qui l'accueillirent à bras ouverts ; quelques semaines plus tard, elle était la candidate du parti démocrate pour le siège de représentant de la quatrième circonscription de l'Etat de New York.

La candidate néophyte a mené une campagne tranquille et résolue, d'une redoutable efficacité. Les cheveux blond-roux tirés en queue de cheval, un masque tragique sur son visage d'Irlandaise même lorsqu'il s'éclaire d'un sourire, infatigable dénonciatrice de l'horreur des armes à feu, elle a tiré de son drame une énergie créatrice qui a fasciné les électeurs de Long Island. Les volontaires ont afflué par centaines pour l'aider. Intrigués, les professionnels de la politique se sont mis à observer cette femme comme les autres qui ne parlait pas comme eux : dyslexique, elle rejeta d'emblée les discours préparés pour elle.

**LA SIMPLICITÉ DIRECTE**

Les responsables démocrates comprirent qu'ils tenaient là un phénomène et mirent tout le poids du parti derrière elle. Invitée à prendre la parole à la convention démocrate de Chicago, elle le fit avec la simplicité directe dont elle est coutumière, se présentant *« comme mère, comme infirmière, comme quelqu'un qui n'a pas peur de dire ce qui se passe dans le pays »*. Carolyn McCarthy n'est pas une politicienne, et c'est son atout maître.

Négligeant les mises en garde de son adversaire Dan Frisa sur l'inexpérience de la candidate et la modestie de son programme, le contrôle des armes à feu, les électeurs et, surtout, les électrices de Long Island ont plébiscité Carolyn McCarthy, mardi 5 novembre : elle entrera au Congrès en janvier, portée par 58 % des suffrages exprimés.

A un moment où les Américains manifestent de moins en moins d'intérêt pour la politique traditionnelle, la victoire écrasante d'une femme ordinaire qui *« n'avait jamais voulu s'occuper de politique »* est sans doute aussi une leçon pour ses futurs collègues au Congrès.

***Sylvie Kauffmann***



# Le paradoxe des épouses des candidats

**WASHINGTON**
*de notre correspondante*

L'une se montre, l'autre pas, et l'ordre n'est pas forcément celui que l'on imagine. Autant Hillary Clinton aura été discrète pendant cette campagne électorale, autant Elizabeth Dole aura joué un rôle de premier plan aux côtés de son mari, dont certains supporters finirent par regretter qu'il n'eût pas cédé la place de candidat à sa femme.

Signe révélateur de la confusion actuelle sur le rôle de la femme dans la société américaine, Hillary Clinton a mené une campagne radicalement différente de celle de 1992. Il y a quatre ans, elle était de tous les meetings, de toutes les réunions de stratégie électorale et de toutes les apparitions télévisées ; son image de femme moderne et active était considérée comme un atout, et Bill Clinton promettait aux électeurs qu'ils auraient *« deux Clinton pour le prix d'un »*.

Cette année, depuis la fin de la convention démocrate à Chicago jusqu'aux tout derniers jours de la campagne, l'épouse du président a été aussi furtive que les bombardiers du même nom : loin de rester inactive, elle a voyagé aux quatre coins du pays, participé à d'innombrables dîners pour collecter des fonds, pris la parole devant les militants démocrates, tout particulièrement devant les organisations féminines qui constituent, cette année, avec les syndicats, les piliers essentiels du vote démocrate ; mais ce travail de fond, cet effort capital auprès de la base, elle l'a fait loin des caméras et le grand public en a tout ignoré.

C'était le but de l'opération : l'attention médiatique devait être concentrée sur Bill Clinton et sur lui seul, et il fallait éviter à tout prix la moindre controverse. Or Hillary Clinton, quarante-neuf ans, reste un sujet de controverse à double titre : pour le rôle actif et souvent contesté, qu'elle a joué dans les deux premières années de la présidence Clinton, et pour son association à diverses « affaires », comme le scandale immobilier de Whitewater, qui continuent de peser sur l'image du couple présidentiel.

**EN PREMIÈRE LIGNE**

Dans la campagne de Bob Dole, en revanche, tous les feux étaient braqués sur Elizabeth, soixante ans, la femme du candidat républicain. M[me] Dole n'est pas non plus une nouvelle venue en politique : personnage important au Parti républicain, elle a été deux fois membre du cabinet, secrétaire au transport dans l'administration Reagan et secrétaire au travail sous la présidence Bush. Mais Elizabeth Dole a retenu la leçon des mésaventures d'Hillary : très présente, elle a mis un soin particulier à ne jamais sortir de son rôle de fidèle supporter, dont la tâche essentielle était de mettre en valeur le candidat.

Aux yeux du public, elle n'est pas une femme politique mais la présidente de la Croix-Rouge, dont elle s'est mise en congé pendant la campagne. Sa performance à la convention républicain de San Diego fut menée avec un tel brio que pendant les jours qui suivirent, elle dut se tenir en retrait pour ne pas risquer de faire de l'ombre à son mari. Mais sur la fin de la campagne, l'entourage de Bob Dole jugea la situation si désespérée que M[me] Dole fut envoyée au front, participant seule à plusieurs émissions-vedettes et figurant seule dans les derniers spots télévisés de la campagne Dole.

Au soir de la défaite de Bob Dole, les spéculations sur une future candidature d'Elizabeth Dole à la Maison Blanche ne sont plus incongrues. Hillary Clinton a ouvert la voie à la transformation du rôle de *first lady*, mais c'est peut-être Elizabeth Dole qui en récoltera les fruits.

***S. K.***

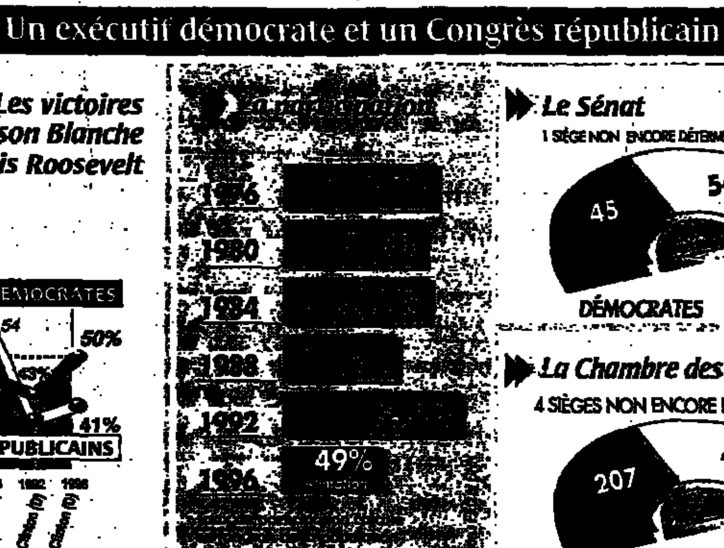
## *Les femmes préfèrent Bill Clinton*

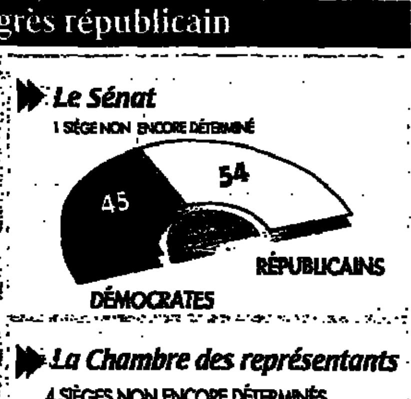
**Les sondages l'avaient laissé prévoir, l'élection du 5 novembre l'a confirmé : les femmes préfèrent Bill Clinton. Jamais depuis que le phénomène du *« gender gap »*, le fossé entre l'électorat féminin et l'électorat masculin, a été identifié en 1980, l'écart n'avait été aussi important dans une élection présidentielle. Selon les sondages de sortie des urnes, 54 % des femmes ont voté pour le président démocrate et seulement 37 % ont choisi son adversaire républicain, alors que les électeurs masculins se sont répartis équitablement entre les deux grands candidats (44 % pour chacun). Cet écart s'est retrouvé dans les élections au Congrès, où les femmes ont majoritairement voté démocrate. M. Clinton les a choyées pendant la campagne, mettant l'accent sur l'éducation et les mesures permettant de concilier travail et famille. La protection des grands programmes sociaux, que les femmes estiment mieux assurée par les démocrates, a été déterminante. – *(Corresp.)***

هكذا من الاصل






# Désertant l'arène politique traditionnelle, les débats de société ont été soumis à référendum

WASHINGTON
*de notre correspondante*

Est-ce un symptôme ? L'idée qui a soulevé le plus de passion au cours de la saison électorale qui vient de s'achever aux Etats-Unis n'a été ni la promesse de Bob Dole de réduire les impôts de 15 %, ni celle du président Clinton de brancher toutes les écoles sur Internet d'ici à l'an 2000 ; le débat le plus animé a eu lieu en Californie, autour d'un référendum préconisant la fin des traitements préférentiels accordés dans les emplois publics aux minorités ethniques. Et cette question, qui touche à l'une des valeurs fondamentales de la société américaine moderne, n'émanait pas des institutions politiques mais de simples citoyens.

Ce référendum qui, sous le nom de proposition 209, a été adopté par une majorité de 56 % des voix, n'était que l'une des quatre-vingt-quatorze « initiatives de citoyens » soumises, cette année, aux électeurs américains, dans vingt Etats différents. Un nombre sans précédent depuis le début de la pratique référendaire, en 1904.

### ÉTHIQUE INDIVIDUELLE

Un autre record a été atteint le 5 novembre 1996 : celui de l'abstention. Moins de 49 % des électeurs se sont rendus aux urnes, pourcentage le plus bas depuis 1924. Le manque de suspense d'une élection présidentielle dont l'issue restait figée dans les sondages depuis deux mois, comme la relative satisfaction qui découle de la bonne situation économique n'ont pas favorisé une ruée sur les bureaux de vote. Mais le taux d'abstention confirme une tendance décelée depuis longtemps : la politique intéresse de moins en moins les Américains.

Dans ce contexte, la vigueur du mouvement référendaire a quelque chose de rafraîchissant. Certains de ces scrutins n'avaient qu'un intérêt local, comme, en Alaska, le droit de chasser le loup après avoir traqué les meutes par avion, ou, comme en Floride, l'institution d'une taxe sur le sucre pour financer la protection du parc national des Everglades. Mais beaucoup avaient une portée nationale, abordant de front des questions politiques ou de société. Les référendums organisés dans sept Etats pour limiter les contributions financières aux campagnes électorales, ou, dans quatorze Etats, pour limiter dans le temps le nombre de mandats électifs, cherchaient clairement à résoudre des imperfections du système politique que le Congrès n'a pas eu le courage de régler par voie législative.

Les électeurs de huit Etats ont eu la possibilité de se prononcer sur le principe d'une meilleure protection des droits des victimes, une composante très controversée du débat sur la répression pénale, car elle s'oppose généralement aux droits des accusés. Une autre catégorie d'initiatives référendaires concernait la légalisation des jeux de hasard, encore interdits dans de nombreux Etats. D'autres sont allées bien plus loin.

Fidèle à sa tradition, la Californie est à l'avant-garde du mouvement : c'est déjà elle qui avait forcé un débat national sur l'immigration en soumettant au vote, en 1994, la fameuse proposition 187 sur le refus de l'accès aux services sociaux pour les immigrés clandestins. Et c'est elle qui, cette année, va de nouveau forcer un débat national sur l'*affirmative action* par l'adoption de la proposition 209. Dès mercredi, divers recours juridiques ont été déposés, les uns pour accélérer l'entrée en vigueur de la mesure, les autres pour l'empêcher, et il y a de fortes chances pour que ces procédures aboutissent à la Cour suprême des Etats-Unis...

Les électeurs de Californie et d'Arizona ont également adopté deux mesures distinctes sur la légalisation de la marijuana à usage médical. Une grande première pour un débat si sensible qu'aucun élu ou haut fonctionnaire ne le soulèverait sans se suicider politiquement.

Enfin, l'un des référendums qui a suscité le plus d'intérêt a été l'amendement 17 dans le Colorado proposant d'intégrer à la Constitution de l'Etat le droit des parents à « *diriger et contrôler l'éducation, la scolarité, les valeurs et la discipline de leurs enfants* ». Soutenu par diverses organisations religieuses et conservatrices, ce texte qui était perçu comme un test de l'influence du mouvement de rébellion contre l'enseignement public a été rejeté.

Les deux tiers de ces référendums ont été organisés dans les Etats de l'Ouest, région qui a une tradition de plus grande indépendance à l'égard des institutions fédérales. Mais une constante se retrouve dans toutes ces « *initiatives de citoyens* » : elles abordent des problèmes de société ou des débats sur les valeurs que les candidats aux élections législatives et présidentielle, conscients du fort courant dans l'opinion en faveur d'un désengagement de l'Etat de la vie quotidienne, ont soigneusement évités.

Si l'électorat féminin a si fortement basculé dans le camp Clinton, estiment de nombreux experts, c'est aussi que la majorité des femmes, qu'elles soient pour ou contre le droit à l'avortement, considèrent qu'il s'agit là d'un problème de morale individuelle duquel le parti républicain a eu tort de se mêler. La campagne électorale a été essentiellement consacrée à ce que les Américains appellent les « *bread and butter issues* », les problèmes de pain et de beurre ; de plus en plus, le système politique traditionnel est perçu comme un appareil de gestion qui n'a pas vocation à appréhender les grandes questions morales. Celles-ci relèvent de la compétence des citoyens et, en cas de désaccord, des neuf sages de la Cour suprême.

### LES RÉSULTATS AVANT LA MORALE

Cette tendance à la banalisation de la fonction politique institutionnelle peut aussi expliquer pourquoi, au grand dam de Bob Dole, homme d'une autre génération, les électeurs américains ont réélu Bill Clinton tout en se déclarant ouvertement conscients, dans tous les sondages, de ses carences éthiques. De plus en plus résignés à l'idée que politique et morale ne font pas bon ménage, ils demandent à leur président d'être un bon gestionnaire, pas un modèle de rigueur morale.

Le politologue William Schneider comparait récemment dans le *Los Angeles Times* le président à un plombier : « *Lorsque l'on fait venir un plombier pour réparer la tuyauterie chez soi*, écrit-il, *on veut savoir s'il est capable de la réparer, pas s'il a fait son service militaire ou s'il a des maîtresses. Bien sûr, on veut aussi être sûr qu'il ne va pas cambrioler la maison. Mais ce plombier-là travaille depuis quatre ans dans la maison : rien n'a disparu et la tuyauterie marche mieux.* »

Bref, la leçon est claire : les Américains ne sont pas devenus indifférents à la morale ; mais, lorsqu'il s'agit de leurs hommes politiques, ils privilégient le résultat.

*Sylvie Kauffmann*

## *L'usage médicinal de la marijuana approuvé*

**La proposition référendaire légalisant l'utilisation de la marijuana à des fins médicinales a recueilli une majorité de 55 % des suffrages locaux en Californie. A *condition qu'ils soient munis d'une ordonnance*, les malades gravement atteints pourront consommer et cultiver du cannabis pour soulager leurs souffrances. L'initiative, rédigée par deux médecins oncologues et une infirmière, a bénéficié d'un coup de publicité inattendu de la part du ministre local de la justice californienne, Daniel Lundgren, qui, en septembre, avait fermé le Cannabis Buyers Club de San Francisco, jusque-là toléré par la police. Une proposition identique a été adoptée en Arizona.**

# L'Uruguay veut attirer les investisseurs français

***AUSSI DISCRET*** que son pays est peu peuplé, le président uruguayen Julio Sanguinetti, chef d'Etat d'un pays qui ne compte qu'un peu plus de trois millions d'habitants, a terminé, mercredi 6 novembre, un séjour de trois jours en France. Audience sobre à l'Elysée, rencontre avec des hommes d'affaires, discours à l'Unesco et visite des usines Citroën : le président Sanguinetti tentait d'attirer l'attention du monde sur un pays qui ne trouble pas souvent l'actualité.

En dépit de la modestie de ce voyage, l'homme est chaleureux. Francophile et francophone – « *l'anglais, cet esperanto commercial* », dit-il en regrettant la généralisation d'une langue qui n'est déjà plus celle de Shakespeare –, M. Sanguinetti vante la stabilité politique d'un pays démocratique et apaisé, débarrassé, depuis quinze ans, de sa dictature militaire, met en valeur la qualité de sa main-d'œuvre, de ses infrastructures et de ses services bancaires, loue les traditions de paix sociale qui font de l'Uruguay un pays à part dans le Cône sud-américain.

« *Notre destin, c'est l'exportation* », assure cet ancien avocat et ancien journaliste – « *Je suis un vieux collègue* » –, en rappelant qu'un pays aussi peu peuplé que le sien ne peut faire de son modeste marché intérieur le moteur de sa croissance. Telle est, d'ailleurs, la vraie raison de son séjour en France : attirer des investissements, des capitaux et des technologies, pour croître, produire et exporter, en priorité vers les pays du Mercosur, ce marché commun latino-américain de 200 millions d'habitants, regroupant, depuis le 1er janvier 1995, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

### LE SOMMET DE SANTIAGO

Premier exportateur de produits laitiers d'Amérique latine, l'Uruguay se cherche des niches économiques, comptant sur la qualité d'une main-d'œuvre bien formée et socialement bien protégée pour faire la différence. Il lui faut aussi assurer la réforme d'un Etat qui, traditionnellement, et mis à part une dictature qui dura douze ans, a longtemps vécu sur l'alternance paisible de deux formations politiques, le Parti blanco et le Parti colorado. « *Ce n'est plus le cas aujourd'hui*, constate le président Sanguinetti. *Le système est désormais multipartisan et même les vieux guérilleros Tupamaros sont au Parlement.* » Un référendum constitutionnel pour tenir compte de ces changements aura lieu le 8 décembre.

Comme les autres responsables des autres pays latino-américains, M. Sanguinetti sera présent au prochain sommet ibéro-américain qui s'ouvre, le 9 novembre, dans la capitale chilienne. Entre autres sujets, la loi américaine Helms-Burton, qui renforce l'embargo pratiqué par les Etats-Unis à l'encontre de Cuba, y sera particulièrement discutée. « *Cette loi est une erreur*, estime le président uruguayen. *L'embargo ne peut favoriser la démocratie à Cuba. Au contraire, il crispe le régime, cristallise le blocage. La seule façon d'ouvrir le pays aux influences extérieures, c'est d'y laisser entrer les capitaux, le Pape, les touristes, les journalistes...* » Mais comme beaucoup de responsables d'Amérique latine, le président Sanguinetti ne croit guère à un règlement rapide de ce dossier.

*Georges Marion*

# Washington se félicite de la libération de Chen Ziming

**WASHINGTON.** Le département d'Etat américain a salué, mercredi 6 novembre, la libération du vétéran de la dissidence chinoise Chen Ziming, pour raisons médicales, et qui est placé actuellement en résidence surveillée. Le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, a indiqué que les Etats-Unis avaient « *toujours estimé qu'il a été détenu injustement* ».

Selon la sœur du dissident, Chen Zihua, « *la Sécurité Publique lui a dit que sa libération était assortie de trois conditions : interdiction de répondre au téléphone, interdiction de recevoir des visites en dehors de la famille, et interdiction de quitter le domicile sauf pour se rendre à l'hôpital sous escorte policière.* » Accusé d'avoir joué un rôle « *capital* » dans les manifestations de la place Tiananmen en 1989, Chen Ziming, quarante-quatre ans, avait été condamné en 1989 à treize ans de prison. Souffrant d'un cancer, il avait été libéré une première fois en mai 1994. – *(AFP.)*

# La sécurité algérienne fait état d'un nouveau massacre de civils

**ALGER.** Trente-deux civils ont été égorgés dans la nuit de mardi 5 à mercredi 6 novembre dans le village de Sid el Kébir, dans la willaya de Blida, au sud d'Alger, ont annoncé mercredi les forces de sécurité algériennes, qui ont imputé ce massacre sans motif apparent aux extrémistes islamiques. Le village abrite une *zaouïa*, centre religieux tenu par un érudit local respecté pour sa piété.

Le ministre de l'intérieur, Moustafa Benmansour, a condamné « *avec la plus grande vigueur* » ce « *lâche assassinat* » et réaffirmé « *avec fermeté la détermination de l'Etat a mettre fin aux agissements de ces criminels dans toute la rigueur de la loi* », selon l'agence de presse APS reçue à Paris. Un référendum constitutionnel, contesté par plusieurs partis d'opposition comme le Front des forces socialistes (FFS), doit avoir lieu en Algérie le 28 novembre. – *(Reuter.)*

### AFRIQUE

■ **MADAGASCAR : en tête après le dépouillement** d'environ la moitié des bulletins de votes, mercredi 6 novembre, l'ex-président Didier Ratsiraka (38,53 %) semblait bien placé pour disputer le second tour de l'élection présidentielle face à son vainqueur de 1993, Albert Zafy (18,29 %), arrivé en deuxième position, mais talonné par le chef de l'Etat par intérim et premier ministre, Norbert Ratsihonana (14,59 %), et l'homme d'affaires Herizo Razafimahaleo (14,16 %). Le second tour doit être organisé dans les trente jours suivant l'annonce des résultats officiels du premier tour et dont la collecte peut prendre plusieurs semaines.

### ASIE

■ **VIETNAM : l'Assemblée nationale viétnamienne a approuvé,** mercredi 6 novembre, le renouvellement du tiers des membres du cabinet de Vo Van Kiêt. Les ministères de l'intérieur, de la justice et du plan changent notamment de titulaires. Mardi, Le Duc Thuy, qui a étudié à Harvard et était, jusqu'alors, conseiller économique de Do Muoi (secrétaire général du Parti communiste), avait été nommé vice-gouverneur de la Banque d'Etat (banque centrale). Ces changements, opérés dans un souci de confier à des communistes plus jeunes et plus compétents la gestion économique du pays, ne devraient pas remettre en cause les orientations à court terme. – *(Corresp.)*

### PROCHE-ORIENT

■ **KOWEÏT : un exercice militaire franco-koweïtien,** baptisé « *Perle de l'Ouest-96* », commence vendredi 8 novembre au Koweït, et va durer jusqu'au 15 novembre. Du côté français, il mobilise mille hommes, une centaine de blindés, une douzaine d'avions et hélicoptères, et quatre bâtiments de guerre. Un accord de défense lie les deux pays depuis août 1992. – *(AFP.)*

■ **OMAN : le sultan Qabous ben Saïd a doté,** mercredi 6 novembre, son pays de sa première Constitution, qui consacre Oman comme une monarchie absolue et qui codofie la transmission du pouvoir de manière héréditaire. Cette Constitution ne fait pas référence aux partis politiques. – *(AFP.)*

■ **SOUDAN : le Comité international de la croix rouge (CICR) a** rejeté, mercredi 6 novembre, les accusations du gouvernement soudanais qui a suspendu les activités de l'organisation humanitaire après avoir affirmé, la semaine dernière, qu'elle avait transporté des munitions et des soldats pour des rebelles sudistes. Le Soudan est en proie, depuis 1983, à une guerre civile qui oppose le sud à majorité chrétienne et animiste au nord arabo-musulman. – *(AFP.)*

# Une conjoncture européenne favorable renforce l'optimisme sur l'euro

## Les dernières prévisions rendues publiques à Bruxelles confirment une reprise de la croissance au sein de l'Union. La Grèce serait le seul pays parmi les Quinze à ne remplir aucun des critères de convergence

**Le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, Yves-Thibaut de Silguy, a présenté, mercredi 6 novembre, des prévisions d'un optimisme absolu pour l'année 1997. M. de Silguy estime que les politiques de convergence – notamment les efforts d'assainissement budgétaire – menées dans le cadre de la monnaie unique donnent leurs fruits et, par ailleurs, stimulent la croissance dans les quinze pays de l'Union. Ces évolutions favorables viennent, selon lui, conforter les autres facteurs positifs que représentent un environnement international prometteur pour les exportations de l'Union européenne, une inflation descendue chez les Quinze à des niveaux historiquement bas (2,4 % en moyenne, en septembre), des revendications salariales modérées, une rentabilité des investissements élevée. Seul le chômage reste un point noir, malgré une timide amélioration. Grâce à un enchaînement vertueux, l'Europe devrait pouvoir compter sur une période de croissance durable et équilibrée, assure M. de Silguy.**

**BRUXELLES**
**(Union européenne)**
*de notre correspondant*

« *Le printemps en automne* », s'est exclamé Yves-Thibaut de Silguy, le commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires. Ce sont effectivement des prévisions résolument optimistes pour l'année 1997 qu'il a rendu publiques, mercredi 6 novembre : la reprise se confirme, favorisée par l'assainissement budgétaire, dopée aussi par la perspective de la monnaie unique, car, ajoute le commissaire, « *les marchés financiers ne doutent plus que l'euro existera au 1er janvier 1999* ».

Confirmant pour l'essentiel leur analyse du printemps, les experts bruxellois prévoient une croissance moyenne au sein de l'Union européenne (UE) de 1,6 % en 1996 (1,1 % en France), 2,3 % en 1997 (2,1 %) et, à politique inchangée, de 2,8 % en 1998 (2,7 %). Cependant, dans huit des pays de l'Union, le rebond conjoncturel étant plus net que prévu, il a fallu y corriger à la hausse les prévisions de croissance ; il s'agit de l'Allemagne, du Danemark, du Royaume-Uni, de l'Irlande, des Pays-Bas, de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

Il n'y a que dans le cas de l'Italie, où elles ont dû être révisées à la baisse, ce ralentissement étant lié à l'appréciation sensible de la lire depuis le début de l'année – l'accusation française de dévaluation compétitive est désormais dénuée de tout fondement –, ainsi qu'aux efforts considérables d'assainissement budgétaire. Cependant, l'économie italienne devrait à son tour être en mesure de repartir rapidement, grâce à la récente baisse des taux d'intérêt, grâce aussi à une activité plus soutenue chez ses principaux partenaires commerciaux européen.

« *La crédibilité acquise par l'euro favorise la croissance* », souligne M. de Silguy. A en croire la Commission, l'Europe commence à récolter les fruits de la politique de convergence menée en vue de l'Union monétaire, notamment sous la forme d'une baisse très nette des taux d'intérêt, tant à court terme qu'à long terme. Celle-ci est particulièrement appréciable dans des pays, tels l'Italie, le Portugal ou la Suède, qui souffraient d'un différentiel de taux important avec l'Allemagne.

La consolidation est tout aussi impressionnante sur le marché des changes, où les taux intracommunautaires sont revenus à leur niveau d'avant les turbulences du printemps 1995. Le seul vrai point noir demeure le chômage, même si, là aussi, à en croire la Commission, le ciel commence à timidement se dégager. M. de Silguy table sur une création nette de 2,3 millions d'emplois au cours de la période 1996/1998.

La Commission note des progrès considérables en termes de convergence : en septembre, dix Etats membres avaient un taux d'inflation inférieur au taux de référence de 2,6 % et onze d'entre eux des taux d'intérêt à dix ans inférieurs ou égaux à la valeur de référence de 8,7 %. Même sur le point le plus sensible, celui des finances publiques, les progrès, pour être insuffisants, sont très réels. D'après les chiffres fournis, douze pays se retrouveraient, en 1997, avec un déficit égal ou inférieur au 3 % du PIB qui sont exigés pour être qualifié pour la monnaie unique. Il s'agit de la Belgique, du Danemark, de l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Irlande, du Luxembourg, des Pays-Bas, de l'Autriche, du Portugal, de la Finlande et la Suède. L'Italie, avec 3,3 %, semble elle aussi tout près du but. Bref, seule la Grèce...

**Le seul vrai point noir demeure le chômage, même si le ciel commence à se dégager**

Dans le cas de l'Allemagne, la Commission, prévoyant pour 1997 un déficit égal à 3 % du PIB, se montre plus optimiste que ne l'étaient, dans leur récent rapport, les instituts de conjoncture dont le gouvernement prend le conseil. « *Nous donnons plus de crédit à l'effort de rigueur budgétaire du gouvernement allemand que ne l'ont fait les instituts* », a expliqué M. de Silguy.

Il est revenu sur la controverse suscitée par la prise en compte des 37,5 milliards de francs versés par France Télécom à l'Etat dans le calcul du déficit des finances publiques en 1997, faisant valoir que l'opération avait été acceptée comme conforme aux procédures statistiques communautaires. Mais, a ajouté M. de Silguy, c'est un apport qui ne vaut que pour 1997, et il appartiendra au gouvernement français de démontrer que, pour l'avenir, il est capable de maintenir une situation de convergence durable. Pour 1998, la Commission prévoit, dans le cas de la France, un déficit des finances publiques égal à 2,9 % du PIB.

*Philippe Lemaître*

### Les fonds structurels réduisent les inégalités

**L'écart entre pays riches et pauvres au sein de l'Union européenne s'est sensiblement réduit au cours des dix dernières années, constate le premier rapport sur la cohésion économique et sociale que vient de publier la Commission de Bruxelles. Dans les quatre pays les plus pauvres, dits *« pays de la cohésion »*, à savoir l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal, le revenu moyen par habitant atteint désormais les trois quarts du revenu moyen de l'Union, contre les deux tiers au milieu des années 80. *« Contre toute attente, la mise en place du marché unique, loin de bousculer des économies encore fragiles, a eu un effet largement positif en Espagne, au Portugal et en Irlande, en y favorisant un développement sensible des exportations »*, a constaté Monika Wulf-Mathies, le commissaire chargé de la politique régionale. L'aide accordée au titre des fonds structurels au cours de la période 1989-1993 a généré dans les *« pays de la cohésion »* une croissance supplémentaire de 0,5 % par an. – *(Corresp.)***

### Autres sons de cloche

**Les banques centrales de l'Union européenne ne sont pas satisfaites de la situation budgétaire de la majorité des Etats membres et l'ont fait savoir, mercredi 6 novembre, dans un rapport de l'Institut monétaire européen (IME) qui contraste avec l'optimisme affiché par la Commission de Bruxelles. La consolidation budgétaire de la majorité des pays de l'Union est *« trop lente »*, dit le rapport en soulignant qu'*« actuellement la majorité des Etats ne respecte pas les conditions nécessaires à l'adoption de la monnaie unique »*.**

**D'autre part, un responsable européen à Bruxelles estimait, en début de semaine, que les négociations sur la création d'un *« pacte de stabilité »* ne déboucheraient pas comme prévu sur un accord à la fin de l'année, en raison de la rigidité des positions allemandes.**



# La France et la Grande-Bretagne amorcent une coopération navale

**AU « SOMMET »** franco-britannique de Bordeaux, les ministres de la défense des deux pays devraient annoncer, vendredi 8 novembre, une série d'accords qui prolongeront la coopération militaire de part et d'autre de la Manche. Solennellement, il est prévu que Charles Millon, pour la France, et Michael Portillo, pour la Grande-Bretagne, signent ces accords à bord du destroyer lance-missiles *Liverpool* et de la frégate de lutte anti-sous-marine *Latouche-Tréville* qui auront fait le déplacement.

Le premier de ces deux accords se présente sous la forme d'une « *lettre d'intention* » – c'est-à-dire un protocole d'accord intergouvernemental – et de deux annexes par lesquelles les chefs d'état-major des deux marines impliquées s'engagent à définir un terrain d'entente pour développer leur coopération en mer. Les deux marines identifieront les systèmes de forces appelés à collaborer dans des missions qui pourront être bilatérales ou multinationales, dans le cadre de l'Alliance atlantique comme au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Ce protocole de coopération laisse de côté les forces navales de dissuasion, mais il n'exclut ni les porte-avions ni les sous-marins nucléaires d'attaque.

**ÉLARGIR À D'AUTRES PAYS**

Déjà, les deux pays collaborent – avec l'Italie – sur un programme de frégate, dit « Horizon ». Il s'agit de navires lance-missiles anti-aériens, d'une masse de l'ordre de 6 000 tonnes, que la France envisage, pour sa part, de commander à quatre exemplaires (si elle ne se limite pas à deux pour des raisons financières) et qui seraient en service après 2005.

La Grande-Bretagne et la France ont voulu, à Bordeaux, marquer leur désir d'ouvrir une coopération en matière navale, après avoir jumelé leurs forces d'action rapide dans le domaine terrestre – suite à leur expérience acquise en commun en Bosnie. Les deux pays avaient déjà créé, en 1995, un état-major conjoint pour la conduite des opérations aériennes, le Groupe aérien européen franco-britannique, qui vient de faire son premier exercice.

Précisément, à ce « sommet » franco-britannique, les ministres de la défense ont l'intention de proposer d'élargir cet état-major aérien à d'autres partenaires européens qui solliciteraient leur adhésion. Ils se déclareront prêts à ouvrir, dans un premier temps, à l'Allemagne et à l'Italie les portes de cette instance militaire conjointe, qui siège en Angleterre, en attendant que d'autres pays, comme la Belgique, l'Espagne ou les Pays-Bas, s'engagent sur la même voie. Cet état-major européen peut gérer des missions de combat, de reconnaissance et de transport.

*Jacques Isnard*



هكذا من الأصل

# Appels à la démission du gouvernement bulgare

## Une scission au sein du Parti socialiste, présidé par le premier ministre, Jean Videnov, pourrait provoquer une crise du pouvoir

**BUCAREST**
*de notre correspondant*

Désavoué par la population lors de l'élection présidentielle de dimanche dernier, tancé en début de semaine par le Fonds monétaire international (FMI), le premier ministre bulgare, Jean Videnov, doit maintenant lutter contre un nouveau front. Celui-ci s'est ouvert à l'intérieur même du Parti socialiste (PSB, ex-communiste), qu'il préside.

Dans une lettre ouverte publiée mardi 5 novembre, dix-neuf députés ex-communistes ont en effet demandé la démission immédiate du gouvernement ainsi que la convocation d'un congrès extraordinaire pour remplacer M. Videnov à la tête du PSB. Le groupe de frondeurs juge que le départ du premier ministre offrirait *« une dernière chance »* au PSB de tenir jusqu'aux prochaines élections législatives, prévues en 1998. Les députés demandent également d'analyser pourquoi la Bulgarie se trouve *« à la traîne de tous les anciens pays socialistes »* en matière de réformes économiques.

Ces critiques s'ajoutent à celles, plus prévisibles, du rassemblement d'opposition de l'Union des forces démocratiques (UFD). Consolidée par la très confortable élection, dimanche 3 novembre, de son candidat, Peter Stoïanov, à la tête de l'Etat, l'UFD est toutefois réduite à compter les points de la guerre fratricide qui fait rage chez les « rouges ». Depuis les législatives de décembre 1994, le PSB détient la majorité absolue (125 sièges sur 240) dans un Parlement que le président n'a pas les pouvoirs de dissoudre.

Le FMI a apporté de l'eau au moulin des détracteurs de M. Videnov. Le responsable régional du Fonds, Michael Depler, a remis, lundi 4 novembre, une lettre au président Jellou Jelev – en fonctions jusqu'au mois de janvier – dans laquelle l'organisation internationale se dit *« inquiète »* de l'évolution financière du pays. La Bulgarie est en effet au bord de la cessation de paiements et le PIB devrait reculer de 4 % cette année, selon un rapport de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

Le premier ministre avait pris les devants de ces critiques. Dimanche soir, immédiatement après l'annonce de la déroute de sa formation, il avait averti qu'il ne démissionnerait pas : *« Il n'y a que les déserteurs qui quittent le combat »*, avait-il prévenu. Tout juste a-t-il évoqué un éventuel remaniement ministériel *« en fonction des besoins des réformes »*, avant d'ajouter qu'une *« alternative »* à sa politique économique *« n'existe pas »*.

**SUCCESSION NON RÉGLÉE**

Le premier ministre, investi en janvier 1995, n'avait jamais traversé une zone de si fortes turbulences. Si, depuis plusieurs mois déjà, M. Videnov est en butte aux contestations d'un groupe minoritaire de réformateurs que n'a pas fait taire la mort de leur chef de file, Andreï Loukanov, abattu mystérieusement par un tueur en octobre dernier, il est maintenant attaqué par sa gauche.

M. Videnov pourra, dès la semaine prochaine, faire l'inventaire de ses troupes à l'occasion de la réunion des instances dirigeantes du PSB, qu'il dirige d'une main de fer depuis 1991. Il n'est pas sûr que les ex-communistes bulgares, qui n'ont jamais vraiment rompu avec leur passé, sauront mettre leur président en minorité, d'autant que la question de sa succession est loin d'être réglée.

Dans le cas de l'éviction de M. Videnov, le nouveau premier ministre devrait être un homme capable de prendre des mesures radicales pour interrompre la dérive de l'économie. *« Je ne connais pas de candidat au suicide »*, affirme Vassil Gotzev, vice-président de l'UFD.

*Christophe Chatelot*

# Le président bosniaque résiste aux pressions américaines contre un ministre pro-iranien

## Alija Izetbegovic promet d'écarter M. Cengic des affaires militaires mais dénonce un « diktat »

**Les Etats-Unis, qui ont engagé un programme d'aide militaire à la fédération croato-bosniaque, pour dissuader toute agression serbe, s'emploient parallèlement à réduire l'influence de l'Iran en Bosnie. Ils exigent la mise à l'écart d'un vice-ministre proche d'Alija Izetbegovic et bloquent, en attendant, la livraison d'une importante cargaison d'armes lourdes, qui croise depuis fin octobre en mer Adriatique.**

**SARAJEVO**
*de notre correspondant*

Le pouvoir bosniaque a accepté d'écarter le vice-ministre de la défense, Hasan Cengic, accusé par les Etats-Unis d'entretenir des liens trop étroits avec l'Iran. Le président Izetbegovic s'est publiquement engagé à relever M. Cengic de ses fonctions à la faveur d'un prochain remaniement ministériel. Tant que Hasan Cengic n'a pas été écarté, Washington refuse de livrer une importante cargaison d'armes lourdes aux forces croato-bosniaques. Le Parlement croato-bosniaque, réuni mercredi 6 novembre, n'a toutefois pas procédé au remaniement prévu.

**AU CŒUR DES TRANSACTIONS**

Au printemps dernier, les Etats-Unis avaient déjà exigé, et obtenu, le limogeage du chef des services secrets, Bakir Alispahic, également accusé d'entretenir des relations étroites avec Téhéran. L'Iran a développé des liens avec les Bosniaques par l'intermédiaire d'émissaires proches du président Alija Izetbegovic. En 1993, lorsque la Croatie est entrée en guerre contre l'armée bosniaque et qu'un second front fut ainsi ouvert, convaincu que les Occidentaux n'interviendraient pas militairement dans les Balkans, Sarajevo a encore intensifié ses relations avec des pays islamiques.

Certains pays signaient des chèques et d'autres envoyaient des armes via la Croatie, qui prélevait sa dîme au passage. Hasan Cengic et sa famille furent au cœur de ces transactions, négociant les contrats d'armement et gérant les fonds secrets bosniaques à l'étranger.

A Sarajevo, les Iraniens et de mystérieuses organisations humanitaires islamiques ont alors commencé à avoir pignon sur rue. Téhéran a renforcé son ambassade et ouvert un splendide centre culturel, tandis que les organisations humanitaires finançaient la distribution de nourriture ou la construction d'écoles primaires. Les Sarajéviens ont toujours eu des sentiments mêlés envers les pays islamiques. D'un côté, ils ne supportent pas que quiconque envisage de modifier leurs habitudes de vie sociale – presque aucune femme ne porte le voile islamique et peu d'enfants sont inscrits dans des écoles coraniques. De l'autre côté, ils sont reconnaissants à ces pays de les avoir aidés, tandis que l'Europe et les Etats-Unis ne répondaient pas à leurs appels au secours.

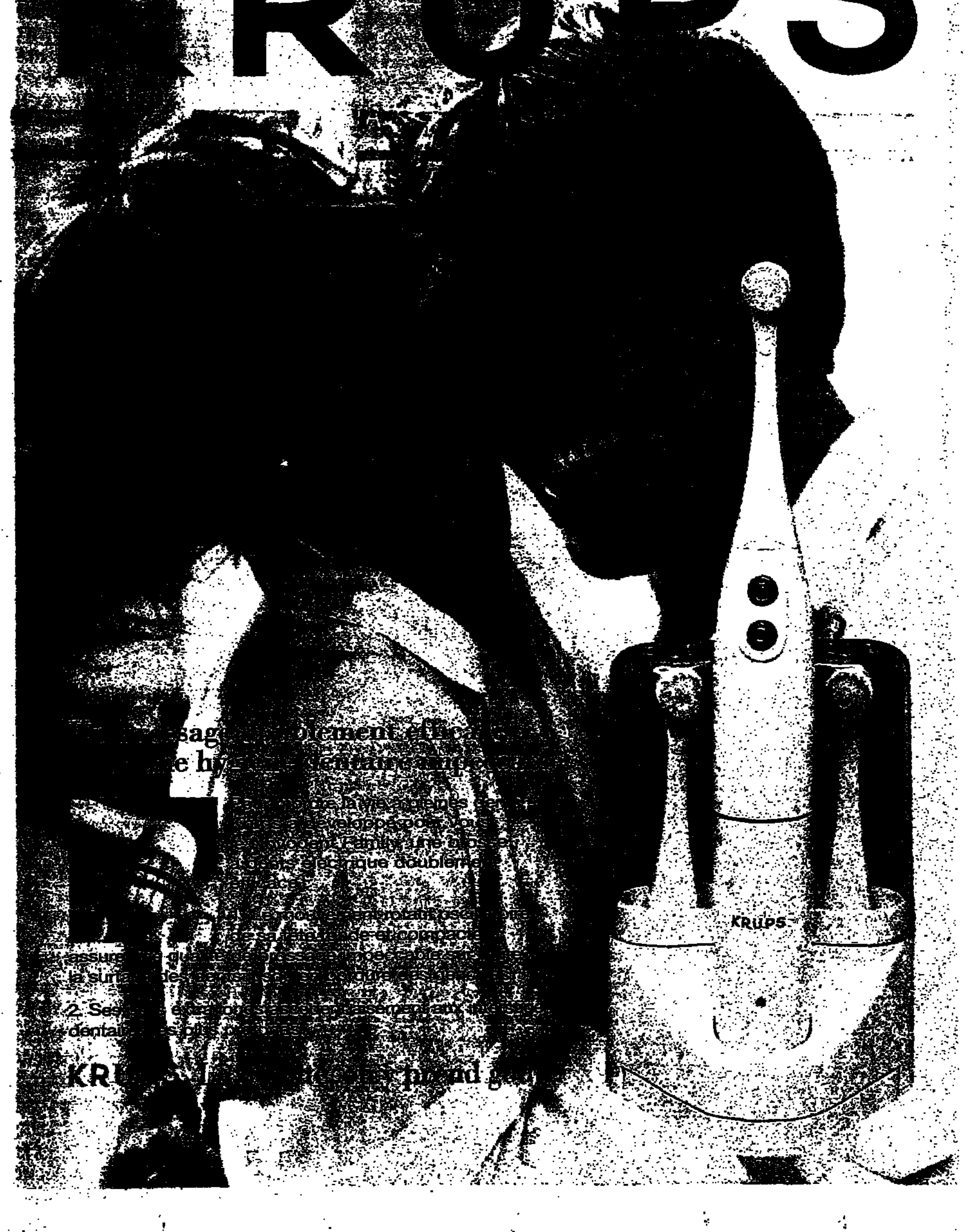
**ACCEPTER LES MAINS TENDUES**

Depuis la fin de la guerre, les Bosniaques se tournent de nouveau vers les pays occidentaux, dont ils se sentent plus proches. Seuls certains « durs » du SDA, le parti d'Alija Izetbegovic, poursuivent leur lutte pour un rapprochement Sarajevo-Téhéran. La rumeur les accuse toutefois de toucher des « enveloppes » et de servir davantage leurs intérêts personnels que des convictions idéologiques.

Quant au président Izetbegovic, il a répété, amer, que *« l'Amérique est* [le] *meilleur ami »* de la Bosnie-Herzégovine, mais il ne veut pas renier ses amitiés et rompre tous les liens avec les pays islamiques, qui ont contribué à ses yeux à la survie d'une communauté musulmane dans la région. Son isolement durant la guerre lui a appris à accepter toutes les mains tendues, d'où qu'elles viennent. M. Izetbegovic paraît mal supporter d'avoir à se plier aux exigences américaines, et de voir révolue l'époque où il pouvait mener une diplomatie tous azimuts. Il a promis que, si Hasan Cengic était effectivement écarté des affaires militaires, il se verrait confier d'autres fonctions au sein des instances bosniaques. M. Izetbegovic accepte d'autant plus mal ce qu'il a qualifié de *« diktat »* américain que les liens militaires semblent effectivement avoir été rompus avec Téhéran.

De sources diplomatiques, on indique que Hasan Cengic aurait été impliqué dans l'ouverture de centres d'entraînement de combattants islamistes en Bosnie. Aucune preuve n'a toutefois été avancée.

*Rémy Ourdan*




# La Croatie entre au Conseil de l'Europe

**STRASBOURG.** La Croatie est devenue officiellement, mercredi 6 novembre, à Strasbourg, le quarantième Etat membre du Conseil de l'Europe, malgré les critiques sur le bilan du régime de Zagreb en matière de droits de l'homme et de liberté de la presse. La cérémonie d'adhésion a d'ailleurs été marquée par les protestations de l'organisation Reporters sans frontières (RSF) : au moment où le ministre des affaires étrangères croate, Mate Granic, signait les statuts de l'organisation européenne, une dizaine de journalistes de RSF ont lancé des tracts et déployé des banderoles : *« La Croatie viole la liberté de la presse »*, assurait l'une d'elles. Les tracts reproduisaient deux « une » de l'hebdomadaire *Feral Tribune*, unique journal satirique croate, poursuivi par la justice pour avoir critiqué le président Frandjo Tudjman. Les manifestants ont été rapidement, mais sans violence, dispersés par le service d'ordre du Conseil de l'Europe. – *(AFP.)*
*(Lire aussi notre éditorial page 20.)*

# Les communistes dénoncent la paralysie du pouvoir à Moscou

**MOSCOU.** Le chef de l'opposition communiste russe, Guennadi Ziouganov, a mis en doute, mercredi 6 novembre, les capacités de travail de Boris Eltsine, en déclarant que *« personne n'avait jamais dirigé le pays depuis une salle de soins intensifs »*. M. Ziouganov a souhaité un prompt rétablissement à M. Eltsine, tout en ajoutant que la stabilité de la Russie ne dépendait pas de cela, mais *« de la volonté des dirigeants politiques à changer de cap »*.
M. Ziouganov a fait ces déclarations après s'être recueilli au mausolée Lénine, sur la place Rouge de Moscou, à la veille de l'anniversaire de la révolution bolchévique d'octobre 1917. Il a laissé entendre que la situation actuelle en Russie était prérévolutionnaire, en citant une phrase célèbre de Lénine : *« Ceux d'en haut ne peuvent rien et ceux d'en bas n'en veulent plus. » « Quand le pays est dirigé par des diplômés de second rang, des voleurs et des ivrognes*, a-t-il ajouté, *les académiciens se suicident »*, a encore déclaré M. Ziouganov. Il faisait allusion au suicide, la semaine dernière, d'un directeur de centre de recherche nucléaire russe, Vladimir Netchaï, apparemment lié à la crise financière traversée par son établissement. – *(AFP.)*

**EUROPE DE L'EST**

■ **ALBANIE** : la cour d'appel de Tirana a confirmé les peines de quinze à vingt ans de prison infligées fin septembre à neuf anciens responsables du Parti communiste albanais pour *« crimes contre l'humanité »*, a rapporté, mercredi 6 novembre, la presse albanaise. Vingt-quatre anciens dirigeants communistes ont été jugés jusqu'à présent, pour leurs activités sous les régimes d'Enver Hoxha et de son successeur, Ramiz Alia, en vertu d'une loi sur le *« génocide et les crimes contre l'humanité »*, adoptée en septembre. – *(AFP.)*

# Le nouveau gouvernement japonais semble particulièrement vulnérable

## Le cabinet minoritaire formé par M. Hashimoto est le reflet d'une situation politique confuse

**M. Ryutaro Hashimoto a formé un cabinet minoritaire à la suite de la défection des deux partis qui soutenaient la précédente coalition, le Parti social-démocrate et le Parti pionnier. Ces deux partis ont voté en faveur de la reconduction de son mandat mais ne participent pas au cabinet. Les divergences sur des questions de fond entre les trois « alliés » rendent le nouveau gouvernement vulnérable face aux crises.**

TOKYO
*de notre correspondant*

Reconduit par le Parlement dans ses fonctions de premier ministre, jeudi 7 novembre, Ryutaro Hashimoto a été obligé de former un cabinet minoritaire. Bien qu'il ait amélioré sa position, lors des élections du 20 octobre, sa formation, le Parti libéral-démocrate (PLD), ne détient que 239 sièges à la Chambre basse : il lui en manque douze pour atteindre la majorité. Au Sénat, la situation est plus délicate car une quarantaine de sièges lui font défaut. Le Parti social-démocrate et le Parti pionnier ont décidé d'apporter leur soutien au premier ministre sans participer à son gouvernement.

Les divergences entre les positions des trois « alliés » sur des questions de fond (tels que la sécurité, la présence des troupes américaines au Japon, le budget de la défense et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles) rendent le nouveau gouvernement potentiellement vulnérable aux crises. Le maintien de l'actuel ministre des affaires étrangères, Yukihiko Ikeda, indique un souci de continuité de la politique initiée avec Washington sur les bases américaines d'Okinawa.

Le Japon n'a guère d'expérience de cabinet minoritaire et les accords au Parlement sont toujours laborieux, aussi le processus décisionnel risque-t-il d'être encore plus lent qu'il ne l'est actuellement. Il sera notamment difficile à M. Hashimoto de mener une politique innovatrice en ce qui concerne le rôle international du Japon.

**IMMOBILISME**

La plupart des commentateurs s'interrogent en outre sur les capacités d'un gouvernement dont la composition reflète la « logique des clans » (les rapports des forces internes au PLD), comme ce fut le cas au cours des trente-cinq ans où il fut majoritaire, de mener à bien les réformes auxquelles le premier ministre s'est engagé. En particulier, la réforme administrative, qui comporte l'épineux dossier du sort du ministère des finances mais porte plus globalement sur la redéfinition du rôle du pouvoir exécutif face à une bureaucratie qui présente des signes de sclérose et a paru, au fil de scandales, faillir à sa mission de service public. Derrière la réforme administrative se pose la question de l'impuissance de l'Etat à réagir aux situations d'urgence (séisme de Kobé, attentat de la secte Aum).

La situation précaire du second cabinet Hashimoto est le reflet de l'état d'esprit boudeur de la nation et d'une situation politique confuse que les élections du 20 octobre n'ont guère éclaircie : l'échiquier politique est éclaté entre des forces peu différenciées dont les programmes se chevauchent. La désillusion suscitée par les promesses non tenues depuis que le PLD a perdu la majorité s'est traduite par une apathie de l'électorat, dont le taux de participation a été historiquement le plus faible.

Après trois ans au cours desquels se sont succédé quatre cabinets, le PLD revient au pouvoir avec le soutien de seulement 22 % des électeurs inscrits, soit un Japonais sur cinq. Frôlant la majorité au Parlement, il est loin de bénéficier d'un mandat du pays : telle est l'amère réalité dont M. Hashimoto devra tenir compte.

Ce retour du PLD et la défaite du Nouveau Parti du progrès (NPP), qui est d'abord celle de son chef, Ichiro Ozawa, signifient-ils que le Japon s'enlise dans l'immobilisme politique ? C'était nourrir de grandes illusions que de penser qu'un parti formé de transfuges du PLD qui avaient fait scission par opportunisme plus que par conviction pouvait transformer le fonctionnement de la démocratie japonaise. Les électeurs n'ont guère cautionné une formation dont la principale force électorale est la secte Soka Gakkai. Travaillé par des dissensions internes, le NPP risque de se scinder. Quant à M. Ozawa, qui faisait figure de rival de M. Hashimoto, il est politiquement trop affaibli pour constituer une menace réelle pour le premier ministre.

***Philippe Pons***



# L'Irak souhaite que la France s'engage plus résolument à ses côtés

## Des députés français se sont rendus à Bagdad

LE VICE-PREMIER MINISTRE irakien, Tarek Aziz, a adressé au ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, et à son homologue russe, Evgueni Primakov, des lettres réclamant la présence d'experts français et russes au sein de la commission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak (Unscom).

L'objectif en est d'obtenir un meilleur équilibre entre ses membres, dont vingt-sept sont à l'heure actuelle américains ou britanniques. M. Aziz l'a dit à une délégation de parlementaires français de la majorité, qui a fait une visite en Irak du 31 octobre au 4 novembre. La délégation comprenait Roselyne Bachelot, député RPR du Maine et Loire, Daniel Garrigue, député RPR de Dordogne, Pierre Favre, député UDF de la Gironde, et Jacques Le Nay, député République et Liberté du Morbihan.

Le voyage, organisé par Michel Grimard, chef du Mouvement chrétien V[e] République, visait, selon M[me] Bachelot, à réintensifier le dialogue avec les autorités irakiennes pour sonder les points sur lesquels il est possible d'avancer après l'élection présidentielle américaine. M. Aziz en a exposé notamment trois : l'Unscom, l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, plus connue sous la formulation « pétrole contre nourriture », et les zones d'exclusion aériennes imposées à l'Irak au sud du 33[e] parallèle et au nord du 36[e].

Sur l'Unscom, précise M[me] Bachelot, M. Aziz est quelque peu ambigu, dans la mesure où il préconise à la fois une réunion à Bagdad entre experts français et russes, en même temps qu'il souhaite que ces mêmes experts appartiennent à l'Unscom, ce qui est plutôt antinomique.

> Il semble possible d'avancer sur trois dossiers : l'Unscom, l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, plus connue sous la formulation « pétrole contre nourriture », et les zones d'exclusion aériennes

Dans son dernier rapport devant le Conseil de sécurité de l'ONU, Rolf Ekeus, le chef de l'Unscom, affirmait que cette dernière n'était pas encore en mesure d'affirmer avec certitude qu'elle était venue à bout du désarmement de l'Irak, Bagdad n'ayant toujours pas présenté un relevé satisfaisant sur le nombre de missiles prohibés, pas davantage que sur certains armements chimiques et bactériologiques.

Et lorsque, le 1[er] novembre, le Conseil de sécurité a maintenu en l'état l'embargo économique international imposé à l'Irak en août 1991, le représentant français au Conseil, Alain Dejammet, a dit que les conclusions de l'Unscom étaient claires, et qu'en dépit des résultats obtenus jusqu'à présent dans le domaine du désarmement, les Irakiens devaient encore communiquer certaines informations. Pour autant, M[me] Bachelot approuve la nécessité d'un rééquilibrage de la composition de l'Unscom.

Tout en prenant acte du fait que Paris a refusé de suivre les Etats-Unis lorsqu'en septembre ils ont étendu du 32[e] au 33[e] parallèle la zone d'exclusion aérienne imposée à Bagdad dans le sud de son territoire, le vice-premier ministre irakien a aussi déploré devant les parlementaires français que la France ne soit pas allée plus loin, explique Michel Grimard.

M. Aziz a notamment rappelé une recommandation faite à la fin de janvier par une délégation de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, conduite par l'ancien ministre des affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond. Ce dernier avait suggéré, entre autres, que la France interrompe purement et simplement sa participation à la surveillance de la zone d'exclusion au sud du 32[e] parallèle et plaide pour une autorisation de rétablissement par l'Irak de *« quelques liaisons aériennes »*. La reprise, si partielle fût-elle, du trafic aérien civil, a fait valoir M. Aziz, selon M. Grimard, faciliterait même l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU, non seulement pour l'acheminement des produits de première nécessité, mais aussi pour leur distribution à l'intérieur de l'Irak.

Prenant au mot le président de la République, Jacques Chirac, qui, le 24 octobre, devant les deux chambres réunies du Parlement jordanien, a *« solennellement appelé la communauté internationale à appliquer enfin la résolution 986, qui prévoit la reprise d'exportations de pétrole contre l'achat de nourriture et de médicaments pour sauver des innocents du désastre »*, M. Aziz a aussi demandé aux parlementaires une action plus résolue de Paris pour la mise en application de cette résolution.

Il a contesté les accusations américaines rejetant sur Bagdad le retard dans l'application de cette résolution, à propos de laquelle un accord est intervenu entre l'Irak et les Nations unies il y a plus de cinq mois. M[me] Bachelot revient d'Irak convaincue de la bonne volonté irakienne à ce sujet. Il faut, dit-elle, que les Etats-Unis disent clairement ce qu'ils veulent.

Sur le conflit interkurde, les responsables irakiens, dit encore la parlementaire, paraissent ne pas avoir franchement choisi leur camp. Alors que l'armée de Bagdad a apporté son soutien au Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, contre l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, le gouvernement irakien semble tout à fait disposé à engager le dialogue avec ce dernier pour régler les problèmes.

Tant M[me] Bachelot que M. Grimard ont déploré la pauvreté de la présence française à la Foire industrielle de Bagdad. M[me] Bachelot souhaiterait voir désigner à Paris un conseiller commercial à la section d'intérêt irakienne, pour aider les industriels français à préparer d'éventuels voyages à Bagdad. Elle a en tout cas adressé une note *« très explicite »* sur les conclusions du voyage au président de la République, au premier ministre, Alain Juppé, et à M. de Charette. De son côté, M. Garrigue, commissaire RPR des finances, évoquera l'Irak devant cette dernière.

***Mouna Naïm***

# La France a du mal à convaincre l'ONU de l'urgence d'une intervention au Zaïre

## Divergences sur le retour des réfugiés au Rwanda

**La France doit défendre maintenant devant le Conseil de sécurité de l'ONU son projet de déploiement d'une force multinationale pour venir au secours des victimes du conflit dans l'est du Zaïre. La question a commencé à être examinée, mercredi 6 novembre, mais il apparaît que les discussions risquent de traîner.**

**NEW YORK (Nations unies)**
*de notre correspondante*

Plus de deux semaines après le début de la crise dans l'est du Zaïre, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ne sont unanimes que sur un point : il faut agir. Mais l'unanimité s'arrête là. Mercredi 6 novembre, les membres du Conseil examinaient un projet de résolution allemand évoquant, en termes vagues, cette crise. A la demande de la France, devraient y être intégrés des amendements portant sur l'éventualité du déploiement d'une force internationale dont l'objectif serait de « sécuriser » les réfugiés, en leur portant assistance à partir de zones protégées.

*« Il n'y a pas de divergence sur la création des sanctuaires humanitaires »*, explique l'ambassadeur français à l'ONU, Alain Dejammet. *« L'idée de la France est simple : il est évident que l'on ne peut pas laisser des centaines de milliers de réfugiés perdus dans la nature sans eau et sans nourriture »*, dit-il, ajoutant que le projet français de force internationale *« fait son chemin »* mais *« n'est pas encore entériné »* par le Conseil.

*« C'est comme un cauchemar*, s'exclame un diplomate du secrétariat général de l'ONU. *On voit jour après jour des images d'horreur et, ici, à New York, il n'y a même pas de sentiment d'urgence. N'a-t-on rien appris des catastrophes des années passées ? »*. *« Il faut beaucoup de créativité pour la rédaction même d'une résolution*, explique un autre diplomate. *Nous sommes perdus dans les détails les plus banals. Après l'expérience bosniaque, peut-on encore parler de « zones de sécurité » ? Et ainsi de suite... »*

Les motivations de la France pour pousser à une intervention paraissent suspectes à certains de ses partenaires occidentaux. Pour éviter de parler d'une « force d'interposition », on parle, dans le projet de résolution en examen au Conseil, d'une *« force neutre »*. *« Nous sommes d'accord qu'il faut agir de toute urgence pour les réfugiés*, explique l'ambassadeur du Botswana, Legwaila Legwaila. *Là où nous ne somme pas d'accord c'est sur les moyens de les protéger. Si l'on crée une force, ou va-t-elle être ? Quel est son mandat, pour combien de temps et qui va la payer ? »*

UNE « APPROCHE RÉGIONALE »

Pour les Américains, l'objectif de la création de *« couloirs humanitaires »* devrait être le retour des réfugiés « chez eux », au Rwanda. D'autres soulignent que malgré des déclarations disant le contraire, le gouvernement de Kigali ne veut pas le retour de plus d'un million de Hutus et que si on les obligeait à rentrer au Rwanda, ils n'y seraient pas en sécurité. La France, dit-on, considère ces couloirs comme le chemin d'un retour vers les camps dans l'est du Zaïre. Or, rappellent certains, la présence des réfugiés hutus dans cette région frontalière est la cause de la rébellion des Tutsis zaïrois et de l'engagement militaire de Kigali. Sur le fond du problème, le président d'International Peace Academy, Olara Otunnu, *souligne que la communauté internationale devrait prendre en compte le fait qu'il existe « deux mouvements, l'un panhutu, l'autre pantutsi »*. Selon lui, les Tutsis et les Hutus de pays différents sentent désormais que leurs destins sont liés.

*« Notre travail est d'assurer les Hutus, qui, au Rwanda et au Burundi, ne détiennent pas le pouvoir, mais qui sont la majorité, qu'ils seront en sécurité chez eux, et, de l'autre côté, faire comprendre aux Tutsis, au pouvoir mais en minorité, qu'ils doivent partager le pouvoir. »* Pour M. Otunnu, une *« approche régionale »* est nécessaire. M. Otunnu s'inquiète, par ailleurs, de la *« nonchalance effrayante »* avec laquelle on parle désormais de l'éclatement possible du Zaïre : *« Si le Zaïre, avec ses deux cents groupes ethniques et ses neufs voisins africains, éclate, la crise yougoslave et la crise rwandaise de 1994 ne seront rien à côté... »*

*Afsané Bassir Pour*

### *M. de Charette dénonce la « mollesse » internationale*

**Le ministre français des affaires étrangères a déploré, mercredi 6 novembre, *« la mollesse de la communauté internationale »* devant la nécessité de venir en aide aux victimes du conflit dans l'est du Zaïre. Sur la chaîne de télévision *LCI*, Hervé de Charette a déclaré : *« A toutes les portes où je frappe en disant : Quelqu'un est-il prêt à prendre ses responsabilités ? On me répond non, ou on me répond poliment : Passez demain. Ou encore : Peut-être qu'on va vous passer un avion. »* A propos de l'attitude réservée des Etats-Unis, M. de Charette a ajouté : *« Si les Américains ne participent pas à une force telle que nous l'avons proposée, nous n'irons pas. Nous ne souhaitons pas que ce soit une force française (...). Il faut donc que ce soit une action internationale sous la responsabilité et l'égide de l'ONU et qu'y soient présents les Européens, les Africains et les Américains. »***

# De nouveaux bombardements sur Saké à la frontière zaïro-rwandaise

## Les Etats-Unis se contenteraient d'apporter une aide logistique à la force multinationale. Les troupes américaines ne devraient pas participer à une telle force sur le terrain

**OUTRE-ATLANTIQUE**, on étudie la possibilité d'une aide logistique de l'armée américaine à une *force multinationale*, a annoncé, mercredi 6 novembre, le département d'Etat. Aucune décision n'a encore été prise, a indiqué le porte-parole, Nicholas Burns, en soulignant que les troupes américaines ne devraient pas participer à une telle force sur le terrain. *« Nous devons avoir l'assurance que les projets sont solides, qu'ils sont logiques, et qu'ils fonctionneront »*, a-t-il ajouté.

Par la voix de leur porte-parole, Laurent Désiré Kabila, les rebelles tutsis ont annoncé leur intention de poursuivre leur offensive mais ont confirmé qu'un cessez-le-feu était décrété pour trois semaines. De nouveaux bombardements ont été signalés à Saké, près de Goma, la capitale du Nord-Kivu. Au moins trente blessés ont été amenés mercredi après-midi à Goma, aux mains des rebelles tutsis depuis quatre jours.

*Le Rwanda, bien qu'ayant participé*, mardi, au sommet des huit pays de la région des Grands Lacs qui a prôné l'envoi d'une force multinationale *« neutre »*, a fait savoir, dès mercredi, qu'il n'était pas question que cette force pénètre sur son territoire ou même, pour des raisons logistiques, s'installe sur sa frontière avec le Zaïre.

### Les rebelles tutsis ont confirmé qu'un cessez-le-feu était décrété pour trois semaines

Auparavant, l'Afrique du Sud avait décidé de suspendre temporairement ses ventes d'armes au Rwanda, tout en se déclarant prête, si les Nations unies le décident, à participer à la constitution d'une force multinationale. Pretoria, critiqué pour ses livraisons d'armes à l'un des protagonistes du conflit, a pris sa décision *« après des consultations de haut niveau avec les dirigeants de la région des Grands Lacs et des rapports sur des incursions des forces rwandaises au Zaïre »*, a déclaré, mercredi, le vice-ministre des affaires étrangères, Aziz Pahad.

Le représentant du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU à Nairobi a rappelé, mercredi, la nécessité d'agir vite pour porter secours aux réfugiés, qui survivent sans eau, sans nourriture et sans médicaments. *« Nous sommes certains que les gens ont commencé à mourir »*, a affirmé, pour sa part, un coordinateur de l'ONG Care International.

A Montréal, l'ancien secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire Bernard Kouchner a cependant estimé que *« ce n'est plus un problème humanitaire, mais un problème politique et militaire »*. Le fondateur de Médecins sans frontières, député européen, s'est insurgé contre l'inaction des Etats et l'immobilisme de la communauté internationale, prônant le nécessaire *« droit à l'ingérence »* et une *« intervention militaire de pacification »* dans la région des Grands Lacs. – *(AFP.)*

# Le président Mobutu Sese Seko tient à jouer son rôle

**NICE**
*de notre correspondant*

Dans un petit salon de la Villa del Mare, à Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes), le président Mobutu Sese Seko est apparu pendant deux minutes, mercredi 6 novembre, devant les journalistes, aux côtés de Raymond Chrétien, l'émissaire de l'ONU venu le rencontrer. Tassé dans un fauteuil, il sourit mais paraît fatigué et amaigri par la chimiothérapie consécutive à l'opération chirurgicale qu'il a subie, en août, à Lausanne, pour soigner un cancer de la prostate.

M. Mobutu a refusé toute déclaration publique. C'est M. Chrétien qui a parlé : *« Le président Mobutu m'est apparu en bonne forme*, a-t-il confié. *Il est très informé de ce qui se passe et parfaitement conscient de la gravité des événements. »* Toutefois, personne – et pas même ses proches – n'avance une date pour le retour au Zaïre du chef d'Etat africain. *« Il est évident qu'en cette période de troubles, le peuple se tourne vers le président*, a déclaré l'ambassadeur du Zaïre en France, Ramazani Baya, *mais son état de santé, qui s'améliore, ne lui permet pas de retourner immédiatement dans son pays. Le fait de recevoir l'émissaire de l'ONU et d'accepter les photographes prouve sa volonté de tenir son rôle. »*

L'entretien a duré une demi-heure environ, bien moins que ne le prévoyait la délégation accompagnant M. Chrétien. Toutefois, il a accepté le projet de déploiement, dans l'est du Zaïre, d'une force multinationale, projet défendu notamment par la France et prôné par les pays africains de la région, réunis la veille à Nairobi.

*« Le président Mobutu fera tout pour que l'accalmie actuelle dans la région des Grands Lacs soit maintenue et qu'une force multinationale puisse rapidement arriver afin de venir en aide aux réfugiés et faciliter leur retour graduel en toute sécurité vers leur pays d'origine »*, a expliqué M. Chrétien. Parlant de quelques semaines, le diplomate canadien, qui doit se rendre maintenant dans les capitales africaines les plus concernées par la crise, est resté vague sur le délai de mise en place de cette force.

VAINCRE LES RÉTICENCES

M. Chrétien doit principalement vaincre les grandes réticences du Rwanda à l'idée de l'envoi d'une force multinationale à sa frontière. *« Je suis conscient des réticences exprimées*, a-t-il affirmé, *mais je dois avoir une discussion très franche avec le gouvernement rwandais, qui a cependant accepté l'idée que les réfugiés rentrent chez eux. »*

M. Chrétien, qui a été ambassadeur du Canada au Zaïre, se fie à son expérience pour assurer que la position rwandaise pourrait évoluer favorablement. Pour préparer le terrain de cette seconde phase de négociations, l'envoyé spécial de l'ONU a confié que le Rwanda avait aussi le droit d'avoir des exigences pour maintenir sa sécurité face à un éventuel mouvement de retour des réfugiés rwandais qui se trouvent au Zaïre depuis deux ans.

*Jean-Pierre Laborde*

■ **La Fondation de France ouvre un compte d'urgence pour les populations réfugiées du Zaïre.** Elle précise qu'elle sera *« aux côtés des organismes internationaux pour porter secours aux populations en danger »*. Les dons par chèque bancaire doivent être libellés à l'ordre de : Fondation de France-Réfugiés du Zaïre. 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

**INTERVENTION** Jacques Chirac est aujourd'hui décidé à s'adresser aux Français par l'intermédiaire de la télévision à son retour du Japon à la fin du mois de novembre. Cette intervention devrait être suivie d'un déplacement en province, le chef de l'Etat voulant insister sur les difficultés rencontrées par la jeunesse ● UN CHANGEMENT de politique économique et financière, non plus qu'un départ d'Alain Juppé ne sont à l'ordre du jour. Mais le président de la République veut reconnaître publiquement l'état de gravité de la situation morale et sociale. Il pourrait aussi s'inquiéter de la force de l'extrême droite. Il devrait rappeller que la réforme de l'Etat est, à ses yeux, indispensable. ● CHARLES PASQUA, après les critiques acerbes contre le pouvoir qu'il a émises dans *Le Monde* du jeudi 7 novembre, a été accusé par les dirigeants du RPR de mettre à mal l'unité de la majorité.

# Jacques Chirac va s'adresser aux Français pour dénoncer les corporatismes

## Avant la fin novembre, le président de la République interviendra à la télévision pour reconnaître que la cohésion de la société est aujourd'hui menacée. Refusant un changement de politique économique et de gouvernement, il insistera sur la nécessaire réforme de l'Etat

**LES DÉPUTÉS** et les sénateurs RPR l'en supplient. Ses amis le lui recommandent. Ses conseillers le lui conseillent. L'opinion l'attend. La demande, chaque jour plus explicite, chaque jour plus pressante, a été entendue. Jacques Chirac va parler. Quand ? Après son voyage au Japon, du 15 au 21 novembre et avant un déplacement en province, du 27 au 29 novembre. Où ? A la télévision. Comment ? Avec gravité. Reste l'essentiel : pour dire quoi ? qu'il est inquiet, que la nation est malade et que la cohésion de la société est aujourd'hui menacée.

Depuis des semaines, l'Elysée réfléchit à cette intervention présidentielle. Sa nécessité s'est imposée. Lorsqu'il a décidé, en dépit de toutes les pressions et de ses propres interrogations, de ne pas changer de premier ministre avant la rentrée, Jacques Chirac savait qu'il ne serait pas préservé et que c'est à lui que reviendrait l'« animation » du champ politique intérieur. C'est dans cet esprit qu'avait été conçu, jusqu'au moindre détail, son voyage de trois jours dans le Pas-de-Calais, du 29 septembre au 1er octobre.

De ce département touché plus que d'autres par la crise, le chef de l'Etat a voulu envoyer un message rassurant au pays : je suis là, je comprends et je partage vos inquiétudes, ensemble, nous allons réformer cette société bloquée. Le partage des rôles était clair : Jacques Chirac occupait pleinement le terrain politique, tandis qu'Alain Juppé, aux commandes gouvernementales, continuait d'avancer aussi loin et aussi longtemps qu'il le pouvait.

**« DRAMATISATION »**

Dans un discours solennel, parfaitement mis en scène, prononcé le 30 septembre à Aire-sur-la-Lys, le président de la République avait affirmé : « *Les Français sont inquiets. Les Français sont sceptiques. Les Français doutent de tout, y compris de notre aptitude à faire face (...) Je comprends toutes les impatiences, mais je ne me résoudrai jamais à la résignation.* » Le ton de l'automne politique était donné, mais le scénario a échoué. A l'Elysée, l'avis est unanime, le voyage dans le Pas-de-Calais n'a pas donné les effets escomptés.

La « *dramatisation* » du message présidentiel, dressant un constat alarmant de l'état du pays, avait déjà été suggérée par certains conseillers en septembre. Elle avait alors été écartée, notamment par Jacques Pilhan, conseiller de Jacques Chirac et grand ordonnateur du voyage dans le Pas-de-Calais, qui souhaitait « protéger » l'image du chef de l'Etat et ne pas donner à l'opinion et aux observateurs, le sentiment que celui-ci jouait en quelque sorte son va-tout sur cette rentrée.

C'est donc à son retour du Japon que Jacques Chirac devrait s'adresser aux Français. Les réflexions qui lui ont été soumises pour définir le cadre de son intervention, ne cherchent à entretenir aucun faux optimisme. Elles dressent un constat plutôt brutal de l'état de l'opinion : convaincue que la marge de manœuvre du pouvoir politique est de plus en plus réduite, du fait de la mondialisation de l'économie et des conséquences du traité de Maastricht, elle met en cause non plus seulement la compétence de ses dirigeants, mais leur utilité.

Sur cette fragilité extrême du pouvoir politique, qui écorne l'attachement à la démocratie, se greffe une profonde crise morale, développant les peurs jusque dans les sphères les plus intimes : la nourriture, depuis l'affaire de la vache folle ; l'air que l'on respire, depuis les craintes liées à l'amiante ; l'innocence et l'intégrité des enfants, en écho aux affaires de pédophilie qui secouent la Belgique et à la longue liste de faits divers qui ont marqué la rentrée.

Face à ce sentiment d'un délitement de la société, on ne cache pas, à l'Elysée, une profonde inquiétude devant le succès rencontré par le Front national. L'enjeu est de taille : il ne faut pas laisser au parti d'extrême droite le monopole de cette dénonciation du malaise d'une société. Le verbe présidentiel doit donc remplir cette mission : remettre les choses en ordre, dénoncer l'inacceptable, donner des repères à l'opinion, définir des normes.

C'est sur ce constat, grave, de l'état de l'opinion que Jacques Chirac devrait s'appuyer dans son intervention pour affirmer que la cohésion de la société est menacée, parce que les Français n'arrivent plus à vivre ensemble. Face à cette crise nouvelle, tout se passe aujourd'hui comme si la France ne parvenait plus à trouver en elle-même, des solutions. Elle a laissé dériver ses problèmes, ses finances publiques, l'autorité de son Etat, elle n'a pas traité ses virus (la drogue, la violence, l'illettrisme, le chômage des jeunes).

M. Chirac devrait insister sur les blocages liés aux corporatismes, à l'expression, par les organisations professionnelles, des intérêts particuliers qui minent selon lui la société. Concentré sur les difficultés rencontrées par la jeunesse, ce discours devrait évoquer le chômage des jeunes sur lequel un certain nombre de ministres ont reçu l'ordre de travailler très rapidement pour proposer des mesures « lisibles ». Le chef de l'Etat multiplie lui-même à ce sujet discrètement les rencontres avec les responsables syndicaux – dont Marc Blondel.

Le deuxième grand thème sera celui de la réforme de l'Etat, dont Jacques Chirac est convaincu qu'il s'agit d'une réforme de septennat. Le président estime que les dysfonctionnements de la société ont fragilisé l'Etat et se sent, à cet égard, très concerné par les difficultés rencontrées par la Belgique. Il devrait également aborder le problème de la justice, auquel il est reproché de ne pas s'attaquer aux « *vrais problèmes* ». Enfin, et toujours en direction de la jeunesse, Jacques Chirac pourrait aborder la question de la réforme de l'éducation. Il n'est pas exclu qu'il revienne sur l'idée du référendum sur l'école.

A l'Elysée, on espère que ce discours solennel d'expression d'un volontarisme politique, au plus proche des préoccupations quotidiennes des gens, permettra de dégager un peu d'espace et de temps, en attendant que les mesures engagées par le gouvernement d'Alain Juppé dégagent des marges de manœuvre économiques aujourd'hui inexistantes. Il sera temps, alors, mais alors seulement, de songer à franchir une autre étape du septennat.

*Pascale Robert-Diard*

### *Les Français broient du noir, selon BVA*

**Les Français n'ont jamais été aussi pessimistes depuis 1983. Depuis cette date, l'institut BVA mesure chaque mois, sur une échelle de 0 à 100, le moral des Français. Cet indice n'était descendu en dessous de 40 qu'à l'automne 1984, sous l'effet conjugué de la crise scolaire et du changement de politique économique de la gauche. Selon la dernière mesure réalisée par BVA, du 17 au 19 octobre, auprès d'un échantillon de 924 personnes et publié, le 4 novembre, par la revue *Sociétal*, cet indice est tombé, actuellement, à 37,7, en chute rapide depuis le début de l'été. Cet indice confirme toutes les enquêtes récentes, selon lesquelles 70 % à 80 % des Français considèrent que « *les choses ont tendance à aller plus mal* » aujourd'hui (*Le Monde* du 2 novembre). De même, la dernière enquête mensuelle de l'Insee auprès des ménages faisait apparaître un niveau de pessimisme presque aussi fort que lors des grèves de décembre 1995 (*Le Monde* du 11 octobre).**

## *« Quand une maison est sale, il faut prendre le balai »*

**AU COURS** du repas, ils ont été plus d'un à se demander pourquoi « *Charles restait impassible, presque figé et totalement silencieux* ». « *C'est en achetant* Le Monde *à la sortie de l'Elysée que j'ai compris* », raconte François Gerbaud (Indre), l'un des membres du bureau du groupe RPR du Sénat que recevait à déjeuner le président de la République, mercredi 6 novembre.

En pénétrant dans la salle à manger présidentielle, en compagnie de Charles Pasqua, ses collègues n'étaient pas encore informés des propos acides de l'ancien ministre de l'intérieur. L'un des convives, Yves Guéna (Dordogne), raconte : « *A mon avis, le président, lui, avait pris connaissance avant le repas des déclarations de Charles Pasqua et j'ai compris, en les découvrant moi-même après, pourquoi Jacques Chirac est monté sur ses grands chevaux au cours de la conversation. Il a pourfendu, sans les nommer, ceux qui préconisent une autre politique et ceux qui veulent faire des emprunts sans dire comment on les remboursera.* » Autant d'allusions aux propositions économiques du sénateur des Hauts-de-Seine qui avait été placé, à table, pratiquement en face de M. Chirac.

Dans la cour de l'Elysée, M. Pasqua s'est contenté de décrire laconiquement l'ambiance du déjeuner : « *excellente* » et « *très sincère* ». « *On a parlé de tout, très franchement* », a-t-il dit.

**UN « VÉRITABLE ACTE DE FOI »**

Auparavant, le président avait commencé par captiver ses invités en leur rapportant comment il s'était adressé en tête à tête à Benyamin Nétanyahou au cours de son récent voyage au Proche-Orient. Mais les sénateurs néogaullistes attendaient surtout M. Chirac sur la situation intérieure. Le chef de l'Etat a donc réexpliqué pourquoi il estimait nécessaire de pratiquer, indépendamment des contraintes de Maastricht, un « *assainissement* » de la situation économique et financière du pays. « *Quand une maison est sale, il faut prendre le balai* », a-t-il lancé, selon Lucien Neuwirth (Loire). « *Mon rôle est de me préoccuper de la France de demain* », a-t-il expliqué, et c'est pourquoi il est nécessaire de lui administrer « *les remèdes indispensables, si nous voulons qu'elle aille de l'avant* ».

« *Il n'y a qu'une seule politique possible et je ne me détournerai pas de cette voie* », a martellé le chef de l'Etat, selon plusieurs participants. A Jean-Paul Delevoye (Pas-de-Calais), qui s'inquiétait de l'avenir du pacte social européen, M. Chirac a répondu : « *Ce texte, c'est moi qui l'ai rédigé. Mais pour qu'il devienne une réalité nous devons d'abord être capables de le financer.* » Pratiquant, d'après un sénateur, « *l'anti-langue de bois* », tout en se montrant « *simple et cordial, comme le Chirac d'avant* », le président a séduit ses « *compagnons* ». Sur les bienfaits futurs de la monnaie unique, qui laisse perplexe plus d'un élu RPR, M. Chirac s'est livré à un « *véritable acte de foi* », selon la formule d'un invité. Ancien ministre du général de Gaulle, M. Guéna résume ainsi les propos présidentiels : « *Il s'est montré inébranlable sur la politique qu'il mène et résolu sur la monnaie unique.* » A certains qui, en Allemagne, « *trouvent que nous n'en faisons pas assez* » pour atteindre les critères de Maastricht, le chef de l'Etat a répondu : « *La France est déterminée. Les conseils extérieurs lui sont indifférents.* »

Il n'a pas été une seule fois question, au cours de la conversation, de M. Juppé, ni pour le critiquer ni pour le défendre. Relayant le souhait formulé par Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, que le chef de l'Etat s'exprime « *à nouveau* » et « *explique un peu les choses* », M. Neuwirth a demandé à M. Chirac « *de s'adresser aux Français qui ont besoin de comprendre la politique menée. Il faudrait que vous la leur expliquiez de la même manière que vous venez de le faire* ». « *J'y songe* » a répondu M. Chirac à son auditoire, ravi d'avoir assisté en quelque sorte à une répétition de sa prochaine intervention.

*Fabien Roland-Lévy*

### *Les anciens du RPR font de la résistance*

**Les parlementaires RPR touchés par la limite d'âge de 75 ans décidée par leur mouvement, n'entendent pas se laisser faire. Jacques Baumel (Hauts-de-Seine), 80 ans en 1998, est décidé à se représenter. « *Nous sommes responsables devant les électeurs. J'ai encore ma tête sur les épaules* », a-t-il plaidé mercredi 6 novembre. Jean-Paul de Rocca Serra (Corse-du-Sud), 87 ans en 1998, a également déclaré qu'il n'avait pas l'intention de s'effacer. Sans pour autant avoir décidé de se représenter, d'autres ont exprimé leurs réserves. « *Tout ce qui limite le choix du suffrage universel me paraît artificiel* », a ainsi déclaré Xavier Deniau (Loiret), 75 ans en 1998. « *De toute façon, une décision du parti n'empêchera personne de se représenter et d'être élu* », a assuré le sénateur Yves Guéna, renouvelable en Dordogne en 1998, année de ses 76 ans.**



## Malgré les remarques acerbes de responsables RPR, Charles Pasqua accuse le pouvoir de surdité

**CHARLES PASQUA** a reconnu, mercredi 6 novembre sur TF 1, être « *tenté de parler un peu plus fort* » dès lors que « *le pouvoir est sourd* ». En complément des appréciations fort critiques sur l'action du gouvernement qu'il avait confiées, la veille, au *Monde*, le sénateur des Hauts-de-Seine a estimé qu'« *il y a un profond fossé entre ceux qui gouvernent, qui croient incarner la vérité, et l'immense majorité des Français* ».

A propos de la limite d'âge imposée aux candidats du RPR, M. Pasqua (69 ans) a laissé tomber cette charge : « *Quelqu'un, à 70 ans, peut être parfaitement lucide et en forme, et j'en connais qui, à 50 ans, feraient mieux de prendre leur retraite parce qu'ils sont gâteux ou qu'ils ne comprennent rien à la vie des Français.* » Visait-il Alain Juppé (51 ans) ? En réponse à tous ceux qui, dans la journée, avaient jugé que ses propos ne servaient pas le président de la République, M. Pasqua a précisé : « *J'ai pour Jacques Chirac beaucoup d'estime et d'affection. Mon ambition n'est pas de lui compliquer la vie. Mais ce n'est pas en disant que tout va bien qu'on l'aidera.* »

**TERME « OUTRANCIER »**

Auparavant, le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, avait estimé que « *ce n'est pas l'intérêt du pays de porter des charges de cette force contre le président de la République dans un moment où il faut mener une politique extrêmement difficile* ». M. Mancel avait ajouté ce commentaire sur M. Pasqua : « *Il a été présent dans les défaites présidentielles de 1981 et de 1988. Il a été absent le jour de la victoire de 1995. Je crois qu'il ne s'en est personnellement jamais bien remis.* » Dans le même registre, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Michel Péricard, a jugé que M. Pasqua est « *un homme seul, sans doute un peu désœuvré, qui a cru bon d'affaiblir le RPR par des propos auxquels il ne faut pas attacher trop d'importance* ».

Même Patrick Devedjian (Hauts-de-Seine), resté fermement balladurien, a refusé de suivre l'ancien partisan d'Edouard Balladur lors de la campagne présidentielle. Il a estimé que le terme de « *déconfiture* », utilisé par M. Pasqua pour juger de l'action du gouvernement, est « *outrancier* » : « *Nous sommes tous sur le même bateau. Ne faisons pas de catastrophisme.* »

Sur la même ligne que M. Pasqua vis-à-vis de l'intégration européenne, Nicole Catala (RPR, Paris) a déclaré qu'elle-même « *continue de [s']interroger sur le bien-fondé de la politique monétaire qui est perpétuée* », mais, a-t-elle ajoutée, « *je ne crois pas que ce soit servir le pays que de mener de l'intérieur même du RPR une charge aussi virulente* ».

Jeudi, sur RMC, Patrick Stefanini, secrétaire général adjoint du RPR, s'est déclaré « *curieux de savoir ce que pensent* » de l'expression « *déconfiture* » « *les anciens alliés de Charles Pasqua* ». « *Je pense notamment à Alain Madelin et à Philippe Séguin* », a-t-il précisé. Seul Jacques Baumel (RPR, Hauts-de-Seine) a partagé les appréciations de l'ancien ministre de l'intérieur : « *Pour qu'un homme comme Charles Pasqua en arrive à dire ce qu'il a dit, ça prouve qu'il y a vraiment un immense désarroi dans le pays et un profond mécontentement de beaucoup de Français. (...) Je suis navré que, dans la Ve République, on en soit arrivé à de pareilles situations, qui ne sont pas celles que j'ai connues du temps du général.* »

*Jean-Louis Saux*

## Les sénateurs font entendre la colère du monde rural

**UNE JOURNÉE** au palais du Luxembourg à entendre les récriminations des sénateurs sur les difficultés de la France rurale n'étant pas une sinécure pour un ministre de l'agriculture, mieux vaut ne pas arriver les mains vides.

Philippe Vasseur connaît cette règle d'or. Le débat sur l'agriculture organisé au Sénat, mercredi 6 novembre, avait débuté depuis quelques minutes à peine que le ministre – bon élève d'un président de la République qui, aux yeux du monde rural, reste « *son* » ministre – annonçait déjà une rallonge de 230 millions de francs à destination des éleveurs, en complément des 770 millions obtenus le 30 octobre, lors du dernier conseil agricole européen.

Ce chiffre symbolique du milliard de francs n'a toutefois pas suffi à apaiser la majorité sénatoriale, même si celle-ci a décerné quelques satisfecits appuyés à l'intention de M. Vasseur. La désespérance des agriculteurs est trop forte pour que quelques millions supplémentaires suffisent à calmer leur représentants naturels.

« *Toutes les aides ne pourront compenser nos pertes* », a averti d'emblée Bernard Barraux (UC, Allier). Premier d'une longue liste d'orateurs inscrits, M. Barraux, qui s'est présenté comme le représentant « *d'un département de bovins allaitants de race charolaise* », a donné le ton au débat, au risque de couper l'herbe sous le pied de ceux qui allaient lui succéder à la tribune : évoquant la « *psychose collective* » et le « *terrorisme médiatique* » qui ont caractérisé, selon lui, la crise de la « vache folle », le sénateur de l'Allier a souhaité « *crier l'indignation des éleveurs de troupeaux allaitants victimes d'une campagne de calomnies inadmissibles* ». « *Si on reprenait les méthodes agricoles d'antan, nous crèverions tous de faim* », a-t-il ajouté à l'intention de ceux qu'il a qualifiés de « *nostalgico-écolos* ».

Tandis que Roland du Luart (RI, Sarthe), président du groupe sénatorial de l'élevage, demandait au gouvernement de « *faire litière de la désinformation qui plaît tant à certains* », Christian Poncelet (RPR, Vosges) renchérissait : « *Mal informés, les Français jugent toute la profession agricole à travers le cas de quelques brebis galeuses.* » Et le président de la commission des finances de demander que soient « *dégelés* » les projets de loi sur l'équarrissage et la qualité des produits alimentaires ; de s'interroger « *avec angoisse* » sur l'abondement des crédits destinés à l'installation des jeunes ; de demander la suppression des quotas laitiers ; etc.

« *Quel avenir reste-t-il à notre élevage bovin ?* », s'est interrogé, parmi d'autres, Raymond Soucaret (RDSE, Lot-et-Garonne), avant d'évoquer la « *marginalisation économique* » de l'agriculture française, ce « *réservoir de valeurs* ».

*Jean-Baptiste de Montvalon*

# Le PS préconise un « engagement national » entre l'Etat et les entreprises pour l'emploi des jeunes

## Les rocardiens, la Gauche socialiste et M. Emmanuelli déposeront des amendements

**Le PS a achevé, jeudi 7 novembre, la rédaction du projet économique, intitulé *« Objectif emploi, changer de politique »*, qu'il soumettra à un conseil national samedi. Henri Emmanuelli déposera un amendement sur la question monétaire, sujet sur lequel il est en désaccord avec Lionel Jospin. Michel Rocard et ses amis feront de même sur la réduction du temps de travail et la Gauche socialiste annonce cinq *« gros amendements »*.**

**APRÈS** une nouvelle journée marathon mercredi, les socialistes ont bouclé, jeudi 7 novembre au matin, le projet économique qui sera adopté par le conseil national du 9 novembre avant d'être soumis au vote des militants et ratifié par une convention les 14 et 15 décembre. Ce texte de vingt pages, auquel il manque encore une introduction et une conclusion, préparé sous la houlette d'Henri Emmanuelli, a subi d'importantes modifications dans le *« changement fondamental de politique économique »* qu'il préconise. Laurent Fabius, qui a participé aux travaux mercredi matin, comme Jacques Delors et Martine Aubry, a défini le cap dans son bulletin parlementaire. *« On attend* [de la gauche], écrit le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, *qu'elle redonne une perspective humaine et un projet d'avenir à une société qui les a perdus. Ne craignons pas d'être audacieux. »*

Le document de M. Emmanuelli souligne qu'il faut *« mener une politique de croissance »* à travers l'augmentation du pouvoir d'achat et la relance de l'investissement public. Hausse des salaires, baisse de deux points du taux de cotisations grâce au basculement de ces cotisations sur une CSG élargie, allègement de la TVA : autant de mesures qui seraient mises en scène par une *« conférence nationale sur les salaires »* qui s'appuiera sur une recréation du Centre d'études sur les revenus et les coûts. *« La dépense* [publique], indique le texte, *devra être stabilisée et réorientée vers les dépenses qui favorisent l'emploi et la croissance. »*

**VERS LES 35 HEURES**

Les principales modifications concernent le temps de travail, l'emploi des jeunes et la fiscalité. La réduction du temps de travail – *« rendue possible par le progrès technique »*, a fait ajouter M. Delors – a donné lieu à plusieurs passes d'armes entre Lionel Jospin et Michel Rocard. La phrase *« La situation de beaucoup d'entreprises le permet, et le retour de la croissance et la baisse du chômage dégageront des moyens nouveaux »*, a été jugée insuffisante par M. Rocard, qui plaidait pour une réduction financée par un recyclage des dépenses passives alors que MM. Jospin et Emmanuelli comptent sur les gains de productivité. *« Les socialistes préciseront après concertation avec les partenaires sociaux une loi-cadre qui abaissera l'heure légale à 35 heures, dans un délai de deux ans, sans perte de salaires »*, précise le texte, qui rappelle la perspective de 32 heures, la loi-cadre ouvrant la voie à une négociation.

Un autre changement porte sur le *« programme national pour l'emploi des jeunes »*. Un petit groupe formé par Dominique Strauss-Kahn, Jean Glavany, Régis Passerieux et Michel Sapin a fait adopter un nouveau dispositif : *« engagement direct de l'Etat, en liaison avec les collectivités locales, à créer et financer 350 000 emplois supplémentaires en deux ans »* ; *« conclusion sur la base d'une loi jeunes d'un engagement national entre les entreprises et l'Etat pour la création en deux ans de 350 000 contrats de premier emploi supplémentaires »* ; *« ces contrats à durée indéterminée comporteront pour l'entreprise une obligation de formation interne financée par l'Etat »*. L'obligation légale visant à porter le pourcentage de jeunes à 22,5 % de l'effectif de l'entreprise, auquel les rocardiens étaient très hostiles, a disparu, comme le tutorat, mais une loi sur un *« engagement national »* subsiste.

La fiscalité fera l'objet d'une *« refonte qui exclut toute hausse du prélèvement global »*. Quatre *« mesures de justice »*, et non d'équité, sont proposées : *« suppression de la détaxation et des abattements dont bénéficient les revenus des placements financiers, les plus-values, les stock-options »* ; *« limitation des réductions et des exonérations fiscales ayant un effet contraire à la progressivité de l'impôt sur les revenus »* ; *« limitation des avantages dont bénéficient les patrimoines cédés par anticipation et les contrats d'assurance-vie et alourdissement de l'ISF »* ; *« relèvement de l'impôt sur les sociétés »*. Le texte ajoute que *« les recettes obtenues permettront la réduction d'impôt à caractère social »*. Malgré ces modifications, la Gauche socialiste, les rocardiens, Partages, Christophe Clergeau et M. Emmanuelli lui-même – sur la question monétaire – déposeront des amendements au conseil national. Il reste à savoir, en cas de rejet, qui sautera le pas et choisira de s'en remettre au vote des militants, le fabiusien Alain Claeys ayant mis en garde contre des amendements pouvant contrarier *« la cohérence »* du texte.

*Michel Noblecourt*

# Des sénateurs réduisent le déficit de la Sécurité sociale pour 1997

**LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES** du Sénat a réduit le déficit du régime général (salariés) pour 1997 d'un peu plus de 1 milliard de francs lors de l'examen, mercredi 6 novembre, du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Les députés avaient augmenté le déficit de 700 millions, en allégeant la taxation sur les alcools, les casinos et les courses. Sans modifier ces dispositions, la commission a ajouté une recette nouvelle en adoptant un amendement tendant *« à soumettre à cotisation sociale la part des indemnités de licenciement versées au-delà des obligations légales et conventionnelles »*.

**DÉPÊCHES**

■ **ASSURANCE-MALADIE : le président de la Fédération des médecins de France (FMF)** s'est dit prêt, mercredi 6 novembre, à signer le protocole d'accord sur l'application de la réforme de la Sécurité sociale proposé, lundi, par les caisses d'assurance-maladie. Jean Gras demande cependant que celles-ci *« tiennent compte des contre-propositions que nous souhaitons élaborer en commun avec la Confédération des syndicats médicaux français »* (*Le Monde* du 6 novembre).

■ **FN : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT**, estime, dans un entretien publié par *L'Express* (daté 7 novembre), qu'il faut *« en finir avec le silence bien-pensant sur les vérités horribles »* que sont le racisme et la préférence nationale. Interrogée sur la CGT et FO, elle juge que *« certains extrêmes dans le mouvement syndical sont disposés à exacerber tous ces sentiments-là pour mieux exploiter une situation de crise »*.

■ ***PARTI RADICAL-SOCIALISTE* : Jean-François Hory, ex-président de Radical**, et Bernard Tapie, ancien député, ont critiqué, mercredi 6 novembre, lors d'une réunion du conseil fédéral, la stratégie suivie par le Parti radical-socialiste lors de l'élection partielle de Gardanne, où son candidat, Bernard Kouchner, a été battu. M. Hory a exprimé son désaccord avec la mise en place d'un comité de vigilance contre le racisme et avec *« les grandes messes d'union de la gauche »* aux côtés du PCF et de la LCR (trotskiste) auxquelles a participé Jean-Michel Baylet, président du PRS.

■ **CORSE : huit des quinze membres du Mouvement pour l'autodétermination** (MPA, vitrine légale du FLNC-canal habituel) interpellés lors de l'opération de police menée dimanche 3 et lundi 4 novembre en Haute-Corse, à Bastia et à Calvi, ont été remis en liberté mardi et mercredi. Les sept autres se sont vu signifier la prolongation de leur garde à vue, pour une durée de quarante-huit heures, dans les locaux de l'antenne bastiaise du SRPJ d'Ajaccio.

# L'UDF propose un référendum sur la modernisation de la vie politique

**POUR SE METTRE** d'accord sur la modernisation de la vie politique, les composantes de l'UDF ont dû choisir un profil bas. Le bureau politique de la confédération a fait connaître, mercredi 6 novembre, ses réponses au questionnaire adressé par Alain Juppé aux partis. Globalement, elle suggère que la modernisation de la vie politique, ainsi que la poursuite de la décentralisation, fasse l'objet d'un référendum.

Contrairement au RPR, l'UDF a refusé de fixer une limite d'âge à ses candidats. En contrepartie, elle a *« marqué son intérêt »* pour une proposition de Dominique Paillé, député (UDF-AD) des Deux-Sèvres, tendant à baisser à dix-huit ans l'âge de l'éligibilité à tous les mandats. François Léotard, son président, partisan d'une limitation très stricte du cumul des mandats et des fonctions, n'a pas été suivi dans cette voie : l'UDF ne s'oppose pas au cumul d'une fonction parlementaire avec la présidence d'un exécutif local. L'UDF a cependant admis l'idée qu'un ministre ne puisse pas être, parallèlement, chef d'un exécutif local. Nommé ministre, un président de conseil général ou régional ou bien un maire d'une ville de plus de 20 000 habitants déléguerait, temporairement, ses fonctions à l'un des membres de l'assemblée locale, et les retrouverait dès son départ du gouvernement. Un même élu ne pourrait pas, non plus, être à la fois député européen et parlementaire national, ni à la tête de deux exécutifs locaux.

En ce qui concerne la présence des femmes dans la vie politique, l'UDF, comme le RPR, a écarté l'idée de légiférer, et s'est contentée de se fixer comme *« objectif »* d'attribuer, lors des scrutins de liste (régionales, municipales et européennes), un tiers des places éligibles à des candidates. Hostile à une réforme du mode de scrutin législatif avant 1998, l'UDF souhaite que la région devienne une circonscription unique pour les élections régionales, mais refuse l'idée d'une prime majoritaire à la liste arrivée en tête. Elle souhaite aussi engager une réforme du mode de scrutin pour les élections européennes, et rouvrir le débat sur le quinquennat présidentiel.

*Cécile Chambraud*

# La majorité adopte le budget de la défense avec scepticisme

***LES DÉPUTÉS*** ont adopté, mercredi 6 novembre, les crédits de la défense pour 1997. La droite a voté pour, la gauche a voté contre. Première année de mise en application, en matière d'équipement des armées, de la loi de programmation militaire courant jusqu'en 2002, 1997 devrait donner le coup d'envoi des réformes *« historiques »*, comme l'a rappelé Charles Millon, ministre de la défense, qu'il s'agisse de la restructuration des armées ou des réorganisations industrielles, dont le rapprochement Thomson CSF-Matra Défense constitue le volet le plus polémique.

Le budget, dont les crédits s'affichent à 190,9 milliards de francs, est en baisse de 3,9 % par rapport à la loi de finances initiale de 1996. Les crédits d'équipement diminuent de 8,1 %, à 88,7 milliards. Cette découpe, au plus juste, du budget d'équipement militaire a suscité des inquiétudes. Si les orateurs de la majorité ont estimé que ce projet était *« conforme »* à la première annuité de la programmation, tous ont souligné que les crédits devaient être *« sanctuarisés »* et ne pas faire l'objet de reports, gels ou annulations en cours d'année.

Arthur Paecht (UDF, Var), rapporteur spécial pour les dépenses d'équipement, a indiqué que *« le retrait d'une seule brique de l'édifice risquait de le détruire »*. Jacques Boyon (RPR, Ain), président de la commission de la défense nationale, a souligné combien l'exécution du budget 1996 avait été *« excécrable »*. M. Millon a assuré les députés que les annulations décidées en avril et en septembre 1996 pour un montant de 6,4 milliards de francs *« ne devraient peser que très faiblement sur l'exécution de la programmation »* en 1997.

Patrick Balkany (RPR, Hauts-de-Seine), rapporteur spécial pour les dépenses de fonctionnement, a dit son scepticisme sur l'utilité du rendez-vous citoyen. Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine) a pour sa part dénoncé un budget qui est *« celui de tous les dangers »*.

*C. M.*

# SOCIÉTÉ



**PRÉCARITÉ La commission des affaires sociales du Conseil économique et social a adopté, mercredi 6 novembre, un projet d'avis sur la loi contre l'exclusion. Ce texte qui devra être voté en assemblée plénière émet plusieurs réserves sur la création des contrats d'initiative locale (CIL), nouveau type d'emploi aidé. ● L'ETAT tente, avec les emplois de ville et les futurs CIL, de ne pas renouveler les erreurs constatées avec les contrats emploi-solidarité, qui ne permettent que rarement de sortir de la précarité. Localement, les communes essaient de définir de nouvelles activités. ● À ÉPINAY-SUR-SEINE, la municipalité est devenue un des principaux acteurs de l'emploi. Constatant que l'aide sociale a atteint ses limites, la ville a défini ce que pourraient être des emplois aidés d'un type nouveau, même si elle regrette l'insuffisant financement de l'Etat.**

# L'Etat parie sur des emplois aidés qui ne soient pas des « petits boulots»

## Malgré le dévoiement des CES et des CEC, le gouvernement mise sur les emplois de ville et les futurs contrats d'initiative locale pour enrayer le chômage. En tentant, cette fois, de faire émerger, avec l'aide des communes, des activités durables offrant de réelles perspectives

**AU COMMENCEMENT** étaient les TUC. Ces travaux d'utilité collective défrichèrent le terrain des mesures d'aide à l'emploi dans le secteur non marchand, de 1984 à 1989, avant que les contrats emploi-solidarité (CES) et leurs prolongations consolidées (CEC) ne s'y installent. L'histoire s'est accélérée. L'été vient d'apporter les emplois de ville. Le prochain promet les premiers contrats d'initiative locale (CIL) annoncés par l'avant-projet de loi de *« renforcement de la cohésion sociale »* (*Le Monde* du 1er octobre).

Cette prolifération suffit à dire l'impuissance face au chômage d'un Etat réduit à jongler avec les dispositifs du côté de la barrière où il possède encore quelque pouvoir, pour tenter de détourner l'attention de l'autre côté, celui de l'entreprise et du privé, où se poursuit l'hécatombe du travail malgré les sommes injectées notamment dans des contrats initiative emploi (CIE) fort onéreux.

L'emboitement de ces mesures n'en contient pas moins un enjeu réel. La création d'emplois d'utilité sociale, également appelés « de proximité », correspond-elle à un besoin ? Peuvent-il ressembler à autre chose qu'à d'éphémères petits boulots ? Définiront-ils enfin cette troisième voie d'une économie solidaire, à mi-chemin entre le public et le privé ?

Les nombreux participants à ce débat – qui devait trouver un écho lors du colloque « Les nouveaux métiers de, dans et pour la ville », jeudi 7 et vendredi 8 novembre à Paris – ne tombent d'accord que sur un point. Les nouvelle mesures doivent avant tout éviter de reproduire les dérives des CES. Le dernier rapport annuel de la Cour des comptes (*Le Monde* daté 6-7 octobre) pointait le dévoiement des principes de cette mesure dans le but de *« contenir la progression des statistiques du chômage »*. Les employeurs, alléchés par la quasi-gratuité des contrats, ont eu de plus en plus tendance à donner des CES à d'autres publics que ceux, plus fragilisés, auxquels ils étaient destinés.

### ILLUSIONS PERDUES

*« Toutes les études statistiques montrent que le CES est un instrument de partage du chômage et non d'insertion dans le monde du travail,* dit Bernard Simonin, directeur de recherche au Centre d'étude de l'emploi. *Un contrat de ce type ne peut pas, à son issue, être valorisé pour obtenir une embauche en entreprise ».* Entre 1990 et 1995, les enquêtes successives ont prouvé que le temps a peu à peu dissipé les illusions des titulaires de CES. Ils savent aujourd'hui que la porte du privé ne s'ouvrira pas, comme ils l'espéraient encore hier.

Le contrat emploi consolidé (CEC), créé en 1992 comme un prolongement plus stable des CES, a lui radicalement changé de destinataires. Conçu pour héberger les personnes considérées comme inaptes à passer le seuil de l'entreprise, il récompense le plus souvent celles qui ont prouvé leur efficacité durant leur CES, et n'en demeurent pas moins pour la plupart exclues du secteur marchand. *« Pour les associations ou les collectivités qui s'y essaient, la transformation d'un CES en CEC comporte toujours un risque,* explique en effet Bernard Simonin. *C'est à chaque fois un pari sur les financements futurs et la capacité à pérenniser cet emploi. »*

En lançant ses emplois de ville et ses futurs CIL, le gouvernement veut en quelque sorte pousser l'ensemble des acteurs du secteur public à faire ce pari, quitte à gonfler à la fois les mises et les risques. L'ampleur de l'objectif fixé – 400 000 contrats sur les deux mesures confondues d'ici cinq ans – devrait permettre de savoir, bien avant la fin de cette période, si la perspective de créer massivement de l'emploi durable à partir du secteur non marchand est réaliste. *« On nous dit qu'il y a des centaines de besoins à combler par de nouvelles activités,* constate-t-on au ministère du travail et des affaires sociales. *Si tout le monde ne se force pas un peu pour le vérifier, nous en resterons à l'état de vœu pieux. Il faut y aller. »*

Cette méthode du saut dans l'inconnu suscite des réserves chez de nombreux partisans de l'insertion par l'économique. *« Avant de se lancer, il aurait mieux valu structurer le marché et mener une réflexion plus approfondie sur les types de nouveaux métiers que l'on veut voir apparaître »,* dit Bernard Enjolras, ancien chargé de mission à l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés, sanitaires et sociaux (Uniopss). Des typologies, élaborées localement, existent déjà qui précisent les grandes familles d'activité susceptibles de créer de l'emploi. Mais leur mise en pratique demeure une mécanique fragile.



Il faut en effet éviter de créer la concurrence avec le secteur privé, pour ne pas alimenter le chômage en le combattant. Il faut tenter de repérer quels postes pourront être solvabilisés et finir par accéder à l'autonomie d'une activité hybride, qui n'appartiendrait plus tout à fait au public (puisque payée par des clients) ni encore au privé (puisqu'exemptée du besoin de dégager du profit). *« Il faut surtout ne pas retomber,* estime Bernard Enjolras, *dans le piège de l'occupationnel qui est devenu le lot des CES ».* C'est d'ailleurs la pratique de la marche forcée qui avait nui aux CES en conduisant à « faire du chiffre » avant se soucier de la qualité du poste proposé.

Il est un autre point, crucial, pour les collectivités locales : celui du financement. Les coûts non pris en charge par l'Etat demeurent en effet importants, même dans le cas des CIL, qui reposent sur le principe de la transformation des minima sociaux, notamment du RMI, en salaire.

De plus en plus agacés de voir le gouvernement leur demander de monter en première ligne face au chômage, des maires font remarquer qu'ils ne pourront financer un des dispositifs sans couper dans un autre. Jean-Paul Delevoye, président (RPR) de la puissante Association des maires de France (AMF), évoque également l'*« effet de ciseau »* qui pourrait couper l'essor des CIL et des emplois de ville : *« Les communes les plus pauvres, qui sont confrontées aux problèmes sociaux les plus graves, sont censées dépenser le plus. Elles ne pourront fournir cet effort supplémentaire. »*

*« La gratuité des mesures a montré tous ses effets néfastes avec les CES,* rétorque-t-on au cabinet de Jacques Barrot. *Les CIL doivent demander un effort financier aux employeurs, sinon ils pourraient être tentés de profiter de l'effet d'aubaine sans chercher à développer une vraie activité. »*

Cet argument soulève un nouveau risque. Celui de déboucher sur une sélection des personnes à qui seraient proposés des CIL et des emplois de ville. Les plus en difficulté, qui ont besoin de longs parcours d'insertion, seraient écartés au profit des plus aptes à l'activité. Les ultimes mesures de lutte contre le chômage seraient de fait reservées à ceux chez qui il a encore fait le moins de dégâts.

***Jérôme Fenoglio***

# Les emplois de ville peinent à se mettre en place

**PRÉSENTÉS** comme *« un formidable espoir »* pour les jeunes par le ministre Jean-Claude Gaudin, critiqués pour leur coût prohibitif par les maires, les emplois de ville, réservés au moins de 25 ans, ont du mal à s'imposer six mois après leur création. Certes, le gouvernement continue de brandir l'objectif initial de 10 000 emplois créés d'ici à la fin de 1996, puis d'un rythme de 25 000 créations par an pour atteindre le total de 100 000 fixé par le « pacte de relance pour la ville » annoncé par Alain Juppé en janvier dernier. En réalité, le nombre de contrats signés dépasse à peine 1 500 en Ile-de-France (soit 35 % de l'objectif fixé pour la fin 1996), et le double pour la France entière.

Pour l'heure, MM. Gaudin et Raoult, les deux ministres chargés de la ville et de l'intégration, mettent tous leurs espoirs dans les *« conventions d'objectif »* signées avec quelques grandes entreprises publiques et privées. Ainsi, les organismes HLM se sont engagés à créer 4 000 emplois de ville en quatre ans et le secteur des transports publics 3 000 autres dans le même délai. Une autre convention prévoyant la création de 2 000 contrats est en cours de discussion avec le Conseil national de liaison des régies de quartier (CNLRQ), qui coordonne l'action des associations employant des résidents de cités. Au total, le gouvernement devrait ainsi pouvoir afficher des engagements à hauteur de 10 000 emplois sur plusieurs années, même si le nombre de jeunes réellement embauchés en fin d'année reste loin de l'objectif.

Le nouveau dispositif butte en réalité sur les réticences des maires de banlieue, qui estiment ne pas avoir les moyens de financer les 45 % du coût laissés à leur charge par l'Etat. Déjà, en septembre, une cinquantaine de maires étaient venus réclamer à MM. Gaudin et Raoult un engagement financier accru de l'Etat. Depuis lors, les ministres ont multiplié les appels à la générosité des collectivités locales. Quatre régions et dix départements ont accepté de participer au financement des emplois de ville.

*« Ça patauge et c'est normal : quand je regarde l'état de mon budget municipal, je comprends pourquoi... »,* dit Pierre Cardo, député (UDF) des Yvelines et actif promoteur depuis 1993 des « emplois d'utilité sociale ». Favorable aux emplois de ville *« dans leur principe »*, M. Cardo pense en créer 130 dans sa commune, mais critique leur mise en œuvre : *« On va demander aux préfets de faire du chiffre et inciter ainsi au bidouillage. »* Le maire de Chanteloup-les-Vignes regrette aussi le *« saucissonnage »* des classes d'âge ainsi que l'ouverture des emplois aux bacheliers : *« Un dispositif prévu pour les exclus risque encore d'être détourné de son but »*, estime-t-il.

### EXIGENCE DE DURÉE

Pourtant, ce lancement progressif des emplois de ville pourrait se révéler favorable à la qualité finale du dispositif. C'est ce qu'estime Charles Bouzols, président du CNLRQ, qui trouve *« rassurant »* ce *« relatif échec »*. *« Notre plus grande crainte était que l'on se précipite sur la mesure pour son caractère financièrement attractif,* explique-t-il. *Là, on est obligé de réfléchir au financement de cette fameuse économie solidaire, de définir précisément des emplois durables. »*

Cette exigence de durée explique en partie la réticence des municipalités à s'engager. *« Les emplois de ville sont ainsi nettement distingués des CES,* se réjouit-on dans l'entourage de M. Raoult. *Ils sont considérés comme de vrais emplois proposant une démarche d'insertion professionnelle crédible. Nous sommes dans une logique de projet, pas de remplissage. »* L'idée domine en effet que les emplois de ville doivent correspondre à des tâches réellement nouvelles. Même si chacun reconnaît que cette fonction de tremplin vers les emplois « normaux » apparaît hypothétique dans le contexte économique actuel.

***Philippe Bernard et Nathaniel Herzberg***

## *Les différents types de contrats*

**– Dans le public :**

● **Contrats emploi-solidarité (CES) :** ils s'adressent aux chômeurs de longue durée demandeurs d'emploi, aux bénéficiaires du RMI, aux chômeurs âgés et aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans. D'une durée minimale de trois mois et maximale de douze mois, ils peuvent être utilisés par les collectivités territoriales, les établissements publics, les associations loi de 1901. D'une durée hebdomadaire de vingt heures, ils sont rémunérés sur la base du SMIC horaire. L'Etat prend en charge de 65 % à 85 % de la rémunération. Concernant plus de 400 000 personnes en moyenne annuelle, ce dispositif a coûté 17,3 milliards à l'Etat en 1995.

● **Contrats emplois consolidés (CEC) :** à temps plein ou partiel, ils ne peuvent être conclus qu'à l'issue d'un CES. Leur durée est de douze mois, renouvelables dans la limite de cinq ans. L'Etat assure environ 50 % de la rémunération et exonère de cotisations patronales dans la limite de 120 % du SMIC horaire pour une durée de travail de trente heures par semaine. 20 000 CEC sont financés chaque année.

● **Emplois de ville :** ils ont été institués par la loi du 6 mai 1996. Ces contrats, sur la même base de rémunération que le CEC, sont ouverts aux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, titulaires au plus d'un bac, à condition qu'ils résident dans l'un des 744 quartiers qualifiés de « zone urbaine sensible » (ZUS). D'une durée de douze mois, ils peuvent être reconduits quatre fois.

● **Contrats d'initiative locale (CIL) :** ils seront institués par la future loi de cohésion sociale. Ils s'adressent aux bénéficiaires du RMI, de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) et de l'allocation parent isolé (API). Les montants de ces minima sociaux se transformeraient en rémunération, pour une durée de cinq ans. Les contrats seraient remunérés sur la base du SMIC horaire pour trente heures de travail minimum.

**– Dans le privé**

● **Contrats initiative-emploi (CIE) :** ils ont été recentrés, cet été, sur les jeunes en grande difficulté et les chômeurs de très longue durée. Ils permettent aux entreprises de bénéficier de la prime mensuelle de 2 000 francs, outre l'exonération de cotisations patronales.

# Epinay-sur-Seine se convertit à l'insertion par l'économique

**A SES DIFFICULTÉS** sociales de commune de la banlieue nord de Paris, Epinay-sur-Seine opposa longtemps un homme et une méthode. Gilbert Bonnemaison, maire (PS) de 1967 à 1995, appliqua localement la démarche dont il se fit le précurseur et l'infatigable défenseur national et européen : la prévention de la délinquance. Cette pratique avait valu aux 50 000 habitants de la ville une tranquillité que lui enviaient leurs voisins de Seine-Saint-Denis. Mais elle n'a pu empêcher la cité de glisser, au début des années 90, au bas des indices économiques du département.

Epinay-sur-Seine déplore aujourd'hui un taux de chômage de 17,2 %, après une augmentation de 57 % au cours des cinq dernières années. Entre 1991 et 1995, le nombre d'allocataire du RMI a plus que doublé, tandis que les entreprises s'en allaient en nombre. Si l'on excepte le siège d'une marque de vêtements, un grand studio de cinéma et les commerces clairsemés de ce que l'on a peine à appeler un centre-ville, l'emploi privé est ainsi devenu denrée rarissime.

Cette dégradation rapide avait fini par placer M. Bonnemaison dans une impasse politique face à la droite, qui lui avait ravi son siège de député en 1993, et à l'essor du Front national. Elle a imposé au nouveau maire, Bruno Le Roux (PS), un virage qui, sans remettre en cause les choix de son prédécesseur, prend valeur de symbole dans cette ville chargée d'histoire pour les socialistes. *« Nous n'arriverons plus à maîtriser la situation à Epinay par l'action sociale, qui a atteint ses limites,* explique le nouveau maire, élu en 1995. *Nous avons des écoles, des bibliothèques, tout ce qui est nécessaire pour maintenir le lien entre les habitants. Mais si nous nous en contentons, nos quartiers ne sortiront pas des difficultés. Le dernière variable sur laquelle nous pouvons jouer, c'est la remise au travail. »*

### FRONDE DES ÉDILES

Pour y parvenir, Bruno Le Roux n'a d'autre choix que de placer sa municipalité en première ligne. Elle seule, en terre désertée par le privé et peu fréquentée par les associations, pourra ranimer l'activité dans la commune. *« Les collectivités, si on leur en donne les moyens, pourraient mieux faire que les entreprises en faveur de l'emploi,* estime d'ailleurs le maire. *Elles peuvent s'engager sur des chiffres précis, qu'il sera ensuite facile aux préfets de contrôler ».* Mais les mesures d'aide mises en place par l'Etat ne ressemblent qu'à des canevas qu'il faut encore découper ou assembler pour couvrir au mieux les besoins du terrain.

Les CES ? La mairie jure qu'elle respecte la lettre et l'esprit de la loi en limitant le nombre de contrats à environ quarante par an, proportion modeste par rapport aux mille agents municipaux qu'elle emploie. On veille à les considérer comme des aides à l'insertion de publics en difficulté et non comme de vrais emplois. Mais cela n'empêche pas, parfois, un titulaire de CES de se retrouver seul à son poste, au gré des absences de ceux dont il doit théoriquement ne jouer que la doublure.

Les emplois de ville, auxquels ont droit les jeunes de deux cités de la ville, Orgemont et la Source des Presles, classées zone urbaine sensible (ZUS) ? Bruno Le Roux a pris, en septembre, la tête d'une fronde d'une cinquantaine de maires, pour contester la part encore trop importante de leur financement – 45 % – dévolue aux municipalités. Le maire n'en souhaite pas moins y recourir massivement, quitte à les modifier. *« J'aurais l'air ridicule si j'en créais quatre ou cinq, comme je le vois faire actuellement,* dit-il. *Il faut en mettre en place suffisamment pour que le dispositif soit lisible sur l'ensemble de la commune, pour que les gens prennent conscience que leur qualité de vie s'est améliorée et que leur argent sert à quelque chose de concret. Nous essaierons de créer 50, voire 100 emplois de ville. »*

Sylvie Sapéras, directrice insertion, formation, emploi à la mairie, a ainsi été chargée de dresser la typologie des emplois qui pourront être lancés. La question du financement pourrait être réglée par la mutualisation du coût des emplois de ville au sein d'un fonds local pour l'économie solidaire et d'une association loi de 1901 qui regrouperait tous les futurs employeurs. La liste des emplois est prête : elle recense cinq grands secteurs d'activité, de l'amélioration de la vie quotidienne à celle du cadre de vie, en passant par l'entretien des berges de Seine ou des talus des voies ferrées.

Chaque tâche y a été précisément définie, avec le souci de ne pas se contenter de la transformation d'un CES en emploi de ville. D'ores et déjà, le maire a prévenu le préfet qu'il sera obligé de contourner la loi au moins pour ne pas respecter le découpage géographique des ZUS. La ville a déjà trop souffert des rixes entre bandes rivales pour s'autoriser de nouvelles divisions. *« Si nous ne prenons que des jeunes de la cité d'Orgemont,* dit Sylvie Sapéras, *pour les quatre postes d'agent d'ambiance dans le cinéma du centre-ville en cours de rénovation, nous allons droit vers des bagarres avec ceux des autres quartiers. »*

De même, le maire reconnaît que *« les cent premiers emplois de ville n'iront pas aux cent jeunes les plus en difficultés de la ville. Il n'y aura pas de prime aux casseurs et il faudra faire attention à mêler les publics ».* En ajoutant l'insertion économique à sa politique de prévention de la délinquance, Epinay espère ainsi, d'une autre manière, raccommoder son tissu social.

***J. Fe.***

# Des enseignants d'Albertville manifestent dans la rue contre le port du foulard islamique

## Les élèves « voilées » estiment que leur liberté est bafouée

**La récente décision du tribunal administratif de Grenoble d'ordonner la réintégration de deux élèves exclues du lycée Jean-Moulin d'Albertville pour port du foulard divise les enseignants. Tandis que le syndicat Ouverture et Laïcité organise une manifestation et appelle le président de la République à organiser un référendum sur la laïcité, les adhérents locaux du SNES et le SGEN, aux positions modérées, sont divisés.**

**ALBERTVILLE**
*de notre correspondant*

Appelée par certains enseignants du lycée Jean-Moulin, une manifestation silencieuse – au dernier moment soutenue par la FEN – a réuni, mercredi 6 novembre, entre 400 et 500 personnes devant la sous-préfecture d'Albertville (Savoie). Dans une brève allocution, Gilbert Maistre, agrégé d'histoire et syndiqué à FO, a notamment appelé le président de la République à organiser un référendum pour *« refonder l'école sur le socle de la laïcité »* et a lancé un appel à tous les enseignants de France afin qu'ils soutiennent cette initiative.

Depuis 1968, le lycée classique d'Alberville, qui accueille 1 200 élèves dont à peine 8 % sont d'origine maghrébine, n'avait pas connu une telle effervescence. Ses responsables tentaient, dans la discrétion, de régler les problèmes du foulard, brusquement apparus après les Jeux olympiques d'hiver de 1992. Mais le jugement du tribunal administratif de Grenoble, considérant, le 3 octobre, que le port du foulard n'avait pas, en soi, *« le caractère d'un acte de pression ou de prosélytisme »* et annulant les mesures d'exclusion prises contre deux élèves, le 15 décembre 1994, a fait l'effet d'une bombe.

En voyant revenir en terminale, avec le foulard sur la tête, Hind et Nabila Kourrad, deux sœurs respectivement de nationalité française et marocaine, âgées de dix-neuf et dix-huit ans, et arriver deux autres jeunes filles, des enseignants sont passés de la stupeur à l'indignation. *« Ces élèves sont intelligentes et studieuses. Mais leur attitude nous blesse parce qu'elles ne respectent pas notre principe de laïcité. A cause d'elles, d'autres filles originaires du Maghreb sont soumises à des pressions. Si on cède, elles seront aussi obligées de se voiler »*, témoigne Hélène Mercier, professeur de lettres, longtemps syndiquée au SNES.

Plusieurs enseignants évoquent des interventions extérieures au lycée jugées *« surprenantes »* dans une petite ville de 18 000 habitants, étrangère aux problèmes de banlieue. *« Exclure des élèves, ça n'amuse personne : mais derrière elles, il y a un réseau islamiste qui essaie d'imposer sa loi à Albertville et qui, plus largement, mène un combat juridique pour saper les bases de la laïcité »*, explique Gilbert Maistre, chef de file de la liste Ouverture et Laïcité, qui, depuis trois ans, rafle entre 40 % et 50 % des voix, lors des élections au conseil d'administration du lycée, devant le SNES.

En ligne de mire, l'association locale Les amis du Maghreb, dirigée par des Marocains, qui gère la salle de prière et organise des cours d'arabe. Installée dans un quartier ouvrier d'Albertville, elle a été fondée en 1989 par un médecin, beau-frère des sœurs Kourrad et « conseiller religieux des musulmans d'Albertville », ainsi que par leur père. Considérés par les policiers comme « fondamentalistes », les deux hommes ont récemment démissionné de leurs responsabilités.

### DÉBATS PASSIONNÉS

*« Une poignée d'intégristes a réussi à diviser les partis et les syndicats, y compris la section locale de la Ligue des droits de l'homme »*, s'insurge encore Gilbert Maistre. L'affaire du foulard a surtout provoqué des débats passionnés parmi la centaine d'enseignants que compte Jean-Moulin.

Alors que les responsables du SNES ou SGEN-CFDT affichaient une opposition modérée, estimant qu'il valait encore mieux que les jeunes filles voilées soient dans le lycée plutôt que dehors, livrées à elles-mêmes, les adhérents quittaient leurs rangs pour rejoindre Ouverture et Laïcité. *« Le SNES n'a pas de position officielle. Ses membres ne sont pas d'accord »*, reconnaît son responsble Lucien Carrel, également membre du PCF. Il estime pourtant que l'affaire du voile occulte d'autres problèmes plus graves, ceux des classes surchargées par exemple, et craint qu'elle ne fasse le lit du Front national.

*« On nous parle du voile comme d'un moyen de discrimination envers la femme, mais nous nous sentons bafouées parce que nos droits ne sont pas respectés. Un tribunal les a pourtant reconnus »*, réagissent Hind et Nabila Kourrad.

Une rencontre récente avec la médiatrice envoyée par le ministère de l'éducation nationale n'a pas permis de débloquer la situation. Refusant d'enlever leur foulard en cours d'éducation physique, les jeunes filles sont ainsi régulièrement envoyées en permanence alors qu'elles prétendent adorer cette matière. *« Les profs sont gênés, mais pas les élèves : au contraire, ils nous respectent »*, assurent-elles. Pour l'heure, l'affaire du foulard laisse effectivement indifférents les élèves de Jean-Moulin.

*Philippe Révil*

### Renaud Denoix de Saint-Marc maintient sa position

**Le vice-président du Conseil d'Etat, Renaud Denoix de Saint-Marc, a rappelé, dans *La Croix* du 7 novembre, que *« l'école doit justifier l'exclusion d'élèves voilées »*. Les situations doivent être jugées *« au cas par cas »*, et *« en fonction des troubles apportés à la marche de l'école »*. Le respect des deux principes parfois contradictoires que sont la laïcité et la liberté de conscience interdit une condamnation *« a priori »* du port du voile. Il reconnaît que le foulard est devenu aux yeux de certains un symbole. *« Mais nous ne pouvons pas nous attacher à toute cette symbolique*, ajoute-t-il. *Car nous établirions alors une espèce de jugement de valeur relative d'une religion par rapport à une autre. »* M. Denoix de Saint Marc accueille *« avec philosophie »* les accusations du député RPR Ernest Chénière pour qui le Conseil d'Etat *« sert l'intégrisme »* : *« Dans les années 10, quelques militants laïques devaient déjà déclarer que nous faisions le lit des cléricaux à propos des processions sur la voie publique. (...) Nous appliquons aujourd'hui les mêmes principes. »***

# M. Chirac dénonce la lenteur des procédures de naturalisation

**LE PRÉSIDENT** Jacques Chirac a dénoncé, mercredi 6 novembre, les *« délais anormalement longs dans les procédures de naturalisation »*. Commentant en conseil des ministres le projet de loi Debré sur l'immigration (*Le Monde* du 7 novembre), il a estimé que les *« cinq à sept ans »* d'attente, *« quelle que soit la décision finale de naturalisation ou de refus de naturalisation*, [étaient] *manifestement excessifs »*. Il a également appelé le gouvernement à *« réagir très vigoureusement contre les procédés de discrimination raciale qui existent à l'entrée de certains établissements pour adolescents, et notamment de boîtes de nuit »*.

Dans une tribune publiée jeudi 7 novembre dans *Le Figaro*, le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, plaide, lui, en faveur de l'intégration : *« Je ne crois pas à l'immigration zéro, cette ligne Maginot des temps actuels qui rassure à bon compte les citoyens inquiets »*, écrit-il. Il insiste cependant sur la nécessité de *« maîtriser les flux migratoires »*, afin de préserver *« l'assimilation républicaine »*. Cette position, traduite par son projet de loi, pourrait cependant être contestée à l'Assemblée. Jean-Pierre Philibert, secrétaire national de l'UDF pour l'immigration, a annoncé que son parti entendait déposer des amendements afin d'*« améliorer »* le texte du gouvernement.

### DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : Jacques Puig, maire de Blagnac (Haute-Garonne), a été condamné**, mercredi 6 novembre, par le tribunal correctionnel d'Agen (Lot-et-Garonne) à dix-huit mois de prison avec sursis et cinq ans d'interdiction d'exercer une fonction publique pour prise illégale d'intérêt dans l'attribution de contrats municipaux. Son ancien adjoint, Marcel Dauriac, a été condamné aux mêmes peines pour le même délit.

■ **Marcel Grand, maire (div. d.) de la Salle-en-Beaumont (Isère), a** été condamné par le tribunal correctionnel de Grenoble à six mois de prison avec sursis, 10 000 francs d'amende et cinq ans d'inéligibilité pour infraction à la législation sur les marchés publics et complicité d'escroquerie. A la suite d'un glissement de terrain survenu dans sa commune en janvier 1994, l'élu avait favorisé l'attribution d'un marché public à son fils pour des travaux de rétablissement des voiries communales.

■ **VIOLENCES : quatre voitures ont été incendiées dans la cité du Neuhof à Strasbourg** (Bas-Rhin) ainsi qu'à Erstein, à une vingtaine de kilomètres au sud de la capitale alsacienne, mercredi 6 novembre. Un autobus de la Compagnie des transports de Strasbourg avait été la cible de bouteilles incendiaires, samedi 2 novembre.

■ **« VACHE FOLLE » : le préfet de police de Paris a ordonné mercredi 6 novembre la fermeture administrative** pour quinze jours du Hard Rock Café après la saisie dans ce restaurant de 300 kg de viande de bœuf importés du Royaume-Uni. La direction du Hard Rock Café, affirmant que la viande saisie est d'origine irlandaise et que seul son conditionnement fut réalisé en Grande-Bretagne, a annoncé son intention de faire appel.



# Mystérieuse vague de violences à Tours-la-Calme

**TOURS**
*de notre envoyée spéciale*

Depuis deux semaines, un jeune homme lutte contre la mort, dans un hôpital de Tours, avec une balle dans la tête. Il a vingt-trois ans, il est musulman, il s'appelle Mohamed. Et personne ne parvient encore à élucider les circonstances du drame qui, le 23 octobre, l'a plongé dans le coma.

Simplement, on l'a retrouvé comme ça. Tardivement, sans indice. Le corps avait été déplacé, l'arme était introuvable. Les policiers décidèrent donc de n'écarter aucune hypothèse : celle du meurtre, comme celle du suicide, l'enquête indiquant que Mohamed avait acheté la veille un pistolet de 22 long rifle.

Depuis deux semaines, une famille est dans la douleur. Et pense à Mohamed. Et défend son honneur. *« Un type bien, éduqué, travailleur, sans casier, sans histoire. Aucun lien avec les milieux de la drogue, aucune appartenance, jamais, au moindre gang »*, affirme Afif Boucetta, son aîné d'une année, qui, avec sa jeune sœur Nabila, a tenu à rectifier publiquement l'image de ce frère qu'ils estiment injustement souillée. Et à démarquer sa famille de la vague de violences qui déferle sur Tours et sa banlieue depuis une huitaine de jours. Cette violence, ces dégradations de vitrines et installations publiques, ces incendies qui, chaque nuit, détruisent des véhicules, la famille Boucetta les exècre, les condamne, stupéfaite que certains continuent de les relier à la tragédie qui touche Mohamed.

Le lien, en effet, est loin d'être évident. Mais comment reprocher aux enquêteurs de s'accrocher au moindre indice, de renifler chaque piste ? Car leur perplexité est totale. En une semaine, trente-trois véhicules ont été détruits et dix-huit partiellement démolis, la nuit, et par le feu. D'abord à Saint-Pierre-des-Corps, dans le quartier de la Rabaterie. Et puis à Joué-lès-Tours. Et encore dans deux cités de l'agglomération tourangelle. Aucune revendication. Le feu, soudain, allumé par cocktails molotov.

Le premier, le 30 octobre, à Saint-Pierre, parut le résultat direct de la fureur de jeunes gens scandalisés que la police ait relâché l'individu qu'ils suspectaient d'être l'auteur du coup de feu contre Mohamed. Le père de Mohamed appela au calme, mais un mouvement étrange était lancé. Deux compagnies de CRS ont été appelées en renfort. Elles avaient procédé, à la date du 6 novembre, à vingt-neuf interpellations de jeunes, dont la plupart ont été relâchés.

> « Autant de flics dans nos quartiers, c'est une provocation. C'est nous pousser à la faute »

*« Vous auriez vu la scène où ils ont encerclé notre voiture !* racontait mercredi un jeune beur qui sortait tout juste de garde à vue. *Hollywood ! Vingt voitures, des sirènes, et des rambos nerveux, le flingue braqué au bout du bras ! Hé ! Ho ! Sortez du film ! j'avais envie de leur dire. On n'est pour rien dans ces histoires ! Si on ne peut plus rigoler devant un incendie déclaré à la barbe des flics ! »* Car la guéguerre en fait bien rire certains. *« Autant de flics dans nos quartiers, c'est une provocation. C'est nous pousser à la faute. C'est nous lancer un défi du genre : pas cap ! Alors, évidemment, les jeunes répondent : cap ! »*

L'explication est un peu courte et l'affaire plus complexe. Faut-il déceler une nouvelle manifestation du malaise des banlieues frappées de plein fouet par le chômage (19 % de la population de Saint-Pierre-des-Corps) ? Associations et élus en doutent. *« Il n'y a aucun relais dans la population, pas l'once d'un soutien »*, estime Marie-France Beaufils, le maire communiste de Saint-Pierre, qui, comme son confrère socialiste de Joué-lès-Tours, refuse d'amalgamer délinquance et mal-être des banlieues. Les policiers eux-mêmes le reconnaissent : avant le début des incidents, *« les cités étaient d'un calme royal »*.

Alors ? Le préfet d'Indre-et-Loire et les élus s'interrogent. Mouvements spontanés ou actions concertées ? Travail d'amateurs ou stratégie plus professionnelle ? Rideau de feu pour détourner l'attention de la police de quartiers ou de dossiers plus délicats ? Ou attraction pour l'entraîner sur un terrain où sa seule présence paralyserait les activités ou trafics illicites de certains ?...

On n'en saura guère plus, sinon que toutes les hypothèses sont passées au peigne fin, depuis les activités liées au commerce de la drogue jusqu'à l'influence éventuelle de réseaux intégristes. Rien, vous répète-t-on, ne doit être exclu. D'où ce sentiment de confusion et l'inquiétude croissante de la population des quatre à cinq quartiers concernés.

L'exaspération monte, et il n'est plus rare d'entendre des voix menacer de s'équiper d'armes pour organiser leur autodéfense. Aussi les maires se font-ils un point d'honneur à se porter au secours des victimes et à faire pression sur les assureurs afin qu'ils diligentent leurs aides. *« Il faut que l'enquête sur la blessure de Mohamed Boucetta aille plus vite »*, souhaite Jean Germain, le maire (PS) de Tours. C'est bien ce qu'espère la famille de Mohamed, qui, samedi 9 novembre, marchera silencieusement de la gare de Saint-Pierre-des-Corps jusqu'à la préfecture. En appelant à la paix. Et à la dignité.

*Annick Cojean*

**IDENTITÉ** Le débat sur l'identité alsacienne s'amplifie sur les rives du Rhin. Pétitions et déclarations s'en prennent de plus en plus ouvertement aux *« conceptions néo-jacobines »* qui domineraient à Paris, *« laminant le pluralisme culturel »*. ● **LOCALEMENT** cependant, des personnalités s'inquiètent de cette résurgence de la revendication régionaliste : à force de rendre l'Etat responsable des problèmes que l'Alsace connaît – une attitude partagée par la plupart des élus comme l'ont montré les récentes affaires de l'aéroport de Strasbourg et du TGV-Est –, n'est-on pas en train de favoriser des attitudes de repli et de faire le lit de l'extrême droite ? ● **LES SCORES** du Front national, plus élevés que dans le reste de la France, constituent des signes alarmants. ● **LA LORRAINE**, elle, exerce une concurrence économique de plus en plus vive sur sa voisine alsacienne.

# La fièvre du régionalisme gagne de nouveau l'Alsace

## La revendication identitaire soulève une grave interrogation : après les polémiques sur DHL ou le TGV-Est, la propension à rendre Paris responsable de tous les maux de la région pourrait cacher une dérive extrémiste qui s'exprime déjà dans les scores du Front national

**STRASBOURG**
*de notre correspondant régional*

Les 25 % de suffrages obtenus par Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 1995 ont tout déclenché. Bernard Reumaux, rédacteur en chef de *Saisons d'Alsace*, s'inquiétait dans nos colonnes d'*« un néo-autonomisme frontalier »* et y dénonçait *« un discours régionaliste identitaire à consonance quasi ethnique »* (*Le Monde* du 29 avril 1995). A l'automne de l'année dernière, *La revue strasbourgeoise* consacrait sa livraison trimestrielle *« aux dérives extrémistes et au repli identitaire »*.

Un an après, sous la houlette de Jean-Marie Woehrling, président du tribunal administratif de Strasbourg, quelques notables alsaciens rédigeaient une pétition de défense de *« l'identité régionale »* (*Le Monde du* 22 octobre). Tout en se prononçant pour une société pluriculturelle et pour la construction européenne, les auteurs s'en prenaient au *« retour d'un néo-jacobinisme »* et aux *« conceptions monolithiques de la société »*.

Plusieurs centaines de personnalités de la région – parmi lesquelles Pierre Pflimlin, président du Conseil sous la IVe République, et Adrien Zeller, président (UDF-FD) du conseil régional d'Alsace et député-maire de Saverne – signaient ce texte intitulé *« L'identité régionale : un projet à partager »*. Si beaucoup de notables ont apposé leur signature pour réagir à la *« provocation »* de *Saisons d'Alsace* – ou par opportunisme électoral –, Joseph Klifa, député (UDF) de Mulhouse (Haut-Rhin), a finalement retiré la sienne. Dans une lettre adressée aux auteurs de la pétition, il écrit : *« Votre remise en question radicale du modèle français d'intégration s'inscrit (...) dans une stratégie de remise en cause des principes républicains sur lesquels je ne suis pas disposé à transiger. »*

**« POIGNÉE DE RÉTROGRADES »**

Les propos tenus par M. Woehrling, au cours de la soirée thématique du 17 octobre sur Arte consacrée à *« L'Alsace, entre ouverture et repli »*, sont venus confirmer ses craintes. Le président du tribunal administratif n'a-t-il pas déclaré : *« Les jacobins nationalistes, poignée de rétrogrades qui sont en position de force en Alsace, ont laminé le pluralisme culturel, comme en Bosnie, et ce qu'ils veulent, c'est une épuration culturelle »* ?

De son côté, l'équipe de *Saisons d'Alsace* a créé Le Forum du Baggersee pour poursuivre le débat et éviter de dessiner *« à tout prix les contours d'une exception alsacienne »*. *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* sont aussi entrées dans le jeu en publiant, cinq jours d'affilée, une série d'enquêtes, de sondages et d'opinions afin de conduire ses lecteurs dans *« un voyage éclairant à la découverte de leur identité régionale »*, comme l'écrit Alain Howiller, directeur de la rédaction du quotidien de Strasbourg, dans l'édition du 25 octobre. La veille au soir, le Foyer de l'étudiant catholique de la capitale alsacienne, réputé pour ses débats et conférences, avait organisé une discussion sur le thème : *« L'Alsace en proie à une crise identitaire ? »*

Lors de cette soirée, Elisabeth Sledziewski, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Strasbourg, a rappelé tous les clichés chers à beaucoup d'Alsaciens, y compris aux élus : *« Vous ne pouvez pas comprendre, vous n'êtes pas d'ici »* ou *« L'Alsace est colonisée par Paris qui complote toujours contre nous »*. Bernard Schwengler, autre protagoniste de la discussion et militant du bilinguisme, a joliment expliqué la crispation actuelle : *« Tout se passe comme si l'Alsace était suffisamment identitaire pour se plaindre mais pas pour agir. »*

Ainsi est posée la question de la responsabilité de la classe politique alsacienne. Les chefs de file de la région ne se sont guère interrogés sur les scores de M. Le Pen – parfois supérieurs à 30 % des voix – dans des villages où ne vivait aucune famille d'immigrés. L'affaire du TGV Paris-Strasbourg est symptomatique de la propension des élus locaux à s'en prendre à Paris même si, à leur décharge, la sinuosité de la position du gouvernement n'est pas toujours commode à suivre. Maintenant que Bernard Pons, ministre des transports, a annoncé que le TGV-Est fera l'objet d'une ligne entièrement nouvelle, le sort réservé au paysages alsaciens, notamment aux houblonnières – dont une partie devrait être sacrifiée au profit du futur tracé – est déjà au premier rang des préoccupations des élus.

**CLASSES BILINGUES AU PRIMAIRE**

L'affaire de l'implantation de DHL sur l'aéroport de Strasbourg est encore plus significative. Avant même que les conclusions définitives de la commission d'enquête n'aient été connues, le président de la Région, le président du conseil général du Bas-Rhin, Daniel Hoeffel (UDF), et le maire de Strasbourg, Catherine Trautmann (PS), refusaient dans un bel élan consensuel d'aller plus avant dans l'étude du dossier. En rejetant la faute sur l'Etat qui n'avait pas été capable de réglementer les vols nocturnes dans les aéroports français. Il fallait pouvoir dire non en rejetant la responsabilité sur Paris.

Le vague à l'âme des Alsaciens tient probablement aussi à la crise économique et sociale. Certes, les Alsaciens restent les plus riches de l'Hexagone après les Franciliens mais, depuis 1987, leurs revenus baissent. Certes, leur taux de chômage est le plus faible de France mais il augmente plus vite que la moyenne nationale et il est en partie masqué par les 63 000 personnes qui passent quotidiennement la frontière pour travailler en Suisse ou en Allemagne. Certes, le dialecte n'est pratiquement plus parlé par les jeunes de moins de vingt ans mais l'Académie de Strasbourg favorise depuis des années, avec raison, la création de classes primaires bilingues français/allemand. Alors pourquoi dénoncer l'hostilité de l'Etat à *« tout ce qui pourrait exprimer une présence germanique »*, comme le font M. Woehrling et ses amis, et présenter le fédéralisme à l'allemande comme la panacée ?

*Marcel Scotto*

**Une région "riche"**

Source : Insee et Sessi

LES TRAVAILLEURS FRONTALIERS

en milliers par trimestre

34 / 32 / 30 / 28 / 26 — VERS LA SUISSE — VERS L'ALLEMAGNE — 1992, 93, 94, 95, 96

LES CHÔMEURS ALSACIENS

en % par trimestre

8 / 7 / 6 / 5 — 1992, 93, 94, 95, 96

BAS-RHIN — HAUT-RHIN — ALLEMAGNE — SUISSE

**L'Alsace**

| | |
|---|---|
| Population (1990) | 1 624 600 hab. (dont 128 700 étrangers) |
| PIB/habitant (1992) | 123 200 francs (122 000 francs en France) |
| Taux de chômage | 7,5 % |
| Taux de frontaliers dans pop. active | 7,3 % |
| Investissement indust. par employé (91/93) | 46,9 milliers de francs (40,3 pour la France) |
| Répartition des actifs | |
| - agriculture | 2,4 % |
| - industrie | 26,3 % |
| - BTP | 6,0 % |
| - tertiaire | 65,2 % |

*Le nombre de travailleurs frontaliers explique en partie le taux relativement peu élevé de chômage.*

### Un guide touristique mis à l'index

**Daniel Hoeffel, président du conseil général du Bas-Rhin, a demandé l'arrêt de l'impression et de la diffusion d'un guide touristique consacré aux régions allemandes du Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat ainsi qu'au nord de l'Alsace. Sa réalisation, financée par les trois offices régionaux du tourisme, avait été confiée à une agence publicitaire allemande. C'est la présentation historique qui *« ne convient pas »* à M. Hoeffel. La période allant de 1939 à 1943 est occultée, et il n'est jamais fait mention de Hitler. Pour Bernard Reumaux, rédacteur en chef de la revue *Saisons d'Alsace*, sollicité pour la diffusion de l'ouvrage en France, le guide véhicule un *« révisionnisme inconscient »*.**

# La Lorraine fait jouer la concurrence

**NANCY**
*de notre correspondante*

Le 19 septembre, au lendemain de la décision des élus alsaciens de refuser d'accueillir DHL sur l'aéroport de Strasbourg, Gérard Longuet, président de la région Lorraine, signait dans la presse une publicité dans laquelle il expliquait que, pour les Lorrains, le travail était le premier élément de qualité de vie. Une façon pour la Lorraine de se démarquer de la position des Alsaciens. *« Sur ce dossier, nous avions été clairement en concurrence. Fin juin, nous nous sommes retirés*, explique le président du conseil régional. *Quand les Alsaciens se sont divisés, nous n'avons pas mis de l'huile sur le feu. Mais quand les élus ont abandonné, nous avons réagi en force. »*

Ces péripéties illustrent bien la complexité des relations entre la Lorraine et l'Alsace. Voisines, les « marches de l'Est » ont, sur bien des points, des intérêts communs – le TGV-Est en est le plus fédérateur –, mais elles sont directement concurrentes pour séduire les investisseurs étrangers. *« Ce n'est pas la guéguerre entre l'Alsace et la Lorraine*, reprend M. Longuet. *Mais nous sommes face à d'impérieuses solidarités et à des concurrences nécessaires. »* Les solidarités devant s'exprimer, selon lui, dans les relations avec Paris et la concurrence, s'exercer dans le cadre européen.

Il est vrai que les problèmes respectifs sont de nature différente, et lorsque l'Alsace présente l'image d'une identité régionale forte, parfois folklorique aux yeux des Lorrains, l'unité lorraine n'est pas exempte de failles. Héritage de « l'Alsace-Lorraine » récupérée par la France à l'issue de la première guerre mondiale, la Moselle, par exemple, conserve certains liens administratifs avec l'Alsace et, de façon naturelle, la partie orientale de ce département se tourne vers la région voisine. *« L'Alsace et la Lorraine ne jouent pas dans la même catégorie*, explique Marie-Françoise Parent, de l'Insee à Nancy.

*La Lorraine, qui a dû se reconvertir après la crise de la sidérurgie, cherche des activités pourvoyeuses de main-d'œuvre moins qualifiée. Alors que l'Alsace, très urbaine, riche, avec un taux de chômage presque inférieur de moitié à celui de la Lorraine, fait valoir des exigences qualitatives plus fortes. »*

Pour autant, les besoins en voies de communication ouvrant sur l'Allemagne et l'Europe sont les mêmes pour les deux régions. Mais pas question en Lorraine de laisser à l'Alsace le monopole du sillon Nord-Sud ou de limiter l'Europe à une dimension Est-Ouest. En jeu : la liaison fluviale Moselle-Saône, le développement de l'A 31 et l'accès au Sud.

*Monique Raux*

# 6 000 hectares « réservés » pour le troisième aéroport parisien

**LE PRÉFET D'EURE-ET-LOIR** a annoncé, mardi 5 novembre, qu'un périmètre d'environ 6 000 hectares serait *« réservé »* pour recevoir la plate-forme aéronautique du troisième aéroport du bassin parisien sur le site de Beauvilliers, retenu en juin. Cette *« patatoïde »*, selon le langage des aménageurs, s'inscrit dans un rectangle traversé en diagonale par la RN 154 (Chartres-Orléans) qui laisse juste en dehors du périmètre sept villages, dont Beauvilliers, Boisville-la-Saint-Père et Voves, regroupant environ 4 500 habitants. Des études ultérieures permettront de réduire la superficie de la zone à quelque 3 000 hectares et de déterminer les principes de desserte terrestre du futur aéroport.

# Les Bretons font chorus pour revendiquer le Musée de la marine

**RENNES**
*de notre correspondante régionale*

L'agitation les a saisis à la vitesse d'une marée au galop. Le lobbying breton s'est réveillé en apprenant que le Musée de la marine devait déménager, cédant sa belle place du Trocadéro à Paris au futur Musée des arts premiers. De Saint-Malo à Nantes, en passant par Brest, Douarnenez, Concarneau et Lorient, sans compter Le Havre et Cherbourg, tout l'Ouest veut l'accueillir, et, spontanément, chacun l'a fait savoir en haut lieu.

Compte tenu des menaces qui pèsent sur les différents arsenaux, les Bretons sont prêts à se précipiter sur tout ce qui peut ressembler à une délocalisation. Mais sur place on évoque d'abord la légitimité de toutes ces candidatures. Ainsi, pour Jean-Yves Le Drian, maire (PS) de Lorient : *« Ce n'est pas une furtive lueur d'espoir qui agite les élus de la région, c'est un réflexe d'évidence. A Paris, le musée reçoit à peine 200 000 visiteurs par an, en majorité des scolaires, il attirerait bien plus de monde en Bretagne... »*

Mais national est le Musée de la marine, parisien il doit rester, affirme en substance le député du Cher Jean-François Deniau (UDF), à qui le gouvernement a confié la mission d'étudier les conditions de transfert et de développement de l'établissement. *« Le musée a d'abord une vocation éducative. Je souhaite enseigner la dimension maritime de leur pays à l'ensemble des Français »*, rétorque celui qui continue de chercher un site adéquat dans la capitale.

Fiers d'avoir accueilli en juillet plus d'un million de personnes pour la manifestation maritime Brest 96, les Bretons ne se laissent pas décourager pour autant. Ils ont recensé leurs atouts, en particulier la possiblité d'exposer des navires à flot. Or, le nouveau Musée de la marine ne se contentera pas de conserver de superbes maquettes, il doit aussi développer des collections dans tous les domaines : marine nationale, de commerce, de pêche, recherche océanographique, sports nautiques...

Jean-Yves Le Drian a donc écrit à Jean-François Deniau, tout comme le maire de Cherbourg et celui de Saint-Malo. En fait, tout le monde s'y est mis : la célèbre revue du *Chasse-marée*, qui, elle, s'est directement adressée à Jacques Chirac, les Verts, les autonomistes de l'Union démocratique bretonne, la ville de Rennes, le conseil économique et social de Bretagne, etc. Toutes ces initiatives auraient fini par faire désordre. Les maires de Brest et de Lorient se sont donc rencontrés début novembre pour commander, ensemble, à un spécialiste d'histoire maritime, un *« projet cohérent et novateur »* s'appuyant sur leurs deux villes. Refusant de considérer que les jeux sont faits, ils plaident pour une forme d'appel d'offres. Pas question de baisser les bras avant la fin de la partie.

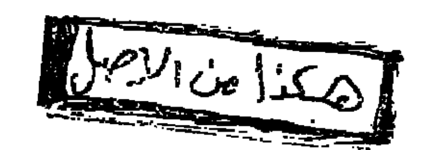
*Martine Valo*

## DÉPÊCHES

■ **SEINE-SAINT-DENIS : l'Etat a décidé de ne plus assurer à partir** de 1997 les frais d'aménagement et de gestion du Parc forestier national de la Poudrerie. La totalité du financement des travaux (10 millions sur cinq ans) et 40 % du coût de l'entretien, soit 1,6 million par an, devraient être pris en charge par la Région Ile-de-France dans le cadre d'un partenariat avec le département de Seine-Saint-Denis et les cinq communes qui bordent le Parc. Mais le conseil général présidé par Robert Clément (PC), indigné par le désengagement financier de l'Etat, a clairement indiqué qu'il refusait tout transfert de charges sur les collectivités. – *(Corresp.)*

■ **ROUEN : pour promouvoir des déplacements moins polluants,** la ville de Rouen, dirigée par une majorité PS-PC-Verts, vient de passer une convention avec Gaz de france et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. GDF et la municipalité s'engagent à convertir une partie de leurs flottes respective au gaz naturel. L'Ademe participera aux frais d'adaptation des véhicules.

■ **VAL-DE-MARNE : Jean-Luc Laurent, maire (MDC) du Kremlin-Bicêtre,** vient de signer une charte en partenariat avec le Trésor public sur la gestion des loyer HLM. Le fonctionnement de l'OPHLM – dont M. Laurent a pris la présidence après sa victoire aux municipales de 1995 –, qui gère 17 911 appartements, connaissait de graves anomalies : son déficit annuel s'élève à 2,5 millions de francs, et le montant de sa recapitalisation devra atteindre près de 17 millions. L'accord vise notamment à prévenir les impayés de loyers (20 % en 1995). – *(Corresp.)*





**Du 8 au 17 Novembre 1996**
**au Salon**
**"INTERIEURS D'AUTOMNE"**
PARIS - PORTE DE VERSAILLES
Hall 5 - Allée D - Stand D16
INTERIEURS D'AUTOMNE
DÉCOUVREZ UNE NOUVELLE VERSION DE NOTRE LIGNE STANDARD :
**"L'ERABLE"**,
UNE ESSENCE CLAIRE ET CHALEUREUSE,
À UN PRIX EXCEPTIONNEL DE LANCEMENT !

# La maison des BIBLIOTHEQUES

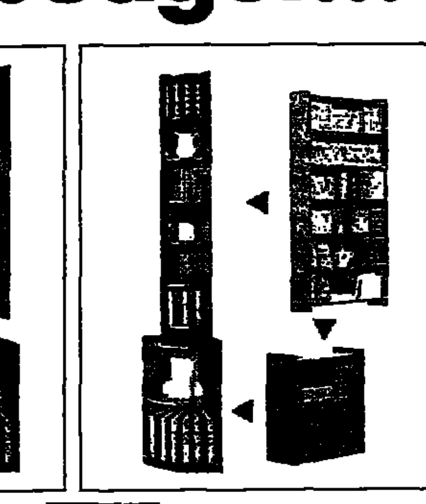
## Le plus grand choix de Bibliothèques JUXTAPERPOSABLES®

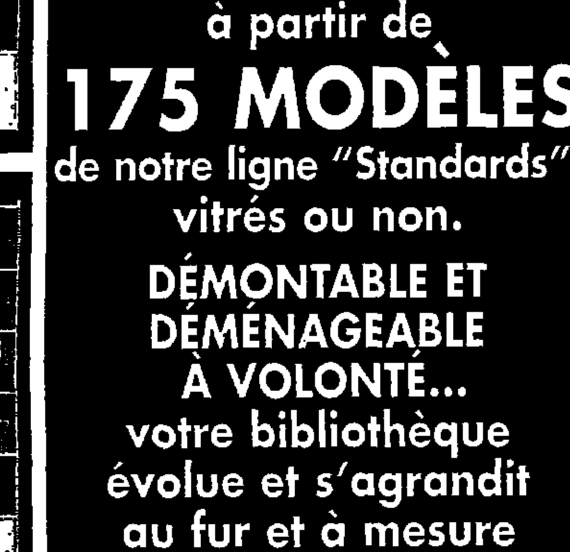
## pour créer des ensembles à la mesure de votre espace, de vos besoins, de votre budget...

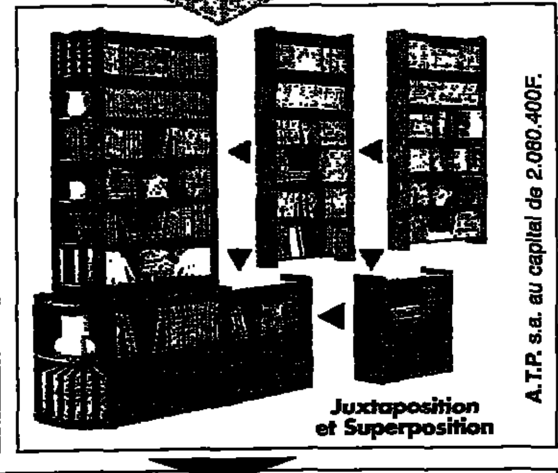




par simples **JUXTAPOSITIONS** et **SUPERPOSITIONS**
à partir de
**175 MODÈLES**
de notre ligne "Standards", vitrés ou non.
**DÉMONTABLE ET DÉMÉNAGEABLE À VOLONTÉ...**
votre bibliothèque évolue et s'agrandit au fur et à mesure de vos besoins !








A.T.P. s.a. au capital de 2.060.400F.





**MAINTENANT 19 VERSIONS, TEINTES OU ESSENCES**
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en version placage frêne clair, composée de 6 meubles juxtaposés. A droite, bibliothèque avec TV incorporée, composée de 12 meubles version acajou, juxtaposés et superposés. La ligne "Standards", suivie depuis plus de 40 ans, est toujours la plus vendue !
**REPRISE EN CAS DE NON-CONVENANCE**

***ET DANS TOUS NOS MAGASINS :***

**PARIS**
**61, Rue Froidevaux - 75014**
"En Montparnasse" (à 300 m de la gare).
Tél. 01.43.20.13.00. Ouvert le lundi de 14h à 19h30 et du mardi au samedi inclus de 10h à 19h30 sans interruption. *Métros* : Gaîté - Montparnasse Bienvenüe - Denfert-Rochereau - Edgar Quinet - Autobus : 28-38-48-58-68-91-92-94-95-96 - RER : Denfert-Rochereau - SNCF : Gare Montparnasse.

**REGION PARISIENNE**
**MELUN 77000** : 6, quai Hippolyte Rossignol. Tél. 01.64.37.02.52.
**VERSAILLES 78000** : 64-70, rue des Chantiers. Tél. 01.39.53.66.09

**PROVINCE**
**ANGERS 49000** : "Espace Samo", 87, av. du Gal. Patton. Tél. 02.41.48.44.99
**ARRAS 62008** : "SNEB", 4, rue Roger Salengro. Tél. 03.21.23.52.01
**AVIGNON CEDEX 84145** : "Hemes". Route de Marseille. Zone Cale "la Cristole". Tél. 04.90.87.72.48
**BESANÇON 25000** : 38, rue d'Arènes. Tél. 03.81.82.82.40
**BORDEAUX 33000** : 10, rue Bouffard. Tél. 05.56.44.39.42
**BREST 29200** : 23, rue de la 2e D.B. Tél. 02.98.80.67.03
**CAEN 14000** : "Intérieurs Décors", 51-53, rue des Jacobins. Tél. 02.31.86.29.14
**CLERMONT-FERRAND 63000** : 22, rue Georges-Clemenceau. Tél. 04.73.93.97.06
**DIJON 21000** : 100, rue Monge. Tél. 03.80.45.02.45
**GRENOBLE 38000** : 59, rue Saint-Laurent. Tél. 04.76.42.55.75
**LA ROCHELLE 17000** : (Point-Standards). "Conforiax" - 71, rue du Rempart St-Claude. Tél. 05.46.50.57.77
**LILLE 59800** : 88, rue Esquermoise. Tél. 03.20.55.69.39
**LIMOGES 87000** : 3, rue Jules Guesde. Tél. 05.55.32.88.55
**LYON 69001** : 9, rue de la République. (Métro Hôtel-de-Ville/Louis Pradel). Tél. 04.78.28.38.51
**MARSEILLE 13006** : 109, rue Paradis. (métro Estrangin) Tél. 04.91.37.60.54
**MONTPELLIER 34000** : 8, rue Sérane. (près gare). Tél. 04.67.58.19.32
**MULHOUSE 68100** : 7, rue de l'Ile Napoléon. Tél. 03.89.44.04.44
**NANCY 54000** : 8, rue Saint-Michel. Tél. 03.83.32.84.84
**NANTES 44000** : 2bis, rue du Château. Tél. 02.40.47.74.38
**NICE 06000** : 2, rue Offenbach. Tél. 04.93.88.84.55
**ORLEANS 45000** : "Décor & Lumière" 37, rue de la République. Tél. 02.38.53.53.84.
**PAU 64320** : IDRON, Route de Tarbes, RN 117. Tél. 05.59.84.54.36
**PERPIGNAN 66000** : 17, cours Lazare Escarguel. Tél. 04.68.35.61.54.
**POITIERS 86000** : 42, rue du Moulin-à-Vent. Tél. 05.49.41.68.46
**QUIMPER 29000** : "Idées Maison". 17, av. de la Libération. Tél. 02.98.90.63.33
**REIMS 51100** : "Atmosphère", 1, rue St-Just. Tél. 03.26.47.57.44
**RENNES 35000** : 59, bd de la Tour d'Auvergne. Tél. 02.99.30.56.07
**RODEZ 12450** : LA PRIMAUBE. (Point-Standards). Avenue de Rodez - RN 88. Tél. 05.65.69.56.84
**ROUEN 76000** : 43, rue des Charrettes. Tél. 02.35.71.96.22
**STRASBOURG 67000** : 11, rue des Bouchers. Tél. 03.88.36.73.78
**TOULOUSE 31000** : 1, rue des Trois Renards. Tél. 05.61.22.92.40
**TOURS 37000** : 5, rue Henri Barbusse. Tél. 02.47.38.63.66.
**VALENCE 26000** : (Point-Standards) "La Bouquinerie" Place de la Pierre (près Cathédrale). Tél. 04.75.43.75.71.
*Magasins ouverts du mardi au samedi inclus*

## Demandez nos catalogues gratuits
DANS TOUS NOS MAGASINS OU EN RENVOYANT LE BON CI-CONTRE

**Catalogue général "nouvelle édition"**
88 pages en couleurs, 600 modèles de bibliothèques, vitrines, bureaux, meubles coordonnés.
20 lignes et styles
85 coloris, teintes et essences de bois ...

**"Catalogue vitrines"**
bureaux, tables basses, abouts de canapés
**102 nouveautés contemporaines**

CATALOGUES PAR TÉLÉPHONE 24H/24, RÉPONDEUR AUTOMATIQUE
**01 43 20 73 33**
OU PAR MINITEL
**3615 LMDB**

**PROJETS D'IMPLANTATIONS ET DEVIS GRATUITS**

**TARIFS SANS SURPRISES,**
(TTC ET FRANCO FRANCE METROPOLITAINE)

**FACILITES DE PAIEMENT**

**CREDITS PERSONNALISES**
(sous réserve d'acceptation du dossier par les organismes agréés)

**REPRISE EN CAS DE NON-CONVENANCE**

**BON POUR RECEVOIR GRATUITEMENT NOS 2 NOUVEAUX CATALOGUES**

**A RETOURNER A :**
**LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES 75680 PARIS CEDEX 14**
Veuillez m'envoyer gratuitement et sans aucun engagement, votre catalogue général et votre nouveau *"catalogue vitrines" contenant tous les détails* (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, contenances) sur tous vos modèles avec les tarifs complets (prix TTC franco pour toute la France) MO93

Nom ____________________
Prénom ____________________
Adresse ____________________
____________________
Ville ____________________
Code Postal ______ Tél. ____________________
Profession ____________________

**Demandes de catalogues 24h/24 par :**
01 43 20 73 33 ● Minitel : 3615 LMDB (2,23F la mn.)

## NOMINATIONS

### EDUCATION

**Gérard Tobelem** a été nommé chef de la mission scientifique et technique au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieure et de la recherche en remplacement de Bernard Bigot. Praticien hospitalier et professeur des universités spécialiste d'hématologie, M. Tobelem était depuis le mois de janvier conseiller technique au cabinet de François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche.

[Né le 20 juin 1947 à Bone (Algérie), Gérard Tobelem, ancien interne des hôpitaux de Paris, a occupé, de 1977 à 1981, les fonctions de chef de clinique assistant à la faculté de médecine Lariboisière-Saint-Louis dans le service du professeur Jean Bernard. Professeur à l'université Paris-VII depuis 1981, il a été nommé, en 1993, chef du service d'hématologie clinique dans cet hôpital. En 1993, il est chargé des questions européennes auprès du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche avant d'être nommé directeur scientifique pour la biologie, la médecine et la santé à la mission scientifique et technique.]

### ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

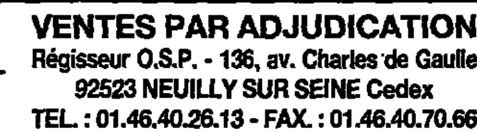
Sont élevés à la dignité de *grand-croix :*

Jean Murat, général de division ; Francis Pottier, général de brigade ; Jean Saulnier, général d'armée aérienne.

Sont élevés à la dignité de *grand officier :*

Henri Loustau, général de brigade de la gendarmerie ; Jacques Malézieux-Dehon, général de brigade ; André Morvan, général de brigade ; Emile Picard, colonel ; Robert Baillat, contre-amiral ; André Carayon, médecin général inspecteur ; Guy Schmit, contrôleur général des armées ; Michel Brisac, général de corps d'armée ; Michel Zeisser, général de corps d'armée.

Le *Journal officiel* du jeudi 7 novembre publie en outre une liste de promotions et de nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier dans l'ordre national du Mérite, au titre du ministère de la défense.



**VENTES PAR ADJUDICATION**
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL. : 01.46.40.26.13 - FAX. : 01.46.40.70.66

---

**33** VENTE AU TRIBUNAL. JEUDI 28 NOVEMBRE 1996 à 15H.
**IMMEUBLE à USAGE D'ENTREPOTS ET BUREAUX**
**à CESTAS (GIRONDE) - Avenue du Mal de Lattre de Tassigny**
(Zone industrielle Auguste, 3, Chemin des Arestieux)
d'une contenance de 2 ha 66 a 07 ca
Cet immeuble est loué à LA POSTE selon un bail en date du 1er Octobre 1996 - loyer annuel de 2.500.000 Francs HT et HC.
**MISE A PRIX : 6.000.000 de Frs**
Vente SOFINVEST BORDEAUX - S'adr. Me RUSTMANN, SCP d'Avocats, 137, rue Sainte Catherine 33000 BORDEAUX - Tél : 05.56.00.82.33
**Visites les Jeudis 7, 14, 21 Novembre 1996 de 14 heures à 16 heures.**

---

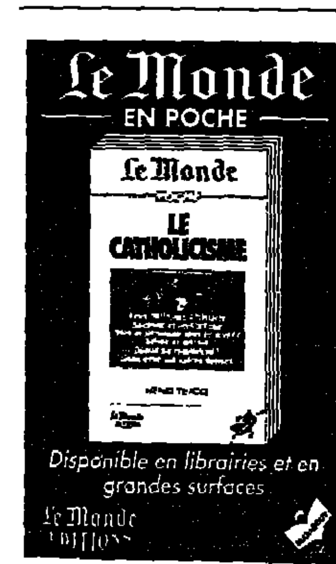
**75** VENTE VOLONTAIRE
**LE JEUDI 21 NOVEMBRE 1996 à 14H30**
en la Chambre des Notaires
12, avenue Victoria à PARIS (1er)
**FONDS DE COMMERCE RODIN**
sis 36, AVENUE DES CHAMPS-ELYSEES à PARIS (8ème)
(autres activités autorisées au bail: à négocier)
**Surface utile totale : 1727 m² sur 5 niveaux**
dont 560 m² au rez-de-chaussée
(ce magasin occupe la totalité de l'immeuble)
**MISE A PRIX : 70.000.000 de Frs**
ne pouvant être baissé.
Cahier des charges à consulter :
Maître Marc ALLEZ, Notaire à PARIS (75008).
25, avenue George V. - Tél : 01.47.23.61.67
VISITE des locaux sur rendez-vous . Tél : 01.43.59.58.82.

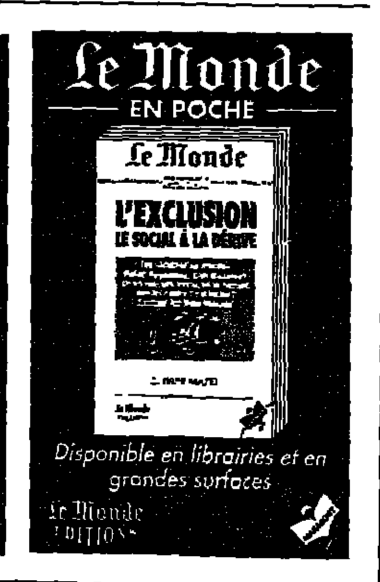
---

**75** Vente au Palais de Justice de Paris
**Jeudi 21 novembre 1996 à 14h30**
**IMMEUBLE à PARIS 16ème**
**68, rue d'Auteuil**
comprenant bâtiment sur rue : caves, rez-de-chaussée, 2 étages
bâtiment en suite : rez-de-chaussée et un étage
bâtiment au fond : rez-de-chaussée surélevé
cadastré pour 2a 10 ca
**MISE A PRIX : 6.200.000 Frs**
S'adresser à Maître Bruno PAULUS, Avocat au Barreau de PARIS PARIS (75017) - 23, rue du Colonel Moll
Tél : 01.40.68.72.43 - Maître Didier NAKACHE, Avocat au Barreau de PARIS - PARIS (75116) - 67, Boulevard Lannes
Tél : 01.45.04.61.61 - Sur les lieux pour visiter où une visite sera organisée.

---

**83** Rectificatif à l'insertion parue dans ce même journal daté du 01.11.1996 concernant la vente d'un IMPORTANT DOMAINE à CHATEAUVERT, LE VAL et CORRENS (83) dénommé JAUMARESSE et ROUMEGOU, dont la vente est prévue le jeudi 21 novembre 1996 au TGI de PARIS à 14h30, il y a lieu de lire que ce bien N'EST PAS LIBRE D'OCCUPATION - Signé Me TOURAILLE




## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Philippe GUILLOU
et
Marie-Frédérique BACQUE-GUILLOU,
Raphaël, Alexandre,

ont le bonheur d'annoncer la naissance de leur fils et petit frère,

**Nicolas, Alphonse, Antoine,**

le mardi 5 novembre 1996, à Paris.

139, bd de Charonne,
75011 Paris.
Catherine et Jacques Bacque,
60-62, rue Brancion,
75015 Paris.
Alphonsine et Michelle Grig,
10, rue de la Paix,
74000 Annecy.
Jacques Guillou,
3, rue des Francs-Tireurs,
74000 Annecy.

---

Arthur, Pierre et Véronique
SODOIR-SAMSON
ont la joie d'annoncer la naissance de

**Paul,**

le 27 octobre 1996, à Versailles.

---

Marie, Clara et Bérénice
ont la joie d'annoncer la naissance de leur frère,

**Olivier,**

à Beyrouth, le 30 octobre 1996.

Laurence et Roland Tomb,
B.P. 40-275, Baabda, Liban.

---

Richard BEL
et
Hélène, née DEBAY,
ont la très grande joie d'annoncer la naissance de leur fils,

**François,**

le 20 octobre 1996, à Paris.

17, rue Benjamin-Delessert,
93500 Pantin.

---

Martin et Jonas
font de gros bisous à leur petite cousine,

**Juliette,**

née le 4 novembre 1996,

chez Marie-Laure et Jean-Marc Castejon.

---

Sergio et Danielle
PEREIRA-CARVALHO
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

**Justine Anne Léna RAMEAU,**

le 10 octobre 1996.

---

Nicolas, dit Babounet,

est né le 4 novembre 1996.

Viviane BERTRAND,
Jean-Louis ROCCA,
Guillaume et Roxane
sont très contents.

### Mariages

**Danièle COHN**
et
**Fernando GIL**
se sont mariés, le 26 octobre 1996, à Montolieu.

97, rue Monge,
75005 Paris.

### Décès

– Martine et Patrice Bruneau,
ses parents,
Jean-Christophe Bruneau,
son frère,
M. et Mme Jacques Bruneau,
Mme Jacques Ducreux,
ses grands-parents,
Tous ses oncles et tantes,
Tous ses cousins et cousines,
Tous ses amis et amies,
ont la douleur de faire part de la disparition brutale de

**Carole BRUNEAU,**

survenue le 5 novembre 1996, à l'âge de vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-François-de-Salles (17, rue Ampère, Paris-17e).

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Ecully (Rhône).

Carole aurait souhaité que des dons soient adressés aux Amis du Centre des tumeurs de Tenon, hôpital Tenon, 4, rue de la Chine, 75970 Paris Cedex 20.

54, rue de Tocqueville,
75017 Paris.

---

– Le président,
Le conseil d'administration,
Les délégués,
Et les membres de la Mutuelle des affaires étrangères,
ont la douleur et la tristesse de faire part du décès de

**M. Paul COPIGNEAUX,**
administrateur de la Mutuelle
des affaires étrangères,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques.

1, rue de l'Abbé-Roger-Derry,
75730 Paris, Cedex 15.

---

– Danielle Dany,
son épouse,
Ses parents et ses proches,
ont la douleur de faire part du décès subit de

**Michel DANY,**
ingénieur civil
des Ponts et Chaussés,
ancien conseiller régional
d'Ile-de-France,
maire adjoint de Trappes,
ancien vice-président du SAN
de Saint-Quentin-en-Yvelines,

survenu le 4 novembre 1996 dans sa cinquante-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 8 novembre, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame du Chêne de Viroflay.

305, boulevard de la Vanne,
94230 Cachan.

---

– Mme Christiane Duphil,
Ses enfants, petits-enfants,
Monique et Jay Duphil-Humeston,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Francis DUPHIL,**

survenu le 6 novembre 1996, dans sa soixante-quatrième année, en son domicile à Saint-Germain-en-Laye.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 novembre, à 14 heures, en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye.

8 *bis*, rue Quinault,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

---

– Le 10 octobre 1996 est morte

**Hélène FUSTER.**

Son corps fut enterré auprès de

**Serge FUSTER-CASAMAYOR,**

le 14 du même mois.

Tour Gambetta, appt. 206,
2, square Henri-Regnault,
92400 Courbevoie.

---

– On nous prie de faire part du décès de

**Elie GINSBOURG,**

survenu, le 6 novembre 1996, à l'âge de soixante-neuf ans, à Drap (Alpes-Maritimes).

L'inhumation dans le caveau de famille au cimetière parisien de Bagneux (Hauts-de-Seine), avenue Marx-Dormoy, aura lieu le vendredi 8 novembre, à 11 heures.

---

– L'université Pierre-Mendès-France,
L'Institut d'études politiques de Grenoble,
L'UFR DGES,
L'IREPD, unité associée au CNRS,
Ses collègues et amis,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

**Bernard MÉRIAUX,**
professeur associé,
ancien directeur de l'IREPD,

survenu le 5 novembre 1996, à Paris.

Bernard Mériaux a fait profiter l'Université de ses compétences dans le domaine de l'emploi et du développement, tant par ses activités de recherche que par sa participation active à la mise en place de filières d'enseignement nouvelles.

Sa famille et ses amis vous invitent à lui rendre un dernier hommage :
– le vendredi 8 novembre, à 10 heures, en l'église Saint-Hypolite, à Paris-13e,
– le samedi 9 novembre, à 11 heures, au Centre œcuménique Saint-Marc, à Grenoble.

---

– Besançon.

François Rey s.j.,
Michel et Anne-Marie Rey,
Marcel et Marie-Anne Rey,
Elisabeth Rey,
Christine et François Clemendot,
Jean-Louis et Monique Rey,
Benoit et Anne-Emmanuelle Rey,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Ses amis et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

**Maurice REY,**
professeur honoraire d'université,

le 6 novembre 1996, à Besançon.

Une messe sera célébrée le samedi 9 novembre, à 10 h 30, en l'église du Sacré-Cœur de Besançon.

1, rue des Chaprais,
25000 Besançon.

---

– Cécile et Guy Casadamont
ont la tristesse de faire part du décès de

**Denise de SAUVEBŒUF,**
née de FONSCOLOMBE,

leur mère et belle-mère,
survenu le 25 octobre 1996, à Paris.

**CARNET DU MONDE**
Télécopieur :
**01-42-17-21-36**
Téléphone :
**01-42-17-29-94**
**ou 38-42**

---

– Saint-Paulet.

Evelyne Decombe,
Pierre et Maï,
Anne-Marie Beaubois et Lou,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**Marie-Louise TASTEVIN,**

survenu à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Cante, dans l'Ariège.

Cet avis tient lieu de faire part.

---

– Mme Marie Zamansky, née Hervé,
son épouse,
Mlle Jeannine,
sa sœur,
Marc-Henri et Elisabeth Zamansky,
Bruno, Pierre, Hélène,
Paul Zamansky,
Thomas, Géraldine,
Geneviève et Dominique Bonnin,
Jérémie, Edith, Jean-Baptiste, Agnès,
Aurore,
Elisabeth et Fernand Gannaz,
François, Benoît, Irène, Isabelle,
Cécile Zamansky,
Sophie, Olivier Tonneau,
Odile Zamansky,
Jean et Béatrice Zamansky,
Rémi, Jeanne, Marguerite, Luc,
Agnès et Joseph Gagneret,
Sarah, Coline,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part de la mort de

**Marc ZAMANSKY,**
doyen honoraire
de la faculté des sciences de Paris,
déporté résistant,

survenu à Paris le 6 novembre 1996, dans sa quatre-vingt-unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 8 novembre, à 9 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, à Paris-5e.

Avant l'inhumation, une messe sera dite le samedi 9 novembre, à 15 heures, en l'abbatiale de Beaulieu-sur-Dordogne (Corrèze).

1, rue du Val-de-Grâce,
75005 Paris.

---

– Le président, le bureau et le conseil d'administration de l'Amicale nationale des déportés et familles de disparus de Mauthausen,
ont le regret de faire part du décès de leur président d'honneur,

**Marc ZAMANSKY,**
président de 1962 à 1970.

Le service religieux sera célébré vendredi 8 novembre 1996, à 9 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

Amicale de Mauthausen,
31, bd Saint-Germain,
75005 Paris.

---

– Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI),
Et tous les personnels,

ont la profonde tristesse de faire part du décès, le 6 novembre 1996, de

**M. Marc ZAMANSKY.**

Le professeur Marc Zamansky est né en 1916 à Genève (Suisse). Elève de l'Ecole normale supérieure, maître de recherche au CNRS et chargé de cours à Lille, il est nommé maître de conférences, en 1955, à la faculté des sciences de Paris, en Sorbonne, et professeur de mathématiques en 1956 ; il en devenait peu après le doyen en 1961, jusqu'en 1970. Sa carrière à ce titre reste dans toutes les mémoires puisqu'il a été le promoteur de la nouvelle faculté des sciences installée à Jussieu. Jeune et brillant doyen durant une période de l'histoire universitaire riche en événements, il avait l'estime et la reconnaissance des savants de France et de tous les pays.

Marc Zamansky était commandeur de l'ordre de la Légion d'honneur et commandeur des Palmes académiques.

### Services religieux

– Une cérémonie religieuse à la mémoire du

**général Maurice BLEY**

sera célébrée le samedi 16 novembre, à 11 heures, en l'église réformée d'Auteuil, 53, rue Erlanger, 75016 Paris.

### Anniversaires de décès

– Il y a dix ans, le 8 novembre, disparaissait

**Artur LONDON, dit Gérard.**

Sa femme, ses enfants, ses amis demandent une pensée pour lui.

Gérard fut et reste un symbole de la lutte pour la liberté, aussi bien dans la guerre d'Espagne, la Résistance en France, toutes les prisons et camps qu'il a connus, que par sa dénonciation des crimes du stalinisme.



– Il y a cinq ans, le 11 novembre 1991,

**Mathieu FONTAINE**

disparaissait tragiquement.

Sa famille et ses amis n'oublient pas.

### Souvenir

**Simonne KLEIN,**
**née DECLERCK,**

qui nous a quittés le 9 janvier 1990, aurait soixante-dix ans ce 8 novembre 1996.

On se souvient de tout.

Pierre et Marie-Hélène Klein.

### Conférences

Conférence à l'Unesco
le dimanche 24 novembre 1996, à 16 h 30

**« ÉCRIRE L'HISTOIRE DE LA SHOAH »**

avec la participation de
Raul Hilberg,
Saul Friedlander,
Serge Klarsfeld,
André Kaspi,

Inscriptions impératives au
Centre de documentation juive contemporaine,
tél. : 01-42-77-44-72 ;
fax 01-48-87-12-50

---

**LE DIABLE, L'AMOUR ET LE BON DIEU**

Sept jeudis de suite, à 20 h 30, au temple de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17e, métro Argentine.

- Le 7 novembre, « Le diable et la chair », Jean-Deny Vincent et Claude Geffré, o.p.
- Le 14 novembre, « La confiance et le doute », Alain Duhamel ; Flora Groult et J.-F. Collange, théologien protestant.
- Le 21 novembre, « La grâce et la foi » : Jean d'Ormesson, Jean Daniel et Louis Pernot, pasteur.
- Le 28 novembre, « La souffrance et la mort » : Daniel Sibony, psychanalyste, Marie de Hennezel, auteur de *La Mort intime*, et Alain Houziaux, pasteur.
- Le 5 décembre, « La liberté et le destin » : Michel Tournier, Gilles Bernheim, rabbin, et Stan Rougier, prêtre-écrivain.
- Le 12 décembre, « Le salut et l'au-delà » : Pascal Bruckner, G. Martelet, s.j.
- Le 19 décembre, « L'amour et la solitude » : Jacques de Bourbon-Busset et J.-P. Jossua, o.p.

Introductions par Alain Houziaux, pasteur. Libre participation aux frais.

### Colloques

– Colloque « Parcours d'intellectuel(le)s maghrébin(e)s », en hommage à Monique Gadant, les 14 et 15 novembre 1996.

Institut Maghreb-Europe, université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis Cedex 02. Tél. : 01-49-40-68-67.

### Communications diverses

**BOURSES DE RECHERCHE**

Centre de recherche
sur les juifs du Maroc (CRJM),
Président-fondateur : Robert Assaraf,
189, bd Saint-Germain, 75007 Paris.
Tél. : 01-45-49-61-40 ;
fax : 01-45-48-24-83

Pour l'année universitaire 1996-1997, le CRJM :

- attribuera trois bourses d'un montant annuel de 10 000 FF ;
- bénéficiaires : étudiants inscrits dans une université française et préparant une thèse de doctorat ;
- le sujet de travail peut être pluridisciplinaire mais doit porter impérativement sur les juifs du Maroc ;
- dossiers à demander par écrit ou par télécopie avant le 28 novembre 1996.

---

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, ce jeudi 7 novembre 1996, à 20 h 30 : « Les élections américaines : analyse par Mme Nicole Bernheim, journaliste, écrivain, ancienne correspondante du journal « Le Monde », spécialiste des U.S.A.

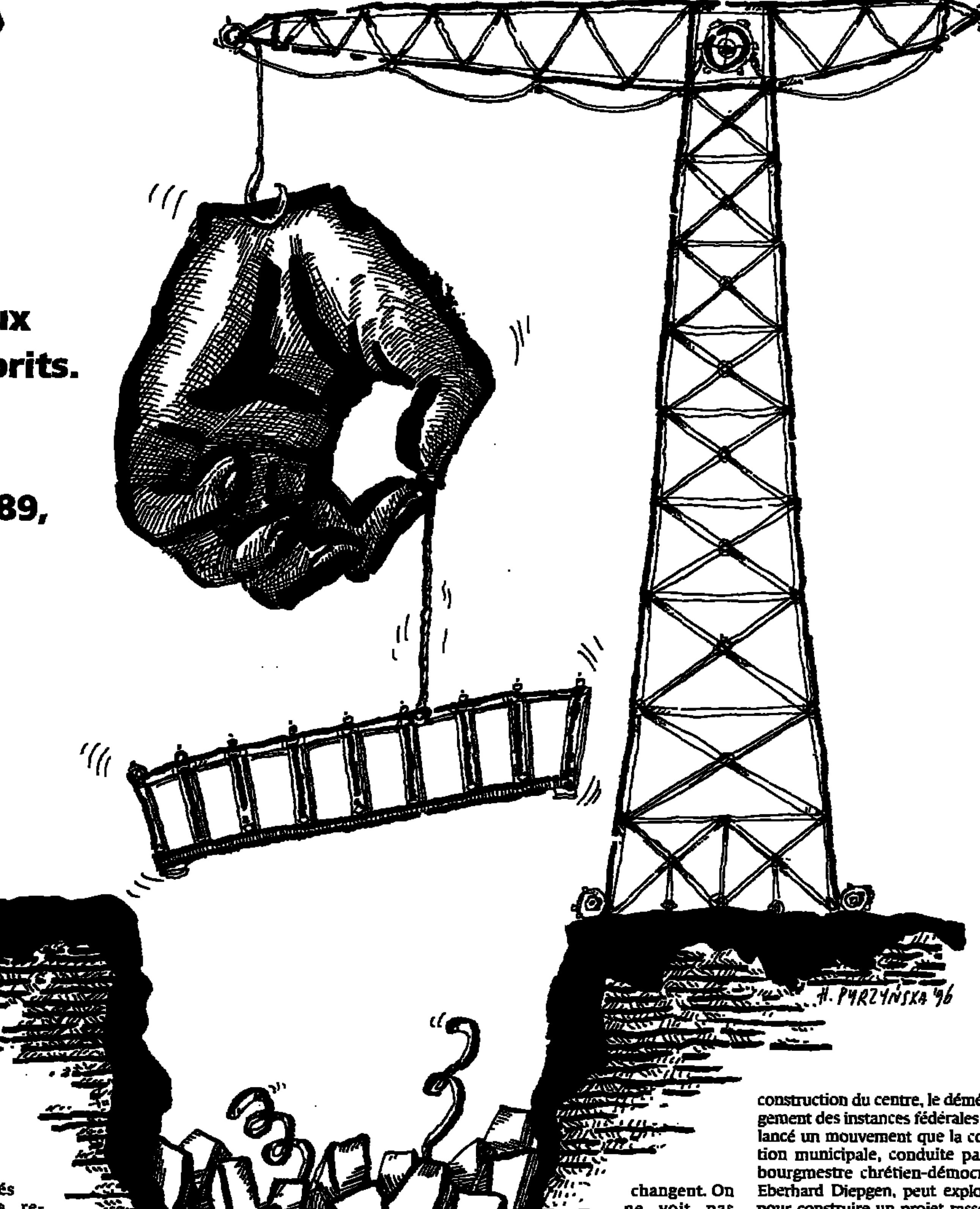
*Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

HORIZONS

ENQUÊTE

# Berlin, le mur et son ombre

**Sept ans après sa démolition, le mur qui coupait la ville en deux est toujours présent dans les esprits. La reconstruction du centre de la capitale allemande, entreprise dans l'euphorie en 1989, n'a pas créé l'unité espérée. Loin de là**




BERLIN célébrera le septième anniversaire de la chute du mur, le 9 novembre. Sept ans d'émerveillement et de déconvenues, trop contradictoires pour s'y retrouver. L'attente interminable du gouvernement fédéral, qui doit venir s'installer vers l'an 2000, les complications de la réunification allemande, la recherche d'une identité détruite par quarante-cinq ans de guerre froide et de séparation, tout cela fait aujourd'hui de Berlin une sorte de bateau ivre au cœur de cette nouvelle Europe en gestation depuis l'effondrement de l'empire soviétique.

A l'est comme à l'ouest de l'ancienne ligne de démarcation entre les secteurs russe et occidentaux, la normalisation n'a pas apporté l'essor espéré. Depuis que la décision de refaire de Berlin le siège de la capitale allemande a été voté, de justesse, en 1992, la lenteur du déménagement a cassé l'élan de la réunification. Dans la banlieue de Berlin-Est, ce qui restait encore d'industries ressemble à des décors tragiques d'une autre époque. Il faudra des années sans doute pour que la ville puisse espérer redevenir un grand carrefour commercial au centre d'une Europe dont la partie orientale a encore besoin de temps pour se développer.

L'ère des subventions à fonds perdus, qui coulaient de part et d'autre du mur pour impressionner ceux de l'autre côté, est bel et bien finie. Berlin est réunifiée sous le signe de l'austérité : il lui faut épargner sur les théâtres, les universités, les crèches, bref sur tout ce qui faisait l'orgueil des Berlinois de tous bords.

L'image des immenses chantiers qui bouleversent le centre de la ville serait-elle trompeuse ? Les touristes qui viennent chercher sur les bords de la Spree un peu de cette griserie que secrète immanquablement l'évocation de Berlin ne peuvent que s'ébahir devant ce qui représente sans doute aujourd'hui l'un des plus étonnants chantiers de la planète. A coups de milliards, la capitale des anciens Reich doit devenir la vitrine de ce modèle de démocratie qui s'est développé après la guerre dans les Länder restés du « bon côté » du rideau de fer.

Fallait-il reconstruire les anciens palais bombardés et rasés par les communistes ? Que fallait-il garder des monuments témoins de la brève République démocratique allemande ? Comment refaire d'un centre-ville dévasté par la guerre et la séparation une matière vivante, qui n'écorche pas le passé et ouvre sur l'avenir ?

Depuis la chute du mur, toutes ces questions ont agité les Berlinois, mais aussi tous ceux qui, en Allemagne, avaient leur mot à dire, à commencer par les responsables fédéraux qui, bien qu'à reculons pour certains d'entre eux, ne souhaitent pas manquer leur entrée dans la ville et dans l'histoire. Tout ce que l'Allemagne mais aussi le monde comptent d'architectes et d'urbanistes de renom a été convié à venir exposer ses idées, à se pencher sur le berceau richement doté.

Par un sens prémonitoire, Daimler-Benz, dirigé à l'époque par Edgar Reuter, le fils du premier bourgmestre social-démocrate de Berlin de l'après-guerre, s'était porté acquéreur dans les années 80 d'un vaste terrain jouxtant le mur, près de la Philharmonie, au débouché de l'ancienne Potsdamer Platz, une des grandes places du Berlin d'avant-guerre. Sony, le groupe japonais, et un groupe de distribution allemand avaient pris part à l'affaire.

Une fois la ville réunifiée, celle-ci prenait une tout autre proportion. La reconstruction du quartier de la Potsdamer Platz devenait pour tout Berlin un symbole. De là, on plonge directement sur la porte de Brandebourg et le Reichstag, autour duquel les travaux viennent aussi de commencer pour installer les principales institutions de la République fédérale, le Bundestag et la chancellerie.

Ces deux grands chantiers façonneront le nouveau visage du centre de la capitale, qui sera desservi par une nouvelle ligne de métro, une voie de circulation souterraine et, surtout, une immense gare pour les trains à grande vitesse.

AU bord du Landwehrkanal, les superstructures des premiers immeubles du projet Daimler-Benz se profilent déjà, comme des fantômes, sur le ciel berlinois. Les édiles locaux ont fixé des règles strictes, exigeant que soit respectée l'ancienne structure architecturale berlinoise des blocs d'immeubles et que l'on ne dépasse pas la hauteur des quartiers anciens. 20 % des surfaces construites doivent être réservés à des habitations.

Les maquettes géantes de tous ces projets sont proposées aux curieux qui viennent se promener par centaines, le week-end, aux abords du chantier. Bien malin pourtant celui qui saurait prédire comment tout cela vivra d'ici quelques années. « Quand tout sera fini, on se baladera la nuit et on pourra juger », reconnaît l'un des plus anciens promoteurs de Berlin-Ouest, Klaus Groth, réalisateur de deux villes nouvelles d'avant-garde à la périphérie de Berlin.

Pour Peter Strieden, jeune et dynamique sénateur social-démocrate chargé du développement de la ville, il n'y a cependant pas de raison de douter. « Une nouvelle atmosphère berlinoise est en train d'émerger au centre », parie-t-il. Cet ex-maire de l'arrondissement de Kreuzberg est symbolique d'une nouvelle gauche berlinoise qui veut croire au changement, contrairement aux Alternatifs. Inquiets d'un développement trop rapide menaçant, selon eux, l'esprit de tempérance qui faisait l'originalité de la partie ouest de la ville pendant la période du mur, ceux-ci ont eu le vent en poupe lors des dernières élections municipales, enlevant trois mairies d'arrondissement.

Le montant des investissements effectués dans la reconstruction de Berlin est difficile à chiffrer avec exactitude. Mais les chiffres cités sont impressionnants. Fonds public et privés réunis, ils s'élèvent, selon les estimations de Klaus Groth, à une quarantaine de milliards de marks (140 milliards de francs) par an. Près d'un million de mètres carrés de bureaux nouveaux étaient programmés pour 1996 et 1997, sans grandes perspectives de trouver rapidement preneur.

Développeurs, promoteurs, responsables politiques ont dû revoir leurs ambitions à la baisse. L'euphorie suscitée par la réunification avait attiré, bien au-delà de l'Allemagne, toutes sortes d'investisseurs flairant l'aubaine. On s'arrachait alors les meilleurs emplacements pour monter des opérations immobilières qui se révèlent aujourd'hui lourdes à supporter. Les bureaux restent vides.

**Les projets de développement, qui suscitent déjà un phénomène de rejet à l'Ouest, se heurtent à une forte méfiance à l'Est. Les Berlinois de l'Est ont le sentiment de subir une nouvelle fois la loi du plus fort**

Les prix de location, qui avaient brutalement flambé, ont depuis chuté de moitié.

La Friedrichstrasse, l'ancienne rue des commerces, des passages et des cabarets, bien connue du temps du mur à cause du checkpoint Charlie, le principal point d'entrée pour les Occidentaux à Berlin-Est, bâille d'ennui dans ses beaux immeubles flambant neufs. D'une architecture discrète et élégante, elle attend le client dans un centre-ville presque fantôme, peuplé d'ouvriers du bâtiment et de quelques rares touristes que pas un café, pas un cinéma ne retient.

L'ouverture de la succursale berlinoise des Galeries Lafayette, fin avril, a été un petit événement pour Berlin, comme un signal qu'il se passait quand même quelque chose. Claude Fabre, son directeur, a le succès discret. La firme française s'est gardée de trop grandes ambitions, comme la Fnac, qui a dû fermer ses portes après avoir prétendu révolutionner son secteur, au cœur des quartiers chics de Berlin-Ouest, en 1991. Les Galeries affichent un assortiment de produits français de milieu de gamme dans la mode et la gastronomie. Elles visent la clientèle de Berlin-Est, restée un peu timide devant le luxe ostentatoire du grand magasin fétiche de Berlin-Ouest, le KDW, et qui trouve apparemment là un établissement plus à sa mesure. « Il n'y avait pas un chat dans la Friedrichstrasse. Aujourd'hui, les gens y viennent nous voir. Cela crée un attachement », espère le Méridional.

En bon connaisseur de Berlin, Claude Favre sait bien que même dans le cœur historique de la ville, si on est du côté de l'est, on reste, pour un temps encore, de l'Est. Sept ans après la chute du mur, ceux qui avaient cru que les barrières s'aboliraient rapidement entre les deux parties réunifiées de l'Allemagne ont souvent dû déchanter. Berlin fonctionne comme un laboratoire. Bien sûr, les choses changent. On ne voit pas chaque jour les immeubles pousser comme des champignons sans avoir très fortement la sensation de changement. Berlin-Est, où les boutiques ont fleuri un peu partout dès que le mark, version occidentale, a fait son apparition, en 1990, s'est refait en quelques années une façade plus présentable.

LA municipalité a fait de gros efforts pour rajeunir les vieux tramways, moderniser les transports publics. Les « Telekom » ont mis les bouchées doubles pour câbler la ville, où Italiens et Turcs ont commencé prudemment à étendre leurs réseaux de restaurants. Une avant-garde de jeunes Allemands et Berlinois de l'Ouest a trouvé dans les quartiers centraux de Berlin-Mitte et Prenzlauer Berg de nouvelles niches pour prendre part à l'aventure.

Berlin-Est est devenue la ville de la nuit, des cafés nocturnes, des temples de la techno et des rave parties, offrant mille et un recoins dans ses fonds d'arrière-cour et d'usines désaffectées. Berlin-Ouest est la ville du jour, des magasins, du business et des quelques industries qui survivent. On y vient travailler de partout, de l'Ouest et de l'Est, comme de la région périphérique du Brandebourg. Berlin a 14 % de chômeurs à l'Est et 15 % de chômeurs à l'Ouest. La main-d'œuvre de l'Ouest, plus exigeante, a souffert dans le secteur des emplois non qualifiés, notamment pour les Turcs. Le boom de la construction n'a pas eu tout l'effet attendu pour alléger le marché. De nombreuses entreprises préfèrent faire appel à une main-d'œuvre moins chère venue d'autres pays : des Polonais, des Roumains, mais aussi des Portugais ou des Anglais.

Si Berlin veut devenir une sorte de plaque tournante au sein de l'Europe élargie, de point de passage obligatoire entre l'Est et l'Ouest, il lui faut utiliser toutes ces énergies complémentaires. La reconstruction du centre, le déménagement des instances fédérales ont lancé un mouvement que la coalition municipale, conduite par le bourgmestre chrétien-démocrate Eberhard Diepgen, peut exploiter pour construire un projet rassembleur. Occupée par les tâches d'intendance de la réunification, elle s'est souvent égarée dans des débats contestables fort peu rassembleurs, comme la question de savoir s'il fallait ou non raser le palais de la République, symbole de l'Allemagne communiste, construit sur les ruines de l'ancien château de Berlin, et s'il fallait reconstruire ou non ce dernier.

Pressés de faire table rase de l'ancienne RDA, certains responsables de l'Ouest n'ont pas toujours compris à quel point ils pouvaient apparaitre eux-mêmes sectaires dans leur tentative de renouer avec les racines du passé en gommant l'histoire récente. Du coup, les projets de développement, qui suscitent déjà un phénomène de rejet à l'Ouest, se heurtent aussi à une forte méfiance à l'Est.

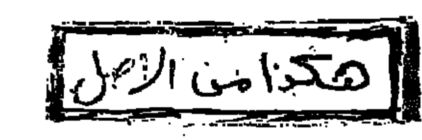
Fils d'émigrés républicains espagnols, le maire de Friedrichshain, Helios Mendiburu, qui fut parmi les refondateurs à l'Est, en 1989, du Parti social-démocrate, reconnaît que la tâche n'est pas facile pour les élus : que beaucoup de Berlinois de l'Est ont le sentiment de subir une nouvelle fois la loi du plus fort, de ne pas être concernés par ce qui se passe. On se replie sur son quant-à-soi, sur sa datcha du week-end, comme au vieux temps de la RDA.

Condamnés à vivre ensemble, Berlinois de l'Ouest et de l'Est sont encore loin, pour beaucoup d'entre eux, de se considérer comme les voyageurs d'un même convoi. Les éditeurs de journaux berlinois en savent quelque chose, qui n'ont jamais réussi à vendre les titres de l'Ouest à l'Est, et vice-versa.

Pendant quarante-cinq ans, Berlin s'est habituée à vivre repliée sur elle-même, enclavée dans le mur à l'Ouest, campée à l'Est dans son rôle de capitale artificielle. Il n'y aurait rien de plus dangereux pour elle que de ne pas arriver à sortir de cette mentalité d'assiégés privilégiés.

*Henri de Bresson*

*Dessin : Hania Pyrzynska*


هكذا من الأصل






# WOO

## des idées reçues

### 5

"La reprise de Thomson Multimédia se soldera par une perte de souveraineté"

*Il n'est pas question ici de l'absorption d'un groupe par un autre, mais du rapprochement de deux entités devant garder leur propre identité. Et ceci dans l'intérêt même de la nouvelle entreprise.*

*Le respect de l'identité de Thomson Multimédia sera assuré par le maintien de son siège et de son centre de recherches en France, de même que par la permanence d'un management français.*

### 6

"Daewoo, en tant que groupe asiatique, n'a aucune volonté d'enracinement en France"

*Daewoo bénéficie de trois sites industriels importants en Europe (France, Grande-Bretagne et Pologne).*

*Dans ce dispositif, la France tient une place particulière. Daewoo s'y est implanté en 1988. Avant même le projet de privatisation de Thomson, il y avait engagé un plan d'investissement de 3,3 milliards de francs.*

*Trois usines basées en Lorraine, parfaitement rentables, y emploient aujourd'hui plus de 1 400 salariés.*

*Ces trois usines sont le signe d'un engagement s'inscrivant dans la durée et ne s'appuyant pas, au contraire de certains autres exemples, sur des logiques de court terme.*

*De même, Daewoo ne se contentera pas de faire de l'assemblage en France, mais y fabriquera des produits complets.*

### 7

"Daewoo ne s'engage pas sur l'emploi"

*Indépendamment de son effort de recapitalisation de Thomson Multimédia, Daewoo a prévu d'investir 5 milliards en France et d'y créer 5 000 emplois nouveaux.*

*Il ne s'agit pas d'une promesse, mais d'un besoin déterminé par l'accroissement des volumes de production lié à l'allongement des séries et au développement de nouveaux marchés.*

*À l'heure ou certains concurrents de Thomson Multimédia et de Daewoo délocalisent les emplois ou révèlent des plans sociaux particulièrement importants, le doublement des effectifs prévu atteste le caractère dynamique du rapprochement entre les deux groupes.*

### 8

"Daewoo impose des conditions de travail excessives"

*À l'heure actuelle, nulle entreprise, française ou coréenne ne peut s'autoriser le conservatisme en matière de production. L'organisation du travail, chez Daewoo, s'appuie donc sur les mêmes principes que ceux qui sont à l'œuvre dans les groupes français soucieux de leur compétitivité.*

*Faut-il préciser qu'elle se fonde sur le même code du travail : le code du travail français.*

*Nous ne prétendons pas ne jamais avoir commis d'erreurs, mais pensons avoir montré notre volonté de les corriger. Cependant, par le dialogue social avec les syndicats, et avec l'aide du management de Thomson Multimédia, nous comptons bien continuer à progresser dans ce domaine.*

OO
ONICS

# Pour la mémoire d'Artur London

*par Pierre Daix*

J'AI rencontré Artur London en septembre 1943, à la prison de Blois où l'on venait de regrouper 430 cadres communistes. Je venais de Clairvaux, où nous avions obtenu, après Stalingrad, d'être séparés des droits communs et où j'avais organisé une université pour mes camarades. On m'avait confié la même tâche à Blois.

Persuadé que notre regroupement précédait notre déportation, enseigner l'allemand me semblait une priorité. Je savais Artur London germanophone. Il arrivait de Poissy, où les conditions étaient éprouvantes, et paraissait plus vieux que son âge. Il écouta le néophyte que j'étais avec gentillesse, me promit son aide en m'avertissant que mon idée ne passerait pas le cap de notre direction politique : « *Ils croient à la nécessité de l'optimisme.* » Cette lucidité sans ambages demeure sa signature dans ma mémoire. Mon programme fut rejeté comme démoralisateur.

Il fut déporté d'abord à Sarrebruck, camp destiné à briser les *Nacht und Nebel* (Nuit et Brouillard), ceux qui devaient disparaître. Quand je l'ai revu à Mauthausen, ses yeux mangeaient son visage. Nous sommes dès lors restés ensemble. En avril 1944, la France était, aux yeux des politiques du camp, la lie de l'Europe, seul pays occupé avec la Croatie et la Norvège à avoir son gouvernement. Les Autrichiens ne nous pardonnaient pas l'Anschluss, les Tchèques, Munich. Quant aux Espagnols, nous les avions livrés aux nazis dans la défaite de 1940.

L'arrivée de London changea tout, parce que Tchécoslovaque, ancien d'Espagne, il sut convaincre ceux du camp qui avaient fondé dès 1942 une organisation clandestine d'entraide que les Français méritaient d'en être. Un comité de défense vit le jour, qui regroupa toutes les tendances de la Résistance.

Mais rien n'était gagné, car, après le débarquement du 6 juin, la lenteur de l'avance alliée réveilla les doutes sur les Français. London dut user de toute son autorité pour notre défense. L'insurrection de Paris lui donna raison et renversa notre situation. Nous étions les premiers à nous libérer, l'insurrection de Varsovie étant au même moment écrasée.

Durant l'hiver 1944-1945, alors que la destruction du camp était programmée, London fut de ceux qui surent garder la tête froide, et son rôle fut décisif pour faire admettre, contre la plupart des Allemands et des Autrichiens de la direction clandestine, l'organisation de groupes armés qui sauvèrent le camp en mai 1945.

A la mi-avril, Mauthausen, dans le réduit austro-bavarois, se trouva le seul camp restant sous le contrôle de Himmler. Aussi, quand celui-ci négocia une paix séparée, les Suédois, pris comme intermédiaires, exigèrent-ils qu'il donne des gages en libérant les femmes occidentales évacuées de Ravensbrück, et un nombre substantiel d'hommes. Himmler obtempéra. Deux convois purent franchir l'Autriche en guerre. London, déporté français puisque arrêté en France, eut la chance d'être du dernier.

**Que les dossiers policiers ressortent en 1996, pour clamer que « "L'Aveu", c'est du roman », ne peut étonner que ceux qui n'ont pas lu le livre**

Il subissait une rechute grave de tuberculose, et c'était proprement miracle qu'il soit encore vivant. L'accueil sanitaire des rescapés a été en dessous de tout. C'est ainsi que London n'eut d'autre ressource que d'aller se faire soigner en Suisse, afin d'y disposer de streptomycine. Pour son malheur, il y fut secouru par l'organisation d'entraide américaine de Noel Field. En 1948, quand, aux Etats-Unis, Whittaker Chambers accusa Alger Hiss d'être une « taupe » soviétique, Field, comme l'a montré Stephen Koch, prit les devants et chercha refuge chez ses vrais patrons, les Soviétiques. Mais ceux-ci avaient un rôle tout fait pour lui : « *Maître espion américain, il avait attiré un grand nombre de traîtres dans ses filets.* (...) *En réalité, les gens accusés de la sorte étaient tout bonnement de vrais communistes que Staline souhaitait liquider, nombre d'entre eux avaient été très actifs quand il s'était agi d'encadrer le mouvement antifasciste en Europe* » (Stephen Koch, *La Fin de l'innocence*).

C'était proprement impensable quand, fin 1948, London, victime de la guerre froide, ne put revenir en France et dut s'établir à Prague, où il devint vice-ministre des affaires étrangères. Impensable encore lorsqu'il disparut début 1951 pour n'émerger qu'en novembre 1952 parmi les accusés du procès Slansky.

Quand j'ai revu London sur la Côte d'Azur, en 1965 (il venait d'être autorisé à y séjourner), si le rôle de Field restait en partie obscur, celui de Staline ne l'était plus. A de rares exceptions près, les responsables des organisations clandestines des camps nazis avaient été frappés par les PC, comme les anciens d'Espagne. Ceux de l'Est jetés dans le Goulag et les mines d'uranium, plusieurs exécutés.

London me raconta alors, ce qui était totalement inconnu, le rôle des « conseillers » soviétiques comme metteurs en scène des aveux dans les procès à l'Est. Il avait fait sortir clandestinement de sa prison son témoignage, dans un très long document sur papier à cigarette d'une écriture microscopique. Lise London l'avait dactylographié et remis au PCF en 1954.

En 1965, tout ce qui avait trait aux procès de Moscou, de Budapest ou de Prague restait un secret absolu en dépit des révélations de Khrouchtchev. J'ai vivement poussé London à en faire un livre. Mais, pour que sa terrible expérience serve à ses camarades, il ne pouvait se résoudre à la publier contre eux, sous peine que son témoignage soit récusé d'avance.

C'est la réforme communiste du « printemps de Prague » qui lui ouvrit la possibilité de la publier. On n'imagine plus aujourd'hui le courage politique qu'il lui fallut encore pour prendre une telle décision, étant donné l'attitude du PCF, qui n'avait pas changé et condamnait « *l'aventurisme* » de Dubcek. Elle entraina pour London la rupture avec des amitiés de toute une vie. Parti porter son manuscrit le 20 août 1968 à Prague, il échappa de justesse à l'invasion soviétique du 21. Dès son retour, il décida qu'il fallait une édition française. C'est ainsi que, dans le plus grand secret, je suis allé donner *L'Aveu* à Pierre Nora, chez Gallimard. Le seul dans la confidence fut Aragon, qui venait d'exprimer sa crainte que ne se produise à Prague « *un Biafra de l'esprit* » et qui publia un compte-rendu, sur deux numéros des *Lettres françaises*, tel qu'il interdit au PCF de s'en prendre publiquement au livre.

Le PCF (qui ne prenait toujours pas en compte le rapport Khrouchtchev) dut ainsi attendre le film de Costa-Gavras, Semprun, Montand et Signoret pour laisser filtrer sa rage. Le succès international de *L'Aveu* mit à nu comme jamais encore la responsabilité des PC dans le système des procès. C'était un crime inexpiable, et le PC tchèque, refondu par les Soviétiques, traîna London dans la boue avant de lui enlever sa nationalité.

Que ces dossiers policiers ressortent en 1996, retournant London d'agent américain en agent du Komintern en Espagne (à vingt-deux ans !), pour clamer que « L'Aveu, *c'est du roman* », ne peut étonner que ceux qui n'ont pas lu le livre.

La dernière conversation que j'aie eue avec London, fin octobre 1986, une semaine avant qu'il ne s'éteigne, porta sur la décision du PC italien de ne plus considérer le soulèvement hongrois de 1956 comme une contre-révolution, mais comme une révolution. Citant la devise de Jean Hus, reprise par le « printemps de Prague », London me dit : « *La vérité finit par vaincre, mais si tard.* »

Il avait trente-six ans quand il fut brisé par son arrestation de 1951. Cela faisait vingt ans que, jeune juif, il s'était donné à un combat qu'il croyait celui de la libération des hommes. Il en aura passé trente-deux, de 1954 jusqu'à sa mort, à tenter de faire connaître la vérité. Cela compose un destin du XX[e] siècle.

***Pierre Daix** est écrivain.*
*(Lire aussi, pages I et VI du « Monde des livres », le compte rendu du livre de Karel Bartosek, « Les Aveux des archives »).*

# Clinton et Internet

*par François-Henri de Virieu*

IL s'est passé pendant le premier mandat de MM. Clinton et Gore quelque chose de complètement nouveau qui a été mésestimé, me semble-t-il, par les analystes politiques traditionnels. Ce quelque chose – qui vient fausser les comparaisons avec les scrutins antérieurs, et avec les élections qui ont lieu dans d'autre pays – c'est l'entrée des Etats-Unis dans ce qu'il est convenu d'appeler l'ère « numérique ».

Les historiens ne s'attarderont pas à disséquer ce qui dans le résultat du 5 novembre incombe à l'assurance-chômage, à la situation économique, à la négociation de paix au Proche-Orient, à la montée de la criminalité ou au sort des minorités. Ils retiendront que MM. Clinton et Gore auront été les premiers hommes politiques de l'Histoire à avoir été élus grâce à la puissance métaphorique d'Internet.

Exactement comme John Kennedy – vainqueur en 1960 de Richard Nixon au terme d'un duel resté fameux – avait été le premier homme élu grâce à la puissance d'un autre outil, nouveau pour l'époque : la télévision.

Quand je dis que M. Clinton a été élu grâce à Internet, c'est par commodité de langage, pour figurer cette immense toile de câbles, de satellites et d'ordinateurs en tout genre qui est en train de nous faire passer de l'âge de la matière, de la marchandise, du voyage et de l'énergie à l'âge des échanges immatériels. Passage qui va modifier notre façon de vivre, de travailler, de nous soigner, d'apprendre, d'acheter, de vendre et, répétons-le, de faire de la politique.

Il y a quatre ans, dès le lendemain de l'élection, le vice-président Al Gore avait prononcé toute une série de discours qui avaient fait à l'époque moins de bruit aux Etats-Unis mêmes que dans le reste du monde, ne serait-ce du fait de l'invention de l'expression « *autoroutes de l'information* » qui allait faire fureur dans toutes les langues, bien qu'elle ne traduise que très imparfaitement la nouvelle réalité.

Al Gore proposait aux compagnies américaines de téléphone et aux constructeurs d'équipements d'édifier à leurs frais – libéralisme oblige – un réseau de télécommunications à large bande qui couvrirait l'ensemble du territoire des Etats-Unis et se ramifierait jusque dans les plus petites bourgades.

En échange de quoi, l'administration était prête à toutes sortes d'accommodements pour stimuler la création de ce réseau privé destiné non seulement à acheminer un trafic commercial en accroissement rapide, mais aussi à jouer un rôle de « service public » à l'européenne. Il s'agissait, dans l'esprit d'Al Gore, d'éviter que le fossé ne se creuse entre les « inforiches » et les « infopauvres » et d'agir avant que des couches entières de la population n'aient été transformées par l'évolution technique spontanée en « *sans-abri du numérique* ».

Au XXI[e] siècle, disait Al Gore, la richesse, le travail, la culture, le savoir, l'argent, le négoce, tout circulera par les réseaux cybernétiques sous forme multimédiatique. Tout, y compris l'action publique et l'égalité des chances. Ce sont donc des autoroutes de l'information qu'il nous faut mettre en place.

Bill Clinton – qui a du sens politique à revendre – a tout de suite compris le parti qu'il pourrait tirer de la généralisation des nouvelles technologies de l'information. Ce qui est important avec ces technologies, ce n'est pas ce qu'elles sont par elles-mêmes. C'est ce qu'elles permettent. M. Clinton a senti qu'il tenait là l'occasion de donner un second souffle à notre bonne vieille démocratie représentative, lourde de ses deux siècles d'existence et qui se meurt de ne pas être assez participative.

Le mal dont souffre la démocratie, ce qui lui fait perdre sa vitalité, c'est la disparition des lieux d'échange, des endroits où l'on peut poser des questions et pas seulement entendre des réponses toutes faites, des endroits où l'on peut élaborer des projets. Internet et les réseaux multimédias allaient permettre de remédier à cette carence, et donc de remettre en marche la machine à poser des questions. Et un nouvel espace politique allait apparaître dans lequel M. Clinton allait se mouvoir avec aisance.

Lorsque Bob Dole, pour faire jeune dans les réunions publiques, récitait avec application l'adresse de son site sur le « web », il était clair pour tout le monde qu'il appartenait, lui, à l'ancien espace politique, c'est-à-dire pour parler franchement, au nôtre, à nous Français.

Internet, c'est à la fois l'accès direct du candidat à ses électeurs et l'établissement d'un dialogue, d'une interactivité. Le média sans médiateur. Fini le temps où le message de l'homme politique devait obligatoirement passer par le prisme déformant des journalistes. Sur les conseils d'Al Gore, Bill Clinton s'est empressé de mettre sur Internet l'ensemble de ses discours et toute cette littérature dite « grise » que l'administration pond avec délectation. Ce faisant, il a fait sortir la politique de « l'âge du baccalauréat » – un examen de passage réussi, et on est tranquille pour la durée du mandat – pour la faire entrer dans l'âge du contrôle continu.

Il y a là une révolution qui prend à revers toutes les institutions et tous les rouages de l'horloge démocratique imaginée par Montesquieu. Informée en continu, la population américaine s'est mise à réagir en continu. Le site *www.whitehouse.gov* est l'un des plus visités du web : un million d'appels par jour l'été dernier pendant la convention de Chicago.

Une des fonctions de la démocratie, le débat, a été assurée par cette sorte de référendum permanent dont M. Clinton a pris soin d'écouter et d'analyser les résultats, n'hésitant pas, comme dans le cas de l'assurance-chômage, à changer de cap quand son écran se mettait à clignoter.

Le choix de ceux qui ont voté pour le président sortant – et qui dans quatre ans porteront peut-être à la Maison blanche M. Gore, pour les mêmes raisons – a été largement influencé – fût-ce de façon subliminale – par la conviction que l'Amérique, grâce à la construction de l'Etat numérique, est mieux armée aujourd'hui pour affronter le XXI[e] siècle qu'elle ne l'était il y a quatre ans. Car la domination du monde n'est plus une affaire de canonnières. Plus seulement. C'est aussi et surtout une affaire de réseaux.

***François-Henri de Virieu,** journaliste, est président de l'Idate (Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe).*

# Œuvrer avec la France à bâtir l'Europe

*Suite de la première page*

Ce que nous voulons, c'est une Europe qui marche. Une Europe plus riche, plus civilisée, où il fasse meilleur vivre. Une Europe qui aide les gens à trouver du travail, au lieu de leur mettre des bâtons dans les roues. Une Europe où les jeunes puissent librement aller faire leurs études, monter une affaire et s'établir dans le pays de leur choix. Une Europe qui fasse le jeu des citoyens, et non des bureaucrates. Je crois que la France et la Grande-Bretagne ont pour l'Europe le même dessein.

L'introspection ne vaut rien à l'Europe. Elle doit affirmer son autorité sur la scène internationale. Elle a des idéaux à projeter hors de ses frontières, des engagements internationaux à honorer, une concurrence mondiale à affronter. Elle a aussi une diversité à revendiquer avec fierté.

L'essentiel de notre activité bilatérale sert aussi à édifier l'Europe. Lutter ensemble contre le crime, intensifier les réseaux de transport entre nos deux pays et intervenir ensemble en Bosnie, c'est assurément, aux yeux de nos citoyens, « *faire l'Europe* ».

La défense – dans l'optique européenne – sera le plat de résistance du sommet de Bordeaux. C'est dans ce domaine que la montée en puissance de notre coopération est la plus sensible actuellement. La Grande-Bretagne a fait corps avec la France en 1995, quand le président Chirac a décidé de reprendre les essais nucléaires. Nous avons déclaré sans ambages que nous ne voyions pas de situation dans laquelle les intérêts vitaux de l'un de nos pays puissent être menacés sans que ceux de l'autre le soient aussi.

Les armées de nos deux pays entretiennent des liens étroits. En Bosnie, nous avons fourni le plus gros de l'effort européen. Des soldats britanniques y ont servi sous commandement français, et des soldats français sous commandement britannique. Cette année, c'est à resserrer les relations entre nos deux marines que nous nous emploierons, en signant un accord de coopération à bord de deux bâtiments de guerre. Nous avons un éventail de plus en plus large de programmes communs d'armement, et nous nous félicitons de la collaboration nouvelle qui s'est instaurée entre nos industries de la défense.

Mais les grands dossiers de défense, dont nous sommes conjointement parties prenantes, dépassent souvent le seul cadre de la Grande-Bretagne et de la France. C'est à l'issue d'intenses consultations franco-britanniques que le Conseil de l'Atlantique nord a décidé, en juin à Berlin, de faire de l'Alliance le creuset de l'identité européenne de défense. La France et la Grande-Bretagne s'appliquent maintenant, à l'approche des prochaines échéances (Conseil de l'Atlantique nord de décembre et sommet de l'OTAN de l'an prochain) à donner corps à cette décision.

L'architecture retenue pour faire de l'identité européenne de défense une réalité n'est pas anodine. Je ne reconnais pas à l'Union européenne qualité, en l'état actuel, pour endosser des responsabilités en matière de défense. L'Europe doit, certes, réorganiser ses capacités. Mais le seul cadre dans lequel elle puisse vraiment effectuer cette réorganisation est l'UEO et, en dernier ressort, l'OTAN. La seule voie de l'avenir, en matière d'Europe de la défense, consiste à miser sur le concret pour se donner, comme en Bosnie, de vrais moyens d'action.

La sécurité de nos pays ne se limite toutefois pas à la défense. Le président de la République et moi aborderons aussi la lutte contre la drogue et contre le terrorisme, qui font peser une menace tangible sur nos sociétés aujourd'hui. Je veux nous voir conjuguer davantage nos efforts. Nous savons d'expérience que nous parons mieux à ces menaces ensemble qu'isolément.

Nombre de ces questions sont à l'étude au sein de la conférence intergouvernementale et seront portées à l'examen du conseil européen de Dublin. La France et la Grande-Bretagne ont, dans l'ensemble, beaucoup de similitudes de vues et s'emploient à développer les terrains d'entente.

Elles ont, par exemple, des conceptions très proches du chemin

**L'un des grands enjeux de la Conférence intergouvernementale sera, à mon sens, d'introduire de la souplesse dans le fonctionnement de l'Union. Il y a longtemps que je m'en fais l'apôtre**

à faire pour mettre en place la politique étrangère et de sécurité commune qu'elles appellent de leurs vœux. La France – grande nation européenne s'il en est – estime à juste titre avoir un rôle à jouer dans certaines crises internationales, où les Européens n'ont pas tous à entrer en scène. La Grande-Bretagne aussi. Au Moyen-Orient, par exemple, la France a son rôle à jouer : la Grande-Bretagne le sien ; et les Quinze le leur. L'un n'exclut pas l'autre, au contraire. Car l'action de la France, comme celle de la Grande-Bretagne, s'inscrit dans la panoplie des moyens déployés globalement par l'Europe.

C'est en nous montrant souples et réalistes que nous assoirons l'autorité de l'Europe sur la scène internationale, et non en nous arc-boutant sur des textes par pur formalisme. On n'avance pas à bride abattue quand on tient à peine sur ses jambes.

L'un des grands enjeux de la conférence intergouvernementale sera donc, à mon sens, d'introduire de la souplesse dans le fonctionnement de l'Union. Il y a longtemps que je m'en fais l'apôtre. Plus cela ira, plus il y aura de questions sur lesquelles certains voudront avancer vite et loin ; d'autres non. Ce ne sera pas facile à organiser dans le respect des intérêts de tous les Etats membres, surtout une fois l'Union élargie. La formule à adopter à cet égard est un des sujets que j'aurai à cœur d'évoquer à Bordeaux.

Le sommet de cette semaine ne sera pas le lieu pour aborder en détail l'Union économique et monétaire. La position de la Grande-Bretagne est connue ; nous ne nous sommes fermé aucune porte. Nous voulons simplement – c'est bien le moins – que les conditions économiques soient propices et que toutes les conséquences de ce bouleversement en puissance aient bien été prises en compte. A-t-on pris la mesure des retombées dévastatrices qu'aurait la mise en place de l'UEM si la monnaie unique voyait le jour et se soldait par un échec ? On ne peut pas en exclure l'hypothèse.

Nos deux pays s'astreignent à une discipline rigoureuse pour assainir leurs économies. Les résultats sont là en Grande-Bretagne : l'inflation est maîtrisée et le chômage redescendu à 7,4 % de la population active. Mais c'est encore trop, et le chômage reste le problème majeur de l'Union européenne.

Mettre en place les conditions propices à l'emploi relève de la compétence première des Etats. Du reste, on ne fera croire à personne qu'il suffit, pour créer des emplois, de les coucher sur le papier du traité. C'est l'activité qui les crée. Mais l'Union a aussi sa pierre à apporter et la Grande-Bretagne et la France veulent toutes deux faire de la bataille pour l'emploi la priorité numéro un de l'action européenne.

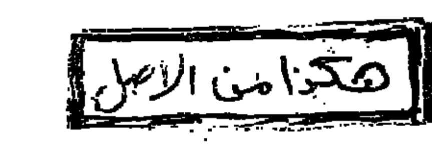
Il y faudra des gains de compétitivité et de productivité. Nous devons unir nos forces pour mettre en place les conditions nécessaires à cette reconquête de l'emploi en Europe. Et nous garder d'étouffer dans l'œuf les nouveaux gisements d'emploi, sous prétexte de protéger les actifs déjà occupés. Ce serait céder à la facilité. Nous en avons fait la dure expérience en Grande-Bretagne. C'est là un message que je m'efforcerai de faire passer au conseil européen de Dublin, et au-delà.

Cela étant, les échanges entre nos deux pays sont florissants. La France est aujourd'hui le deuxième marché à l'exportation de la Grande-Bretagne. Les investissements dans les deux sens ont pris des proportions sans précédent. La Compagnie générale des eaux est aujourd'hui concessionnaire de deux des huit réseaux de chemins de fer mis en place par British Rail. British Telecom vient de sceller une alliance pour s'implanter sur le marché français. Le chassé-croisé des touristes et des hommes d'affaires de part et d'autre de la Manche – tunnel aidant – ne fait que s'amplifier.

Le champ des activités où l'existence de nos citoyens se mêle intimement à celle de leurs voisins – économique, social, politique, stratégique – s'élargit de jour en jour. Cette interpénétration croissante est source d'enrichissement mutuel. Voilà aussi le terreau de l'Europe.

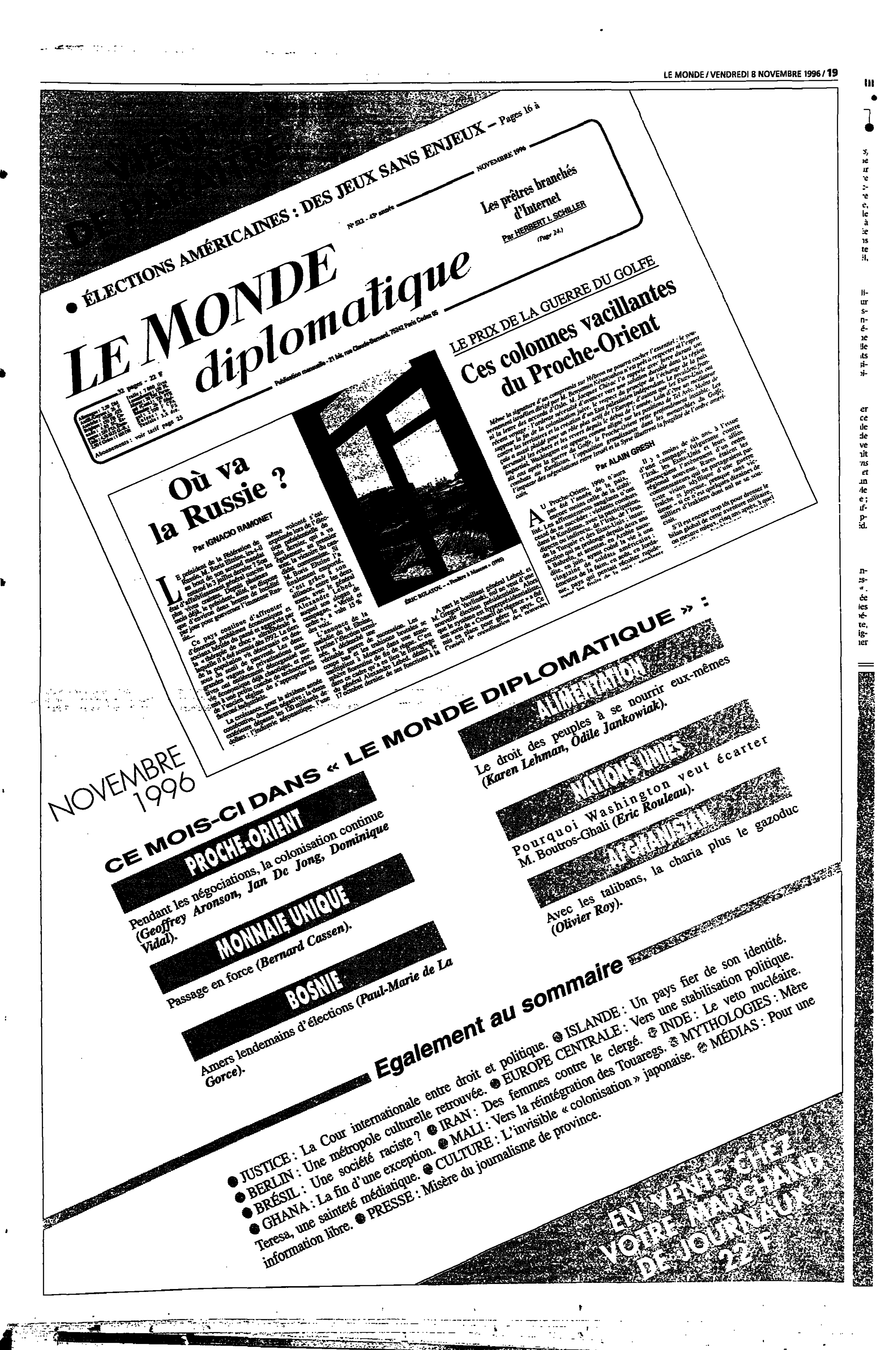
A nous maintenant, Jacques Chirac, Alain Juppé et moi-même, d'aplanir les vagues, de définir le cap et, en navigateurs avertis que nous sommes, de hisser les voiles. La matière ne manque pas ; la volonté est là : cette rencontre de Bordeaux m'inspire beaucoup d'espoir.

***John Major***
*(Traduit de l'anglais par Marie-Laure Lanchou)*



هكذا من الاصل





Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
■
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction :
Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre,
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
■
Médiateur : Thomas Ferenczi
■
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
■
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
■
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
■
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance
SIÈGE SOCIAL : 21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21 Télex : 206 806 F

# De la Bosnie à l'Afrique des engagements à reculons

**COMMENT Y ALLER ?** Comment en sortir ? La communauté internationale, et au premier chef les Occidentaux, affronte ces questions au même moment, dans deux situations certes différentes – une « *guerre de riches* » avait dit, mal inspiré, Boutros Boutros-Ghali à propos de la Yougoslavie, ce qu'il ne saurait répéter pour l'Afrique –, mais qui posent les mêmes problèmes de fond. Faut-il répondre à la proposition de la France d'envoyer une force de « sécurisation » dans l'est du Zaïre, pour permettre aux organisations humanitaires de secourir les réfugiés ? Faut-il maintenir en Bosnie une présence militaire, alors que le mandat de l'IFOR (la force de mise en œuvre des accords de Dayton) se termine théoriquement le 21 décembre ?

Confrontée aux massacres et à la purification ethnique, la communauté internationale s'interdit de rester inactive, mais répugne à intervenir. Ou bien pose tant de préalables que son intervention est finalement plus risquée, plus coûteuse, moins efficace qu'elle l'aurait été si la réaction avait été plus rapide. Sans doute, les Etats dont les décisions pèsent le plus lourd ont-ils quelques raisons d'être échaudés. Le syndrome somalien – pour ne pas parler du Vietnam – a pendant longtemps interdit aux Etats-Unis de s'engager militairement en ex-Yougoslavie aux côtés des Européens. L'opération « Turquoise » au Rwanda en 1994 a valu à Paris plus de critiques que de louanges ; on conçoit que la France ne soit pas disposée à s'exposer de nouveau seule au Kivu.

### CONDITIONS AMÉRICAINES

Malgré la récente tournée sur le continent noir du secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, qui aurait bien vu la création d'une force africaine d'interposition sous la tutelle des Etats-Unis, l'administration Clinton reste réticente. Elle n'en est plus tout à fait au temps où, pour justifier l'abstention américaine en Bosnie, le conseiller spécial pour les affaires de sécurité, Anthony Lake, écrivait : « *La première mission de nos forces armées n'est pas de conduire des missions de maintien de la paix, mais de gagner des guerres.* » Washington avait alors défini une « stratégie de la porte de sortie » (*exit strategy*) qui posait au moins six conditions à une intervention américaine : l'opération doit avoir des objectifs précisément fixés à l'avance et de bonnes chances de succès ; elle doit être limitée dans le temps, d'un coût raisonnable et avoir le soutien de l'opinion ; enfin, les soldats américains doivent être placés sous commandement américain.

Ce sont ces conditions que les Etats-Unis ont fait prévaloir au moment de la création de l'IFOR et ce sont celles qu'ils posent avant de s'engager dans une opération – quel que soit son nom – aux confins du Zaïre et du Rwanda. Les yeux fixés sur l'élection présidentielle du 5 novembre, le président Clinton avait limité à un an la présence des *boys* en Bosnie.

Les Européens, de leur côté, ont maintenu une position claire : si les Américains partent, nous partirons avec eux. Ayant obtenu un second mandat, Bill Clinton peut envisager une suite pour l'IFOR, malgré les réticences d'un Congrès dominé par les républicains. Les travaux dans ce sens sont bien avancés. Les ambassadeurs des pays membres de l'Alliance atlantique en ont délibéré mercredi. La solution définitive sera arrêtée après la conférence internationale sur la Bosnie prévue le 14 novembre à Paris.

Quatre hypothèses ont été proposées par le comité militaire de l'OTAN. La première est un retrait total des troupes internationales ; la deuxième le maintien – pour un an – d'une force de dissuasion de 20 000 à 30 000 hommes, avec des unités en appui dans les pays voisins ; la troisième, intitulée « dissuasion et stabilisation », prévoit un soutien de l'IFOR (sans doute le nom sera-t-il changé) à la mise en place d'une administration civile ; la quatrième, enfin, est une variante élargie de la précédente, avec une implication plus forte des éléments militaires dans les tâches civiles. Les Occidentaux veulent éviter deux écueils : mettre en place une administration militaire de fait et s'engager dans une voie qui transformerait l'IFOR en force d'occupation permanente.

Aussi la solution retenue devrait-elle être proche de la troisième hypothèse, avec un contingent de 20 000 hommes (soit un tiers de moins qu'actuellement) dont les Etats-Unis continueraient à fournir le quart. Les Américains comme les Européens sont conscients du fait que la situation n'est pas suffisament stabilisée pour qu'ils puissent quitter la Bosnie, mais ils veulent se garder une porte de sortie.

Dans l'Afrique des Grands Lacs, cette condition devrait être remplie plus facilement, si la communauté internationale s'en tient aux tâches énoncées par le ministre français des affaires étrangères : créer une « *atmosphère de sécurité à but humanitaire* », permettant aux réfugiés de revenir dans les camps et aux organisations caritatives de les nourrir. Mais les Anglo-Saxons demandent des précisions ; ils manifestent un scepticisme dont le *Financial Times* se faisait l'écho mercredi. Les objectifs ne sont pas clairs, notait l'éditorialiste du quotidien britannique. S'agit-il d'assurer le retour des réfugiés chez eux ? Ou de leur garantir une certaine sécurité au Zaïre ? Il ne suffira pas de nourrir les populations, affirmait-il. Il faudra une zone démilitarisée le long de la frontière, surveillée par une force de police internationale. Il faudra désarmer des réfugiés, en transférer d'autres, identifier les criminels de guerre et les envoyer devant le tribunal international.

### QUELQUE CHOSE DE CRIMINEL

Ce raisonnement est destiné en l'occurrence à décourager une intervention. Il n'en reste pas moins que, pour être efficace, l'humanitaire doit s'appuyer dès sa mise en œuvre sur l'usage de la force, au moins sur la menace crédible de la force. Les erreurs commises en Yougoslavie jusqu'à l'été 1995 l'ont amplement démontré. Conclusion du *Financial Times* : « *L'opération ne sera ni brève ni bon marché.* »

Les Etats qui pourraient prêter leur concours à une force de « sécurisation » en Afrique sont-ils prêts à assumer toutes ces conséquences ? Certains – comme la France – se leurrent-ils en pensant maintenir leur intervention dans de strictes limites et en renvoyant la recherche d'une solution durable aux Etats africains eux-mêmes ? D'autres ne prennent-ils pas prétexte du risque, réel, de mettre le doigt dans un engrenage pour s'abstenir et se contenter de quelques bonnes paroles ?

Autant il paraît légitime que des décisions graves ne soient pas prises à la légère, autant les figures imposées des ballets diplomatiques – comme si la communauté internationale, découvrant brusquement l'existence de ces centaines de milliers de réfugiés, était prise au dépourvu – ont quelque chose de dérisoire et de criminel à la fois.

*Daniel Vernet*

**Le Monde**
ÉDITORIAL

# Reconnaissance peu méritée pour Zagreb

**L'entrée de la Croatie au sein du Conseil de l'Europe, institution chargée de veiller au respect de la démocratie et des droits de l'homme dans ses pays membres, a de quoi surprendre. Le régime de Zagreb et son chef tout puissant, le président Franjo Tudjman, ne peuvent en effet guère se targuer d'un bilan honorable en ce domaine, qu'il s'agisse de l'indépendance de la presse – en liberté très surveillée comme l'ont fait remarquer des militants de Reporters sans frontières lors de la cérémonie d'adhésion – ou du sort des opposants, sous le poids de pressions constantes.**

**L'attitude de non-coopération du gouvernement croate à l'égard du Tribunal pénal international, son soutien aux séparatistes herzégoviniens, les difficultés faites aux réfugiés serbes qui voudraient rentrer chez eux, ou encore les gestes qui peuvent apparaître comme une volonté de réhabilitation du régime pro-nazi de 1940, auraient pu constituer autant de motifs pour différer l'adhésion de Zagreb. Les représentants des gouvernements européens avaient d'ailleurs hésité au mois de mai, et préféré retarder leur feu vert.**

**En acceptant finalement la Croatie – avec des réserves d'usage en forme de vœux pieux – le Conseil de l'Europe fait un cadeau presque inespéré au président Tudjman, qui démontre une fois de plus son habileté à éviter les foudres de la communauté internationale. Et cela alors que ses homologues de l'ex-Yougoslavie – Bosniaques et Serbes – paraissent plus exposés à certaines critiques américaines.**

**A Sarajevo, les Etats-Unis ont ainsi exigé et obtenu le limogeage du vice-ministre de la défense, soupçonné de liens trop étroits avec l'Iran. A Belgrade, les récentes élections législatives ont donné l'occasion au département d'Etat américain de se dire *« très inquiet depuis longtemps à propos du développement de la démocratie »* dans le pays. Rien de tel concernant la Croatie, où les motifs pourtant ne manqueraient pas. A commencer par l'interdiction faite à l'opposition d'accéder à la mairie de Zagreb, à la tête de laquelle elle a pourtant été régulièrement élue en septembre 1995.**

**Il est vrai que, dans cette organisation « attrape-tout » qu'est devenu le Conseil de l'Europe, ont déjà fait leur entrée d'autres pays méritant aussi peu le label de parfaits démocrates. Ainsi la Turquie, incapable d'améliorer ses désastreuses pratiques judiciaires et policières ; ainsi la Russie, qui fut admise dans l'institution de Strasbourg alors même qu'elle livrait en Tchétchénie une guerre sauvage. Un précédent que ne manquait pas de souligner le gouvernement croate – et son opposition – lorsque le Conseil avait un temps repoussé l'adhésion de la Croatie.**

**L'indignation que peut provoquer l'entrée de la Croatie trouve donc là ses limites. D'autant que la plupart des chefs de l'opposition dans les pays concernés ont à cœur de souligner qu'une appartenance au Conseil de l'Europe peut aussi les aider, et constitue un moyen de pression à l'égard de leurs gouvernements. Cette vision pragmatique du rôle du Conseil est généreuse mais angélique. Elle prive en fait le Conseil de l'Europe d'une partie de son sens et de sa mission.**

# Lieux et milieux. – 4

***par Jean Gourmelin***

EN UN ÉQUITABLE
AFFRONTEMENT LE VALEUREUX
CHAMPION FERA RECULER SON
ADVERSAIRE ET LA PALME DU
VAINQUEUR COURONNERA SON
FRONT VIGOUREUX

## DANS LA PRESSE

**L'EXPRESS**
*Denis Jeambar, Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis*

■ La raison d'Etat n'est jamais démocratique. On peut la comprendre, mais la presse ne doit jamais s'en accommoder. Sa seule règle est l'exigence de vérité et de transparence, fondement d'une liberté d'expression qui ne se discute pas. Qu'aurait-on dit si *l'Express* avait jeté au fond du puits du silence ces informations qu'il avait recueillies, et qu'il maintient aujourd'hui : de 1953 à 1963, Charles Hernu a rédigé des rapports politiques pour les services secrets bulgares, russes et roumains, moyennant finances. Depuis lors, nos révélations ont été confirmées de différentes manières (...)

Les dénégations embarrassées des services et d'anciens « diplomates » de l'Est sont, dans une telle affaire, tout à fait logiques. Le monde de l'espionnage règne encore à l'Est avec ses menaces et ses peurs (...)

Actuellement, Jacques Chirac a en main non seulement le dossier remis par les services de l'Est en 1992, mais aussi plusieurs enquêtes effectuées à l'époque et postérieurement. Au président de la république de lever le secret décrété voilà quatre ans par François Mitterrand.

# L'art contemporain, de l'inquiétude à la riposte

**UN CONGRÈS** interprofessionnel de l'art contemporain, le premier du genre, vient de se tenir à Tours. Artistes, étudiants, enseignants, directeurs d'école, de centres d'art, de fonds d'art contemporains, conseillers artistiques, responsables dans les services de la délégation aux arts plastiques (DAP) du ministère de la culture, conservateurs, historiens, critiques et éditeurs d'art, galeristes, conservateurs et restaurateurs..., un millier de personnes l'ont suivi.

Tant de monde réuni autour de l'art d'aujourd'hui ! Cela ne s'était pas vu depuis les Etats généraux des arts plastiques qui, en 1981, marquaient le coup d'envoi de la politique artistique du gouvernement socialiste. Euphorique et généreuse, cette politique entendait faire en sorte que l'art contemporain ne soit plus le « secteur sinistré » de la culture.

Elle cherchait à favoriser la création et sa diffusion, relançait la commande publique, multipliait des crédits d'acquisition, notamment en créant des fonds d'art contemporain dans chaque région, les FRAC, encourageait la création de centres d'art, dynamisait les écoles d'art en y amenant des artistes représentatifs des tendances les plus contemporaines.

Tout cela, en gros, est connu, comme on connaît les difficultés qu'ont aujourd'hui les institutions alors mises en place, du fait des restrictions budgétaires communes à tous les secteurs de la culture, mais aussi pour d'autres raisons plus fondamentales. S'ils n'avaient que des problèmes d'argent, qui sont là et bien là, les acteurs de l'art contemporain ne se seraient peut-être pas mobilisés comme ils l'ont fait à Tours. En vérité, ils avaient en tête un sujet majeur d'inquiétude : le discrédit lancé sur l'art contemporain dont la prétendue « nullité » se répercute, entre autres, sur les lieux qui l'exposent : on les taxe d'élitisme, on les juge inutiles. Les FRAC et les centres d'art, souvent dirigés par des tenants de la modernité, sont fatalement critiqués par les nostalgiques de la tradition. Bref, rien ne va plus.

Tirer les sonnettes d'alarme, batailler pour réaffirmer le rôle de la création contemporaine dans la société, travailler à consolider les structures qui permettent de diffuser l'art vivant : tels étaient les objectifs de la rencontre de Tours dont l'idée revient justement aux directeurs des FRAC et des centres d'art, et où a été réaffirmée haut et fort la mission de l'Etat envers la création artistique.

> Le congrès de Tours a réaffirmé haut et fort la mission de l'Etat envers la création

« L'art, une affaire publique », tel était le titre du congrès d'ailleurs patronné par le ministère de la culture, et clos par le ministre en personne.

Philippe Douste-Blazy, dont le budget baisse de près de 3 %, ce qui le ramène nettement en dessous de la barre du 1 % du budget de l'Etat, a pourtant fait des promesses à propos de quelques enveloppes importantes : celles des commandes publiques, des achats du Fonds national et des fonds régionaux d'art contemporain ne devraient pas diminuer en 1997. Il a annoncé en vrac quelques projets prestigieux : la réalisation de *L'Arc majeur* de Bernard Venet sur l'autoroute, près d'Auxerre, la réintroduction de l'art moderne et contemporain aux Tuileries, l'aménagement des jardins du château d'Oiron, des commandes pour le palais Jacques-Cœur de Bourges, celle d'une tapisserie de Matta pour compléter le programme de décoration de la Grande Bibliothèque... En contrepoint, il a précisé qu'il donnait 2 millions de francs pour des opérations de proximité, qu'il voulait créer dans les régions de petites galeries d'accueil autour des grandes institutions – sans préciser toutefois pour qui, ni pour quoi faire – et qu'il instituait une nouvelle manifestation, « Les dix jours de l'art contemporain ».

Le ministre s'est voulu rassurant. L'a-t-il été ? Le domaine de l'art contemporain, qu'il abordait publiquement pour la première fois, est, semble-t-il, celui qu'il connaît le moins, et on croit pouvoir déceler un désir d'être conciliant avec tous et chacun.

Cela dit, il n'a pas le profil d'un ministre qui mettrait fin à cette situation propre à la France, où l'Etat mécène essaie depuis longtemps de se comporter en amateur d'art éclairé. Il se place dans la lignée de ses prédécesseurs, cite Malraux, Duhamel, Toubon, oublie Lang. Et se pose en défenseur des arts. Ce qui est mieux que rien, étant donné le manque de relais privés pour innerver les réseaux de l'art actuel. Le mécénat d'entreprise, susceptible de compenser le désengagement de l'Etat dans les affaires artistiques, sert avant tout des opérations de prestige : il permet la réalisation des grandes expositions des musées.

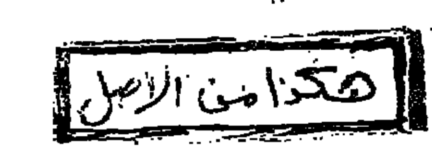
S'il tient parole, M. Douste-Blazy ne sera donc pas non plus le ministre de la liquidation des institutions fragilisées par la crise de l'art contemporain. Au contraire, il pourrait même être celui qui sauve les meubles. Il a en effet également annoncé aux congressistes, dont beaucoup d'ailleurs n'attendaient que cela, la signature prochaine de conventions qui devraient mettre les fonds régionaux d'art contemporain et les centres d'art à l'abri des aléas de la vie politique locale que leur statut associatif ne garantit pas.

Ces conventions seraient triennales, signées par les partenaires des institutions autour des projets artistiques d'un directeur qui, ainsi, aurait enfin un statut analogue à celui des directeurs des Scènes nationales. Elles ne résoudraient pas tous les problèmes que posent les FRAC, dont on ne sait toujours pas au juste à qui appartiennent les collections qu'ils ont constituées, mais ce serait au moins reconnaître que dans le domaine de l'art contemporain, il y a des experts et que leurs avis valent quelque chose.

Il semble important de préciser que ces institutions, qui accompagnent la création artistique dans les régions, sont rarement de trop, qu'on y travaille beaucoup sans grande rémunération, et qu'on sait y faire preuve d'imagination pour répercuter au mieux, auprès d'un public élargi, la diversité des formes, pas toujours simples, de l'art d'aujourd'hui.

A moins de nier l'importance du dialogue entre l'art vivant et la société, ces lieux se révèlent d'autant plus utiles aujourd'hui qu'ils sont capables de susciter des expériences que ni les musées, aux structures trop lourdes, ni les galeries privées, que la crise du marché de l'art rend très prudentes, ne peuvent conduire. Ce que peuvent faire, justement, des lieux subventionnés.

*Geneviève Breerette*



**DROIT DU TRAVAIL** La chambre sociale de la Cour de cassation a rendu, le 29 octobre 1996, un arrêt sur l'égalité de rémunération entre salariés et sur le paiement des *heures supplémentaires, qui risquent* d'avoir d'importantes conséquences sur l'ensemble des politiques de rémunération des entreprises. ● LA COUR a confirmé une décision du *conseil des prud'hommes de Toulouse* en 1992. Celle-ci donnait raison à une secrétaire qui reprochait à son employeur, la société Delzongle, de la rémunérer plus faiblement que ses *collègues, et sur une base mensuelle* supérieure à la durée légale du travail. ● LES JUSTIFICATIONS de la société Delzongle, sur l'ancienneté des autres secrétaires et sur l'absence d'inégalité professionnelle liée au sexe, ont été rejetées. La Cour de Cassation s'appuie sur les articles du Code du travail relatifs au principe *« à travail égal, salaire égal »*.

# La Cour de cassation remet en cause l'individualisation des salaires

## La juridiction suprême s'appuie sur le principe du code du travail « à travail égal, salaire égal », que la jurisprudence et, surtout, la pratique des entreprises ne suivaient plus. La Cour condamne aussi certaines pratiques concernant les heures supplémentaires

**DANS UN ARRÊT** du 29 octobre 1996, la chambre sociale de la Cour de cassation vient de rendre deux décisions – sur l'égalité de rémunération entre salariés et sur le paiement des heures supplémentaires – qui risquent d'avoir de grandes conséquences sur l'ensemble des politiques de rémunération des entreprises.

Cet arrêt concerne une affaire d'une banalité exemplaire. En 1992, une secrétaire de direction, Marie-Christine Ponsolle, attaque son employeur devant le conseil des prud'hommes de Toulouse pour un double motif : son salaire est inférieur à celui des autres secrétaires de l'entreprise, et il est calculé sur une base mensuelle de 175 heures alors que la durée légale du travail est de 169 heures.

Devant les prud'hommes, l'employeur, la société Delzongle, avait justifié les différences de salaire par l'ancienneté des autres secrétaires, et avait estimé que Mme Ponsolle ne pouvait pas invoquer le principe de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes puisque toutes les secrétaires étaient des femmes. Sur les deux points, le conseil des prud'hommes a donné tort à la société, et dans son arrêt, publié par le quotidien *Liaisons sociales* daté du 7 novembre, la Cour de cassation confirme le jugement du tribunal des prud'hommes.

Pour la cour, l'argument de l'ancienneté n'est pas plaidable puisqu'une prime d'ancienneté, distincte du salaire de base, la prenait en compte. C'est sur l'égalité de traitement que l'arrêt de la Cour est fondamental. Celle-ci a estimé, dans ses attendus, que *« l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes était une application de la règle plus générale à travail égal, salaire égal, énoncée par les articles L 133-5, 4 et L 136-2, 8 du code du travail. Il s'en déduit que l'employeur est tenu d'assurer l'égalité de rémunération entre tous les salariés de l'un ou de l'autre sexe, pour autant que les salariés en cause sont placés dans une situation identique »*. *« La salariée accomplissait, avec un coefficient salarial identique et une qualification supérieure, le même travail qu'une autre salariée et percevait une rémunération moindre »*, ce qui, selon la Cour, était injustifié.

Cette décision constitue un revirement de jurisprudence considérable. Jusqu'à présent, la Cour estimait que *« l'employeur est libre, dans l'exercice de son pouvoir de direction de l'entreprise, et sauf discrimination injustifiée, de décider pour chaque salarié des augmentations de rémunération qui ne lui sont pas imposées par les contrats individuels ou par la loi »*. Autrement dit, il revenait au salarié qui contestait sa rémunération de prouver qu'elle résultait d'une *« discrimination injustifiée »*, ce qui était souvent difficile. Après l'arrêt que vient de rendre la Cour de cassation, ce ne sera plus au salarié d'apporter la preuve de la discrimination mais à la direction de justifier celle-ci. Il est trop tôt pour évaluer la portée de cet arrêt, mais, à l'évidence, il ne peut que rendre beaucoup plus difficiles les politiques d'individualisation des salaires.

L'autre attendu concerne le paiement des heures supplémentaires. Pourquoi la feuille de paie *des salariés Delzongle indiquait*-elle 175 heures de travail effectives par mois et non 169 heures, qui est, depuis 1982, la durée mensuelle légale d'un salarié travaillant à plein temps ? Parce que, en 1982, comme de très nombreuses entreprises qui ne savaient pas comment mettre en pratique le passage aux 39 heures hebdomadaires, Delzongle a signé un accord avec ses syndicats décidant que les salariés continueraient à faire 40 heures par se*maine et à être payés sur la base* de 175 heures, au taux normal.

Comme les prud'hommes, la Cour de cassation condamne cette pratique. *« Il ne peut être dérogé aux dispositions fixant la durée légale du travail dans un sens défavorable aux salariés »*, rappellent les magistrats. Selon eux, en l'absence de dispositifs dérogatoires explicites (repos compensateurs, horaires variables...), toute heure effectuée au-delà de la trente-neuvième *doit être rémunérée comme une* heure supplémentaire.

Dans les nombreuses entreprises qui ont agi comme Delzongle, les salariés vont donc être amenés à réclamer la majoration des heures supplémentaires effectuées, mais non payées comme telles, dans la limite de la prescription des cinq ans !

**F. Le.**

### COMMENTAIRE

## DURA LEX, SED LEX ?

*« A travail égal, salaire égal. »* La Cour de cassation, à laquelle on reproche parfois son manque de clarté, vient d'émettre un arrêt parfaitement limpide. Un salarié n'a pas à être moins payé que ses collègues *« placés dans une situation identique »*. Juridiquement, l'arrêt n'est pas surprenant : il ne fait que reprendre une formule employée à deux reprises dans le code du travail. Le seul problème est que la jurisprudence tout comme, surtout, la pratique des entreprises ne suivaient plus ce principe.

Jusqu'à présent, l'employeur était *« libre (...) de décider pour chaque salarié des augmentations de rémunérations qui ne lui sont pas imposées par les contrats individuels ou par la loi »*. Seule réserve : la *« discrimination »* ne devait pas être *« injustifiée »*, c'est-à-dire fondée sur des critères tels que le sexe, la religion, l'appartenance syndicale du salarié. Désormais, il faudra que l'employeur justifie la *« discrimination »*, ce qui est radicalement différent et va à l'encontre de toutes les pratiques d'entreprise depuis plus de deux décennies.

*« Si l'on applique ce principe, 99 % des entreprises ne pourront plus fonctionner. Cela signifierait qu'un employeur ne dispose plus d'aucune marge de manœuvre pour apprécier la façon dont un salarié effectue son travail. C'est un retour en arrière considérable »*, estime, interrogé par *Le Monde*, Gérard Donnadieu, un des meilleurs spécialistes français des systèmes de rémunération.

Face aux salariés, à leurs représentants et aux juges, les chefs d'entreprise vont désormais être contraints d'expliquer les différences de salaire par des *« situations non identiques »* et d'expliciter celles-ci. Les contentieux risquent d'être nombreux et ne pourront que relancer le débat sur la nécessaire réforme du code du travail.

**Frédéric Lemaître**

# L'Europe remet en cause le Fonds national pour l'emploi

**DISCRÈTEMENT**, la France vient de subir un important revers auprès de la Cour de justice des communautés européennes (CJCE). Le 26 septembre, celle-ci a confirmé une décision de la Commission européenne selon laquelle les interventions du Fonds national pour l'emploi (FNE) étaient de nature à fausser la concurrence et relevaient donc de l'article 92 du Traité de Rome sur les aides d'Etat aux entreprises.

L'aide en question concernait Kimberly-Clark Sopalin. Décidant de moderniser une de ses usines en France, le papetier fit un plan social pour se séparer de 207 salariés. Conformément à la loi française, une partie d'entre eux partirent en préretraite, en bénéficiant, comme des milliers de salariés chaque année, du FNE. En l'occurrence, l'apport du FNE s'éleva à 27,25 millions de francs et le coût pour l'entreprise à 81,83 millions de francs.

L'affaire aurait pu s'arrêter là si un concurrent n'avait décidé de porter plainte devant la Commission de Bruxelles... et obtenu gain de cause. Le 27 juin 1994, la Commission estima que *« dès lors que la contribution du FNE, qui est financée par le budget de l'Etat, est déterminée au cas par cas en fonction de la situation financière de l'entreprise et de ses efforts propres »*, cette aide était bien de nature à fausser la concurrence.

### « JUGEMENT DE SALOMON »

Néanmoins, comme l'aide apportée à Kimberly-Clark était fondée sur la réduction de capacité de l'entreprise, que les travailleurs licenciés en étaient les principaux bénéficiaires et que son montant était limité, Bruxelles avait considéré cette aide compatible avec le Marché commun car elle n'était pas de nature *« à altérer les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun »*, pour reprendre l'expression de l'article 92 du traité de Rome.

Mais la France, inquiète des conséquences éventuelles de ce « jugement de Salomon », décida de porter l'affaire devant la Cour de justice des Communautés européennes, espérant évidemment obtenir gain de cause. C'est exactement l'inverse qui s'est produit avec l'arrêt du 26 septembre. Pour la CJCE, le Fonds national pour l'emploi finance une partie des dépenses obligatoires qu'implique un plan social. Une entreprise dont les salariés bénéficient du FNE se trouve exonérée d'une partie de ses obligations légales. Elle est donc, estime la CJCE, dans une situation plus favorable que ses concurrents.

**F. Le.**

# Aerospatiale va continuer à embaucher pour honorer les commandes d'Airbus

*« 120 COMMANDES fermes, c'est une superbe commande ; si les 400 options sont levées, c'est le contrat du siècle »*. Quelques heures à peine après la confirmation officielle du contrat de 12 milliards de dollars remporté auprès de la compagnie américaine USAir (*Le Monde* du 7 novembre), Aerospatiale, le partenaire français du consortium européen Airbus (37,9 % des parts), en tirait déjà les conséquences industrielles. *« Comme prévu, notre rythme de production des petits avions A-320 sur les chaînes d'assemblage de Toulouse, et des A-319 et A-321 à Hambourg, va passer de 9 appareils par mois cette année à 14 à la fin 1997. Mais, avec la commande d'USAir, nous devrons porter la production à 18 appareils par mois en 1999. Les cycles de production seront ramenés de neuf à six mois »*, explique-t-on au siège de l'avionneur français.

La montée en puissance de l'appareil de production toulousain, déjà amorcée pour répondre au brusque redémarrage du marché depuis le début de l'année, va se poursuivre. *« Plusieurs centaines d'embauches ont été réalisées depuis cet été »*, reconnaît pour la première fois la direction de l'Aerospatiale, jusque là discrète. Elle a, en effet, toujours l'intention de mettre en œuvre son dernier plan de restructuration et de ramener les effectifs de 38 600 fin 1995 à 34 000 fin 1997.

*« La guerre des prix continue de sévir entre les constructeurs, et les effectifs administratifs devront être réduits »*, rappelle-t-on au siège du groupe. Parallèlement, l'activité missiles, notamment les usines de Bourges et de Châtillon, souffrent de la réduction des budgets militaires.

### LES SOUS-TRAITANTS AUSSI

Pour la branche aéronautique, qui compte 13 000 employés, et ses sous-traitants (Latécoère, Ratier-Figeac), le contrat d'USAir est *une véritable aubaine. Le lycée* professionnel intégré au site de l'Aerospatiale est prêt à fournir les ouvriers requis. Quant aux ingénieurs, que l'américain Boeing a tenté récemment de débaucher en passant des annonces d'emploi dans la presse locale, ils devraient rester fidèles à l'industriel toulousain. *« Boeing procède à 12 000 embauches cette année... après avoir licencié 60 000 salariés depuis le retournement du marché, en 1990 »*, rappelle l'un d'eux.

L'industrie britannique tire aussi les conséquences industrielles de la commande d'USAir. British Aerospace (20 % des parts d'Airbus) annonçait, mercredi 6 novembre, *« une augmentation de 50 % de sa production d'ailes d'avions dès 1997 »*. Chris Geoghegan, directeur général de la branche Airbus du britannique, annonce *« 250 embauches pour les usines de Filton et Chester »* et envisage déjà *« d'autres recrutements pour 1998 et les années suivantes »*.

Fort de l'appui de ses partenaires industriels, Jean Pierson, administrateur gérant d'Airbus, affirme que *« la flexibilité de notre appareil de production nous a permis de proposer un échéancier de livraisons qui correspondait mieux aux besoins de notre client »*. Ce discours agressif a manifestement agacé Boeing qui préférait répliquer, mercredi 6 novembre, par une nouvelle bataille de chiffres.

L'avionneur américain annonçait triomphalement 505 commandes fermes à fin octobre. Un chiffre, admet la direction de Seattle, *« constitué par la somme des annonces sur l'année, mais qui ne prend pas en compte les annulations enregistrées en 1996 sur des commandes des années antérieures »*. Au salon aéronautique de Farnborough, début septembre, le groupe américain avait reconnu que ces annulations s'élevaient déjà à 117 appareils, contre une vingtaine pour son rival européen. En incluant les commandes fermes d'USAir, les deux constructeurs sont en réalité au coude à coude : chacun des deux avionneurs peut se prévaloir d'un carnet de commandes augmenté cette année, en solde net, de 350 à 400 appareils.

**Christophe Jakubyszyn**

## *Alliance surprise McDonnell Douglas-Hyundaï*

***Marginalisé par la lutte entre Boeing et Airbus, le second avionneur américain, McDonnell Douglas, est repassé à l'offensive, jeudi 7 novembre. Il a scellé une alliance avec le groupe sud-coréen Hyundaï « pour développer en commun un avion de moyenne capacité ». Cette annonce surprise pourrait constituer un véritable tournant stratégique pour McDonnell Douglas, dont le comité exécutif venait de décider, fin octobre, l'abandon du projet d'avion long-courrier de moyenne capacité, baptisé MD-XX ou MD-20.***

**Aucun détail de l'accord n'était donné, jeudi matin, mais l'annonce par un porte-parole de Hyundaï Space Aircraft Corporation, Choi Ki Tek, d'un *« investissement de 1,5 milliard de dollars pour construire, d'ici à 1999, un complexe industriel aéronautique en Corée »* pourrait se traduire par un transfert de technologie massif.**

# Daewoo veut prouver ses bonnes intentions à l'égard de Thomson Multimédia

**SÉOUL**
*de notre envoyé spécial*

Bae Soon Hoon, le président de Daewoo Electronics, n'en est pas revenu. Un ministre de la République française qui défend avec tant de conviction les projets d'un groupe sud-coréen en France ! Yves Galland, le ministre français du commerce extérieur, en visite à Séoul, a dévoilé et commenté lui-même le détail des créations d'emplois prévues par Daewoo. Un programme mis au point dans le cadre de la privatisation de Thomson, dont les activités militaires doivent être cédées au groupe Lagardère, et la filiale d'électronique grand public, Thomson Multimédia (TMM), à Daewoo.

Dans sa proposition initiale, le repreneur coréen s'engage à créer en France 5 227 emplois d'ici à l'an 2000 et à investir 5 milliards de francs sur trois sites de production. Dans l'usine de verre pour tubes cathodiques (destinés aux téléviseurs) de Thionville seront créés 653 emplois d'ici à 1999, puis 938 après l'an 2000. L'usine de tubes de Mont-Saint-Martin, près de Longwy, comptera 1 135 emplois en 1999 et 1 251 en l'an 2000. Enfin, une usine de composants pour magnétoscopes doit être construite en France, et 1 250 personnes y seront embauchées (750 en 1999, 500 en l'an 2000).

Une deuxième vague d'investissements, de 8 milliards de francs, est envisagée en Europe, dont la France devrait en partie bénéficier. De 1997 à l'an 2000 devraient être créés 1 340 emplois dans la fabrication de transformateurs, 478 dans les tuners et 645 dans les boîtiers de sélection de chaînes, soit un total de 2 463 emplois, auxquels pourrait s'ajouter plus tard une troisième vague de 1 700 créations en Europe.

### CAMPAGNE DE COMMUNICATION

Cette contribution du ministre français à l'amélioration de l'image de Daewoo tombe à pic. Daewoo a en effet décidé de répondre aux critiques. Mercredi 6 novembre, Kim Woo Chung, le président fondateur du groupe Daewoo, a tenu à rencontrer quelques journalistes français à Séoul, tandis que son groupe lançait une vaste campagne de communication dans les médias français.

« Chairman Kim », comme on l'appelle ici, se rend à Paris le vendredi 8 novembre. Mais *« pas pour le dossier Thomson »*, assure-t-il. C'est à Bae Soon Hoon que revient le suivi de la privatisation. Lui aussi se rendra à Paris, la semaine prochaine, pour être auditionné par la commission de privatisation. Recevant dans sa suite du vingt-troisième étage de l'hôtel Hilton à Séoul, « chairman Kim » s'est déclaré *« surpris »* des réactions négatives de l'opinion française. *« Nous investissons dans plus de vingt-cinq pays. Pourquoi ne regardez-vous pas la réputation que nous y avons ? Personne ne comprend la réaction des Français. »*

Kim Woo Chung se refuse à croire que le choix gouvernemental puisse être infirmé par la commission de privatisation. *« Quand votre gouvernement prend une décision, c'est après l'avoir longuement pesée. Quant à la commission, je compte beaucoup sur elle. Elle est composée d'experts qui savent ce qu'ils font. »*

Le président de Daewoo croit deviner, derrière la polémique franco-française, l'action occulte de ses ennemis de toujours : les Japonais. *« Si nous, Coréens, nous nous joignons aux Français, c'est pour être plus forts face à eux, et ils sont inquiets. »* A quelques jours du voyage de Jacques Chirac au Japon, la rumeur court que Sony et Toshiba bataillent contre l'accord franco-coréen. *« Je n'ai pas de preuve*, déclare Kim Woo Chung, *mais je sais que les Japonais ont une grande influence en France. Pas directement auprès du gouvernement, mais par tous les moyens en leur possession. »*

### SIÈGE EUROPÉEN

Le président de Daewoo veut convaincre que son projet de reprise est équilibré : *« Nous n'allons pas hisser le drapeau coréen sur Thomson ! La technologie de TMM restera en France. Nous ne pouvons pas l'amener en Corée. Et même comme actionnaire, Daewoo paiera des royalties à Thomson pour l'utilisation de ses technologies. »* Kim Woo Chung va jusqu'à promettre *« à 90 % »* d'installer en France le futur siège européen du groupe Daewoo, initialement prévu en Pologne, même en cas d'échec de la reprise de Thomson. *« J'adore la France*, glisse-t-il. *J'ai une maison à Nice et un vignoble depuis dix ans. »*

Le groupe coréen en est persuadé : il souffre d'un déficit d'explication. Un déficit auquel le groupe Lagardère ne serait pas complètement étranger. *« On nous a totalement interdit d'établir des contacts avec les dirigeants ou les représentants des salariés de TMM »*, déplore un proche conseiller de Daewoo Electronics. A aucun moment, les dirigeants du groupe Lagardère *« ne nous ont parlé des possibles réactions politiques ou médiatiques en France. Nous en sommes restés à la logique économique du projet, qui nous semblait évidente »*, a confié au *Monde* Bae Soon Hoon.

Si le projet Matra-Daewoo était rejeté, Kim Woo Chung et Bae Soon Hoon affirment qu'ils respecteraient cette décision et resteraient fidèles à la France. *« Nous y avons acquis une grande expérience et comptons bien la faire fructifier »*, assure M. Bae. Le président Kim, pour sa part, n'exclut pas d'*« essayer à nouveau »* de prendre Thomson en cas d'échec de la première tentative. *« Mais, cette fois*, prévient le même conseiller du groupe coréen, *les curseurs ne seront pas placés au même niveau... »*

**Pascal Galinier**

# Le dollar a brutalement baissé jeudi dans la matinée, enregistrant son plus important recul depuis un an

## Le billet vert est revenu de 5,15 à 5,07 francs

**Une simple déclaration d'Eisuke Sakakibara, le directeur du département international du ministère japonais des finances, surnommé « M. Yen », a suffi pour provoquer une baisse spectaculaire du dollar. Dans un entretien accordé au quotidien *Nikkei Financial Daily*, M. Sakakibara a estimé jeudi ne pas croire *« à un affaiblissement supplémentaire du yen »*. Cela a entraîné des ventes massives de billet vert.**

**ALORS** qu'il avait vivement progressé, mercredi 6 novembre, à l'annonce du résultat de l'élection américaine (*Le Monde* du 7 novembre), le dollar s'est brutalement replié, jeudi matin. Il est passé de 114,50 à 112 yens et de 1,5260 à 1,5017 mark. Face au franc, le dollar a cédé huit centimes, refluant de 5,15 à 5,07 francs. Il s'agit là de sa baisse la plus importante depuis le 9 novembre 1995. Pour tenter de freiner la chute du dollar, la Banque du Japon est massivement intervenue sur le marché des changes.

Une simple déclaration est à l'origine de ce plongeon. Dans un entretien accordé au quotidien nippon Nikkei Financial Daily, Eisuke Sakakibara, directeur du département international au ministère japonais des finances, a estimé ne pas croire *« à un affaiblissement supplémentaire du yen »*. La réputation de M. Sakakibara sur les marchés financiers explique l'impact de ses propos. Concepteur du plan mis en place au printemps 1995 pour aider le yen à se replier face au dollar, il est, depuis cette date, surnommé « M. Yen » à Tokyo.

La séance du 7 novembre risque donc de marquer un tournant important dans l'évolution de la parité dollar-yen. Jusqu'à présent, les responsables japonais s'étaient toujours félicités du redressement du billet vert (+ 40 % en un an et demi). Ils souhaitent aujourd'hui sa stabilisation. Cette position peut surprendre lorsqu'on sait qu'un yen faible est favorable aux exportations des entreprises nippones. Le mouvement de délocalisation de l'économie japonaise engagé au cours des dernières années (69 % des téléviseurs de marque nippone sont désormais fabriqués en dehors de l'archipel) pourrait être un élément d'explication. Un dollar trop vigoureux face au yen pose des difficultés aux sociétés industrielles japonaises, en renchérissant le prix des importations des produits qu'elles font fabriquer par des unités extérieures.

Certains analystes s'inquiètent des conséquences que pourrait présenter, pour l'évolution des places boursières internationales, un repli brutal du dollar. La Bourse de Tokyo a cédé, jeudi, 1,05 %. La veille, Wall Street avait en revanche battu un nouveau record, satisfaite de la réélection du président démocrate Bill Clinton et soulagée par le maintien d'une majorité républicaine au Congrès. Le maintien du statu quo politique aux Etats-Unis était considéré comme le scénario le plus favorable par les milieux financiers, en garantissant la poursuite d'une politique budgétaire rigoureuse.

L'indice Dow Jones avait gagné 1,59 % pour terminer au niveau record de 6 177,71 points. La réaction de Wall Street après la réélection de Bill Clinton contraste singulièrement avec celle qui avait suivi son arrivée au pouvoir en 1992. Le lendemain de la première victoire de M. Clinton, le Dow Jones avait perdu 29,44 points (0,91 %), à 3 223,04 points.

*P.-A. D.*

# L'allemand Hoechst se scinde en dix sociétés

## Le premier chimiste mondial, numéro quatre de la pharmacie, se concentre sur la santé

**FRANCFORT**
*de notre envoyé spécial*

Deux ans après l'arrivée de Jürgen Dormann à la présidence du directoire de l'allemand Hoechst, le numéro un mondial de la chimie et quatrième groupe pharmaceutique, achève sa révolution. D'un conglomérat basé à Francfort, le groupe se mue en une holding contrôlant dix filiales autonomes, basées aux Etats-Unis ou en Allemagne selon leur métier (pharmacie, agrochimie, chimie de base, spécialités...).

Après en avoir esquissé les principes le 6 novembre, les dirigeants de Hoechst demanderont l'aval du conseil de surveillance et des actionnaires au printemps prochain. Mise en œuvre en 1997, cette réforme se conclura par l'introduction de la holding Hoechst à Wall Street. *« Cette holding sera chargée de missions financières et stratégiques. Elle n'assumera plus directement les activités opérationnelles »*, a expliqué M. Dormann. Cette clarification répond à un triple objectif : encourager l'esprit d'initiative du personnel dans les différentes sociétés, révéler la véritable performance de chaque activité, et offrir une grande transparence aux investisseurs, sachant que toutes les filiales seront cotées.

Cette évolution vers une conception plus financière de l'entreprise nécessite de se concentrer sur des secteurs rentables. Les sciences de la vie (santé humaine et animale, alimentation, agrochimie) deviendront le cœur du groupe, au détriment de la chimie classique. Le pivot en sera Hoechst-Marion-Roussel (HMR) qui achève la fusion, amorcée voici un an, de ses trois entités allemande, américaine et française. Prochaine étape : le rachat par Hoechst (déjà actionnaire à 56 %) des actions Roussel-Uclaf cotées à Paris. Des négociations sont en cours avec l'Etat français, détenteur de 5 % des titres. En contrepartie, le gouvernement demande des garanties sur la pérennité des sites et de l'emploi chez HMR France. *« Les négociations se déroulent dans une bonne atmosphère »*, affirme-t-on à Francfort.

*Dominique Gallois*



■ **FRAMATOME : Dominique Vignon, directeur général** des activités nucléaires de Framatome, remplacera Jean-Claude Leny à la présidence du groupe et prendra ses nouvelles fonctions le 4 décembre, a annoncé le 6 novembre le ministère de l'Industrie. Depuis un an, M. Vignon était présenté par le président de Framatome comme son dauphin, mais les rapports entre les deux hommes se sont dégradés. Si M. Leny est hostile à la fusion de Framatome avec GEC-Alsthom, son successeur y est plus favorable.

■ **CRÉDIT LYONNAIS : Allianz, le premier assureur allemand et** européen, a démenti mercredi 6 novembre une information selon laquelle il souhaiterait entrer dans le capital du Crédit lyonnais. Selon le magazine *Wirtschaftswoche*, le président du directoire d'Allianz, Henning Schulte-Noelle, aurait proposé au gouvernement français d'acquérir dans un premier temps 10 % du Lyonnais pour un franc symbolique et le reste plus tard.

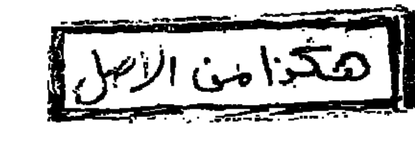
■ **CIC : les maires de plusieurs grandes villes françaises réunis** mercredi 6 novembre à l'initiative du député maire de Nancy, André Rossinot (UDF), ont demandé une audience au premier ministre Alain Juppé sur la privatisation du groupe bancaire.

■ **SIEMENS : le groupe électrotechnique allemand a annoncé,** mercredi 6 novembre, des résultats *« en forte croissance »* pour l'exercice 1995-1996, clos au 30 septembre : les bénéfices nets atteignent 2,49 milliards de deutschemarks (8,45 milliards de francs), en hausse de 20 % sur un an, pour un chiffre d'affaires de 94,2 milliards de deutschemarks (+ 6 %).

■ **CGIP : la Compagnie générale d'industrie et de participations** a annoncé le 5 novembre la vente de 3,98 % du capital du groupe de services informatiques Cap Gemini à des investisseurs institutionnels pour 561,6 millions de francs. CGIP conserve 20 % du capital de Cap Gemini.

■ **FRANCE TÉLÉCOM : l'exploitant français, Deutsche Telekom et Sprint** ont annoncé le 5 novembre avoir été retenus par le gouvernement israélien pour devenir l'un des deux opérateurs internationaux alternatifs à l'opérateur actuel Bezeq International.

■ **RATP : Les syndicats CGT, UGICT-CGT, Autonomes et CFDT** ont appelé, jeudi 7 novembre, à une grève de 24 heures, pour le vendredi 15 novembre. Les revendications portent sur l'emploi, la sécurité, le pouvoir d'achat et le statut du personnel de la RATP.



■ **LE DOLLAR** s'est effondré jeudi 7 novembre face au yen à la suite de déclarations d'officiels japonais. Il est tombé à 112 yens alors qu'il se négociait encore *mercredi à plus de 114 yens.*

■ **LE BILLET VERT** a également perdu beaucoup de terrain face à la plupart des devises. Il est revenu de 1,5180 deutschemark et 5,15 francs à *1,5042 et 5,07 francs.*

■ **L'INDICE DOW JONES** a enregistré mercredi sa plus forte hausse en une journée depuis le 18 mars. Il a gagné 96,53 points (+ 1,59 %) pour terminer *au niveau record de 6 177,71.*

■ **LA BOURSE DE PARIS** a terminé mercredi sur un gain de 1,19 %, à 2 213,37 points. C'est la première fois depuis mars 1994 que le CAC 40 passe *au-dessus des 2 200 points.*

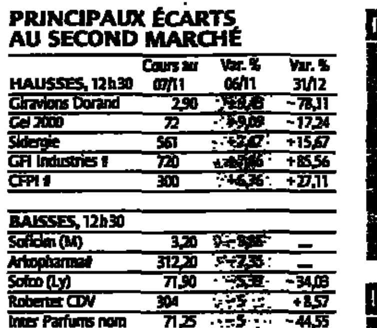
■ **L'OR** a ouvert en baisse jeudi 7 novembre sur le marché international de Hongkong à 377,80-378,10 dollars l'once, contre 378,50-378,80 mercredi *6 novembre à la clôture.*

# LES PLACES BOURSIÈRES

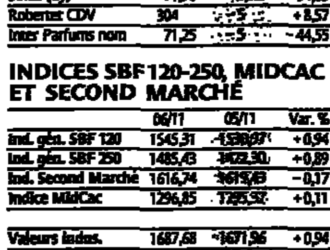
CAC 40 ↗ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois

NEW YORK ↗ DOW JONES | LONDRES ↗ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↗ DAX 30

## Prises de bénéfice à Paris



Indice CAC 40 sur un an — 2213,37



CAC 40 5 jours

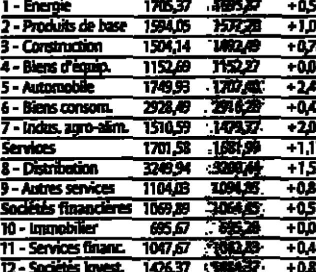
**APRÈS AVOIR** atteint son plus haut niveau depuis mars 1994, la Bourse de Paris subissait des prises de bénéfice jeudi 7 novembre, un mouvement encouragé par la chute du dollar, et, par contrecoup, du franc. En baisse de 0,40 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée un recul de 0,68 %, à 2 198,40 points. Le CAC 40 repassait ainsi sous les 2 200 points, un seuil qu'il avait franchi mercredi pour la première fois depuis mars 1994.

Le dollar était en recul sensible jeudi matin sur les marchés des changes à la suite des déclarations d'un responsable du ministère japonais des finances, selon lesquelles la baisse du yen face au dollar était terminée. Le franc français subissait le contrecoup de ce vif recul de la monnaie américaine et s'échangeait à plus de 3,38 francs pour un mark. Par ailleurs, le marché obligataire français était en baisse.

La Bourse continuait à réagir au contrat du siècle passé par la compagnie américaine USAir, qui va se porter acquéreur dans un premier temps de 120 Airbus, et, à terme, de 400. Tous les équipementiers de l'aéronautique civile, comme Labinal, Intertechnique, Zodiac, etc., étaient recherchés par les investisseurs. Intertechnique gagnait 4,4 %, Labinal 3,8 % et Zodiac 2,2 %.

## Zodiac, valeur du jour

**ZODIAC** faisait partie, mercredi 6 novembre, des valeurs en vue à la Bourse de Paris. L'action a encore gagné 3,5 %, à 1 522 francs, avec 8 705 titres échangés, et se retrouve ainsi à son plus haut niveau de l'année. Zodiac, qui fournit des équipements à l'industrie aéronautique (toboggans d'évacuation des avions), notamment à Airbus, a bénéficié de l'annonce d'une commande historique de 400 Airbus (dont 280 en option) par la compagnie américaine USAir. L'action a gagné plus de 99 % depuis le début de l'année et bénéficie de rumeurs récurrentes de possible reprise par un groupe américain.



Zodiac sur un mois — 1522

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

| HAUSSES, 12h30 | Cours au 07/11 | Var. % 06/11 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| Dassault-Aviation | 1121 | [illegible] | +251,41 |
| Labinal | 877 | [illegible] | +61,51 |
| Intertechnique ‡ | 820 | [illegible] | +91,58 |
| Coflexip | 235 | [illegible] | +28,76 |
| Bertrand Faure | 183,90 | [illegible] | +47,12 |
| Dassault Electro | 434,80 | [illegible] | +168,56 |
| Rochette (La) | 24,70 | [illegible] | −25,03 |
| Euro Disney | 10,55 | [illegible] | −5,38 |
| Metrologie Inter. | 13,60 | [illegible] | +1,49 |
| Synthelabo | 513 | [illegible] | +67,20 |
| **BAISSES, 12h30** | | | |
| Ingenico | 81,30 | [illegible] | +132,61 |
| Salomon (Ly) | 429 | [illegible] | +50,52 |
| Eramet | 258,50 | [illegible] | −19,21 |
| Lebon | 185,50 | [illegible] | −0,26 |
| Pernod-Ricard | 287,90 | [illegible] | +3,44 |
| Clarins | 715 | [illegible] | +72,59 |
| Fives-Lille | 460,10 | [illegible] | +25,02 |
| Pathe | 1299 | [illegible] | — |
| CCMX(ex.CCMC) Ly | 43,50 | [illegible] | −5,43 |
| Sidel | 326,80 | [illegible] | −14,33 |

### VALEURS LES PLUS ACTIVES

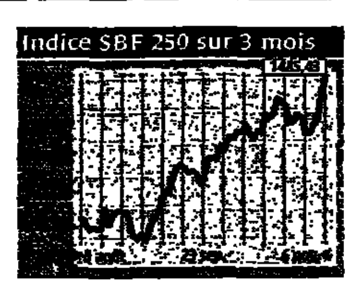
| SÉANCE, 12h30 | 07/11 Titres échangés | Capitalisation en KF |
|---|---|---|
| Carrefour | 26428 | 79698046 |
| LVMH Moet Vuitton | 58124 | 72768835 |
| L'Oreal | 34647 | 61282574 |
| Elf Aquitaine | 119870 | 50631695,90 |
| Suez | 221410 | 50293581,80 |
| Rhone Poulenc A | 297738 | 46700585,80 |
| Salomon (Ly) | 106591 | 45745965,80 |
| Eaux (Gle des) | 72094 | 45581655 |
| Michelin | 169672 | 43586364 |
| Lyonnaise Eaux | 86924 | 40364432,60 |

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

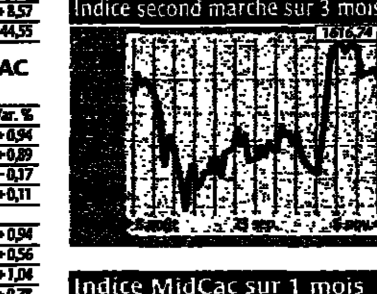
| HAUSSES, 12h30 | Cours au 07/11 | Var. % 06/11 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| Gravions Dorand | 2,90 | [illegible] | −78,11 |
| Gel 2000 | 72 | [illegible] | −17,24 |
| Sidergie | 561 | [illegible] | +15,67 |
| GFI Industries ‡ | 720 | [illegible] | +85,56 |
| CFPI ‡ | 300 | [illegible] | +27,11 |
| **BAISSES, 12h30** | | | |
| Soficin (M) | 3,20 | [illegible] | — |
| Arkopharma ‡ | 312,20 | [illegible] | — |
| Sofco (Ly) | 71,90 | [illegible] | −34,03 |
| Robertet CDV | 304 | [illegible] | +8,57 |
| Inter Parfums nom | 71,25 | [illegible] | −44,55 |

### INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

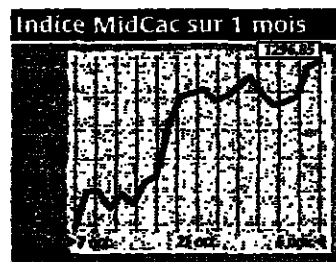
| | 06/11 | 05/11 | Var. % |
|---|---|---|---|
| Ind. gén. SBF 120 | 1545,31 | [illegible] | +0,94 |
| Ind. gén. SBF 250 | 1485,43 | [illegible] | +0,89 |
| Ind. Second Marché | 1616,74 | [illegible] | −0,17 |
| Indice MidCac | 1296,85 | [illegible] | +0,11 |
| Valeurs indus. | 1687,68 | 1671,96 | +0,94 |
| 1 - Energie | 1705,37 | [illegible] | +0,56 |
| 2 - Produits de base | 1594,05 | [illegible] | +1,04 |
| 3 - Construction | 1504,14 | 1492,49 | +0,78 |
| 4 - Biens d'équip. | 1152,69 | 1152,27 | +0,04 |
| 5 - Automobile | 1749,93 | [illegible] | +2,49 |
| 6 - Biens consom. | 2928,49 | [illegible] | +0,42 |
| 7 - Indus. agro-alim. | 1510,59 | [illegible] | +2,08 |
| Services | 1701,58 | [illegible] | +1,17 |
| 8 - Distribution | 3249,94 | [illegible] | +1,55 |
| 9 - Autres services | 1104,03 | [illegible] | +0,84 |
| Sociétés financières | 1069,89 | [illegible] | +0,51 |
| 10 - Immobilier | 695,67 | [illegible] | +0,06 |
| 11 - Services financ. | 1047,67 | [illegible] | +0,46 |
| 12 - Sociétés invest. | 1426,37 | [illegible] | +0,85 |



Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCac sur 1 mois

## Chute à Tokyo

**APRÈS** un bon début de séance, la Bourse de Tokyo a terminé sur un net recul jeudi 7 novembre. La forte hausse du yen contre le dollar a provoqué un retournement de tendance brutal. L'indice Nikkei a terminé la journée sur une baisse de 220,41 points, soit 1,05 %, à 20 771,11 points. La veille, Wall Street s'était envolée et avait battu un nouveau record, satisfaite de la réélection de Bill Clinton. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes avait enregistré sa plus forte hausse journalière depuis le 18 mars, en faisant un bond de 96,53 points (+1,59 %) pour terminer au niveau record de 6 177,71. Le précédent record de 6 094,23 remontait au 18 octobre.

Les titres de la haute technologie, du tabac et les valeurs pharmaceutiques ont été les principaux bénéficiaires du maintien du statu quo à Washington. Les actions des fabricants de tabac et les titres pharmaceutiques ont bénéficié de la victoire républicaine au Congrès, qui pourrait freiner les efforts de la Maison Blanche pour réglementer l'usage du tabac et rend moins probable l'introduction d'un plafond sur les prix des médicaments.

### INDICES MONDIAUX

| | Cours au 06/11 | Cours au 05/11 | Var. en % |
|---|---|---|---|
| Paris CAC 40 | 2216,95 | [illegible] | +1,34 |
| New-York/DJ indus. | 6126,65 | [illegible] | +0,74 |
| Tokyo/Nikkei | 20991,50 | [illegible] | +1,90 |
| Londres/FT100 | 3928,80 | [illegible] | +0,20 |
| Francfort/Dax 30 | 2729,19 | [illegible] | +1,39 |
| Frankfort/Commer. | 952,72 | [illegible] | +1,51 |
| Bruxelles/Bel 20 | 2176,30 | [illegible] | +0,74 |
| Bruxelles/Général | 1829,91 | [illegible] | +0,74 |
| Milan/MIB 30 | 956 | [illegible] | — |
| Amsterdam/Gé. Cbs | 399,20 | [illegible] | +0,48 |
| Madrid/Ibex 35 | 383,09 | [illegible] | +0,63 |
| Stockholm/Affarsal | 1687,78 | [illegible] | — |
| Londres FT30 | 2801,40 | [illegible] | −0,15 |
| Hong Kong/Hang S. | 12775,50 | [illegible] | +2,14 |
| Singapour/Strait t | 2080,45 | [illegible] | +0,49 |

### NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

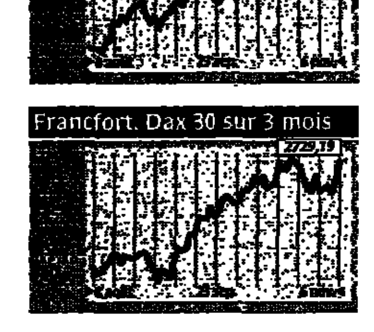
| | 06/11 | 05/11 |
|---|---|---|
| Alcoa | 59,87 | 59,87 |
| American Express | 48,50 | 48,37 |
| Allied Signal | 70,12 | 68,62 |
| AT & T | 34,62 | 34,25 |
| Bethlehem | 8,37 | 8,62 |
| Boeing Co | 91,37 | 92,62 |
| Caterpillar Inc. | 72,50 | 71,62 |
| Chevron Corp. | 65,37 | 64,37 |
| Coca-Cola Co | 52 | 51,50 |
| Disney Corp. | 67,87 | 67,62 |
| Du Pont Nemours&Co | 96 | 94,25 |
| Eastman Kodak Co | 81,37 | 79,87 |
| Exxon Corp. | 88,62 | 88,50 |
| Gén. Motors Corp.H | 55,50 | 55,87 |
| Gén. Electric Co | 101,62 | 98,75 |
| Goodyear T & Rubbe | 47 | 46,75 |
| IBM | 133,25 | 130,25 |
| Intl Paper | 42,37 | 42,75 |
| J.P. Morgan Co | 88,25 | 86,87 |
| Mc Don Dougl | 54,12 | 53,25 |
| Merck & Co.Inc. | 79 | 75,75 |
| Minnesota Mng.&Mfg | 79,75 | 77 |
| Philip Moris | 97,37 | 93,50 |
| Procter & Gamble C | 105,12 | 102 |
| Sears Roebuck & Co | 47,62 | 47,37 |
| Texaco | 95,87 | 94,62 |
| Union Carb. | 44,50 | 43,25 |
| Utd Technol | 131 | 130,25 |
| Westingh. Electric | 18,75 | 18,12 |
| Woolworth | 21,50 | 20,87 |

### LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

| | 06/11 | 05/11 |
|---|---|---|
| Allied Lyons | 4,80 | 4,80 |
| Barclays Bank | 9,60 | 9,53 |
| B.A.T. industries | 4,15 | 4,17 |
| British Aerospace | 11,38 | 11,45 |
| British Airways | 5,61 | 5,56 |
| British Gas | 1,88 | 1,92 |
| British Petroleum | 6,36 | 6,41 |
| British Telecom | 3,66 | 3,71 |
| B.T.R. | 2,51 | 2,54 |
| Cadbury Schweppes | 5,04 | 5,04 |
| Eurotunnel | 0,89 | 0,87 |
| Glaxo | 9,76 | 9,62 |
| Grand Metropolitan | 4,55 | 4,58 |
| Guinness | 4,38 | 4,41 |
| Hanson Plc | 0,82 | 0,78 |
| Great Ic | 5,91 | 5,94 |
| H.S.B.C. | 12,79 | 12,53 |
| Impérial Chemical | 7,58 | 7,66 |
| Legal | 8,29 | 8,29 |
| Marks and Spencer | 4,90 | 4,84 |
| National Westminst | 6,90 | 6,90 |
| Peninsular Orienta | 5,98 | 6,10 |
| Reuters | 7,41 | 7,34 |
| Saatchi and Saatch | 0,98 | 0,97 |
| Shell Transport | 9,58 | 9,60 |
| Tate and Lyle | 4,73 | 4,74 |
| Univeler Ltd | 12,65 | 12,70 |
| Zeneca | 16,38 | 16,32 |

### FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30

| | 06/11 | 05/11 |
|---|---|---|
| Allianz Holding N | 2788 | 2764 |
| Basf AG | 50,87 | 49,54 |
| Bayer AG | 58,65 | 57,38 |
| Bay hyp&Wechselbk | 45,15 | 45,10 |
| Bayer Vereinsbank | 59,20 | 58,60 |
| BMW | 920,50 | 907,50 |
| Commerzbank | 34,13 | 33,97 |
| Daimler-Benz AG | 92,69 | 91,05 |
| Degussa | 615 | 615 |
| Deutsche Bank AG | 69,95 | 69,77 |
| Dresdner BK AG FR | 41,25 | 40,80 |
| Henkel VZ | 69,95 | 69,30 |
| Hoechst AG | 60,10 | 57,83 |
| Karstadt AG | 562 | 559,50 |
| Linde AG | 958 | 960 |
| DT. Lufthansa AG | 20,68 | 20,63 |
| Man AG | 369 | 374 |
| Mannesmann AG | 602,50 | 595,50 |
| Mettallges AG | 28,95 | 28,15 |
| Preussag AG | 370 | 370 |
| Rwe | 63,55 | 62,95 |
| Schering AG | 125,20 | 123,75 |
| Siemens AG | 80,20 | 79,36 |
| Thyssen | 276,50 | 275,80 |
| Veba AG | 82,39 | 81,43 |
| Viag | 578 | 573 |



New York, Dow Jones sur 3 mois — Londres, FT100 sur 3 mois — Francfort, Dax 30 sur 3 mois

# LES TAUX

PARIS ↘ Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↘ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT → Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

## Recul du Matif

**LE CONTRAT** notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en baisse, jeudi 7 novembre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre cédait 16 centièmes pour s'établir à 127,22 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,88 %, soit 0,04 % au-dessous du rendement du titre d'Etat allemand de même échéance.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en légère baisse, victime de prises de bénéfices après l'annonce des résultats des élections américaines conformes aux attentes des investisseurs. Le rendement du titre d'Etat à trente ans était remonté de 6,59 % à 6,62 %.

La Banque de France a laissé inchangé, jeudi matin, à 3,31 %, le taux de l'argent au jour le jour.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an — 126,40

### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

| TAUX 06/11 | Taux jour le jour | Taux 10 ans | Taux 30 ans | Indice des prix |
|---|---|---|---|---|
| France | 3,25 | [illegible] | 6,76 | [illegible] |
| Allemagne | 3 | [illegible] | 6,75 | [illegible] |
| Grande-Bretagne | 6,06 | [illegible] | 7,85 | [illegible] |
| Italie | 7,70 | [illegible] | 8,56 | [illegible] |
| Japon | 0,47 | [illegible] | — | [illegible] |
| Etats-Unis | 5,25 | [illegible] | 6,59 | [illegible] |

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

| TAUX DE RENDEMENT | Taux au 06/11 | Taux au 05/11 | Indice (base 100 fin 95) |
|---|---|---|---|
| Fonds d'Etat 3 à 5 ans | 4,56 | [illegible] | 102,35 |
| Fonds d'Etat 5 à 7 ans | 5,30 | [illegible] | 104,95 |
| Fonds d'Etat 7 à 10 ans | 5,72 | [illegible] | 105,81 |
| Fonds d'Etat 10 à 15 ans | 6,09 | [illegible] | 105,11 |
| Fonds d'Etat 20 à 30 ans | 6,62 | [illegible] | 108,12 |
| Obligations françaises | 6,06 | [illegible] | 105,55 |
| Fonds d'Etat à TME | −2,11 | [illegible] | 101,65 |
| Fonds d'Etat à TRE | −1,87 | [illegible] | 102,10 |
| Obligat. franç. à TME | −1,79 | [illegible] | 101,39 |
| Obligat. franç. à TRE | +0,10 | [illegible] | 100,45 |

### LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

| | Achat 06/11 | Vente 06/11 | Achat 05/11 | Vente 05/11 |
|---|---|---|---|---|
| Jour le jour | [illegible] | — | [illegible] | — |
| 1 mois | [illegible] | 3,42 | [illegible] | 3,40 |
| 3 mois | [illegible] | 3,44 | [illegible] | 3,48 |
| 6 mois | [illegible] | 3,53 | [illegible] | 3,59 |
| 1 an | [illegible] | 3,64 | [illegible] | 3,69 |
| **PIBOR FRANCS** | | | | |
| Pibor Francs 1 mois | [illegible] | — | [illegible] | — |
| Pibor Francs 3 mois | [illegible] | — | [illegible] | — |
| Pibor Francs 6 mois | [illegible] | — | [illegible] | — |
| Pibor Francs 9 mois | [illegible] | — | [illegible] | — |
| Pibor Francs 12 mois | [illegible] | — | [illegible] | — |
| **PIBOR ÉCU** | | | | |
| Pibor Ecu 3 mois | [illegible] | — | [illegible] | — |
| Pibor Ecu 6 mois | [illegible] | — | [illegible] | — |
| Pibor Ecu 12 mois | [illegible] | — | [illegible] | — |

### MATIF

| Échéances 06/11 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
|---|---|---|---|---|---|
| **NOTIONNEL 10 %** | | | | | |
| Déc. 96 | 129053 | [illegible] | 127,54 | [illegible] | 127,38 |
| Mars 97 | 7511 | [illegible] | 127,42 | [illegible] | 127,36 |
| Juin 97 | 52 | [illegible] | 126,14 | [illegible] | 126,12 |
| Sept. 97 | — | [illegible] | — | [illegible] | — |
| **PIBOR 3 MOIS** | | | | | |
| Déc. 96 | 11797 | [illegible] | 96,49 | [illegible] | 96,47 |
| Mars 97 | 12621 | [illegible] | 96,43 | [illegible] | 96,40 |
| Juin 97 | 7201 | [illegible] | 96,40 | [illegible] | 96,36 |
| Sept. 97 | 5277 | [illegible] | 96,34 | [illegible] | 96,30 |
| **ECU LONG TERME** | | | | | |
| Déc. 96 | 1230 | [illegible] | 94,78 | [illegible] | 94,72 |
| Mars 97 | — | [illegible] | — | [illegible] | 94,28 |

### CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

| Échéances 06/11 | volume | dernier prix | plus haut | plus bas | premier prix |
|---|---|---|---|---|---|
| Nov. 96 | 18311 | [illegible] | 2225 | [illegible] | 2218 |
| Déc. 96 | 411 | [illegible] | 2228,50 | [illegible] | 2223 |
| Janvier 97 | 50 | [illegible] | 2218 | [illegible] | 2228 |
| Mars 97 | 631 | [illegible] | 2241,50 | [illegible] | 2239,50 |

# LES MONNAIES

US/F ↗ 5,1330 | US/DM ↘ 1,5175 | US/¥ ↘ 113,9500 | DM/F ↘ 3,3803 | £/F ↘ 8,4205

## Net repli du dollar

**LE DOLLAR** s'inscrivait en forte baisse, jeudi matin 7 novembre, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,5040 mark, 5,08 francs et 112,20 yens. Durant la nuit, à Tokyo, il était tombé jusqu'à 1,5017 mark, 5,07 francs et 112 yens, subissant sa baisse la plus importante depuis le 9 novembre 1995.

Les déclarations d'Eisuke Sakakibara, directeur du département international au ministère japonais des finances, sont à l'origine de ce plongeon. M. Sakakibara a estimé ne pas croire *« à un affaiblissement supplémentaire du yen »*. A la suite de ces propos, le yen, qui s'est déprécié de près de 40 % depuis le mois d'avril 1995, s'est vivement redressé. Affecté par le repli du billet vert, le franc cédait du terrain, jeudi matin, face à la monnaie allemande, cotant 3,3820 francs pour un mark.

### MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

| DEVISES | cours BDF 06/11 | % 05/11 | Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| Allemagne (100 dm) | 338,0300 | [illegible] | 326 | 350 |
| Ecu | 6,4810 | [illegible] | — | [illegible] |
| Etats-Unis (1 usd) | 5,1330 | [illegible] | 4,8400 | [illegible] |
| Belgique (100 F) | 16,4060 | [illegible] | 15,8600 | [illegible] |
| Pays-Bas (100 fl) | 301,3900 | [illegible] | — | [illegible] |
| Italie (1000 lir.) | 3,3690 | [illegible] | 3,1100 | [illegible] |
| Danemark (100 krd) | 88 | [illegible] | 82,2500 | [illegible] |
| Irlande (1 iep) | 8,4285 | [illegible] | 8,0600 | [illegible] |
| Gde-Bretagne (1 L) | 8,4205 | [illegible] | 8,0200 | [illegible] |
| Grèce (100 drach.) | 2,1465 | [illegible] | 1,9000 | [illegible] |
| Suède (100 krs) | 77,5800 | [illegible] | 72 | [illegible] |
| Suisse (100 F) | 402,1800 | [illegible] | 388 | [illegible] |
| Norvège (100 k) | 80,2500 | [illegible] | 74,5000 | [illegible] |
| Autriche (100 sch) | 48,0390 | [illegible] | 46,4000 | [illegible] |
| Espagne (100 pes.) | 4,0175 | [illegible] | 3,7200 | [illegible] |
| Portugal (100 esc. | 3,3450 | [illegible] | 2,9500 | [illegible] |
| Canada 1 dollar ca | 3,8533 | [illegible] | 3,5400 | [illegible] |
| Japon (100 yens) | 4,5038 | [illegible] | 4,2900 | [illegible] |
| Finlande (mark) | 112,4200 | [illegible] | 106,5000 | [illegible] |

### PARITES DU DOLLAR

| PARITES DU DOLLAR | 07/11 | 06/11 | Var. % |
|---|---|---|---|
| FRANCFORT : USD/DM | 1,5175 | 1,5199 | −0,16 |
| TOKYO : USD/Yens | 113,9500 | 114,2200 | −0,24 |

### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| DEVISES comptant: | demande | offre | demande 1 mois | offre 1 mois |
|---|---|---|---|---|
| Dollar Etats-Unis | 5,1479 | 5,1459 | 5,1209 | [illegible] |
| Yen (100) | 4,5035 | [illegible] | 4,5202 | 4,5134 |
| Deutschemark | 3,3792 | [illegible] | 3,3810 | [illegible] |
| Franc Suisse | 4,0161 | [illegible] | 4,0371 | [illegible] |
| Lire ital. (1000) | 3,3729 | [illegible] | 3,3628 | [illegible] |
| Livre sterling | 8,4889 | [illegible] | 8,3847 | [illegible] |
| Peseta (100) | 4,0165 | 4,0140 | 4,0136 | [illegible] |
| Franc Belge | 16,410 | [illegible] | 16,415 | [illegible] |

### TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

| DEVISES | 1 mois | 3 mois | 6 mois |
|---|---|---|---|
| Eurofranc | 3,34 | 3,57 | 3,50 |
| Eurodollar | 5,25 | 5,44 | 5,47 |
| Eurolivre | 6,12 | 6,19 | 6,31 |
| Eurodeutschemark | 3,06 | 3,12 | 3,06 |

# L'OR

| | cours 06/11 | cours 05/11 |
|---|---|---|
| Or fin (k. barre) | 62300 | 62500 |
| Or fin (en lingot) | 62800 | 62850 |
| Once d'Or Londres | 379,30 | 378 |
| Pièce française(20f) | 356 | 358 |
| Pièce suisse (20f) | 357 | 360 |
| Pièce Union lat(20f) | 357 | 358 |
| Pièce 20 dollars us | 2355 | 2355 |
| Pièce 10 dollars us | 1350 | 1340 |
| Pièce 50 pesos mex. | 2310 | 2310 |

# LE PÉTROLE

| En dollars | cours 06/11 | cours 05/11 |
|---|---|---|
| Brent (Londres) | — | — |
| WTI (New York) | — | — |
| Crude Oil (New York) | — | — |

# LES MATIÈRES PREMIÈRES

| INDICES | 06/11 | 05/11 |
|---|---|---|
| Dow-Jones comptant | 230,99 | [illegible] |
| Dow-Jones à terme | 380,78 | [illegible] |
| CRB | 237,34 | [illegible] |
| **METAUX (Londres)** | | dollars/tonne |
| Cuivre comptant | 2011 | [illegible] |
| Cuivre à 3 mois | 1966 | [illegible] |
| Aluminium comptant | 1408 | [illegible] |
| Aluminium à 3 mois | 1431 | [illegible] |
| Plomb comptant | 740,50 | [illegible] |
| Plomb à 3 mois | 742 | [illegible] |
| Etain comptant | 5850 | [illegible] |
| Etain à 3 mois | 5915 | [illegible] |
| Zinc comptant | 1038 | [illegible] |
| Zinc à 3 mois | 1060,50 | [illegible] |
| Nickel comptant | 7018 | [illegible] |
| Nickel à 3 mois | 7123 | [illegible] |

| METAUX (New-York) | | $/once |
|---|---|---|
| Argent à terme | 4,79 | [illegible] |
| Platine à terme | 384,90 | [illegible] |
| Palladium | 117,75 | [illegible] |
| **GRAINES, DENRÉES (Chicago)** | | $/boisseau |
| Blé (Chicago) | 3,74 | [illegible] |
| Maïs (Chicago) | 2,61 | [illegible] |
| Grain. soja (Chicago) | — | [illegible] |
| Tourt. soja (Chicago) | 223,10 | [illegible] |
| **GRAINES, DENRÉES (Londres)** | | £/tonne |
| P. de terre (Londres) | 40 | [illegible] |
| Orge (Londres) | — | [illegible] |
| **SOFTS** | | $/tonne |
| Cacao (New-York) | 1325 | [illegible] |
| Café (Londres) | — | [illegible] |
| Sucre blanc (Paris) | — | [illegible] |
| **OLEAGINEUX, AGRUMES** | | cents/tonne |
| Coton (New-York) | — | [illegible] |
| Jus d'orange (New-York) | 1,10 | [illegible] |

# RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 7 NOVEMBRE

Liquidation : 22 novembre

Taux de report : 3,38

Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS -0,63 %

CAC 40 : 2199,51

| VALEURS FRANÇAISES | Cours précéd. | Derniers cours | % + - | Compensation (1) |
|---|---|---|---|---|
| B.N.P. (T.P) | 925 | 920 | - 0,54 | 910 |
| Cr.Lyonnais(T.P.) | 795 | 791 | - 0,50 | 782 |
| Renault (T.P.) | 1595 | 1598 | + 0,18 | 1599 |
| Rhone Poulenc(T.P) | 1835 | 1827 | - 0,43 | 1850 |
| Saint Gobain(T.P.) | 1196 | 1199 | + 0,25 | 1193 |
| Thomson S.A (T.P) | 1015 | 1016 | + 0,09 | 1015 |
| Accor | 662 | 650 | - 1,81 | 625 |
| AGF-Ass.Gen.France | 156,50 | 154,90 | - 1,02 | 149 |
| Air Liquide | 794 | 791 | - 0,37 | 790 |
| Alcatel Alsthom | 438,40 | 438,50 | + 0,02 | 450 |
| Axa | 323,50 | 322,50 | - 0,30 | 310 |
| Axime | 551 | — | — | 485 |
| Bail Investis. | 754 | 752 | - 0,26 | 775 |
| Bancaire (Cie) | 536 | 542 | + 1,11 | 510 |
| Cred.Fon.France | 69,10 | 69,15 | + 0,07 | 69 |
| Credit Local Fce | 452,90 | 451,20 | - 0,37 | 440 |
| Credit Lyonnais CI | 141 | 139,90 | - 0,78 | 138 |
| Credit National | 284 | 286,30 | + 0,80 | 235 |
| CS Signaux(CSEE) | 238,40 | 238,50 | + 0,04 | 225 |
| Damart | 4300 | 4280 | - 0,46 | 4160 |
| Danone | 720 | 713 | - 0,97 | 715 |
| Dassault-Aviation | 1054 | 1121 | + 6,35 | 1030 |
| Dassault Electro | 422,50 | 434,80 | + 2,91 | 395 |
| Dassault Systemes | 230,60 | 234 | + 1,47 | 215 |
| De Dietrich | 215 | 211,50 | - 1,62 | 200 |
| Degremont | 391,80 | 387 | - 1,22 | 395 |
| Dev.R.N-P.Cal Li # | 40,70 | 40 | - 1,71 | 40 |
| DMC (Dollfus Mi) | 132 | 130,50 | - 1,13 | 148 |
| Dynaction | 127 | 125 | - 1,57 | 132 |
| Eaux (Cie des) | 639 | 631 | - 1,25 | 600 |
| Eiffage | 230 | 226,20 | - 1,65 | 240 |
| Elf Aquitaine | 425,90 | 422,10 | - 0,89 | 420 |
| Eramet | 267 | 258,50 | - 3,18 | 240 |
| Eridania Beghin | 820 | 815 | - 0,60 | 805 |
| Essilor Intl | 1430 | 1438 | + 0,55 | 1390 |
| Essilor Intl ADP | 1060 | 1050 | - 0,94 | 1020 |
| Esso | 538 | 532 | - 1,11 | 530 |
| Eurafrance | 2296 | 2278 | - 0,87 | 2140 |
| Euro Disney | 10,30 | 10,55 | + 2,42 | 10,50 |
| Europe 1 | 1104 | 1107 | + 0,27 | 1070 |
| Eurotunnel | 7,70 | 7,60 | - 1,29 | 7,50 |
| Filipacchi Medias | 1110 | 1114 | + 0,36 | 1120 |
| Fimalac SA | 478 | 471 | - 1,46 | 480 |
| Finextel | 81,10 | 81 | - 0,12 | 84 |
| Cerus Europ.Reun | ... | | | |
| Christian Dior | 709 | 697 | - 1,69 | 635 |
| Ciments Fr.Priv.B | 173,50 | 174 | + 0,28 | 172 |
| Cipe France Ly # | 634 | 627 | - 1,10 | 635 |
| Clarins | 731 | 715 | - 2,18 | 705 |
| Club Mediterranee | 317 | 312 | - 1,57 | 330 |
| Coflexip | 226,70 | 235 | + 3,66 | 240 |
| Colas | 638 | 632 | - 0,94 | 660 |
| Comptoir Entrep.1 | 9,35 | 9,55 | + 2,13 | 9,50 |
| Comptoir Moder. | 2600 | 2581 | - 0,73 | 2470 |
| CPR | 411 | 410 | - 0,24 | 420 |
| Lagardere | 161,30 | 158,60 | - 1,67 | 164 |
| Lapeyre | 264,40 | 260 | - 1,66 | 260 |
| Lebon | 191,10 | 185,50 | - 2,93 | 182 |
| Legrand | 915 | 916 | + 0,10 | 890 |
| Legrand ADP | 568 | 565 | - 0,52 | 550 |
| Legris indust. | 200 | 197,80 | - 1,10 | 193 |
| Locindus | 734 | 736 | + 0,27 | 730 |
| L'Oreal | 1786 | 1764 | - 1,23 | 1770 |
| LVMH Moet Vuitton | 1260 | 1252 | - 0,63 | 1140 |

| VALEURS ÉTRANGÈRES | Cours précéd. | Derniers cours | % + - | Compensation (1) |
|---|---|---|---|---|
| [illegible] | 173,50 | 173,10 | - 0,23 | 162 |
| [illegible] | 198,20 | 199,10 | + 0,45 | 194 |
| [illegible] Group | 41 | 41 | — | 40 |
| [illegible] PLC | 8,25 | 8,25 | — | 8,50 |
| [illegible] ord. | 245 | 244 | - 0,40 | 240 |
| [illegible] PF CV | 232,50 | 230,10 | - 1,05 | 245 |
| [illegible] Benz # | 318,40 | 313,60 | - 1,50 | 300 |
| [illegible] | 148,70 | 144,10 | - 3,09 | 159 |
| [illegible] Bank # | 235,90 | 232,10 | - 1,61 | 240 |
| [illegible] Bank # | 140,30 | 140,30 | — | 133 |
| [illegible] | 65,10 | 64,40 | - 1,07 | 63 |
| [illegible] Nemours # | 481,60 | 487,30 | + 1,18 | 490 |
| [illegible] Kodak # | 418 | 413,60 | - 1,05 | 400 |
| [illegible] | 2,15 | 2,16 | - 0,91 | 2,45 |
| [illegible] Mines # | 40,40 | 40,10 | - 0,74 | 43 |
| [illegible] | 288 | 286 | - 0,69 | 295 |
| [illegible] | 146,50 | 146,50 | — | 139 |
| [illegible] | 160,80 | 160 | - 0,49 | 161 |
| [illegible] | 45 | 44,50 | - 1,11 | 49 |
| [illegible] Limited # | 17,20 | 17,05 | - 0,87 | 18,50 |
| [illegible] Elect. # | 510 | 515 | + 0,98 | 495 |
| [illegible] Motors # | 286 | 283,90 | - 0,73 | 280 |
| [illegible] | 380,70 | 380,30 | - 0,10 | 385 |
| [illegible] | 37,75 | 37,30 | - 1,19 | 39 |
| [illegible] Plc # | 37 | 36,15 | - 2,29 | 37 |
| [illegible] Plc | 6,75 | 6,70 | - 0,74 | 7 |
| [illegible] Gold # | 41,25 | 39,90 | - 3,27 | 41 |
| [illegible] | 46,20 | 46,60 | + 0,86 | 46 |
| Vaal Reefs # | 395 | 376 | - 4,30 | [illegible] |
| Volkswagen A.G # | 2086 | 2066 | - 1 | [illegible] |
| Volvo (act.B) # | 106,60 | 106 | - 0,56 | [illegible] |
| Western Deep # | 158,20 | 158 | - 0,12 | [illegible] |
| Yamanouchi # | 104,80 | 104,30 | - 0,47 | [illegible] |
| Zambia Copper | 6,50 | 6,45 | - 0,76 | [illegible] |

**ABRÉVIATIONS**

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

**DERNIÈRE COLONNE (1) :**

Lundi daté mardi : % variation 31/12

Mardi daté mercredi : montant du coupon

Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon

Jeudi daté vendredi : compensation

Vendredi daté samedi : nominal

# COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 7 NOVEMBRE

| OBLIGATIONS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| BFCE 9% 91-02 | 118,40 | 0,222 d |
| CEPME 8,5% 88-97CA | 102,80 | 3,144 |
| CEPME 9% 89-99 CA# | 112,17 | 2,121 |
| CEPME 9% 92-06 TSR | 119,30 | 5,526 † |
| CFD 9,7% 90-05 CB | 122,60 | 7,474 |
| CFD 8,6% 92-05 CB | 118,05 | 6,509 |
| CFF 10% 88-98 CA# | 110,28 | 0,603 o |
| CFF 9% 88-97 CA# | 104,18 | 1,011 |
| CFF 10,25%90-01CB# | 118,59 | 6,824 |
| CLF 8,5% 88-00 CA# | 113,77 | 4,121 |
| CLF 9%88-93/98 CA# | 106,11 | 7,093 o |
| CNA 9% 4/92-07 | — | 4,759 |
| CRH 8,6% 92/94-03 | 116,51 | 3,228 |
| Finansd.8,6%92-02# | 115,91 | 6,938 |
| Floral9,75% 90-99# | 113,60 | 2,992 d |
| OAT 8,5% 87-97CA# | 102,89 | 3,264 |
| OAT 9,90%85-97 CA# | 106,51 | 9,089 |
| OAT 88-98 TME CA# | 101,90 | 4,577 |
| OAT 9/85-98 TRA | 101,20 | 0,680 |
| OAT 9,50%88-98 CA# | 108,84 | 3,670 |
| OAT TME 87/99 CA# | 99,82 | 3,160 |
| OAT 8,125% 89-99 # | 109,61 | 3,829 |
| OAT 8,50%90/00 CA# | 112,84 | 5,356 † |
| OAT 85/00 TRA CA# | 107,02 | 1,093 o |
| OAT 10%5/85-00 CA# | 117,73 | 4,658 |
| OAT 89-01 TME CA# | 104,75 | 4,577 |
| OAT 8,5% 87-02 CA# | 117,12 | 8,221 |
| OAT 8,50% 89-19 # | 122,94 | 0,442 d |
| OAT 8,50%92-23 CA# | 122,35 | 4,704 |
| SNCF 8,8% 87-94CA | 109,26 | 6,852 d |
| Lyon.Eaux 6,5%90CV | 962 | — |

ACTIONS FRANÇAISES: Arbel, Bains C.Monaco, B.N.P.Intercont., Bidermann Intl, B T P (la cie), Centenaire Blanzy, Champex (Ny), CIC Un.Euro.CIP, C.I.T.R.A.M. (B), Concorde-Ass Risq, Darblay, Didot Bottin, Eaux Bassin Vichy, Ecia, Ent.Mag. Paris, Fidei, Finalens, F.I.P.P., Fonciere (Cie), Fonciere Euris ...

| ACTIONS ÉTRANGÈRES | Cours précéd. | Derniers cours |
|---|---|---|
| Bayer.Vereins Bank | 158,20 | [illegible] |
| Commerzbank AG | 110 | 110 |
| Fiat Ord. | 17,20 | [illegible] |
| Gevaert | 340,10 | 340,10 |
| Gold Fields South | 130 | 130 |
| Kubota Corp. | 29 | 29 |

**ABRÉVIATIONS**

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; # contrat d'animation.

# SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 7 NOVEMBRE

# NOUVEAU MARCHÉ

Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 7 NOVEMBRE

# HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

JEUDI 7 NOVEMBRE

# SICAV et FCP

Une sélection

Cours de clôture le 6 novembre

**SYMBOLES**

◇ cours du jour; ♦ cours précédent.

# AUJOURD'HUI

SCIENCES

**ÉLECTRONIQUE** Le microprocesseur, inventé en 1969 par Ted Hoff et deux autres ingénieurs d'Intel, a été commercialisé en 1971. ● VINGT-CINQ ANS plus tard, ce composant électronique a révolutionné l'industrie informatique. Au cœur de l'ordinateur, il exécute les instructions et affiche les données à l'écran. ● LES PROGRÈS sont considérables : le nombre de transistors croît de façon exponentielle, et la puissance de calcul du dernier-né d'Intel, le Pentium Pro, est cinq mille fois supérieure à celle de la première puce. ● LE MULTIMÉDIA tire profit de ces gains en performances. Le microprocesseur réalise seul des opérations qui nécessitaient l'addition de coûteuses cartes électroniques. ● INTEL détient environ 75 % de ce marché, qui continue à croître de près de 20 % par an. La concurrence a du mal à lutter contre ce monopole de fait.

## Depuis vingt-cinq ans, le microprocesseur grandit à pas de géant

La puissance du dernier-né d'Intel est cinq mille fois supérieure à celle de la première puce mise sur le marché en 1971. Pour satisfaire les besoins du multimédia, elle pourrait être encore multipliée par sept d'ici à l'an 2000

**LE MICROPROCESSEUR** 4004 *a été lancé sur le marché fin 1971* par Intel. Une commercialisation faite sans grand enthousiasme, arrachée de haute lutte par les trois ingénieurs qui avaient inventé cette puce deux ans auparavant.

Depuis, la descendance de ce *chip* a révolutionné l'informatique. Et le fabricant américain est passé de l'état de PME à celui de géant de l'industrie. Intel détient environ 75 % du marché mondial des microprocesseurs. Une domination rarement observée dans l'Histoire.

Au cœur des ordinateurs, le microprocesseur agit comme un véritable moteur. C'est lui qui « fait tourner » la machine. Il exécute les calculs nécessaires au fonctionnement des programmes et à l'affichage des données sur l'écran. Véritable « trou noir électronique », il a tendance, au fil des progrès de sa puissance de calcul, à aspirer les composants qui l'entourent en multipliant les fonctions qu'il assure seul.

Ainsi, le développement du multimédia et sa diffusion dans le grand public sont largement suspendus aux avancées technologiques et industrielles des microprocesseurs, pour le plus grand bénéfice d'Intel.

Des trois hommes qui ont fondé l'entreprise à Mountain View en 1968, deux sont encore à sa tête aujourd'hui. Bob Noyce, co-inventeur du circuit intégré, est mort subitement le 3 juin 1990, à soixante-trois ans. Andrew Grove, âgé de cinquante-huit ans, et Gordon Moore, âgé de soixante-six ans, continuent à entretenir un style de management singulier. Ce dernier, en particulier, s'est rendu célèbre par ses formules et ses « lois ». Ainsi, dès 1973, il constate qu'une nouvelle puce apparaît tous les deux ans, avec deux fois plus de transistors que la précédente.

### LA LOI DE MOORE

Cette loi s'est vérifiée relativement bien au cours des vingt-cinq dernières années, à la surprise de Gordon Moore lui-même. Entre les 2 300 transistors du 4004 et les 5,5 millions du dernier-né d'Intel, le Pentium Pro, le nombre de transistors a été multiplié par près de 2 400. Si l'on poursuit la courbe, les microprocesseurs devraient contenir 50 à 100 millions de transistors à la fin de siècle. Ils exécuteront environ 2 milliards *d'instructions par seconde, contre* 300 millions aujourd'hui pour le Pentium Pro. On peut se demander si les puces suivent spontanément la loi de Moore, ou si c'est *cette règle qui dicte à Intel son* rythme de progression.

Pourtant, lors de son invention par Ted Hoff et deux autres ingénieurs, le microprocesseur n'a pas engendré un grand enthousiasme chez Intel. L'entreprise travaillait alors sur les mémoires en silicium qui commençaient à remplacer les tores magnétiques. Les clients potentiels des puces trouvaient ce composant trop coûteux. « *Il nous fallait baisser le prix du 4004 de 40 à 5 dollars* », a raconté Bob Noyce.

Ensuite, Intel a dû aider ses clients à programmer le microprocesseur. Ces derniers n'étaient pas habitués à utiliser les fonctions logiques pilotant le nouveau composant. La première campagne de publicité engendra néanmoins cinq mille demandes d'information. Un beau succès. Ted Hoff se souvient des premières applications de son microprocesseur. Les pionniers l'utilisèrent pour des usages aussi variés que la gestion de pompes à essence, le suivi des informations concernant les vaches d'un troupeau, ou la collecte de données sur des puits de forage pétrolier.

En avril 1972, Intel lançait son second microprocesseur, le 8008 à 8 bits. Ce dernier allait donner une orientation décisive aux applications des puces. Dès la fin 1972, dans une cave de Châtenay-Malabry, près de Paris, deux ingénieurs français, André Truong et François Gernelle, réalisaient un calculateur d'un nouveau type. Leur conception s'articulait autour du microprocesseur 8008. Ils venaient d'inventer le micro-ordinateur.

Conçu au sein de la société R2E, rachetée par Bull, le Micral ne parvint jamais à s'imposer. En 1975, un autre micro-ordinateur apparut au Etats-Unis.

### INTEL CONTRE MOTOROLA

L'Altair était vendu en kit, par correspondance. Et le 1er avril 1976, dans un garage californien, deux jeunes ingénieurs américains, Steve Jobs et Steve Wozniak, mettaient au point l'Apple I et créaient leur entreprise l'année suivante. Il fallut attendre 1981 pour assister au véritable décollage industriel du micro-ordinateur avec le lancement de l'IBM PC. Une étape décisive dans l'histoire d'Intel.

Au cours des années précédentes, l'entreprise s'était trouvée confrontée en effet à une sérieuse concurrence de la part de Zilog, et surtout de Motorola. Ce dernier a lancé son microprocesseur 68000 un an après le 8086 d'Intel. Fin 1979, la bataille fait rage entre les deux sociétés.

Intel met tout en œuvre pour imposer sa puce comme standard de l'industrie. A l'époque, elle a déjà recours aux slogans percutants pour marquer les esprits, comme « *Intel livre des solutions* ». Plus tard, la formule « *Intel inside* » (Intel à l'intérieur) jouera un rôle important dans la création d'une image de marque de la société auprès du grand public. Le choix du 8086 par IBM pèsera lourd. Il contribuera largement à établir la domination d'Intel sur le marché des micro-processeurs. Malgré la stratégie d'Apple qui, lui, opte pour le 68000 de Motorola.

Ce démarrage chaotique et la formidable ascension de l'entreprise qui a suivi laissent ses dirigeants sur un qui-vive permanent. Une méfiance maladive érigée en principe de management. Andy Grove ne craint pas de déclarer que « *seul le paranoïaque survit* ».

*Michel Alberganti*

**Une puissance multipliée par 5 000**

Nombre de transistors (en millions) : 0 – 6

Microprocesseur — Nombre de transistors — Millions d'instructions par seconde (MIPS)

| Année | Microprocesseur | Nombre de transistors | MIPS |
| --- | --- | --- | --- |
| 1971 | 4004 | 2 300 | 0,06 MIPS |
| 1978 | 8086 | 29 000 | 0,75 MIPS |
| 1982 | 286 | 134 000 | 2,6 MIPS |
| 1985 | 386 | 275 000 | 6 MIPS |
| 1989 | 486 | 1,2 million | 20 MIPS |
| 1994 | Pentium | 3,1 millions | 112 MIPS |
| 1996 | Pentium Pro | 5,5 millions | 300 MIPS |

*Depuis son invention, en 1971, le microprocesseur d'Intel connaît une croissance exponentielle. Le nombre de transistors qu'il contient a été mis au carré en 25 ans. Et le nombre d'instructions effectuées par seconde a été multiplié par un facteur 5 000. En l'an 2 000, les puces pourraient contenir entre 50 et 100 millions de transistors.*

### Des concurrents pugnaces

**La suprématie d'Intel a de quoi décourager. L'entreprise, dont les ventes ont atteint 80 milliards de francs pour un bénéfice net de 18 milliards de francs en 1995, vient d'annoncer un bond de 41 % de ses bénéfices au cours du dernier trimestre. Face à ce rouleau compresseur, une poignée de concurrents tente de s'accrocher à un marché que les analystes voient progresser de 18 % par an d'ici l'an 2000. Advanced Micro Devices (AMD) et Cyrix poursuivent leurs recherches. Ce dernier a même grillé la politesse à Intel en devançant la sortie du Pentium 200 avec un microprocesseur concurrent. Les produits Cyrix sont présents dans la grande distribution française. Par ailleurs, l'alliance Apple, IBM, Motorola, signée en 1991, produit les puces PowerPC de la nouvelle gamme multimédia Power Macintosh d'Apple. Les concurrents d'Intel disposent d'un atout important : l'industrie supporte mal les monopoles de fait et préfère diversifier ses sources d'approvisionnement.**

## Comment les Japonais ont manqué de peu le marché du siècle

*« LE CONTRAT que nous avions signé avec la firme japonaise Busicom lui attribuait les droits exclusifs d'exploitation commerciale du microprocesseur »*, raconte Marcian E. (« Ted ») Hoff, co-inventeur du premier microprocesseur d'Intel. Il a fallu pas mal de perspicacité et une bonne dose de chance et d'obstination aux ingénieurs d'Intel pour récupérer cette invention qui allait bouleverser l'histoire de leur entreprise.

En juin 1969, trois ingénieurs nippons arrivent chez Intel avec un projet de machine à calculer de table. Ted Hoff est chargé de ce travail. *« J'étais le douzième embauché dans ce qui n'était alors qu'une PME »*, se souvient-il. La proposition japonaise prévoyait douze circuits. Pour la simplifier, l'ingénieur américain, diplômé de Stanford en 1968, conçoit un ensemble de quatre composants comportant une unité centrale de traitement (CPU) et trois puces de stockage (ROM, RAM et registre d'entrée/sortie) dans lesquelles sont enregistrés les programmes de calcul et les données. A l'époque, ces mémoires à semi-conducteurs constituent la spécialité d'Intel. L'unité centrale ne portant pas de nom, elle est baptisée microprocesseur. Elle contient 2 300 transistors.

Le 16 septembre 1969, la description de cette idée novatrice est envoyée au Japon. Et le fameux contrat est signé en octobre. La rémunération des travaux confiés à Intel est fixée à 60 000 dollars (300 000 francs). Mais Ted Hoff et les autres ingénieurs d'Intel travaillant sur ce projet, Frederico Faggin et Stan Mazor, prennent très vite conscience de l'importance de leur système. Un simple changement du programme permettant de passer d'une utilisation à une autre, ils sont persuadés que les applications du microprocesseur dépassent largement le cadre des calculatrices. Les trois hommes décident donc de se battre pour convaincre leurs dirigeants de récupérer les droits de commercialisation. Ed Gelbach, directeur commercial, et Bob Noyce, cofondateur d'Intel, se rendent alors au Japon pour négocier le prix du développement du système.

### UN ENJEU MÉSESTIMÉ

*« Busicom traversait une période financière difficile »*, note Ted Hoff. L'entreprise nippone accepte un fort allégement de la facture d'Intel en échange de l'abandon des droits commerciaux pour les applications hors calculatrices. Mais les auteurs de ce coup de maître ne se rendent pas encore vraiment compte de l'importance de l'enjeu : Ed Gelbach estime avant tout que le développement du microprocesseur pourrait stimuler la vente des mémoires en silicium !

*« Une autre bataille, en interne celle-ci, commence alors pour décider Intel à annoncer le lancement du 4004 en tant que produit à part entière »*, se souvient Ted Hoff. Le département du marketing y était fermement opposé. *« Par chance, en août 1971, un nouveau directeur du marketing est nommé. Le 4004 est lancé deux mois plus tard. »*

L'ingénieur japonais Masatoshi Shima, qui a développé la logique du 4004, rejoint Intel, dont il dirigera plus tard le centre de conception au Japon. Un bon choix : Busicom a aujourd'hui disparu, alors qu'Intel compte parmi les plus grandes entreprises de la planète. Ted Hoff, lui, travaille chez Intel pendant quatorze ans avant d'entrer chez Atari. Il s'établit ensuite comme consultant, puis, en 1990, entre à la société de conseil Tekticon comme responsable technique. Aujourd'hui âgé de soixante ans, il intervient en cas de conflits au sujet de brevets. Lui-même en possède seize. Plus quelques actions d'Intel.

*M. Al.*

## Un rapport minimise le retard français dans les connexions à Internet

**L'ASSOCIATION** française de la télématique multimédia (Aftel) estime qu'en matière de nombre d'ordinateurs connectés à Internet « *la France occupe une position que l'on pourrait qualifier de « moyenne », comparable à celle des pays d'Europe du Sud* ». Cette association, qui regroupe quelque 200 sociétés impliquées dans la télématique, vient de publier un rapport intitulé *Internet, les enjeux pour la France*.

« *En 1995,* [Internet] *était pour l'essentiel américain* », rappelle Henri de Maublanc, président de l'Aftel. Mais, « *avec un taux de croissance supérieur en 1996 à celui des Etats-Unis, l'Europe est en train de combler son retard* », estime-t-il. Daniel Kaplan, responsable du rapport, note que 26 % des domaines commerciaux (reconnaissables au suffixe « .com ») ne sont pas américains. Et ce taux augmente. Il atteindrait 40 % des « domaines » créés en septembre.

### FORTE SOUS-ÉVALUATION

Or ces adresses de serveurs, attribuées aux Etats-Unis, sont souvent comptabilisées comme américaines, même lorsqu'elles concernent des entreprises originaires d'autres pays. D'où, selon l'Aftel, une forte sous-évaluation de la présence européenne sur Internet.

Le nombre d'ordinateurs français connectés à Internet en juillet 1996 passerait ainsi de 190 000 (chiffre brut fourni par Network wizards) à 247 000 en données corrigées, affichant une croissance de 103 % en un an. Par le même mécanisme, le nombre de domaines grimpe de 3 900 à 6 300, soit une progression de 233 % en un an. Pour l'Aftel « *la France est clairement en train de parcourir, un peu plus tard que d'autres, mais à un rythme soutenu, la même courbe exponentielle que les autres pays* ».

Au problème de la faiblesse du développement d'Internet dans les foyers français, l'Aftel répond qu'il évoluera « *à la faveur de l'enrichissement des services francophones, de la simplification des accès et de la baisse des coûts des communications* ». En revanche, l'association ne croit guère à « *une baisse artificielle du prix des ordinateurs* ». Daniel Kaplan précise « *ne pas être d'accord avec une baisse de la TVA* » (*Le Monde* du 3 octobre).

Pour lui, il faut surtout développer le contenu et ne pas se focaliser sur les outils d'accès comme le *Network Computer* (NC) ou ordinateur de réseau dont les concepteurs auraient « *mis la charrue avant les bœufs* ». Les auteurs du rapport notent que, si « *le succès du Minitel freine le développement de l'Internet résidentiel en France* », c'est parce qu'il « *répond à un grand nombre de besoins auxquels Internet (principalement la Toile) se propose également de répondre* ».

En fait, l'une des positions les plus affirmées de l'Aftel concerne le rôle des entreprises dans le développement d'Internet qu'elle considère comme « *une priorité* ». Or, contrairement aux foyers, les entreprises françaises « *ne sont pas beaucoup moins équipées en micro-ordinateurs que les autres* ». Mais Internet y est surtout considéré « *comme un moyen d'améliorer son image* », facile à supprimer en temps de crise.

L'Aftel préconise donc de « *développer de façon massive, en interne aux entreprises comme en externe, la pratique du courrier électronique* », ainsi qu'un engagement « *dès maintenant dans le commerce électronique* » et l'établissement d'une « *continuité, du côté de l'offre comme de la demande, entre Télétel et l'Internet* ».

Selon Daniel Kaplan, le courrier électronique constitue « *désormais un facteur de compétitivité* » pour les entreprises qui veulent travailler à l'étranger et accroître leur réactivité. Il note que la réduction des coûts de télécommunication devrait séduire les gestionnaires, mais reconnaît que la « *fluidité de l'information* » engendrée par le courrier électronique n'est pas toujours bien acceptée par les industriels. Pour lui, la baisse des tarifs des télécoms « *très élevés en France* » fait partie des conditions nécessaires pour « *favoriser l'accès à l'Internet des entreprises et des particuliers* ».

*M. Al.*

**Network wizards :** http ://www.nw.com

**COMMENTAIRE**

### RATTRAPAGE ?

En voulant limiter le véritable retard français à « *une approche trop limitée de l'Internet dans les organisations* », l'Aftel confond croissance et retard. Les chiffres qu'elle publie montrent que la France enregistre une progression se rapprochant de la courbe exponentielle suivie par les autres pays. *Cela ne signifie pas qu'elle rattrape son retard*. Tout au plus peut-elle espérer le stabiliser.

En matière de nombre d'ordinateurs connectés, la courbe de la France (+ 103 % en un an) dépasse effectivement celle des Etats-Unis (+ 82 %), *mais elle reste nettement* en deçà de celle de la moyenne des 15 pays européens (+ 123 %). Cela signifie que, par rapport à nos voisins, notre retard augmente. Or la France est loin de pouvoir supporter sans danger ce dérapage. Elle occupe aujourd'hui la quinzième place, entre la Belgique et la Grèce, dans le classement mondial des pays pour le nombre d'ordinateurs rapporté au produit intérieur brut. Largement en tête, caracole la Finlande, devant les Etats-Unis, la Suède, les Pays-Bas, le Danemark, le Canada, le Royaume-Uni et... l'Irlande. Quant à la présence des entreprises françaises sur la Toile d'Internet, la situation est encore plus préoccupante : la croissance de la France (+ 233 %) reste inférieure à celle des Etats-Unis (+ 250 %) et très éloignée de celle de l'Europe des 15 (+ 440 %).

Bref, la part de la France dans Internet passe de 1,8 % à 1,9 % en nombre d'ordinateurs entre juillet 1995 et juillet 1996 mais elle tombe de 1,6 % à 1,3 % en nombre de domaines. Ces chiffres sont loin d'attester un réel rattrapage du retard accumulé lors des premières années de l'explosion mondiale d'Internet.

*M. Al.*

# La conquête de l'Annapurna « retouchée » par les guides Lachenal et Rébuffat

## Le récit officiel de la victoire française sur le premier sommet de plus de 8 000 mètres a été rédigé par le chef de l'expédition, Maurice Herzog. Quarante-six ans après l'exploit, deux livres apportent une version différente de l'aventure

**Une biographie du guide Gaston Rébuffat et la réédition complète des *Carnets du vertige* de Louis Lachenal remettent en cause le récit officiel rédigé par Maurice Herzog dans *Annapurna, premier 8000* après la conquête, dans des conditions dramatiques, de ce sommet himalayen le 3 juin 1950. Jusqu'alors inconnus du grand public, des documents rédigés par des membres de l'expédition – aujourd'hui tous décédés, à l'exception du chef de l'expédition, Maurice Herzog – permettent de porter un regard différent sur cette expédition victorieuse. A l'héroïsme mystique de celui qui deviendra le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports du général de Gaulle, Lachenal, qui l'a accompagné au sommet, et Rébuffat, qui ne l'a pas atteint, opposent les responsabilités de guides confrontés à un amateur inconscient des dangers de la haute altitude. Interrogé par *Le Monde*, Maurice Herzog revient en outre sur la polémique alimentée par les clichés pris au sommet, pour confirmer qu'il l'a bien atteint avec Louis Lachenal.**

GRENOBLE
*de notre correspondant régional*

Aucun livre de montagne n'a connu pareil succès. Vendu à plus de dix millions d'exemplaires, traduit dans une quarantaine de langues, l'exploit de la cordée française vainqueur du premier « 8 000 mètres » conquis par l'homme, l'Annapurna, a fait le tour du monde. L'héroïque assaut final d'Herzog et de Lachenal le 3 juin 1950 puis la dramatique redescente des deux hommes, pieds et mains gelés, jusqu'au camp de base de l'expédition, accompagnés, à partir du camp 5, par Lionel Terray et Gaston Rébuffat, presque aveugles, ont magnifié pendant plusieurs décennies cet authentique exploit.

Maurice Herzog avait été choisi pour diriger l'expédition, non pas pour son palmarès alpin modeste, mais pour les qualités supposées d'organisateur, acquises lors de ses études à HEC.

Il fut également chargé de rédiger le récit officiel de cette aventure. Un contrat extrêmement rigoureux liait alors les membres de l'équipe composée de trois guides, Lachenal, Terray, Rébuffat, et « d'amateurs », notamment Herzog. Ce contrat – habituel à l'époque – stipulait que tous cédaient l'ensemble de leurs droits artistiques et littéraires à la Fédération française de la montagne, présidée par Lucien Devies. Seul leur « patron » était autorisé, avec l'aval de ce dernier, à rédiger un livre, à écrire des articles, à accorder des entretiens, à donner des conférences, à utiliser les photographies ou les films ramenés de cette aventure commune.

Peu de temps avant de s'envoler pour l'Inde, Herzog avait expliqué la philosophie de la cordée française : « *Au départ, chacun sait que rien ne lui appartient, et qu'il ne doit rien attendre lors du retour. Un idéal très pur est le seul mobile de ces hommes.* » Rébuffat fut ainsi fouillé lors de son retour à Katmandou par le cameraman de l'expédition, Maurice Ichac, pour savoir s'il n'avait pas emporté avec lui des pellicules personnelles.

Dans son livre *Les Conquérants de l'inutile*, publié en 1975, Lionel Terray avait une première fois écorné, très timidement cependant, la belle image qui se dégageait du récit rédigé par Herzog.

« *Le rêve que nous avions vécu se dissipa peu à peu. Dans un affreux mélange de douleur et de joie, d'héroïsme et de bassesse, de soleil et de boue, de grandeur et de mesquinerie, nous sommes lentement redescendus sur la terre* », écrivait le guide, qui avait dû renoncer au sommet de l'Annapurna pour secourir ses compagnons en difficulté après la conquête du sommet.

Dans l'intimité de leurs tentes d'altitude et sur leurs carnets de courses, Lionel Terray et Gaston Rébuffat ont consigné, jour après jour, leur « *Journal de l'Annapurna* ». Interdites de publication par la Fédération française de la montagne, ces notes furent discrètement rangées dans leurs bibliothèques respectives.

Les textes de Lachenal furent cependant ressortis en 1956 après sa disparition dans une crevasse du massif du mont Blanc. Rédigés après chaque grande ascension ou après de belles courses avec des clients, ces écrits furent rassemblés pour constituer les *Carnets du vertige*. Ce travail fut confié au frère du vainqueur de l'Annapurna, Gérard Herzog, qui compléta les textes de Lachenal et écrivit les transitions de l'ouvrage. Surtout il expurgea, avec le concours de Maurice Herzog et de Lucien Devies, les commentaires du guide chamoniard sur l'expédition de 1950, consignés cinq ans après la « belle épopée ». C'est ce document qui vient d'être publié dans son intégralité.

Lachenal conteste l'interprétation faite par Herzog de la conquête de l'Annapurna et le comportement de ce dernier lors de l'assaut final. Celui-ci se représente comme une sorte de surhomme en crampons, inspiré par la grâce de sainte Thérèse d'Avila, héros d'une aventure pathétique, passant outre à tous les dangers et entraînant par sa seule force morale et son courage Lachenal jusqu'au sommet. Dans *Annapurna, premier 8 000*, Herzog dépeint son compagnon comme « *un fantôme*, (qui) *vit pour lui seul* », soucieux de s'échapper au plus vite de l'enfer de la très haute altitude.

### D'ACCORD SUR UN POINT

Lachenal affirme dans ses notes n'avoir pas éprouvé la même exaltation et s'être comporté seulement en professionnel de la montagne, conscient des risques mortels que l'un et l'autre couraient en progressant vers le sommet, les pieds et les mains déjà partiellement gelés.

Sur un point Lachenal et Herzog sont d'accord. Le guide a proposé au chef de l'expédition de faire demi-tour à quelques centaines de mètres seulement du sommet. « (Herzog) *m'a dit qu'il continuerait. Je n'avais pas à juger ses raisons ; l'alpinisme est une chose trop personnelle. Mais j'estimais que s'il continuait seul, il ne reviendrait pas. C'est pour lui et pour lui seul que je n'ai pas fait demi-tour. Cette marche au sommet n'était pas une affaire de prestige national. C'était une affaire de cordée* », explique Lachenal.

Sur le document dactylographié de Louis Lachenal, remis à Maurice Herzog et à Lucien Devies en 1956, le premier écrira en marge : « *Je n'ai pas senti ça. Peut-être après tout ai-je été injuste* », tandis que le second soulignera rageusement : « *C'est entièrement à revoir.* » Finalement les commentaires du guide chamoniard seront supprimés dans la première édition des *Carnets du vertige*.

Contraint, lui aussi, de garder secrets ses propres commentaires sur l'Annapurna – ceux-ci sont publiés dans la récente biographie que lui consacre Yves Ballu –, Gaston Rébuffat estime que Lachenal a sauvé son compagnon des conséquences d'un dangereux état euphorisant, dû probablement à la très haute altitude.

« *Après la séquence des drapeaux, cet instant cocorico et bien terre à terre, Maurice* (Herzog) *organisa son extase. Perdant sinon la raison, du moins le sens des réalités, il se mit complaisamment à planer, plongeant dans une sorte de bonheur, de béatitude au moment où le sens du réel aurait dû être primordial : il était à 8 000, il faisait froid, il y avait du vent, les pieds gelaient, les mains aussi, et tout le corps avait froid. Lachenal était conscient : à quoi sert d'atteindre un sommet si c'est pour perdre les pieds ? Ses observations réitérées n'y faisaient rien, il fallut qu'il commence la redescente pour que Maurice prenne conscience et le suive* », écrit Gaston Rébuffat, qui conclut : « *Il n'y a eu sur l'Annapurna que des récits officiels, autorisés avec la bénédiction ou après la censure du Comité himalayen.* »

***Claude Francillon***

**★ *Carnets du vertige*, de Louis Lachenal, éditions Guérin. *Gaston Rébuffat, une vie pour la montagne*, par Yves Ballu, éditions Hoëbeke.**


IN « CARNETS DU VERTIGE », DE LOUIS LACHENAL (ED. GUÉRIN)

*Maurice Herzog au sommet de l'Annapurna (3 juin 1950)*

## Maurice Herzog : « Nous étions véritablement au sommet »

**MAURICE HERZOG**, soixante-dix-sept ans, est le dernier membre encore vivant de l'expédition française à l'Annapurna (8091 mètres). Quelques années après son ascension victorieuse, il s'engagea dans la vie politique. Il fut haut-commissaire (de 1958 à 1963) puis secrétaire d'Etat (de 1963 à 1966) à la jeunesse et aux sports. Député du Rhône en 1962, il sera ensuite élu de la Haute-Savoie jusqu'en 1978. Enfin, il est maire de Chamonix de 1968 à 1977.

M. Herzog a aussi exercé des responsabilités importantes dans plusieurs sociétés françaises. Il est actuellement conseiller du président du groupe Schneider pour les affaires internationales. Maurice Herzog a siégé de 1970 à 1994 au Comité international olympique, dont il est désormais membre honoraire. Les droits d'auteur qu'il a retirés de son livre sur l'Annapurna, reversés jusqu'en 1980 à la Fédération française de la montagne, ont permis de financer plusieurs expéditions nationales dans l'Himalaya et dans les Andes.

Interrogé par *Le Monde*, Maurice Herzog affirme : « *Ce que j'ai dit dans* Annapurna, premier 8000 *est l'exacte vérité. Je suis prêt à me donner au feu si on me dit que j'ai menti en quoi que ce soit. Mes écrits n'ont jamais été contredits.* » Il estime que le contrat passé entre la Fédération française de la montagne (FFM) et les membres de l'expédition avant leur départ pour l'Annapurna était totalement justifié : « *Il ne fallait pas que l'on puisse écrire sur une même aventure plusieurs livres. Ce type de démarche n'est jamais bon. Il n'y a eu aucune censure ni aucun secret qui aurait été jalousement gardé. Mon livre a été lu par tous les membres de l'expédition avant sa publication. Tous m'ont dit qu'ils étaient d'accord* ».

A propos des jugements portés par Louis Lachenal et Gaston Rébuffat dans leurs carnets d'expédition, Maurice Herzog déclare : « *Il y a ce qu'on écrit sur le moment, à la suite d'une déception ou d'un mécontentement. On couche ses sentiments sur le papier et ça reste. C'est ce que j'appelle des mémoires de circonstances. Avec les membres de la FFM, nous avions décidé de ne pas en tenir compte.* »

Enfin Maurice Herzog rappelle qu'après son retour de l'Himalaya certains ont contesté l'authenticité des photographies ramenées de la cime de l'Annapurna. « *En les regardant, ils ont prétendu que nous n'étions pas allés au sommet. Sous l'effet de la perspective les clichés donnent l'impression qu'il y avait au-dessus de nous une arête de neige. En fait, celle-ci m'arrivait à la ceinture. Nous ne pouvions pas nous élever sur le fil de cette arête, qui était en réalité une corniche. Mais nous étions véritablement au sommet. En me penchant, j'ai pu ainsi observer la face sud de l'Annapurna, opposée à notre itinéraire d'ascension* ».

*C. F.*

## Le chef d'expédition et le guide : deux versions d'un dialogue

**MAURICE HERZOG** écrit dans *Annapurna, premier 8000* : « *Brusquement Lachenal me saisit : « Si je retourne, qu'est-ce que tu fais ? ». C'est impossible. Mon être tout entier refuse. Je suis décidé, absolument décidé. Aujourd'hui nous consacrons un idéal. Rien n'est assez grand. La voix sonne clair : « Je continuerai seul ». J'irai seul. S'il veut redescendre, je ne peux pas le retenir. Il doit choisir en pleine liberté. Mon camarade avait besoin que cette volonté s'affirmât. Il n'est pas le moins du monde découragé ; la prudence seule, la présence du risque lui ont dicté ces paroles. Sans hésiter, il choisit : « Alors je te suis ». Les dés sont jetés. L'angoisse est dissipée. Mes responsabilités sont prises. Rien ne nous empêchera plus d'aller jusqu'en haut. Ces quelques mots échangés avec Lachenal modifient la situation psychologique. Cette fois nous sommes frères* ».


VERBATIM

**LOUIS LACHENAL** a une interprétation différente de cet épisode dans ses *Carnets du vertige* : « *Nous étions tous éprouvés par l'altitude, je l'ai dit, c'était normal. Herzog le note pour lui-même. Plus encore, il était illuminé. Marchant vers le sommet, il avait l'impression de remplir une mission (…). Moi je voulais avant tout redescendre et c'est justement pourquoi je crois avoir conservé la tête sur les épaules. Je tiens à ce sujet à faire le point sur un incident qui a marqué notre dernière étape vers le sommet. Incident n'est d'ailleurs pas le mot. Il s'agissait simplement de décisions normales à prendre, comme il s'en présente couramment dans les courses dans les Alpes. Je savais que mes pieds gelaient, que le sommet allait me les coûter. Pour moi, cette course était une course comme les autres, plus haute que dans les Alpes, mais sans rien de plus. Si je devais y laisser mes pieds, l'Annapurna, je m'en moquais. Je ne devais pas mes pieds à la jeunesse française. Pour moi, je voulais donc descendre. J'ai posé à Maurice la question de savoir ce qu'il ferait dans ce cas. Il m'a dit qu'il continuerait. Je n'avais pas à juger de ses raisons : l'alpinisme est une chose trop personnelle. Mais j'estimais que s'il continuait seul, il ne reviendrait pas. C'est pour lui et pour lui seul que je n'ai pas fait demi-tour. Cette marche au sommet n'était pas une affaire de prestige national. C'était une affaire de cordée. C'est tout ce que je voulais dire à ce sujet* ».

**RÉSULTATS**
**FOOTBALL**

**Championnat de France D1**
*Seizième journée*

| | |
|---|---|
| Marseille-Monaco | 3-1 |
| Bastia-Lyon | 3-1 |
| Nice-Paris SG | 0-1 |
| Lille-Lens | 2-1 |
| Bordeaux-Cannes | 1-0 |
| Strasbourg-Montpellier | 2-1 |
| Caen-Nantes | 0-0 |
| Nancy-Guingamp | 2-0 |
| Auxerre-Metz | 2-3 |
| Rennes-Le Havre | 1-1 |

Classement : 1. Paris-SG, 35 pts ; 2. Monaco, 29 ; 3. Auxerre, 28 ; 4. Lille, 26 ; 5. Metz, 25 ; 6. Strasbourg, 25 ; 7. Bordeaux, 24 ; 8. Bastia, 24 ; 9. Lens, 24 ; 10. Rennes, 22 ; 11. Lyon, 21 ; 12. Marseille, 20 ; 13. Guingamp, 20 ; 14. Nantes, 19 ; 15. Cannes, 18 ; 16. Le Havre, 17 ; 17. Montpellier, 15 ; 18. Caen, 15 ; 19. Nancy, 11 ; 20. Nice, 10.

**Championnat de France D2**
*Dix-huitième journée*

| | |
|---|---|
| Le Mans-Gueugnon | 2-1 |
| Toulouse-Perpignan | 0-0 |
| Amiens-Niort | 2-1 |
| Saint-Brieuc-Beauvais | 4-0 |
| Mulhouse-Lorient | 2-1 |
| Red Star-Saint-Etienne | 1-1 |
| Louhans-Cuiseaux-Laval | 1-1 |
| Charleville-Troyes | 2-2 |
| Valence-Sochaux | 3-0 |
| Epinal-Martigues | 3-3 |
| Châteauroux-Toulon (jeudi 7 novembre) | |

Classement : 1. Martigues, 30 pts ; 2. Toulouse, 30 ; 3. Troyes, 28 ; 4. Châteauroux, 28 ; 5. Le Mans, 28 ; 6. Niort, 27 ; 7. Saint-Etienne, 27 ; 8. Saint-Brieuc, 27 ; 9. Red Star, 26 ; 10. Gueugnon, 26 ; 11. Sochaux, 25 ; 12. Perpignan, 24 ; 13. Amiens, 24 ; 14. Laval, 23 ; 15. Toulon, 23 ; 16. Lorient, 22 ; 17. Louhans-Cuiseaux, 21 ; 18. Valence, 21 ; 19. Mulhouse, 19 ; 20. Beauvais, 18 ; 21. Charleville, 16 ; 22. Epinal, 13.

**■ AUTOMOBILISME : Jacques Régis a été élu président de la Fédération française du sport automobile (FFSA), mercredi 6 novembre, en remplacement de Jean-Marie Balestre.**

# Balade en pays bleu

## De l'Escaut à l'Helpe, la pierre de couleur « signe » la région de l'Avesnois

**AVESNES-SUR-HELPE (NORD)**
*correspondance*

Il y a des irréductibles aux voyages dans le Nord. Et puis, il y a les autres, ceux qui n'hésitent pas à sortir des sentiers battus pour voir au-delà du mur d'images : les corons, les crassiers, le ciel bas, le paysage noir, plat, triste, industrieux, sinistré... Ceux-là trouveront en Avesnois la récompense de leur entêtement.

Si anodin sur une carte, ce petit territoire délimité par l'Escaut, la Thiérache et la vallée de l'Helpe sauvage surprend. Immédiatement ses forêts, ses bocages en haies d'aubépine, ses alignements de têtards (des arbres taillés court et en boule pour faciliter la coupe du bois de chauffage), ses étangs, ses rivières encore bordées de quelques moulins à eau massifs (Frand-Fayt, Felleries, Sars-Poteries, Liessies...), séduisent. Mais la couleur étrangement dominante, le bleu, intrigue.

On la retrouve partout, du ciel aux ardoises des toits jusqu'à la robe mouchetée des vaches, d'ailleurs labélisées « Bleues du Nord » ! Et dans la « pierre bleue », un granit teinté par des fossiles d'algues, héritage de l'ère primaire, quand l'Avesnois était une mer tropicale. Extraite localement à ciel ouvert jusqu'après la seconde guerre mondiale, utilisée comme matériau de construction, elle donne sa marque à la région, la délimite.

Ciselée, bouchardée – sa taille est toujours simple – en incrustation décorative dans la brique, en moellon, en soubassement, en linteau, en chaînage, elle uniformise le décor, sublime chapelles et oratoires, évite la banalité aux villages plantés en enfilade le long d'une rue principale, estompe les contours des imposantes fermes aux fenêtres hautes et étroites et aux longs toits pentus relevés en « nez cassé » pour contrer le vent.

Sur le mont de Baives (225 mètres) où elle affleure, elle génère, à proximité de tilleuls centenaires, une flore exceptionnelle d'orchidées sauvages ! Marie-Odile Brice, responsable de la Maison de la Fagne à Wallers-Trélon, un écomusée consacré aux métiers de la pierre et à la géologie de l'Avesnois, aime attirer l'attention des visiteurs sur *« les variations de la pierre bleue selon la lumière, le lieu d'extraction et l'exposition aux intempéries »*.

La palette est riche. Elle évolue du bleu presque aérien des colonnes de l'église du XVIII[e] siècle du village de Hons-Hergies au gris bleuté de l'oratoire de Cartignies au bleu noir marbré d'un pont sur l'Hogneau.

Pour découvrir le pays bleu, il suffit à Valenciennes de bifurquer vers le sud-est et de se laisser porter au gré des mamelons et vallons. Le Quesnoy, une belle petite ville fortifiée par Vauban, impose une promenade pour admirer ses fortifications – immuables depuis Louis XIV – ses façades sculptées et ses encadrements en pierre bleue le long des rues étroites.

Quelques kilomètres après, la forêt de chênes de Mormal et la Sambre franchies, le promeneur aperçoit, trônant sur l'Helpe mineure, Maroilles et les merveilles architecturales de brique et de pierre bleue de son ancienne abbaye. Plus loin, sur l'Helpe majeure, il attaque les « grimpettes » d'Avesnes – des rues en escalier – s'étonne du clocher de 60 mètres achevé par quatre clochetons encadrant un bulbe central et un logis de guetteur utilisé jusqu'en 1815.

**LEVER LES YEUX**

En Avesnois, il faut s'appliquer à lever les yeux pour ne rien perdre des beautés qui prennent de la hauteur. Ici, girouettes et clochers sont des œuvres d'art à part entière. Il en est ainsi au lieu-dit Soire-le-Château, où l'église en pierre bleue attire l'œil. Il est bien penché *« d'étonnement d'avoir vu entrer une jeune mariée vierge »*, dit la légende.

A l'approche de la frontière belge et des Ardennes, la campagne se fait plus sauvage et la teinte bleue des bâtiments s'accentue. A Wallers-Trélon, un ancien village de tailleurs de pierre, on peut apprécier plusieurs maisons anciennes en moellons de pierre bleue récemment restaurées.

Mais l'une des perles du pays bleu est Moustier-en-Fagne. Un hameau en pleine nature composé du prieuré Saint-Dodon, datant du XVII[e] siècle, et d'un petit manoir construit en 1561. Imaginez ce dernier : exposé comme dans une châsse de verdure, il offre au vent ses étonnants pignons à pas de moineau, ses angles, ses arcs de décharge, ses encadrements et une sculpture représentant deux anges couronnant Marie... en pierre bleue. La balade peut alors s'achever par une visite aux bénédictines du prieuré qui, depuis 1968, tirent leurs ressources de la peinture d'icônes et de l'accueil de retraite.

*Marie-Hélène Jacquier*

DESSINS NATALI FORTIER

### Pratique

● **Y aller.** Autoroute du Nord (A 1 puis A 2), sortir à Valenciennes et prendre la direction de Bruxelles (N 49), puis celle du Quesnoy.
● **A découvrir.** Les carillons (celui du Quesnoy compte 48 cloches), les oratoires disséminés dans la campagne (il y en aurait 758) et les kiosques à musique (Trélon, Cartignies), une plate-forme en fer forgé, posée sur un seul pied central, les musiciens y accèdent par une échelle.
● **A visiter.** Les écomusées spécialisés : géologie (Wallers-Trélon), travail du verre (Trélon) textile et vie sociale (Fourmies), patrimoine religieux (Liessies), bocage (Sains-du-Nord), objets traditionnels en bois (Felleries). Musée du marbre et de la pierre bleue, 4, rue de Cautipont, 59570 Bellignies (tél. : 03-27-66-89-90). La braderie de Maroilles est la deuxième d'importance après celle de Lille; le troisième dimanche de juin.
● **Renseignements :** Espace naturel régional (un « parc régional naturel » regroupant 122 communes est en constitution) : château Marguerite-de-Bourgogne, 59530 Le Quesnoy (tél. : 03-27-49-06-61).

# ESCAPADES

**SORTIR**

■ **LES CARAÏBES A PARIS.** Plus de trente pays se retrouvent pour la deuxième année consécutive au Salon Caraïbes 2000 qui se tient porte de Champerret, à Paris, du 8 au 10 novembre. Dédiée aux pays de l'archipel des Caraïbes ainsi qu'aux pays continentaux limitrophes de l'Amérique centrale, cette manifestation touristique (conférences et projections de vidéos) offre également, grâce à la présence de nombreux artistes, un festival des cultures avec concerts (dont deux nocturnes, les 8 et 9 novembre à 20 heures), défilés de mode, expositions et café littéraire.
★ **Espace Champerret, 6, rue Jean-Ostreicher, 75017 Paris. De 10 à 19 heures. Renseignements au 01-40-55-19-00.**

■ **MUSIQUE AU PALAIS.** L'Hôtel du Palais à Biarritz propose, du samedi 9 au lundi 11 novembre, un week-end musical. A l'affiche, le violoniste Gérard Poulet et son élève François Sochard, les pianistes Jérémie Menuhin et Franz Michel, le violoncelliste Xavier Philipps et le *conférencier Marcel Dupont. Au programme Brahms, Prokofiev, Sara*sate et Saint-Saens ainsi que deux concerts consacrés aux compositeurs hongrois, tchèques et russes. Le forfait (2 750 francs par personne) comprend le logement en chambre double avec petits déjeuners, 2 dîners, un déjeuner et les trois concerts.
★ **Renseignements au 01-64-23-10-77.**

■ **CHAMPAGNE ET VAPEUR.** L'Ajecta-Musée vivant du chemin de fer organise un voyage « Spécial Champagne », dimanche 24 novembre. Paris-Reims et retour en train à vapeur des années folles. Le prix, 760 francs, inclut le voyage, la visite de Reims, les transferts en autocars, ainsi que le déjeuner... au champagne.
★ **Renseignements : office de tourisme de Provins, tél. : 01-64-60-26-26.**

■ **FESTIVAL DES GLOBE-TROTTERS.** L'association l'Aventure du bout du monde, dont la revue *Globe-Trotters Magazine* est un lieu de rencontre au service des voyageurs, est également à l'origine du Festival des globe-trotters, dont la huitième édition aura lieu du 21 au 24 novembre, au Palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux. Projections, débats, expositions et stands d'informations sur une centaine de destinations.
★ **L'Aventure du bout du monde, 7, rue Gassendi, 75014 Paris, tél. : 01-43-35-08-95.**

■ **SAVEURS DES TERROIRS.** Rendez-vous de ceux qui font la gastronomie ou la dégustent, les Gastronomades 96 (à Angoulême du vendredi 22 au lundi 25 novembre) invitent à la découverte des saveurs *des terroirs à travers les livres et l'image. Au menu : dégustations*, intronisations et concours « graine de chefs » réservé aux enfants.
★ **Renseignements au 05-45-95-93-56.**

**ANTIQUITÉS**

● **La Rochelle** (Charentes-Maritimes), parc expo, entrée 25 francs, 100 exposants, du vendredi 8 au lundi 11 novembre, de 10 à 19 heures.
● **Besançon** (Doubs), parc expo, entrée 30 francs, 35 exposants, du vendredi 8 au lundi 11 novembre, vendredi de 14 à 22 heures, les autres jours de 10 à 20 heures.
● **Istres** (Bouches-du-Rhône), salle des fêtes, entrée 20 francs, 50 exposants, du samedi 9 au lundi 11 novembre, de 10 à 19 heures.
● **Nontron** (Dordogne), entrée 25 francs, 70 exposants, du samedi 9 au lundi 11 novembre, de 10 à 19 heures.
● **Toulouse** (Haute-Garonne), parc des expos, entrée 46 francs, 300 exposants, du samedi 9 au dimanche 17 novembre, de 10 à 20 heures.
● **Cluses** (Haute-Savoie), salle des Esserts, entrée 15 francs, 20 exposants, samedi 9 et dimanche 10 novembre, de 9 h 30 à 19 heures.

**BROCANTES**

● **Paris**, place de la Bastille, jusqu'au dimanche 17 novembre.
● **Quimper** (Finistère), parc de Penvillers, 200 exposants, vendredi 8 et samedi 9 novembre.
● **Lisieux** (Calvados), 100 exposants, du samedi 9 au lundi 11 novembre.
● **Le Mans** (Sarthe), 220 exposants, du samedi 9 au lundi 11 novembre.

VENTES

# La joaillerie Cartier à Genève

UNE VENTE entièrement consacrée à la maison Cartier réunit plus de 600 lots, qui seront présentés à Genève le 19 novembre. Fondée en 1940, cette joaillerie se fera remarquer pour la qualité et l'élégance de ses créations. Dès 1855, la princesse Mathilde, la cousine de Napoléon III, y achète des bijoux. Des accessoires variés sortent également de ses ateliers, cachets, tabatières, porte-crayons, montres de poche, bracelets-montres et, à partir de 1888, orfèvreries d'or et d'argent.

Il subsiste peu de pièces du XIX[e] siècle, mais la vente illustre en détail tous les styles successifs du XX[e]. *Rétif à l'art nouveau*, Louis Cartier préfère se tourner vers les formes du XVIII[e] et travailler à alléger les montures, de manière à faire briller les pierres de tout leur éclat. Il est également un des premiers utilisateurs du platine, dont la résistance permet des montures fines et solides.

**SAPHIR DU CACHEMIRE**

Cette double recherche esthétique et technique donne naissance au style guirlandes, qui se signale par des compositions rigoureuses mais souples, d'une grande lisibilité malgré des motifs abondants. Une broche de 1912, ornée de trois émeraudes entourées de guirlandes diamantées, entre autres, est un exemple parfait (estimée 350 000 francs français).

Le style art déco se manifeste dès le début du XIX[e] siècle, avec notamment la montre Santos. Créée pour l'aviateur Santos-Dumont en 1905, elle reste un des grands succès mondiaux de Cartier, accessible ici à partir de 40 000 francs pour les exemplaires du début du siècle. Les « tortues » de la même époque cotent entre 30 000 et 500 000 francs suivant l'ancienneté, la rareté du modèle et le décor (perles, pierres précieuses), les « tonneaux » entre 60 000 et 100 000 francs, les « tanks » à partir de 20 000 francs.

Inventée par Robert Houdin au XIX[e] siècle, la « pendule mystérieuse », dont le principe échappe complètement aux yeux, est reprise par Cartier en 1913. Trois modèles arts déco figurent dans la vente, l'une à cadran octogonal sur un bac en onyx (1921, estimée 1,5 à 2 millions de francs). La plus spectaculaire, estimée 3,2 à 4 millions de francs, est une pendule portique de 1924, décorée dans le style chinois de motifs en jade vert sur fond d'émail noir, dont les aiguilles ornées de diamants dessinent un dragon.

Enfin, les amateurs de pierres précieuses pourront admirer un des plus gros – il pèse 65 carats – saphirs du Cachemire, réputés pour leur couleur bleue très intense. Ces saphirs ont été extraits de la fin du XIX[e] siècle aux années 30, et la plupart des mines sont maintenant épuisées. Taillé en coussin, celui-ci est serti dans un bracelet arts déco de trois rangées de saphirs calibrés, ornés d'une boucle en diamant; on en attend 8 millions de francs.

*Catherine Bedel*

★ **Genève, mardi 19 novembre, hôtel des Bergues, 33, quai des Bergues, exposition sur place du 16 au 18 novembre de 10 heures à 18 heures. Antiquorum Auctionners, 2, rue du Mont-Blanc, 1201 Genève, tél. : 41-22-909-28-50 ; étude Tajan, 37, rue des Mathurins, 75008 Paris, tél. : 01-53-30-30-30.**

### *Machine à raccourcir*

**Carrefour de l'Odéon, face à la statue de Danton, il y a un passage aux pavés inégaux. De ces pavés, quand on roule les poubelles, il monte un bruit moyenâgeux. D'aucuns parlent du passage Danton, mais c'est en fait la cour du Commerce-Saint-André. Le « Saint-André » est un ajout qui date de Mac-Mahon. Oui, d'aucuns disent *« passage Danton »*. Il faut *avouer qu'il se pose là, le Danton, sur son socle.* En bon montagnard il indique, de son bras tendu, le chemin de la montagne Sainte-Geneviève. Et dites-vous bien qu'il habitait justement là, oui là où il tend le bras. Tout près, au n° 8 de la cour, on imprimait *L'Ami du peuple*. Le journal de Marat.**

L'AIR DE PARIS

**Et c'est en face, dans cette même cour, côté impair, que vit le jour la guillotine. Voyez comme tout se tient ! Au reste, votre ami berlinois avait raison : il y a bien un Allemand dans cette coupante affaire. Il s'agit du charpentier Schmidt. C'est lui qui la fabriqua, la première guillotine, oui, là, au n° 9. Il amassa une belle fortune, mais donna tellement dans l'alcool qu'il mourut sous l'Empire d'une crise de delirium tremens. A défaut de savoir ce qu'avalait au juste ce charpentier soiffard, vous pouvez déguster, à l'emplacement de son atelier, un cocktail Guillotine (58 francs). C'est une des spécialités du Pub Saint-Germain : martini dry, vodka, crème de cassis, jus de citron, jus de pamplemousse et pétillant. Le Procope est tout à côté, et n'oubliez pas que les montagnards s'y réunissaient, à la veille de la Révolution. L'établissement, à cette époque, avait déjà un siècle. Sur sa carte, aujourd'hui, vient vous le rappeler le fameux Merlan *« à la Colbert »* (86 francs). Au n° 1 de la cour, un petit magasin de jouets, Age tendre et tête de bois, jouxte l'arrière du Procope. En bonne place devant la devanture, des moutons bruns ou blancs attendent gentiment le client. Ils semblent tout ignorer du sort qu'ont connu, au début du printemps 1792, certains de leurs aïeux, non pas en peluche, mais bien vivants. Car c'est sur des moutons qu'on essaya d'abord, cour du Commerce, la machine fabriquée par le citoyen Schmidt.**

*Daniel Percheron*

# Beaucoup de nuages

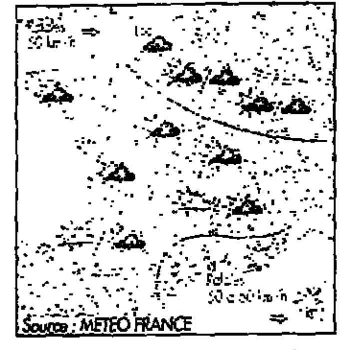
**LA PERTURBATION** qui a intéressé hier notre pays s'est évacuée vers la Méditerranée en cours de nuit et les pressions sont maintenant à la hausse. Néanmoins de nombreux nuages sont encore présents sur la majeure partie du pays ; toutefois, les régions situées le plus au sud bénéficieront de périodes un peu plus ensoleillées.

Vendredi, sur le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie et les Ardennes, les bancs de brume et de brouillard seront très présents au lever du jour ; dans la matinée, le ciel se couvrira par le sud et c'est un temps gris qui persistera jusqu'en fin de journée. Sur la Normandie, l'Ile-de-France, la Champagne, la Lorraine et l'Alsace, le ciel sera très chargé toute la journée avec de nombreux nuages bas et parfois quelques bancs de brume ; sur les côtes normandes, on aura quelques averses isolées.

Sur la Bretagne, le Centre, les Pays-de-Loire, la Bourgogne, la Franche-Comté, le Poitou, les Charentes, le Limousin, l'Auvergne et la région Rhône-Alpes, après la dissipation des brumes et des brouillards matinaux, le ciel sera le plus souvent nuageux ; néanmoins, quelques rayons de soleil perceront parfois la couche nuageuse en cours d'après-midi. Sur l'Aquitaine et la région Midi-Pyrénées, on aura parfois des bancs de brouillard en début de matinée ; ensuite le ciel sera partagé entre les passages nuageux et quelques belles éclaircies. Sur le Languedoc, le Roussillon, la Côte d'Azur et la Corse, le soleil dominera largement.

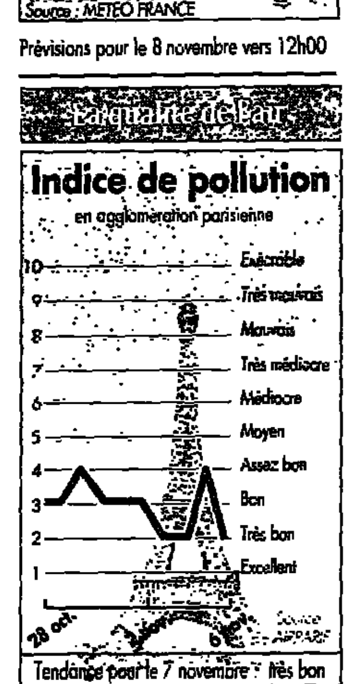
Les températures de fin de nuit seront comprises entre 2 et 4 degrés sur le Nord-Pas-de-Calais, entre 8 et 10 degrés sur le Sud-Ouest, le pourtour méditerranéen et la Corse ; ailleurs, elles varieront de 4 à 7 degrés. Quant aux températures maximales, elles évolueront de 8 à 18 degrés du Nord au Sud.

*(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)*

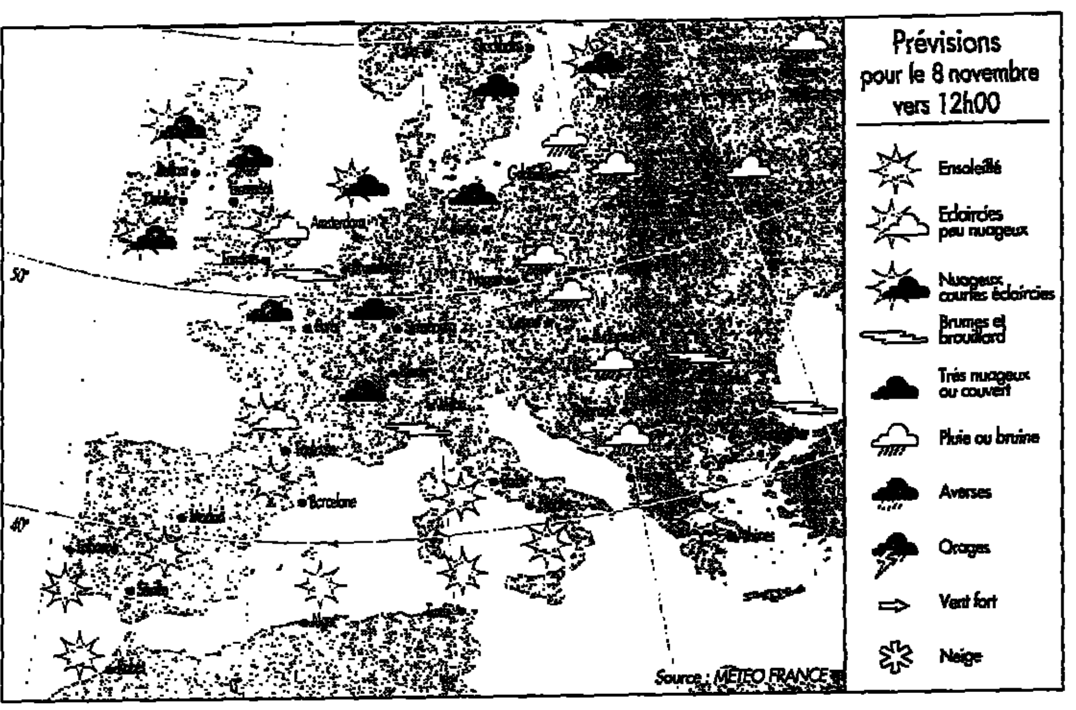


Prévisions pour le 8 novembre vers 12h00

La qualité de l'air



Tendance pour le 7 novembre : très bon



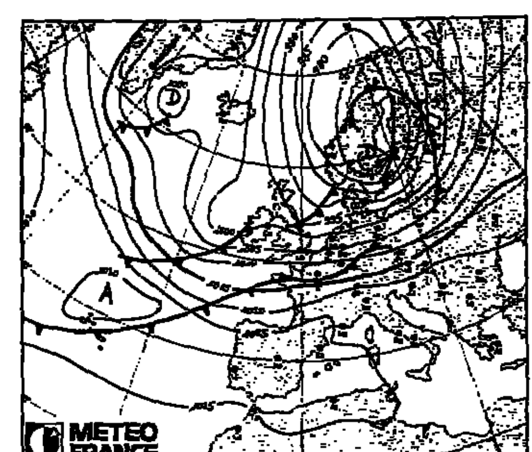

TEMPÉRATURES du 6 novembre maxima/minima

**FRANCE**

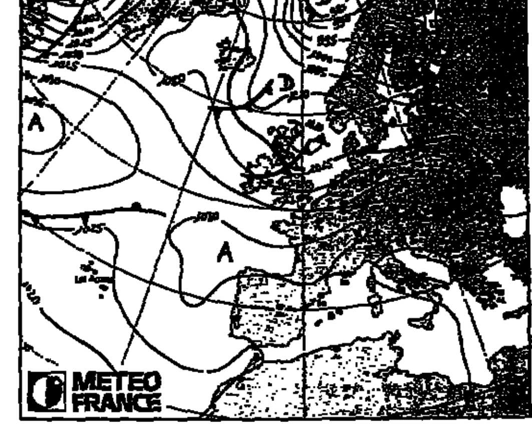
| | |
|---|---|
| AJACCIO | 19/6 |
| BIARRITZ | 18/13 |
| BORDEAUX | 16/13 |
| BOURGES | 14/13 |
| BREST | 15/11 |
| CAEN | 16/10 |
| CHERBOURG | 15/10 |
| CLERMONT-F. | 17/12 |
| DIJON | 11/10 |
| FORT-DE-FR. | 28/23 |
| GRENOBLE | 14/4 |
| LILLE | 16/10 |
| LIMOGES | 12/12 |
| LYON | 15/9 |
| MARSEILLE | 17/6 |
| NANCY | 10/10 |
| NANTES | 16/12 |
| NICE | 19/10 |
| PARIS | 15/10 |
| PAU | 18/8 |
| PERPIGNAN | 20/7 |
| POINTE-À-PIT. | 31/23 |
| RENNES | 17/11 |
| ST-DENIS-RÉUNION | 29/20 |
| ST-ÉTIENNE | 16/11 |
| STRASBOURG | 13/11 |
| TOULOUSE | 17/7 |
| TOURS | 16/11 |

**ÉTRANGER**

| | |
|---|---|
| ALGER | 20/6 |
| AMSTERDAM | 14/10 |
| ATHÈNES | 22/11 |
| BANGKOK | 35/27 |
| BARCELONE | 18/8 |
| BELGRADE | 14/4 |
| BERLIN | 13/10 |
| BOMBAY | 33/21 |
| BRASILIA | 25/19 |
| BRUXELLES | 15/10 |
| BUCAREST | 23/2 |
| BUDAPEST | 17/4 |
| BUENOS AIRES | 25/17 |
| CARACAS | 30/24 |
| CHICAGO | 16/11 |
| COPENHAGUE | 11/6 |
| DAKAR | 30/23 |
| DUBAI | 31/21 |
| DUBLIN | 11/4 |
| FRANCFORT | 12/9 |
| GENÈVE | 10/9 |
| HANOÏ | 29/23 |
| HELSINKI | 10/6 |
| HONGKONG | 28/23 |
| ISTANBUL | 15/9 |
| JAKARTA | 27/23 |
| JÉRUSALEM | -/- |
| KIEV | 14/6 |
| KINSHASA | 31/23 |
| LE CAIRE | 24/13 |
| LIMA | 20/16 |
| LISBONNE | 21/11 |
| LONDRES | 15/9 |
| LOS ANGELES | 20/10 |
| LUXEMBOURG | 11/7 |
| MADRID | 18/2 |
| MARRAKECH | 27/12 |
| MEXICO | 26/12 |
| MILAN | 15/0 |
| MONTRÉAL | 4/1 |
| MOSCOU | 10/4 |
| MUNICH | 13/12 |
| NAIROBI | 25/15 |
| NEW DELHI | 30/15 |
| NEW YORK | 14/12 |
| PALMA DE M. | 21/5 |
| PÉKIN | 6/1 |
| PRAGUE | 11/10 |
| PRETORIA | 32/16 |
| RABAT | 22/10 |
| RIO DE JAN. | 25/20 |
| ROME | 20/9 |
| SAN FRANC. | 13/6 |
| SANTIAGO | 21/12 |
| SÉVILLE | 24/11 |
| ST-PETERS. | 10/5 |
| STOCKHOLM | 8/4 |
| SYDNEY | 17/12 |
| TENERIFE | 25/20 |
| TOKYO | 24/8 |
| TUNIS | 24/12 |
| VARSOVIE | 13/10 |
| VENISE | 16/9 |
| VIENNE | 15/7 |



Situation le 7 novembre, a 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 9 novembre, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

# Les Etats du Levant et la France

**EN JUIN 1946**, les derniers contingents d'Anglais quittaient à peine le Liban que ce dernier entamait avec les autorités britanniques des pourparlers en vue d'acquérir le tronçon de voie ferrée Nakoura-Tripoli. Construite par l'armée britannique durant la guerre, cette ligne constituait une voie stratégique de première importance, et les Libanais paraissaient peu disposés à en laisser l'usage à une puissance étrangère. Les négociations progressèrent peu : les Britanniques demandaient 50 millions de livres libanaises ; les Libanais estimaient que la ligne ne valait pas plus de 12 millions.

Les marchandages en étaient officiellement demeurés là lorsqu'une dépêche de Beyrouth vint annoncer, il y a quelques jours, que le gouvernement britannique avait cédé la ligne en question pour 5 millions de livres, consentant ainsi un rabais de 45 millions sur ses prétentions. La situation financière de la Grande-Bretagne s'était-elle à ce point améliorée entre-temps ? Ou bien la générosité anglaise a-t-elle servi à acheter certaines complaisances de dirigeants libanais ?

Car plusieurs coïncidences nous laissent rêveurs. Sans que rien laissât prévoir une telle démarche, le représentant de la France à Beyrouth vient de se voir réclamer l'abandon de l'administration du séquestre sur les biens ennemis, contrôlée par nous en vertu d'agréments internationaux. En même temps, le gouvernement libanais entreprend de contester les droits de propriété de la France sur les biens qu'elle possède au Liban. Cette offensive, qu'il faut rapprocher des obstacles suscités à la réouverture de nos écoles en Syrie, ne laisse pas de surprendre après la détente que l'on constatait depuis quelque temps dans les relations franco-libanaises et franco-syriennes.

***Edouard Sablier***
*(8 novembre 1946.)*

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6948

*SOS Jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min)*

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | ■ | | |
| IV | | ■ | | | | | | | |
| V | | | | | ■ | | | | ■ |
| VI | | | ■ | ■ | | | | | |
| VII | ■ | | | | | | | | |
| VIII | | | | | ■ | | ■ | ■ | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | ■ | | | | | ■ | | |
| XI | | | | | | ■ | | | |

**HORIZONTALEMENT**

I. Ce peut être un homme qui a les crocs. – II. Spécialiste du repassage. – III. Pourraient être habitées par un homme. Branché. – IV. Nom familier de la souris. – V. Un passé récent. Serra, au Brésil. – VI. Préposition. Donne les boules s'il est cultivé. – VII. Une façon d'appeler à une opération. – VIII. Mer qui est un grand lac. – IX. N'épousent pas quand ils sont lâches. – X. Ne s'accordent pas toujours avec leurs sujets. Dieu. – XI. Peuvent être produits par le sang. Frappe pour trouver à manger.

**VERTICALEMENT**

1. Est le bon côté. Donné par celui qui répond. – 2. Marche à son pas. Dans la région Rhône-Alpes. – 3. Ville de Savoie. Pasteur, pour les poètes. – 4. Abbé qui apporta ses conseils à des rois. Partie d'intestin. – 5. Possessif. Langue ancienne. Placé. – 6. Qui doivent présenter des ressemblances. – 7. En France. Assortie quand on est dans de beaux draps. – 8. Plates, elles peuvent devenir claires. Travail qui demande du discernement. – 9. Récipient. L'éternel retour.

**SOLUTION DU N° 6947**

**HORIZONTALEMENT**

I. Ministres. – II. Obituaire. – III. Unau. Rapt. – IV. Reine. – V. Soubrette. – VI. Ortie. Eon. – VII. Nordis. – VIII. Béent. Or. – IX. Sec. Tanga. – X. Huerait. – XI. Nitrés. Es.

**VERTICALEMENT**

1. Mousson. Son. – 2. Ibn. Orobe. – 3. Nia. Utrecht. – 4. Iturbide. Ur. – 5. Su. Ereintée. – 6. Tarie. Stars. – 7. Riante. Na. – 8. Erpétologie. – 9. Set. En. Rats.

*Guy Brouty*




## LES SERVICES DU Monde

| | |
|---|---|
| Le Monde | 01-42-17-20-00 |
| Télématique | 3615 code LE MONDE |
| CompuServe : Adresse Internet : | GO LEMONDE http:// www.lemonde.fr |
| Documentation sur minitel | 3617 LMDOC ou 08-36-29-04-56 |
| *LE MONDE* sur CD_ROM | 01-44-08-78-30 |
| Index et microfilms : | 01-42-17-29-33 |
| Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/mn) | |

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-Cedex.
PRINTED IN FRANCE.

Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général Dominique Alduy
Directeur général Gérard Morax
133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : 01-44-43-76-00 ; fax : 01-44-43-77-30


## 11 NOVEMBRE

### Les services ouverts ou fermés

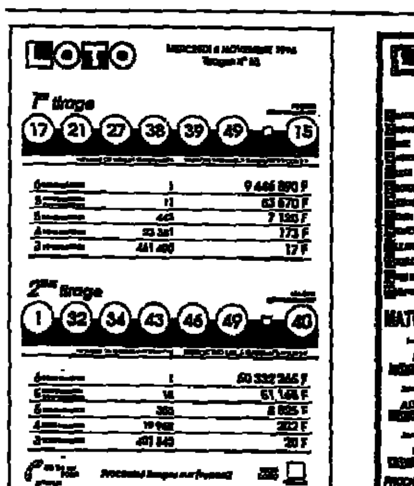
■ **Presse** : les quotidiens paraîtront normalement lundi 11 novembre.
■ **Bureaux de poste** : ils seront fermés.
■ **Banques** : elles seront fermées.
■ **Grands magasins** : ils seront ouverts.
■ **Archives nationales** : Le Caran et le Musée de l'Histoire de France seront fermés. Le Musée de l'Histoire de France sera ouvert samedi 9 et dimanche 10.
■ **Assurance-maladie, assurance vieillesse, allocations familiales** : les centres d'accueil seront fermés au public du vendredi après-midi 8 novembre au mardi 12 novembre, à 8 h 30.
■ **Bibliothèque nationale** : les salles de lecture et les expositions en cours seront fermées. Seul sera ouvert le Musée des médailles.
■ **Hôtel national des Invalides** : les musées de l'Armée, du Dôme royal (tombeau de l'empereur), des plans-reliefs et l'église Saint-Louis seront ouverts.
■ **Institut de France** : l'Institut sera fermé. Le château de Chantilly, le domaine de Chaalis (en face de la Mer de sable) et le château de Langeais (Indre-et-Loire) seront ouverts. Le château de Kerylos (à Beaulieu-sur-Mer) sera fermé.
■ **Musées** : la plupart des musées nationaux seront ouverts.
A Paris, seront fermés le Musée du Louvre, le Musée d'Orsay, le Musée d'Ennery, le Musée Jean-Jacques Henner.
En région parisienne, seront fermés le Musée des châteaux de Versailles et de Trianon ainsi que le Musée de Bois-Préau.
En province, seront fermés le Musée Picasso à Vallauris et le Musée Magnin à Dijon.
Le Centre Georges-Pompidou sera ouvert. La Cité des Sciences et le Palais de la découverte seront fermés le 11 novembre.

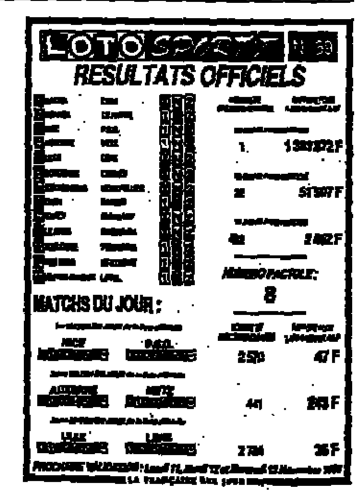
## PARIS EN VISITE

### Samedi 9 novembre

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).
■ **LE QUARTIER DE LA GOUTTE D'OR** (50 F), 10 h 30 et 14 h 30, à la sortie du métro La Chapelle (Paris passé, présent).
■ **L'ASSEMBLÉE NATIONALE** (carte d'identité, 55 F), 10 h 50, à l'angle de la rue de Lille et de la rue de Courty (Christine Merle).
■ **MARAIS** : à la découverte du quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).
■ **MUSÉE DU MOYEN ÂGE** (36 F + prix d'entrée) : *La Dame à la licorne* et les tapisseries médiévales, 11 heures ; les thermes de Lutèce et leurs galeries souterraines, 14 heures ; l'Hôtel des abbés de Cluny et ses collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).
■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les primitifs français et l'école de Fontainebleau, 11 h 30 ; la peinture italienne, 14 h 30 (Musées nationaux).
■ **MUSÉE D'ORSAY** (36 F + prix d'entrée) : exposition Acquisitions 1990-1996, 11 h 30 ; visite par artiste, Cézanne, 14 h 30 (Musées nationaux).
■ **LE LOUVRE** : histoire par l'architecture extérieure (40 F), 14 heures, devant l'église Saint-Germain-l'Auxerrois (Sauvegarde du Paris historique).
■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE LACHAISE** (35 F), 14 h 30, devant l'entrée, du côté du boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris).
■ **DES INVALIDES** à l'Hôtel Matignon (50 F), 14 h 30, sortie du métro Varenne (La Parisienne).
■ **LE QUARTIER PLAISANCE** (60 F), 14 h 30, sortie du métro Plaisance, du côté de l'escalier roulant (Vincent de Langlade).
■ **LA RUE DE LA ROQUETTE** et l'ancien quartier des Auvergnats de Paris (45 F), 14 h 30, au pied de l'escalier de l'Opéra-Bastille (Monuments historiques).
■ **LE VILLAGE DE PASSY** (45 F), 14 h 30, sortie du métro Passy (Paris capitale historique).
■ **GRAND PALAIS** : exposition Nara, trésors bouddhiques du Japon ancien (34 F + prix d'entrée), 15 heures, hall d'entrée (Musées nationaux).
■ **LES ÉGOUTS** (25 F), 15 heures, devant l'entrée, face au 93, quai d'Orsay (Ville de Paris).
■ **MUSÉE CARNAVALET** : visite des nouvelles salles (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue des Francs-Bourgeois. Rendez-vous devant les grilles du jardin Carnavalet (Claude Marti).
■ **MUSÉE DU GRAND ORIENT DE FRANCE** : histoire de la franc-maçonnerie (60 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Cadet (Isabelle Hauller).
■ **LE QUARTIER SAINT-SULPICE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

## JEUX



**ROCK** Le magazine « Les Inrockuptibles » fête ses dix ans d'existence et organise, pour la neuvième fois, son festival annuel. A Paris, Lille, Nantes et Toulouse, les amateurs de rock pourront découvrir deux groupes, Eels et Placebo, qui viennent de livrer leurs premiers albums, très remarqués. Ils partagent l'affiche avec des formations phares du moment – et défendues par la revue – comme Tricky, Fun Lovin' Criminals ou Neneh Cherry, qui ne se produira qu'à l'Olympia. ● UN DISQUE rendant hommage au groupe dissous The Smith paraît pour l'occasion, servi par dix chanteurs ou groupes pour un hommage plutôt réussi à Morrissey et Johnny Marr. ● « ROCK & FOLK », pionnier français de la critique rock, fête de son côté son trentième anniversaire et publie un numéro spécial dont l'éditorial a été confié à Mick Jagger, le leader des Rolling Stones.

# Eels et Placebo, groupes phares du Festival des Inrockuptibles

## Ces deux trios, qui viennent de signer leurs premiers albums, partagent le haut de l'affiche du neuvième festival de l'hebdomadaire. D'autres formations sont programmées lors de cette manifestation itinérante du 8 au 13 novembre, à Paris, Lille, Nantes et Toulouse

LOS ANGELES
*de notre envoyé spécial*

Sans se connaître, Eels et Placebo viennent de produire, presque simultanément, deux excellents premiers albums, odes à l'innocence perdue et aux frustrations de l'adolescence. Sur la pochette du disque (éponyme) de Placebo, un joli petit garçon s'enlaidit d'une grimace qui lui ferme les yeux. Sur celle de Eels, *Beautiful Freak* (« beau monstre »), une petite fille écarquille les pupilles jusqu'à les déformer en un regard immense. Chanteurs, guitaristes, auteurs et compositeurs respectifs de Eels et Placebo, Mark Oliver Everett – dit « E » – et Brian Molko ne sont certes pas les premiers à exploiter les ressources d'une anxiété juvénile qui demeure le matériau de base de l'inspiration rock. Mais ils prouvent, par leur histoire et leurs chansons, la pertinence intacte d'une énergie binaire capable de se régénérer en des formes excitantes. Fêlures originelles, enfance et adolescence seront marquées par l'incompréhension et le déracinement. Dans un de ses textes, « E » fait dire à sa mère qu'il n'est qu'une *« grosse erreur »*.

*« Elle a très mal pris cette chanson »*, avoue-t-il, dans le décor bruyant et populaire de Millie's, un *dinner* de Silverlake, quartier sympathique de Los Angeles où cohabitent Chicanos et artistes bohèmes. *« Elle m'a écrit pour m'expliquer qu'elle m'avait vraiment désiré. Malheureusement, mes parents ne me l'ont jamais fait sentir. Mon père était un mathématicien incapable de montrer ses sentiments. J'ai tout de suite été considéré comme un petit adulte. En grandissant, ce constat de manque d'affection m'a obsédé. »*

Une petite ville de Virginie accroît encore son sentiment de solitude. *« Je me suis tout de suite senti étranger aux autres enfants et à cette ville suintant l'ennui. On m'a vite considéré comme un marginal. »*

Américain de naissance, Brian Molko, lui, n'a eu le temps de s'enraciner nulle part. Fils d'un banquier voyageur, finalement installé au Luxembourg, il ressent la confusion de l'apatride et se rebelle vite contre un destin programmé. *« Depuis ma naissance, je n'ai pas arrêté de dégénérer »*, écrit-il dans *Teenage Angst* (« l'angoisse adolescente »). *« Au Luxembourg, je me sentais enfermé comme dans un trou noir. Ce pays trop étroit a cristallisé toutes mes frustrations, je n'y avais aucune vie. Mes parents ne comprenaient rien à mes aspirations. »*

PREMIÈRES IDOLES

Pour l'un comme pour l'autre, la musique sera une bouée. Le rock, exutoire des plus sourdes angoisses, célébration de la marginalité et de la beauté de la différence, leur tendra les bras. « E » reconnaît que les disques ont été des compagnons inespérés. *« Très vite, je me suis jeté à corps perdu dans l'écoute de la musique. Je consommais autant de disques que possible. J'ai peuplé mon univers de ces premiers amis qu'étaient les chanteurs et les musiciens. »*

A l'âge de six ans, il apprend la batterie, et compose rapidement ses premières chansonnettes sur le piano familial. La guitare accompagnera son adolescence. Moyen privilégié d'expression, le rock possède aussi des vertus thérapeutiques. *« Je suis persuadé que la musique m'a sauvé la vie »*, affirme-t-il. *« Elle m'a donné des repères alors que je n'en avais aucun. J'ai fait quelques conneries, j'ai un peu touché aux drogues, mais grâce au rock j'ai pu échapper à ce destin. Ma sœur n'a pas eu cette chance. Elle a grandi comme moi, sans modèle, sans direction, mais elle n'avait rien à quoi se raccrocher. Elle s'est suicidée, il y a quelques semaines. »*

Brian s'est aussi nourri de cette communion intime avec des ronds de vinyle. Les rebelles dépressifs du punk et de la new wave sont ses premières idoles. *« C'est une sensation extraordinaire de découvrir dans des chansons que d'autres que toi partagent le même malaise. Et c'est une récompense formidable, quand tu enregistres un disque, de savoir que des auditeurs vont se retrouver dans tes mots et tes mélodies. »* Une guitare entre les mains, le vilain petit canard se transforme en séducteur, assumant son physique fragile et ses ambiguïtés. Exilé à Londres, mère nourricière des excès rock, il se libère tout à fait et rencontre les deux musiciens – un Suédois, Stefan Olsdal, et un Suisse élevé au Kenya, Robert Shultzberg – avec lesquels il fonde Placebo.

Capitale du show business, Los Angeles est aussi, aux Etats-Unis, l'un des havres de la marginalité. « E » viendra y chercher refuge et l'espoir de vivre enfin de sa musique. Au début, la ville a pris l'allure d'un cauchemar ensoleillé. *« Pendant trois ans*, se souvient-il, *j'ai vécu de boulots minables. Je ne connaissais personne, j'envoyais des centaines de cassettes dans le milieu du disque mais j'avais l'impression de me heurter à un mur. Finalement, alors que je m'apprêtais à rentrer en Virginie, totalement découragé, Polydor m'a proposé un contrat. »*

Publié sous le nom de « E », deux albums – *A Man Called E* et *Broken Toy Shop* – recevront un accueil si confidentiel que la maison de disques lui rendra son engagement. En désespoir de cause, le chanteur s'entoure d'un bassiste, Tommy, et d'un batteur, Butch, et baptise le trio Eels, les « anguilles ». Qui finissent par mordre un gros hameçon. Repéré, en 1995, par un directeur artistique du label Dreamworks, le groupe sera la première signature de ce conglomérat créé par Steven Spielberg, David Geffen et Jeffrey Katzenberg. *« Sur* Beautiful Freak *figure une chanson,* Rags to Rags, *écrite au moment où tout allait mal. Elle dit : "J'atteindrai peut-être un jour mon rêve américain, mais cela ne signifiera que dalle." J'essayais de me convaincre que le succès n'avait pas d'importance. Ironiquement, c'est cette chanson qui m'apporte la réussite. »*

L'ascension de Brian Molko, vingt-trois ans, a été plus rapide. Menés par cette petite boule de nerfs à la voix androgyne, les concerts de Placebo ont vite séduit. Sur son premier album, le chanteur s'adonne à la mélancolie et à la colère avec la même fougue. Il joue de son ironie (*« Deux trous dans un sac de papier, le meilleur coup que j'ai jamais tiré »*, dans *Nancy Boy*) et d'un maniérisme qui hésite entre sex-appeal et crispation. Les cheveux teint d'un noir tirant vers le bordeaux, les ongles couverts d'un vernis pailleté, Brian adopte un maquillage aux troublantes allures féminines. Son goût des masques l'a fait adouber récemment par David Bowie. Si Placebo s'affirme comme un des plus sérieux espoir de la scène rock, ses chansons peinent encore un peu à s'échapper d'une formule basique. Brian laisse entrevoir de nouvelles perspectives. *« J'écoute en ce moment beaucoup de choses différentes, du trip hop, de la techno, du dub… J'aimerais prochainement introduire dans notre musique plus d'éléments électroniques. »*

Sur ce terrain, Eels a pris une avance décisive. Tignasse colorée d'un jaune pisseux, ongles marqués d'un vilain coup de feutre violet, son leader, qui approche de la trentaine, n'est pas vraiment tenté par le glamour. Son spleen ne se contente pas des déchaînements du rock conventionnel. *Beautiful Freak*, album sensation de la rentrée, est peuplé d'effets intrigants, d'instrumentation décalée et de samples fantômes. Autant qu'à son métier de *songwriter*, « E » doit ce succès à deux influences.

Celle de Michael Simpson – membre des Dust Brothers, les très inventifs producteurs de Beck et des Beastie Boys, maître dans l'art de l'échantillonnage excentrique –, coréalisateur et mixeur du disque. Et celle de Portishead, duo de Bristol, auteur, en 1994, d'un album aux ambiances magiques. *« J'étais en voiture quand je l'ai écouté pour la première fois. J'ai freiné d'un coup. Leur façon si humaine d'utiliser les samples m'a ouvert de nouveaux horizons. »*

Dans ses élans comme dans sa torpeur (*Novocaine For The Soul*), « E » a composé quelques mélodies irrésistibles qui savent aussi s'adapter aux exigences de la scène. Après plus de dix ans de musique – et cinq ans d'analyse –, Mark Oliver Everett commence à sentir les premiers effets du bonheur. Les mots qui ouvrent son nouvel album affirment que *« la vie est dure »*. Mais ceux qui le referment disent : *« Quoi qu'il arrive, je vais m'en tirer. »*

***Stéphane Davet***

Visuel de la pochette de « Beautiful Freak », d'Eels. D.R.



D.R.
Visuel de la pochette de « Placebo ».

## Le programme

● **Paris.** Au Divan du Monde (tél. : 01-44-92-77-66) : 20 heures, le 8, Diabologum, Joseph Arthur et invités ; 22 h 30, le 10, Bim Sherman, Lisa Germano et Gorky's Zygotic Mynci. A la Cigale (tél. : 01-49-25-81-75) : 17 h 30, le 9, Fun Lovin'Criminals, Morcheeba et Fiona Apple ; 17 h 30, le 10, Eels, Placebo, The Trash Can Sinatras et Jack. A la Fondation Cartier (tél. : 01-42-18-56-72) : 16 heures, le 9, lecture de poésie de Patti Smith avec Lenny Kaye et Oliver Ray. A l'Olympia (tél. : 01-47-42-82-45) : 18 h30, le 11, Neneh Cherry, Tricky, Mazzy Star, Sparklehorse et Garageland. Du 7 au 20 novembre, exposition *Les Photographes des Inrocks*, Agnès B., 17, rue Dieu, Paris 10e (entrée libre).

● **Lille.** A l'Aéronef (tél. : 03-20-78-00-00). 20 h30, le 8, Morcheeba, Fiona Apple ; 20 h30, le 9, Tricky, Eels, Placebo, Jack.

● **Nantes.** A l'Olympic (tél. : 02-51-80-60-80) : 20 heures, le 10, Fun Lovin'Criminals, Morcheeba, Fiona Apple ; 20 heures, le 11, Bim Sherman, Lisa Germano, Diabologum, The Trash Can Sinatras ; 20 heures, le 12, Tricky, Eels, Placebo, Jack.

● **Toulouse.** Au Bikini (tél. : 05-61-55-00-29) : 21 h30, le 11, Fun Lovin' Criminals, Morcheeba, Fiona Apple ; 21 h30, le 12, Tricky, Eels, Placebo, Jack.

## Un hommage aux Smiths

**1986. L'année du lancement du magazine *Les Inrockuptibles* fut aussi celle de la parution de *The Queen is Dead*, le plus bel album des Smiths, groupe emblématique de la pop littéraire autant que mélodique que le magazine s'apprêtait à défendre. Dix ans après, *Les Inrocks* ont rendu hommage au groupe de Morrissey et Johnny Marr, en demandant à dix chanteurs ou groupes de reprendre, dans l'ordre, chacun des dix titres de l'album original rebaptisé pour l'occasion *The Smiths is Dead*.**

**Le résultat est plus irrégulier que le disque réalisé, en 1991, par les mêmes compilateurs, en l'honneur de Leonard Cohen *(I'm Your Fan)*. L'alchimie entre le lyrisme de Morrissey et la clarté chatoyante de son guitariste avait transcendé les morceaux les plus faibles. On n'échappe pas aujourd'hui à quelques déceptions – Placebo, Bis et un *Some Girls Are Bigger Than Others* alourdi par Supergrass. Les bons moments l'emportent pourtant : Therapy ?, Billy Bragg, The High Llamas et la version déchirante de *There Is Light* donnée par Divine Comedy.**

★ 1 CD Small 486 745-2, distribué par Sony. *Les Inrockuptibles* vont publier un coffret de cinq CD, *Dix ans, cent chansons*, une compilation des cent morceaux qui auront le plus compté pour eux depuis leur création.

# Dix ans d'« Inrocks » et trente ans de « Rock & Folk »

DEUX DATES anniversaires – les dix ans de l'hebdomadaire *Les Inrockuptibles*, les trente ans du mensuel *Rock & Folk* – sont l'occasion d'une incursion dans la brève histoire de la critique rock française. *Rock & Folk* a été créé en 1966, l'année *« où les Beatles sont plus populaires que Jésus et où Eric Clapton est Dieu »*. Philippe Koechlin, critique au mensuel *Jazz hot*, en avait eu l'idée pendant un concert de James Brown à l'Olympia. Un embryon d'équipe s'installe dans un pavillon de la rue Chaptal. La France n'a pas encore vécu mai 68 ; elle est puritaine, conformiste, quand les Etats-Unis et l'Angleterre explosent déjà.

Pour sa première couverture, *Rock & Folk* choisit une photographie de Michel Polnareff, en pull rose, *« appuyé contre un mur, avec l'air de s'ennuyer ; ça changeait un peu de Mireille Mathieu souriant en couverture de* Salut les copains *»*, explique Philippe Koechlin dans un documentaire, *Trente ans de rock et de folk*, réalisé par Nick Kent et François Guerra pour Canal Plus. *Rock & Folk* occupe rapidement le créneau du rêve marginal. Les lecteurs veulent sentir les ambiances de Detroit ou de Carnaby Street, être plongés dans cette *« wild thing »*, s'immerger dans *« l'outrage »* du rock des origines. C'est cela *« le rockanroll : TIRER LA LANGUE »*, écrit Yves Adrien, dandy admirateur de David Bowie et des New York Dolls.

Au milieu des années 70, grâce à Pink Floyd et à la naissance du rock « décadent », *Rock & Folk* atteint des sommets : les ventes se situent autour de 300 000 exemplaires. Ses *rock critics* apportent un style neuf, une « patte » : Alain Dister, Philippe Garnier, Patrice Blanc-Francard, Paul Alessandrini, Philippe Manœuvre, Bayon, Laurent Chalumeau, d'autres encore règnent en maîtres, et non sans arrogance, sur le fait musical en France. Les maisons de disques les courtisent, ils s'en défendent.

> C'est cela « le rockanroll : TIRER LA LANGUE », écrit Yves Adrien, dandy admirateur de David Bowie et des New York Dolls

En 1976, l'apparition des Sex Pistols laisse l'équipe de marbre. Elle rate le coche du mouvement punk, comme elle manquera le virage de la *world music* et du nouveau rock français (Bashung). C'est le début du disco, la fin du star system. Au début des années 80, *Rock & Folk* entame sa descente aux enfers. La concurrence apparaît dans un champ jusqu'alors laissé vacant par les grands médias. *Le Matin*, *Libération*, *Le Monde* s'emparent du rock. Le magazine n'y résiste pas. Vendu au début des années 90 aux Editions Larivière, le titre, en plein naufrage, tente de revenir sur le marché sous la direction de Philippe Manœuvre. Selon Diffusion contrôle, il diffusait à 45 000 exemplaires en 1995.

Pour son hors-série anniversaire, *Rock & Folk* a demandé à Mick Jagger d'écrire un éditorial. Etre Mick Jagger est un art, un art de l'image, ce qui lui fait dire : *« Qu'est-ce qui est le plus important, les photos ou les articles ? Les photos, bien sûr. Les images, toujours. Vous croyez vraiment que les gens lisent tous ces articles très longs ? »* Tout autre est l'opinion de David Bowie, interrogé par *Rock & Folk* : *« L'attention critique portée au rock en France, et aussi en Italie, a toujours été plus préoccupée d'esthétique (…), de littérature et de théâtre (…) que la critique anglaise ou américaine, plus sociologisante. »*

C'est dans cet esprit qu'en 1986 s'inventent *Les Inrockuptibles*. D'abord tiré à 3 000 exemplaires, l'hebdomadaire est diffusé en moyenne à 35 000 exemplaires chaque semaine (*Le Monde* du 7 novembre 1995). A l'origine *« fanzine amélioré »*, comme il est écrit dans l'éditorial du numéro anniversaire du 6 novembre, bimestriel édité par une association, Intra-Muros, puis mensuel chic, avant de devenir, en mars 1995, un hebdomadaire culturel centré sur le rock, les *Inrocks* sont nés du renouveau de la pop anglaise au milieu des années 80.

Dès le premier numéro – Chris Isaac en couverture – sont proposés de longs entretiens qui bâtiront la réputation du journal. Ici, on creuse, on prend son temps, on traite du rock (blanc, souvent au détriment des musiques noires) comme on parle du cinéma dans les *Cahiers du cinéma*. *Les Inrockuptibles*, c'est une esthétique. Ses fondateurs, comme Christian Fevret, actuel rédacteur en chef, sont des enfants du Velvet Underground. La sueur et la défonce ont cédé le pas aux expérimentations, plus cérébrales, en studio. Le saut culturel équivaut à celui du jazz, sorti des rues de la Nouvelle-Orléans pour passer dans le piano de Thelonious Monk.

Pointu, occupant un marché laissé vide par les magazines de rock dans les années 80, les *Inrocks* se sont ouverts aux autres musiques, et à la France, défendant avec fidélité la nouvelle tendance menée par Jean-Louis Murat, prolongée par Silvain Vanot, Dominique A ou Philippe Katerine. Avec quelques incursions vers la politique (en mai 1995, la couverture est consacrée à Michel Rocard ; elle demeure à ce jour la meilleure vente des *Inrocks* hebdomadaire), le magazine a repris le flambeau de cette tradition française décrite par Bowie, pourquoi pas un peu élitiste, sûrement contestable, mais de grande qualité.

***Véronique Mortaigne***

# M. Douste-Blazy célèbre à Sarajevo le courage de la « résistance bosniaque »

## Le ministre de la culture a ouvert, avec retard, l'« Automne Malraux », organisé par Francis Bueb

**André Malraux, dont la France célèbre le vingtième anniversaire de la mort, serait-il allé à Sarajevo ? L'écrivain, le combattant de la guerre d'Espagne et de la Résistance aurait-il soutenu le camp bosniaque dans la guerre des Balkans ? Le Comité André-Malraux s'est posé la question à l'occasion de l'« Automne Malraux », organisé par le Centre André-Malraux que dirige, à Sarajevo, l'ancien éditeur parisien Francis Bueb.**

SARAJEVO
*de notre correspondant*

André Malraux aurait-il épousé le drame bosniaque ? Francis Bueb, fort de cette conviction qui dépasse toute compassion pour la souffrance bosniaque et le dégoût d'une certaine politique française en ex-Yougoslavie, défend l'idée que l'homme de lettres et l'homme d'Etat aurait été un « ami » de Sarajevo.

Depuis deux ans, souvent sous les bombes, cet ancien éditeur parisien a acheminé des milliers de livres dans la ville assiégée puis a ouvert un Centre André-Malraux, cher au cœur des Bosniaques. Multipliant les activités (festivals de cinéma, bourses aux étudiants des arts scéniques, conférences à l'université, cours de langue), Francis Bueb incarne le rayonnement français à Sarajevo. Et son action, éminemment politique, est résolument pro-bosniaque.

Le Comité Malraux a souhaité marquer son attachement au combat livré par les Bosniaques ces cinq dernières années. Il y a dix jours, lors de l'inauguration d'une exposition consacrée à l'auteur de *L'Espoir* – le roman va être prochainement réédité et le film sera diffusé par la télévision de Bosnie-Herzégovine le 23 novembre, à l'heure où Jacques Chirac prononcera le discours de l'entrée de Malraux au Panthéon –, intellectuels et étudiants de Sarajevo ont témoigné de leur attachement à Malraux. Des professeurs de français, comme Hamfa Kapidzic, ont exprimé leur admiration : « *S'il avait vécu, il aurait certainement été notre ami durant cette guerre.* » Francis Bueb a lu un message d'« *affection* » signé par Jorge Semprun et Florence Malraux, qui viendront à Sarajevo en décembre : « *Sarajevo nous semblait un lieu européen privilégié pour évoquer l'œuvre et la vie d'André Malraux, son engagement constant pour les valeurs du courage et de la culture.* »

**« LE REFUS DU RENONCEMENT »**

Ces valeurs furent au centre de la visite qu'a effectuée, mardi 5 novembre, Philippe Douste-Blazy, qui est finalement venu accompagné des barons du gaullisme Pierre Messmer et Maurice Schumann, amis de Malraux. L'exposition fut ainsi inaugurée une seconde fois. « *Durant la guerre, des intellectuels et des artistes ont témoigné leur solidarité avec ce peuple qui subissait l'horreur,* a souligné M. Douste-Blazy. *Malraux était un homme engagé. Il défendait des valeurs qui sont des valeurs d'actualité : le courage, l'honneur, le refus du renoncement.* »

Maurice Schumann, le porte-parole de la France libre, a insisté sur une certaine proximité entre la tragédie bosniaque et les idées de Malraux : « *Nous avons été solidaires de votre souffrance, et nous sommes solidaires de votre espérance. Malraux serait venu ici, au cœur des batailles. Sa pensée nous guide.* »

M. Douste-Blazy rompait aussi avec le langage diplomatique traditionnel, toujours empreint d'un souci de neutralité, évoquant à maintes reprises la « *résistance bosniaque* ». « *Je suis très émue,* confiait une femme bosniaque, professeur. *Je regrette toutefois de n'avoir pas entendu ce discours il y a trois ans, lorsque nous crevions dans les rues de Sarajevo. A cette époque-là, la France ne fut pas la France que nous aimons. Mitterrand défendait la politique serbe, et les "casques bleus" français accomplissaient une mission déshonorante. En Bosnie-Herzégovine, la France ne fut jamais la France de Malraux.* »

Face au président bosniaque, Alija Izetbegovic, MM. Messmer et Schumann ont évoqué le général de Gaulle, le résistant et l'artisan de la réconciliation franco-allemande. Ils se sont souvenus de la rencontre entre de Gaulle et Adenauer en 1963 et du devoir de réconciliation que devait entreprendre M. Izetbegovic. « *Tout d'abord, de Gaulle et Adenauer furent tous les deux des antifascistes. Moi, on me prie de construire la paix avec des fascistes,* a répondu en substance le président bosniaque. *Ensuite, la réconciliation franco-allemande a été scellée dix-huit ans après la guerre. Enfin, il y eut le procès de Nuremberg. Ici, les criminels de guerre se promènent tranquillement dans le pays.* »

Le ministre de la culture a indiqué par ailleurs que la France soutiendrait le Centre André-Malraux de Sarajevo. Francis Bueb cherche des soutiens financiers pour en assurer la survie. « *Il y a des hommes de conviction qui ont besoin d'être encouragés,* soulignait-on dans la délégation française. *Notre visite a un poids symbolique. La réalité, c'est qu'Izetbegovic affirme que les écrits de Malraux ont compté pour lui dans sa jeunesse. La réalité, c'est le travail de Bueb. Cela donne une âme aux relations entre nos pays.* »

Après les années de guerre et de siège, les Bosniaques ne portent pas toujours une extrême attention aux visiteurs étrangers. Le sentiment d'abandon des années noires ne les quitte plus. Pourtant, beaucoup veulent voir dans cet « Automne Malraux » et la venue d'une délégation officielle un engagement de la France. Malraux écrivait, dans *Les conquérants*, que « *les idées ne sont pas faites pour être pensées, mais vécues* ». Aujourd'hui, presque autant qu'hier, les seules idées en vogue sont le séparatisme ethnique et le nationalisme. Ceux qui défendent « *la culture et le courage* », la liberté et la fraternité, se sentent encore isolés.

*Remy Ourdan*

# Le MoMA présente Jasper Johns, le peintre qui se réinvente sans cesse

## Après New York, la rétrospective ira à Cologne

**JASPER JOHNS : UNE RÉTROSPECTIVE. Musée d'Art moderne de New York (MoMA), 11, West 53e rue. Jusqu'au 21 janvier 1997**

NEW YORK
*correspondance*

En 1960, l'année où le peintre Jasper Johns publie un essai sur *Mariée dénudée par ses célibataires* (1923) de Marcel Duchamp, paraît, dans le *New Yorker* du 30 juillet, un dessin de Robert Kraus représentant deux hommes accroupis devant un feu de bois. Parlant d'un troisième, affalé un peu plus loin, l'un d'eux dit : « *D'accord, il a inventé le feu, mais il a fait quoi depuis ?* » Satire d'une société prompte à exiger d'un artiste qu'il fasse à chaque coup mieux que la fois précédente – carcan d'autant plus pesant que celui-ci est porté aux nues dès ses débuts ; ce fut le cas de Jasper Johns après sa première exposition à la galerie Leo Castelli.

Chez lui, cependant, cette contrainte sociale se double d'une exigence non pas seulement à se « renouveler », mais bien à se réinventer. C'est ce que montre de manière éclatante et lucide la Rétrospective Jasper Johns inaugurée le 20 octobre au Musée d'art moderne de New York. Cette exposition, la plus importante jamais consacrée à ce peintre, en retrace l'itinéraire à travers quarante ans de tableaux, dessins, lithographies, sculptures – deux cent cinquante œuvres en tout.

**LE « CHAÎNON MANQUANT »**

Pour plusieurs historiens de l'art américain, Jasper Johns serait le « chaînon manquant » entre l'expressionnisme abstrait et l'art pop du début des années 1960, puis les mouvements minimaliste, post-minimaliste, conceptuel. Les chiffres plein cadre, les bannières étoilées, les cibles des années 1955-1958, ont si souvent été repris par l'imagerie publicitaire, cinématographique et télévisuelle qu'on s'étonne presque d'en découvrir ici l'origine. Drapeaux (encore, toujours), cartes de géographie, Joconde, la fascination naît de la manière dont Johns tire de ces « clichés » quelque chose de personnel. *Untitled, 1964-65* (tableau à plusieurs panneaux où s'entrechoquent des blocs de couleurs pures) et surtout *Selon quoi ?* constituent un collage-bilan de cette première période.

Viennent ensuite les *crosshatch*, les patchworks de hachures des années 1970. La décennie peut-être la plus lyrique. Comme dans sa première période, Johns s'impose des limites mais c'est pour mieux les enfreindre grâce à l'utilisation de la matière, *des* matières : les cartes des Etats-Unis constituent un schéma rigoureux, mais la peinture, impulsion vitale, déborde sans cesse des frontières. Ici comme là, Johns joue des couches successives, camouflant (délibérément mal) un message codé. Sous les pavés de hachures, de mystérieuses allusions au corps : des testicules et un crâne (sexe et mort) dans *Détail tantrique* ; fragments de membres ou de visages traités comme des vestiges de statues antiques, voire silhouette crucifiée (*Femme qui pleure*). On retrouvera souvent ces bras qui s'agitent tels ceux d'un homme qui se noie, cette silhouette, ces mains, ces visages (ceux de Johns ?) pressés contre la paroi du papier ou de la toile. Narcissisme, enfermement.

A partir de 1982, la démarche de Johns se fait plus complexe : s'il continue de truffer ses tableaux de références à d'autres peintres (Grünenwald, Munch), il n'hésite plus à se citer. Les tableaux se font moins hermétiques, même si, quoi qu'il en dise, Johns garde une réserve un peu hautaine. Peint entre 1992 et 1995, *Untitled* est à nouveau une sorte de bilan : sa structure le rapproche de *Untitled (Red, Yellow, Blue)* (1984), qui lui-même reprenait certains motifs des années 1960 (*Diver*, « Plongeur »).

Impressionnante rétrospective qui montre de l'homme, du peintre, son ambition, son désir de bouger, son humour d'autant plus violent qu'il est à froid (*Tableau mordu par un homme*, 1961). Elle en montre aussi une hauteur de dandy. Les hauts – les remises en question, tous les dix ans – comme les bas : ces plages d'exploitation pure et simple à l'intérieur de chaque nouveau mouvement (au sens musical du terme.) En cela, elle constitue un portrait probablement fidèle de l'artiste.

*Henri Béhar*

# Une vision contestable de « Macbeth » par Marc François

**MACBETH, de Shakespeare, traduction d'André Markowicz. Mise en scène : Marc François. Avec Jean Davy, Marc François, Valérie Schwarcz, Maïa Gresh, Sébastien Bourlard...**

**THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS, 41, avenue des Grésillons. Mo Gabriel-Péri. Du mardi au samedi, 20 h 30 ; dimanche, 16 heures. Tél. : 01-41-32-26-26. 140 F.**

Le sol du décor, c'est la terre d'ici-bas, durcie par les pas et les jantes. Sa couleur change, avec l'heure, les gris ou les bleus du temps, et selon l'action. A l'arrière de la scène, on aperçoit un ciel blanc, surface plate verticale (comme parfois nous semble la mer), mais entre le ciel et la terre : une bande d'ombre s'étend, d'ouest en est. Longue [illegible] des vivants, un entre-monde.

Sur ce panorama de genèse, sans accident, dorment ou marchent des hommes en simple appareil. Nus, mais l'architecture des torses, des muscles, des membres, est gainée d'une soie blanche, comme si c'était non de la chair, mais des concepts d'hommes, des « modèles » d'hommes. Les trois sorcières se voilent dans des nuages de gaze sombre. Seules les couleurs de Macbeth, chemise claire, et de Lady Macbeth, robe framboise, chantent sur ce fond de silence (ils cachent leurs mains rouges de sang). Bientôt des linges noirs, laissés par toutes ces figures, trancheront, çà et là, sur l'ocre clair du sol.

Ici intervient un art consommé des lumières, dont les variations donnent vie à ce paysage de l'âme et à ses hôtes naufragés. C'est une chose incroyable à quel point l'homme des lumières peut faire passer la pièce du brûlant au glacé, du constat au délire, d'un accroc de rien au mirage de l'Histoire. En cela, cette mise en scène de *Macbeth* a des moments inoubliables – le banquet, lorsque Banquo s'assied à la place de Macbeth ; l'armée de Malcolm portant à bout de bras la forêt ; Lady Macbeth errant dans la nuit... Bien d'autres images d'une extrême beauté. Si nos yeux sont envoûtés, nos oreilles sont au supplice. Déjà la traduction choisie, certes fidèle et d'aplomb, est sèche. André Markowicz, le traducteur de ce *Macbeth*, traduit Tchekhov, Shakespeare, Dostoïevski (l'œuvre complète), il est partout à la fois, d'ici peu, lorsque la Comédie-Française reprendra *Polyeucte* ou *Bérénice*, il faudra que ce soit dans la traduction française d'André Markowicz, pourquoi pas ? Regrettons les années où les traductions des œuvres dramatiques étaient demandées à Maeterlinck, à Gide, à Cocteau, à Jouve, à Bonnefoy, à Claudel, à Duras...

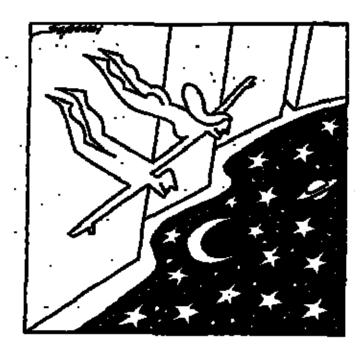
Mais la traduction d'André Markowicz serait supportable si elle n'était pas victime d'une mode assassine : la thanato-prononciation. L'acteur doit prendre une voix morte, un ton mort, sans timbre. Une sorte d'encéphalogramme plat de la glotte. Et le fin du fin est de parler très lentement, en insérant de longs vides qui empêchent de saisir ce qui est dit. Pour bien comprendre, la phrase précédente serait prononcée : « *Et le fin du...* (long silence) *fin est de...* (long silence) *parler très...* (long silence)... *lentement...* »

Ainsi de suite, trois heures durant. C'est inaudible, ça crispe les nerfs, de nombreux spectateurs s'en vont pour ne pas hurler. Tout cela par snobisme, par idiotie du cérébral... Quel gâchis ! Les splendeurs « optiques » de ce *Macbeth* sublime sont signées Giulio Lichtner (décor), Ghislaine Gonzales (lumières), Rudy Saboungbi (costumes) et Marc François (à la barre). L'interprétation n'appelle pas de remarque particulière.

*Michel Cournot*

# « La Noce » aux Amandiers de Nanterre

## Une fresque théâtrale à quarante personnages



**ANDRZEJ WAJDA** a une passion pour *La Noce*, de Stanislas Wyspianski. Il en a tiré un film, *Les Noces*, et a mis en scène deux fois cette pièce écrite en 1901 par son compatriote polonais. Stanislas Wyspianski est né en 1869 et mort en 1916. Comme Anton Tchekhov, il a ausculté le désarroi de ses contemporains, mais il l'a fait avec un style infiniment plus lyrique. *La Noce* brosse le tableau d'une société paysanne réunie pour un mariage. C'est une fable, où des spectres apparaissent, où la gueule de bois succède à la joie, et le doute à la certitude... C'est aussi une fresque théâtrale, qui convie quarante personnages sur le plateau. A Nanterre-Amandiers, ils sont vingt-quatre à se partager ces quarante rôles sous la direction de Stanislas Nordey, qui n'a jamais eu peur d'affronter l'inconnu du répertoire contemporain ni de débusquer les classiques.

**★ Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. RER ligne A *Nanterre-Préfecture* (navette gratuite une heure avant les spectacles). 20 heures, du mardi au samedi ; 16 heures, dimanche. Tél. : 01-46-14-70-00. Durée : 3 h 30. De 80 F à 140 F. Jusqu'au 8 décembre.**

# UNE SOIRÉE À PARIS

**Brigitte Engerer,**
**Bruno Rigutto (piano)**
Un programme placé sous le signe du délire des doigts, de la complicité et de la gourmandise. Glanzberg ? Il est le compositeur de quelques-unes des plus belles chansons françaises des années 50, il a tenu le piano dans *Ariane à Naxos* sous la direction de Richard Strauss et composé, entre autres, une suite pour deux pianos. Œuvres de Ravel, Rachmaninov et Glanzberg.
*Théâtre de la rue Broca, 39, rue Broca, Paris-5e. Mo Censier-Daubenton. 20 h 30, le 7 novembre. Tél. : 01-42-17-10-38. 100 F.*

**Orchestre national de France**
Truls Mork, jeune violoncelliste, s'est fait connaître en France au Festival Pau Casals de Prades, puis par deux disques concertants publiés par Lyrinx. Son talent exceptionnel l'a vite fait enregistrer chez Virgin. Le voici à Paris dans le si beau *Concerto en la mineur* de Saint-Saëns.
Œuvres de Dutilleux, Saint-Saëns, Bizet et Debussy. Charles Dutoit (direction).
*Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8e. Mo Alma-Marceau. 20 heures, le 7 novembre. Tél. : 01-49-52-50-50. De 70 F à 175 F.*

**Mark Helias Quartet**
Le saxophoniste new-yorkais Ellery Eskin attire depuis peu l'attention. Notamment comme membre du quartette du contrebassiste Mark Helias dont la venue, rare en France, fait frétiller tout curieux d'un jazz contemporain entre les plus évidentes des mélodies et des envies de constructions complexes. Mark Feldmann est au violon, et Jim Black à la batterie.
*Instants chavirés, 7, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Mo Robespierre. 20 h 30, le 7 novembre. Tél. : 01-42-87-25-91. 80 F.*

**Compay Segundo y sus Muchachos**
Dernier légende vivante du *son* cubain, dont la nouvelle génération de la musique cubaine se réclame sans cesse, Compay Segundo a écrit des centaines de chansons. Certaines, comme *Chanchan*, ont fait le tour de tous les grands Cubains.
*Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris-11e. Mo Voltaire. 20 h 30, le 7 novembre. Tél. : 01-47-00-39-12. Location Fnac, Virgin.*

# ART

Une sélection des vernissages et des expositions à Paris et en Ile-de-France

## VERNISSAGES

**Cité interdite, vie publique et privée des empereurs de Chine 1644-1911**
*Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Du 9 novembre au 23 février 1997. 40 F.*

## EXPOSITIONS PARIS

**Autour de Bourdelle, Paris et les artistes polonais, 1900-1918**
*Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle, Paris 15e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. Tél. : 01-49-54-73-73. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 19 janvier 1997. 27 F.*

**Georg Baselitz**
*Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier 1997. 40 F.*

**Georg Baselitz : gravures 1965-1995**
*Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures ; le matin sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 28 décembre.*

**Daniel Buren**
*Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7e. Mo Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-60-22-99. De 15 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 28 décembre. Entrée libre.*

**Jean-Marc Bustamante, Sean Scully**
*Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1er. Mo Concorde. Tél. : 01-42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures ; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 1er décembre. 35 F.*

**Cherkaoui ou la Passion du signe**
*Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5e. Mo Jussieu, Cardinal-Lemoine. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 décembre. 25 F.*

**Eric Dalbis**
*Galerie Montenay, 31, rue Mazarine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-43-54-85-30. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 novembre.*

**Daumier et les parlementaires de 1830 à 1875**
*Assemblée nationale, Palais Bourbon, 33, quai d'Orsay, Paris 7e. Mo Assemblée-Nationale. Tél. : 01-40-63-51-08. Lundi, vendredi et samedi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 10 décembre. Entrée libre.*

**Anne Deguelle : diplopies (altérités)**
*Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli, Paris 4e. Mo Saint-Paul. Tél. : 01-42-78-13-44. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 novembre.*

**Dessins : nouvelles acquisitions (1992-1996)**
**Luciano Fabro**
**Paul Facchetti : traits singuliers**
**Martin Szekely, Munio Weinraub Gitai**
*Centre Georges-Pompidou, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier 1997. 35 F.*

**Double vie, double vue**
*Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris 14e. Mo Raspail. Tél. : 01-42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 29 décembre. 30 F.*

**Jean Dubuffet, des années 40 aux années 80**
*Galerie Pascal Lansberg, 36, rue de Seine, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-40-51-84-34. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 20 décembre.*
*Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Mo Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier 1997. 27 F et 35 F.*

**Gauguin et le Christ jaune**
*Musée d'Orsay, niveau médian, 62, rue de Lille, entrée: 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Mo Solferino, RER Musée d'Orsay. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier 1997. 36 F.*

**La Grèce en révolte. Delacroix et les peintres français, 1815-1848**
*Musée national Eugène-Delacroix, 6, rue de Furstenberg, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-44-41-86-50. De 9 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 13 janvier 1997. 23 F.*

**La Griffe et la dent**
*Musée du Louvre, aile Richelieu, entrée par la pyramide, Paris 1er. Mo Palais-Royal, Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15. Nocturnes lundi et mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 13 janvier 1997. 45 F.*

**Leiko Ikemura**
*Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleyme, Paris 3e. Mo Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-42-77-19-37. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 31 décembre.*

**Life/Live, la scène artistique au Royaume-Uni en 1996**
*Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16e. Mo Alma-Marceau, Iéna. Tél. : 01-40-70-11-10. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 5 janvier 1997. 27 F.*

**Robert Malaval**
*Galerie R. & L. Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4e. Mo Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-44-59-27-27. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 14 décembre.*

**David Medalla**
*Galerie Alain Gutharc, 47, rue de Lappe, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 01-47-00-32-10. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 novembre.*

**Nara, trésors bouddhiques du Japon ancien. Le temple du Kofukuji**
*Grand Palais, galeries nationales, square Jean-Perrin, entrée avenue du Gal-Eisenhower, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 9 décembre. 45 F.*

**L'Origine du monde, autour d'un chef-d'œuvre de Courbet**
*Musée d'Orsay, niveau médian, 62, rue de Lille, entrée: 1, rue de Bellechasse, Paris 7e. Mo Solferino. Tél. : 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45 ; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier 1997. 36 F.*

**Picasso et le portrait**
*Grand Palais, galeries nationales, avenue Winston-Churchill, entrée place Georges-Clemenceau, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 20 janvier 1997. 50 F.*

**Picasso, gravures 1900-1942**
*Musée Picasso, Hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3e. Mo Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-71-25-21. De 9 h 30 à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 20 janvier 1997. 28 F.*

**La Révolution de la photographie instantanée : 1880-1900**
*Bibliothèque nationale, galerie Colbert, passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs, Paris 2e. Mo Bourse ou Palais-Royal. Tél. : 01-47-03-81-10. De 12 heures à 18 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 4 janvier 1997. Entrée libre.*

**Denis Roche : il n'y a pas de leçon des ténèbres**
*Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 01-47-00-10-94. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 novembre.*

**Rodin, les marbres de la collection Thyssen**
*Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris 7e. Mo Varenne, RER Invalides. Tél. : 01-44-18-61-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier 1997. 28 F.*

**Willy Ronis : 70 ans de déclics**
*Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, terrasse Lautréamont, Paris 1er. Mo Châtelet-les-Halles. Tél. : 01-42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 4 février 1997. 30 F.*

**Sarkis**
*Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi, Paris 6e. Mo Odéon. Tél. : 01-43-25-42-63. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 16 novembre.*

**Signes de terre**
*Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Mo Invalides. Tél. : 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 23 novembre. Entrée libre.*

**Ger Van Elk**
*Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Mo Bastille. Tél. : 01-48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 novembre.*

**Villette-Amazone, manifeste pour l'environnement au XXIe siècle**
*Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Tél. : 01-40-03-75-03. De 14 heures à 20 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 1er décembre. 40 F.*

## EXPOSITIONS ILE-DE-FRANCE

**Berlin, une capitale en perspectives**
*Toit de la Grande Arche, 1, parvis de la Défense, 92 La Défense. Tél. : 01-49-07-27-57. De 10 heures à 19 heures. Nocturnes les mercredis jusqu'à 22 heures ; jusqu'au 18 décembre. Colloque "Berlin en travaux" les mercredis jusqu'au 4 décembre. Jusqu'au 5 janvier 1997. 40 F.*

**Eugène Carrière, le peintre et son univers autour de 1900**
*Musée municipal, jardin des Avelines, 60, rue Gounod, 92 Saint-Cloud. Tél. : 01-46-02-67-18. De 14 heures à 18 heures ; mardi jusqu'à 19 heures ; mercredi, samedi et dimanche de 10 heures à 12 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier 1997. Entrée libre.*

**Eaux de là, biennale d'art contemporain**
*Théâtre du Casino, île Mathilde, gloriette du Jardin du Lac, 95 Enghien-les-Bains. Tél. : 01-34-12-10-24. Visites guidées samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures et sur rendez-vous. Jusqu'au 15 décembre. Entrée libre.*

**Patrice Giorda**
*Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, place Georges-Pompidou, 78 Montigny-le-Bretonneux. Tél. : 01-30-96-99-00. De 12 heures à 19 heures et les soirs de spectacle. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 7 décembre. Entrée libre.*

**Schuffenecker, 1851-1934**
*Musée départemental Maurice-Denis - le Prieuré, 2 bis, rue Maurice-Denis, 78 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 01-39-73-77-87. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 12 janvier 1997. 35 F.*

**Jérôme Tisserand**
*Musée Bossuet, palais épiscopal, 5, place Charles-de-Gaulle, 77 Meaux. Tél. : 01-64-34-84-45. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier 1997. 15 F.*

# CINÉMA

## NOUVEAUX FILMS

**ASPHALT TANGO**
Film franco-roumain de Nae Caranfil, avec Charlotte Rampling, Mircea Diaconu, Florin Calinescu, Constantin Cotimatis, Catalina Rahaianu, Marthe Felten (1 h 44).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (01-42-77-14-55) ; Latina, 4e (01-42-78-47-86) ; Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).

**BOUND (*)**
Film américain de Larry, Andy Wachowski, avec Jennifer Tilly, Gina Gershon, Joe Pantoliano, Barry Kivel, Christopher Meloni, John P. Ryan (1 h 48).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Rotonde, dolby, 6e ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, THX, dolby, 8e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).
VF : Gaumont Opéra Impérial, 2e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

**LA SERVANTE AIMANTE**
Film français de Jean Douchet, avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Dubois, Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas Silberg, Jacques Sereys (2 h 46).
Grand Action, 5e (01-43-29-44-40) ;

**UN AIR DE FAMILLE**
Film français de Cédric Klapisch, avec Jean-Pierre Bacri, Jean-Pierre Darroussin, Catherine Frot, Agnès Jaoui, Claire Maurier, Wladimir Yordanoff (1 h 50).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (01-42-22-87-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

## SÉLECTION

**AFRIQUES : COMMENT ÇA VA AVEC LA DOULEUR ?**
de Raymond Depardon,
Français (2 h 45).
Saint-André-des-Arts II, 6e (01-43-26-80-25).

**AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES**
d'Aki Kaurismäki,
avec Kati Outinen, Kari Vaananen, Elina Salo, Sakari Kuosmanen, Markku Peltola, Matti Onnismaa.
Finlandais (1 h 36).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Epée de Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

**BREAKING THE WAVES (*)**
de Lars von Trier,
avec Emily Watson, Stellan Skarsgard, Katrin Cartlidge, Jean-Marc Barr, Adrian Rawlins, Jonathan Hackett.
Danois (2 h 38).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) ; UGC Odéon, dolby, 6e ; UGC Rotonde, 6e ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e ; UGC Opéra, dolby, 9e ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11e (01-43-57-90-81) ; Escurial, dolby, 13e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10).

**CAPITAINE CONAN**
de Bertrand Tavernier,
avec Philippe Torreton, Samuel Le Bihan, Bernard Le Coq, Catherine Rich, François Berléand, Claude Rich.
Français (2 h 10).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Montparnasse, 6e ; UGC Odéon, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Triomphe, dolby, 8e ; UGC Opéra, 9e ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (01-48-28-42-27 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

**CARLA'S SONG**
de Ken Loach,
avec Robert Carlyle, Oyanka Cabezas, Scott Glenn, Subash Sing Pall, Stewart Preston, Gary Lewis.
Britannique (2 h 06).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (01-42-77-14-55) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (01-43-54-15-04) ; L'Arlequin, dolby, 6e (01-45-44-28-80 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Rotonde, 6e ; La Pagode, 7e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Miramar, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

**CHRONIQUE COLONIALE**
de Vincent Monnikendam,
Hollandais, noir et blanc (1 h 29).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

***CŒUR DE DRAGON***
de Rob Cohen,
avec Dennis Quaid, David Thewlis, Pete Postlethwaite, Dina Meyer.
Américain (1 h 43).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, 8e.
VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; Bretagne, 6e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, 8e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

**ENCORE**
de Pascal Bonitzer,
avec Jackie Berroyer, Valéria Bruni Tedeschi, Natacha Régnier, Laurence Côte, Hélène Fillières, Michel Massé.
Français (1 h 36).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Danton, 6e ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (01-43-57-90-81) ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04 ; réservation : 01-40-30-20-10).

**LE JARDIN**
de Martin Sulik,
avec Roman Luknar, Zuzana Sulajova, Marian Labuda, Jana Svandova.
Franco-slovaque (1 h 40).
VO : Action Ecoles, 5e (01-43-25-72-07).

**MIKHAIL KOBAKHIDZE (cinq courts métrages inédits)**
de Mikhail Kobakhidze,
Géorgien, noir et blanc (1 h 13).
Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

**MISSION : IMPOSSIBLE**
de Brian De Palma,
avec Tom Cruise, Jon Voight, Henry Czerny, Emmanuelle Béart, Jean Reno, Ving Rhames.
Américain (1 h 50).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) ; Bretagne, dolby, 6e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (01-47-20-76-23 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (01-48-24-88-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 9e ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (réservation : 01-40-30-20-10).

**PARFAIT AMOUR (**)**
de Catherine Breillat,
avec Isabelle Renauld, Francis Renaud, Laura Saglio, Alain Soral, Delphine de Malerbe, Coralie Gengenbach.
Français (1 h 50).
14-Juillet Beaubourg, 3e (01-42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6e (01-43-25-59-83 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; George-V, 8e ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20).

**PARTY**
de Manoel De Oliveira,
avec Michel Piccoli, Irène Papas, Leonor Silveira, Rogerio Samora.
Français (1 h 30).
Latina, 4e (01-42-78-47-86).

**PONETTE**
de Jacques Doillon,
avec Victoire Thivisol, Matiaz Bureau Caton, Delphine Schiltz, Leopoldine Serre, Luckie Royer, Carla Ibled.
Français (1 h 37).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14) ; Les Montparnos, 14e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

**LA PROMESSE**
de Jean-Pierre et Luc Dardenne,
avec Olivier Gourmet, Jérémie Renier, Assita Ouedraogo, Rasmane Ouedraogo.
Belge (1 h 33).
14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (01-42-77-14-55) ; Racine Odéon, 6e (01-43-26-19-68 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00 ; réservation : 01-40-30-20-10).

**LA RENCONTRE**
d'Alain Cavalier,
Français (1 h 15).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

**ROME DÉSOLÉE**
de Vincent Dieutre,
Français (1 h 10).
VO : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09).

**RONDE DE FLICS A PÉKIN**
de Ning Ying,
avec Li Zhanho, Wang Liangui, Zhao Zhiming, Liu Yingshu.
Chinois (1 h 42).
VO : Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

**SECRETS ET MENSONGES**
*de Mike Leigh,*
avec Timothy Spall, Brenda Blethyn, Phyllis Logan, Marianne Jean-Baptiste, Claire Rushbrook, Elizabeth Berrington.
Britannique (2 h 22).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (01-46-33-79-38) ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (01-43-59-04-67 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (réservation : 01-40-30-20-10) ; Studio 28, 18e (01-46-06-36-07 ; réservation : 01-40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 ; réservation : 01-40-30-20-10).

## REPRISES

**LE GRAND SOMMEIL**
de Howard Hawks,
avec Humphrey Bogart, Lauren Bacall, John Ridgely, Martha Vickers.
Américain, 1946, noir et blanc, copie neuve (1 h 54).
VO : Action Christine, 6e (01-43-29-11-30).

**LES HOMMES LE DIMANCHE**
de Robert Siodmak,
Edgard G. Ulmer,
avec Erwin Splettstösser, Wolfgang von Waltershausen, Christel Ehlers, Brigitte Borchert, Annie Schreyer.
Allemand, 1929, noir et blanc (1 h 14).
VO : Le Quartier Latin, 5e (01-43-26-84-65).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

# « Charlie-Hebdo » introuvable en Belgique

**LES AGENCES** et Messageries de la presse (AMP), qui diffusent en Belgique la plupart des publications belges et étrangères, ont décidé, depuis trois semaines, de ne pas livrer l'hebdomadaire satirique français *Charlie-Hebdo*. AMP prend ainsi des mesures préventives contre d'éventuelles poursuites qui pourraient être déclenchées contre cette publication pour « *injures à la famille royale* ».

*Charlie-Hebdo* s'est emparé de l'affaire Dutroux pour mettre en scène le roi Albert II dans des dessins humoristiques. L'administrateur délégué d'AMP, Dag Rasmussen, justifie sa décision en affirmant que, dans le cas d'un éditeur étranger, « *le diffuseur est le premier responsable d'éventuelles poursuites* ». Les amis de *Charlie-Hebdo* protestent contre « *une censure qui n'est même pas couverte par une décision judiciaire* ». – *(Corresp.)*

■ **PRESSE : le groupe allemand Bertelsmann** a confirmé aux *Echos* du 7 novembre « *l'existence de contacts* » pour un rachat du quotidien *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*. La double succession de Jean-Marc Vernes et de Robert Hersant, amis et associés dans la reprise des *DNA*, déstabilise l'actionnariat, partagé entre le groupe France-Antilles de Philippe Hersant, la Société centrale d'investissements (qui était dirigée par Jean-Marc Vernes) et *L'Est républicain*. La direction des *DNA* a reconnu que les parts de la famille Vernes étaient à vendre (*Le Monde* du 1er novembre).

# La radio atteint l'âge de la maturité

## La France dispose aujourd'hui d'une gamme de stations variées qui couvrent complètement le territoire et dont l'audience progresse

**1996** semble l'année de la plénitude pour la radio. Le constat de cette maturité enfin atteinte figure dans une étude réalisée par un institut spécialisé dans les achats d'espaces et les audiences : Carat.

Il devrait rassurer les opérateurs, tous formats confondus (généraliste, musical, jeunes, séniors...), car il montre que la radio couvre aujourd'hui toute la palette de besoins des auditeurs : information, conseils pratiques, dialogue avec les animateurs, musique, etc.

Quel que soit le moment de la journée, ou ses désirs, chacun trouve la station généraliste musicale ou thématique qui lui convient. Conséquence : depuis 1986, les niveaux d'audience sont en progression constante malgré l'explosion de l'offre audiovisuelle, et notamment télévisée *via* les nouvelles chaînes hertziennes privées et publiques ou satellitaires.

Média d'accompagnement, la radio s'écoute partout et tout le temps ; contrairement à la télévision, elle ne subit pas l'influence des saisons. En outre, contrairement aux années 80, durant lesquelles existait une disparité importante entre le Nord et le Sud – au profit de la partie septentrionale de l'Hexagone, qui bénéficiait de deux périphériques importantes, Europe 1 et RTL –, la radio couvre désormais tout le territoire, grâce à l'expansion des stations FM.

L'étude de Carat montre qu'en 1996 l'équipement des Français est complet : 99 % de la population possèdent au moins un récepteur radio. De surcroît, cet équipement s'est diversifié puisque 28 % des foyers sont aujourd'hui équipés d'un baladeur, 78 % d'un radio-réveil et 77 % disposent d'un autoradio.

### LA LUTTE POUR LA PUBLICITÉ

« Maxibook radio » bouscule aussi quelques idées reçues. L'étude montre d'abord que, depuis quatre ans, l'audience des périphériques a certes baissé mais que celle des musicales a à peine augmenté. Mais la palme de la progression revient à Radio-France, dont l'audience est passée, en volume d'écoute, de 20 % en 1992 à 23 % en 1996. Un score que la Maison ronde doit au succès de France-Inter et surtout de France-Info.

« *A force d'avoir le nez dans les résultats de Médiamétrie, vague après vague, on oublie les évolutions sur le plus long terme*, précise René Saal, directeur de Carat Expert. *On se rend compte que, dans la bataille entre NRJ et Europe 1, les choses sont très fluctuantes. Ainsi, on ne peut pas dire que les auditeurs perdus par Europe 1 ces dernières années sont tous allés sur NRJ. Aujourd'hui, un auditeur perdu par une radio commerciale est un auditeur globalement perdu pour le marché publicitaire.* »

En revanche, la croissance des investissements publicitaires ne connaît plus l'importance d'autrefois. Alors qu'elle s'établissait à plus de 12 % l'an en 1992 et 1993, sa progression se ralentit régulièrement depuis : + 8 % en 1993-1994, + 5 % en 1994-1995. Jusqu'à atteindre un seuil alarmant puisque les investissements publicitaires dans les radios n'ont augmenté que de 2 % entre 1995 et janvier-septembre 1996...

L'évolution, en matière de publicité, a surtout profité aux musicales. En 1993, les périphériques captaient 66 % des parts réservées à la radio, et les musicales 34 %. Aujourd'hui, ces taux ont largement été modifiés : la part est de 51 % pour les généralistes et de 49 % pour les réseaux musicaux.

Résultat : « *Les régies radio ont désormais le choix entre deux solutions : ou elles luttent pour se partager le gâteau existant, ou elles s'associent pour tenter de le faire augmenter* », fait remarquer René Saal. Il considère que la campagne menée récemment par le Syndicat indépendant des régies des radios privées (SIRRP) pour promouvoir le média radio (*Le Monde* du 13 septembre) a été « *une excellente chose* ». « *Aujourd'hui*, conclut-il, *nous pensons que, en matière de publicité, la bataille doit se livrer entre les différents médias, et pas à l'intérieur d'un même média.* »

L'étude souligne ainsi que certains des atouts de la radio restent ignorés du marché publicitaire. Ce dernier paraît, en effet, « *plus intéressé par les taux d'abattements ou le nombre de contacts que par la force du lien créé avec l'auditeur* ».

***Véronique Cauhapé***

# Le rapprochement entre la CLT et une filiale de Bertelsmann examiné par le CSA

**LA FUSION** de la filiale audiovisuelle du géant allemand Bertelsmann (UFA), et de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) devrait avoir lieu dans la première quinzaine de janvier. Annoncée en avril et approuvée en juillet par les conseils d'administration, cette fusion, qui devrait aboutir à la création du premier groupe audiovisuel européen, provoque de nombreuses réactions. Le PDG de NRJ, Jean-Paul Baudecroux, s'est interrogé sur le manque de réaction du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à cette opération, « *alors que par une simple communiqué, une société étrangère* [pourrait] *prendre en France, en quelque sorte, le contrôle des 900 fréquences* » que contrôle la CLT en France (RTL mais aussi Fun radio, M 6, RTL 9, etc.).

Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT, a rétorqué qu'« *il n'était pas question que Bertelsmann mette la main sur les activités de la CLT en France* » (*Le Monde* du 6 mai). Et Rémy Sautter, directeur général de la CLT, indiquait dans *Le Figaro* du 6 novembre « *qu'à sa connaissance, les actionnaires de la Compagnie n'avaient pas l'intention* » de vendre « *la partie française* ». Deux événements ont replacé la question sous les feux de la rampe.

Philippe Alexandre a pris définitivement congé des auditeurs de RTL, mercredi 6 novembre, en soulignant à l'antenne que sa décision de partir avec la clause de cession (indemnisation financière d'un journaliste en désaccord avec une modification capitalistique de l'entreprise) « *fait suite à la prise de contrôle de la CLT, maison mère de RTL, par le groupe allemand Bertelsmann-UFA, aux changements qui en découlent et aux risques pour ma liberté d'expression* ».

### « PAS DE CONTRÔLE ALLEMAND

La direction de la station a souligné l'aspect « *prématuré* » de ce départ (le chroniqueur devait atteindre l'âge de la retraite en mars), et précisé que « *la liberté d'expression* [de RTL] *n'est et ne sera pas remise en cause par une opération en capital concernant son actionnaire, la CLT* (...) *qui n'a ni pour effet ni pour objet de la faire passer sous contrôle allemand* ».

Le CSA s'est lui aussi intéressé à ce dossier. Mercredi 6, les « sages » ont reçu Siegfried Luther, directeur financier de Bertelsmann, le directeur général d'UFA et le délégué général de la CLT, « *afin de mieux connaître les perspectives nées de l'accord sur la mise en place de la future entité CLT-UFA* », en regard de la loi sur la communication de 1986. Le CSA a pris note de l'organigramme et du management des sociétés ainsi que des lignes éditoriales et du format autorisé des stations, en interrogeant également les trois responsables sur les « *perspectives d'avenir* » de la fusion. Ses travaux devrait être synthétisés en fin d'année. Mais aucune décision du CSA ne sera prise avant la fusion effective, en janvier.

***Yves-Marie Labé***

## JEUDI 7 NOVEMBRE

## TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 **Journal**, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.35 Dallas. Feuilleton. La reconquête.
15.30 Hôtel. Série. Le renouveau.
16.25 Une famille en or. Jeu.
16.55 Club Dorothée.
17.35 Karine et Ari. Série. La squatteuse de choc.
18.10 Le Rebelle. Série. En panne.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 **Journal**, Tiercé.

**20.50**

**JULIE LESCAUT**
Série. Le secret des origines, de Josée Dayan (110 min). 147939
*Le commissaire enquête sur le meurtre d'un employé de la DDASS. Un adolescent se rend à la police et s'accuse du crime. Celui-ci n'est autre que l'ami de la fille de Julie...*

**[illegible]**

**FAMILLE JE VOUS AIME**
Magazine présenté par Isabelle Quenin. Invité : Nagui (100 min). 4872007
0.20 Les Rendez-vous de l'entreprise. Invité : Jean-Marie Messier, président de la Générale des eaux.
0.40 et 1.20, 2.00, 3.40, 4.40 **TF 1 nuit.**
0.55 Cas de divorce. Série. Fontana contre Fontana (rediff.).

1.30 et 3.50, 5.00 Histoires naturelles (rediff.). 2.10 L'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau. Du grand large aux grands lacs (rediff.). 4.50 Musique. Concert (10 min).

## France 2

12.20 Pyramide. Jeu.
12.50 et 13.40 Météo.
12.55 Rapport du Loto.
13.00 **Journal.**
13.30 Secret de chef.
13.50 Derrick. Série.
14.55 Le Renard. Série.
15.55 Tiercé.
16.10 et 4.45 La Chance aux chansons. [1/2] Fêtes tziganes.
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.30 Sauvés par le gong : La nouvelle classe.
17.55 Hartley, cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.20 Bonne nuit les petits. Des enfants élégants.
19.25 et 2.20 Studio Gabriel. Invités : Les Vamps.
20.00 **Journal**, A cheval, Météo, Point route.

**20.50**

**▶ ENVOYÉ SPÉCIAL**
Magazine présenté par Bernard Benyamin. Les stars du Karaoké ; Air Inter-Air France : la bataille du ciel ; La Vie après la vie (125 min). 41803194
22.55 Expression directe. CGC

**23.00**

**CHUTE LIBRE ■**
Film de Joel Schumacher, avec Michael Douglas (1992, 105 min). 5689674
*Film noir assez ambigu dans son propos (racisme, autodéfense) et bien ficelé.*
0.50 **Journal**, Bourse, Météo.
1.10 Le Cercle de minuit. Magazine. Spécial Chiapas. Avec *Courrier international*. Invités : François Maspero, Elisa Benavides, Alexandre Adler, Yvon Le Bot.

2.50 Aujourd'hui l'Europe. Dernière réunion. 3.45 24 heures d'info. 4.00 Météo. 4.05 La Compète. Abracadabra. 4.30 Cerro Torre. (rediff., 25 min).

## France 3

12.32 **Journal.**
13.31 Keno.
13.35 Parole d'Expert ! Invité : Michel Galabru.
14.30 Les Maîtres pêcheurs de l'Okavango.
14.58 Questions au gouvernement. En direct du Sénat.
16.10 Secrets de famille.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.48 Un livre, un jour. *Ripley Bogle*, de Robert McLiam Wilson.
18.55 **Le 19-20 de l'information**, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

**20.50**

**LORD JIM ■ ■**
Film de Richard Brooks avec Peter O'Toole, James Mason (1964, 154 min). 41802485
*Grand film d'aventures adapté d'un roman de Joseph Conrad.*
23.10 **Journal**, Météo.

**[illegible]**

**QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ?**
Magazine littéraire présenté par Jean-Michel Marlou. L'an dernier, les prix ; Les premiers romans : Caroline Lamarche, Béatrice Leca ; Visuel : (*Les Trois Grandes Egyptiennes*), exposition à l'hôtel de Sully ; Bibal : la bibliothèque privée de Topor ; Lecture : Une histoire ; Sépia : images d'archives ; Polac plus : Ben Reitman (*Boxcar Bertha*) Prière d'insérer (55 min). 118571

0.40 Espace francophone. Tranches de ville : Bruxelles. 1.10 Capitaine Furillo. Série. Des cendres dans la rue. 1.55 Musique Graffiti (20 min).

## La Cinquième

12.00 Atout savoir. 12.30 Signes de vies. La Gacilly. 12.55 Attention santé. Sida : le test de charge virale. 13.00 Chasseurs de trésors. 13.30 Demain l'entreprise. 14.00 Le Petit Monde du grand corbeau. Teva. 15.00 Des choix pour demain. Egypte, les dieux de nos pères. 16.00 Le Journal de la création (rediff.). 16.30 Les Yeux de la découverte. Les dinosaures. 17.00 Jeunesse. Cellulo ; 17.25 Alf. 18.00 Des Religions et des Hommes. L'hindouisme. 18.15 Cinq sur cinq inventions. Invitée : Jocelyne Belfroy. 18.30 Le Monde des animaux.

## Arte

19.00 Lucky Luke. Dessin animé. [40/52] A l'ombre des derricks (30 min). 8200
19.30 7 1/2. Conseil de l'Europe, conseil de discipline ? Invitée : Catherine Lalumière (30 min). 7571
20.00 Tanner for President. Feuilleton [10/10] de Robert Altman (30 min). 4484
20.30 8 1/2 **Journal.**

**[illegible]**

**SOIRÉE THÉMATIQUE : QUÊTE DE SENS, DÉSIR DE CROIRE. L'AU-DELÀ, OMBRE ET LUMIÈRE**
proposée par Gerhard Vogel.
20.46 Présentation par Pierre-André Boutang.
20.50 Désir d'immortalité. Documentaire (45 min). 218465
*Les diverses réponses des religions au désir d'immortalité des hommes.*
21.35 et 23.25 Débat (20 min). 843755
21.55 Huis clos ■
Film de Jacqueline Audry, d'après Jean-Paul Sartre avec Arletty, Frank Villard (1954, N., 92 min). 8154295
*Deux femmes et un homme qui ne se connaissent pas sont condamnés à vivre ensemble dans une étrange chambre d'hôtel. Ils sont en enfer et chacun raconte pourquoi.*
23.30 Entre l'enfer et le paradis. Documentaire (40 min). 82804
0.10 Bibliographie.
0.20 Bonheur. Documentaire de Sergueï Dvortsevoy (v.o., 25 min). 94595
*Le portrait d'une famille nomade perdue dans l'immensité de la steppe kazakhe.*

0.45 La Main droite du diable ■ ■ Film de Costa-Gavras (1988, v.o., rediff., 127 min). 98646972

## M 6

12.25 Les Routes du paradis. Série.
13.25 Folle Cavale. Téléfilm de Paul Schneider (100 min). 7571842
*Une chanteuse noire est accusée du meurtre de son mari. Elle prend la fuite avec sa bonne, une veuve ruinée.*
15.05 Drôles de dames. Série.
16.45 Télé casting. Magazine.
17.05 et 2.05 Faites comme chez vous. Invité : 2 BE 3.
18.00 Space 2063. Série. [2/2] L'ennemi sans visage.
18.55 Highlander. Série. Sous la foi du serment.
19.54 **Six minutes d'information.**
20.00 Une nounou d'enfer.
20.35 Passé simple. Magazine. 1950 : HLM.

**20.50**

**TOUS LES COUPS SONT PERMIS**
Film de Newt Arnold, avec Jean-Claude Van Damme (1988, 100 min). 398197
*Un Américain, champion de full-contact, participe à un tournoi, le Kumite, pour venger son frère.*

**22.30**

**C.H.U.D. ■**
Film de Douglas Cheek (1985, 100 min). 9731462
*En 1977, des clochards vivent dans des souterrains proches des égouts de New York, où le gouvernement aurait envisagé de stocker des déchets nucléaires. Film fantastique de série, qui a le mérite d'attirer l'attention sur le danger des résidus radioactifs.*
0.10 Hongkong Connection. Série. L'homme au hachoir.
1.05 Best of trash.

3.00 Jazz 6. Magazine (rediff.). 4.15 Femmes dessus-dessous. Documentaire 4.40 Hot forme. Magazine (rediff.). 5.05 Culture pub. Magazine (rediff., 25 min).

## Canal +

▶ En clair jusqu'à 13.35
12.30 La Grande Famille.
13.35 Pionniers malgré eux. Film de Peter Markle (1994, 105 min). 6663945
15.20 Michèle Morgan, une étoile aux yeux bleus. Documentaire.
16.10 Remorques ■ ■ ■ Film de Jean Grémillon (1939-1941, N., 95 min). 3786620
17.50 Pas si vite. Magazine.
17.55 Flash Gordon.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs. Invitées : Maggie Cheung ; Suzanna Hoffs.
20.30 Le Journal du cinéma.

**20.35**

**CYCLO ■**
Film de Tran Anh Hung, avec Le Van Loc (1995, 125 min). 9430823
*Après* L'Odeur de la papaye verte, *le réalisateur renoue avec son pays natal et met en scène une chronique réaliste de la vie quotidienne dans le Vietnam contemporain.*
22.40 **Flash d'information.**

**22.45**

**WOLF**
Film de Mike Nichols, avec Jack Nicholson, Michelle Pfeiffer (1994, v.o., 119 min). 3164264
0.45 True Romance ■ ■ Film de Tony Scott, avec Christian Slater, Dennis Hopper (1993, 115 min). 8052886
*Sur le premier scénario de Quentin Tarantino, un film noir aux brusques changements de ton, de rythme et aux nombreux personnages. A la fois romantique, violent, survolté.*

## Radio

### France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison de... Michel Schneider (4).
20.30 Lieux de mémoire. Le Félibrige, la renaissance provençale.

21.32 Fiction. Avignon 96. Fabrice Luchini lit *Le Paradoxe* sur le comédien, de Denis Diderot.
22.40 Nuits magnétiques. La fureur de vivre (3).

0.05 Du jour au lendemain. Jean-Paul Jouary (Enseigner la vérité). 0.45 Les Cinglés du Music Hall. Journée du lundi 2 avril 1945 (4). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). La Dame aux Camélias, d'Alexandre Dumas ; 2.56, Georges Dumézil, un Thalès philologue et mythologue (1898-1986) ; 5.56, Charles Ferdinand Ramuz.

### France-Musique

19.05 Soliste. Truls Mörk, violoncelle. Œuvres de Rachmaninov, Chostakovitch.
20.00 Concert. Les Nuits romantiques. Donné le 27 octobre, au Prieuré du lac du Bourget, par le Chœur et les Solistes de Lyon, dir. Bernard Têtu : Le Pèlerinage de la rose, de R. Schumann, Alain Neveux, piano.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Boulez.
23.07 Histoire de disques. Œuvres de Beethoven, Brahms, Bruckner, Berlioz.

0.00 Tapage nocturne. Terror And Magnificence, de Harle, par le London Voices, dir. Terry Edwards ; Thirties, de Gibson. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Georges Cziffra, pianiste. Œuvres de Chopin : Ballade nº 452 ; Andante Spianato et Grande Polonaise Brillante, par l'Orchestre national de l'ORTF, dir. Rosenthal ; Novelette nº 8, de R. Schumann ; Variations symphoniques, de Franck, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Vandernoot ; Etudes d'exécution transcendante, de Liszt ; Concerto nº 2, de Bartók, par l'Orchestre symphonique de Budapest, dir. Rossi ; Danse hongroise nº 5 d'après Brahms, de Cziffra.

22.35 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Vivaldi, Bach, Quantz, Pugnani, Boccherini, Beck. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

# Les soirées sur le câble et le satellite

### TV 5

20.00 Strictement personnel ■ ■ Film de Pierre Jolivet (1985, 90 min). 12861552
21.30 30 millions d'amis.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 **Journal** (France 2).
22.30 et 0.50 Le Grand Jeu TV 5. Les grands personnages du XXe siècle.
22.35 C'est à suivre.
0.00 Alice. Musique en Europe.
0.30 **Soir 3** (France 3).

### Planète

20.35 La Ballade des sans-papiers.
22.05 Au-delà de la porte rouge.
22.55 Fascisme. [1/2] Le retour.
23.50 Le Village oublié.
0.20 La Légende des bateaux volants [6/6].
1.15 Surprenant désert (50 min).

### Paris Première

20.00 et 0.10 20 h Paris Première. Invité : Maurice Béjart.
21.00 Ailleurs l'herbe est plus verte ■ ■ Film de Stanley Donen (1960, v.o., 105 min). 58095533
22.45 et 1.50 Le J.T.S. Rencontre avec Cécile Garcia-Fogel.
23.20 Concert. Tchernuschenko dirige Tchaïkovski. Enregistré à Munich en 1994 par l'orchestre de Saint-Pétersbourg (50 min). 75969533
2.15 Jean-Edern's Club (60 min).

### France Supervision

20.25 Basket. En direct. Euroligue : ASVEL - Leverkusen (100 min). 78980282
22.05 Ponce Pilate ■ Film de Gian Paolo Callegari et Irving Rapper (1961, 100 min). 99498674
23.45 Du côté de chez nous.
0.45 Les Nuits du New Morning.

### Ciné Cinéfil

20.30 La Petite Chocolatière ■ Film d'André Berthomieu (1949, N., 90 min). 8487200
22.00 Le Disque rouge ■ ■ Film de Pietro Germi (1955, N., v.o., 110 min). 5878378
23.50 Le Club.

### Ciné Cinémas

20.30 La Loi de la haine ■ Film d'Andrew McLaglen (1976, 95 min). 5889484
22.05 Scènes de la vie conjugale ■ ■ Film d'Ingmar Bergman (1973, v.o., 165 min). 44134026
0.50 Guy de Maupassant ■ Film de Michel Drach (1981, 130 min). 41246224

### Série Club

20.45 Section contre-enquête. Les disparitions.
21.40 et 0.45 Espionne et tais-toi. Métaphysique de l'oeuf.
22.30 Sherlock Holmes. Incendie à Londres.
23.00 Flash. Le maître des miroirs.

### Canal Jimmy

20.35 La Collectionneuse ■ ■ Film d'Eric Rohmer (1967, 80 min). 17898303
21.55 The Doors ■ Film d'Oliver Stone (1991, v.o., 135 min). 30125839

### Eurosport

20.25 Football. En direct. Châteauroux - Toulon (125 min). 7834910
22.30 Basket-ball. Euroligue. Maccabi Elite - CSP Limoges.

## Les films sur les chaînes européennes

### RTBF 1

21.55 Sofie. Film de Liv Ullmann (1992, 145 min). *Drame psychologique.*

### RTL 9

20.30 Hombre. Film de Martin Ritt (1966, 115 min), avec Paul Newman. *Western.*
22.25 L'Etrangleur de Boston. Film de Richard Fleischer (1968, 115 min). *Policier.*
0.35 Les Bidasses en vadrouille. Film de Christian Caza (1978, 85 min). *Comédie.*

### TMC

20.35 Les Bijoutiers du clair de lune. Film de Roger Vadim (1958, 95 min). *Drame psychologique.*

**Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.**
**Signification des symboles :**
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

# Le fascisme en marche sur Planète

## Dans un documentaire en deux volets, Jérôme de Missolz et Ilan Ziv montrent le retour (en Bosnie) et la banalisation (en Italie) d'une idéologie qu'on croyait révolue

PEUT-ÊTRE eût-il été opportun de s'inspirer de Jacques Julliard – l'auteur de *Ce fascisme qui vient* (Le Seuil, 1994) – en intitulant « Ce fascisme qui (re)vient » le documentaire en deux volets produit par Point du jour et Planète Câble.

Car « Fascisme » – tel est le titre des films diffusés par la chaîne câblée – ne fait pas l'historique de ce que le XXe siècle a inventé de pire. En revanche, ces deux documents proposent une réflexion sur la résurgence du nationalisme en Europe. A l'Est, où la montée des extrémismes trouve sa source dans la disparition de l'ordre ancien – avec l'effondrement du communisme – et à l'Ouest, dans la crise structurelle du capitalisme.

« Fascisme » nous emmène ainsi en Italie, avec *Le Retour*, de Jérôme de Missolz, puis en ex-Yougoslavie, avec *La Pureté*, d'Ilan Ziv, pour confronter le téléspectateur à deux situations concrètes et le pousser à s'interroger sur cette question cruciale : est-ce à un retour du fascisme que l'on assiste aujourd'hui en plusieurs points de la planète ?

Mais le travail de Jérôme de Missolz et d'Ilan Ziv est surtout un appel à la vigilance. Les auteurs ne prétendent pas donner de réponses définitives ni ne livrent de démonstrations implacables. Ils tentent seulement d'alerter en nous rappelant (dans le premier volet) que, si la prise du pouvoir par des partis néo-fascistes ou nationaux-populistes semble improbable, il ne faut pas pour autant sous-estimer les effets de leur percée électorale. D'autant que ces formations, qui savent instrumentaliser avec succès les tensions générées par le processus de désintégration de la société occidentale, enregistrent une progression qui s'avère durable.

**PASSÉ LONGTEMPS REFOULÉ**

*Le Retour* montre qu'un nombre croissant de nos voisins transalpins ne craignent plus le symbole de Mussolini. A Salo, cette ville des bords du lac de Garde qui fut, de 1943 à 1945, le siège de l'Etat fantoche offert par Hitler à Mussolini, on assiste à une banalisation et même à un renouveau d'un phénomène que l'on croyait révolu. Des anciens des Brigades noires, mais aussi des jeunes, affichent publiquement leurs liens avec un passé longtemps refoulé et qui a cessé désormais d'être tabou.

Dans ce pays, le seul d'Europe où un parti néo-fasciste a fait partie du gouvernement, des jeunes entonnent des chansons fascistes en rêvant de la puissance passée d'une Italie aujourd'hui à la traîne de l'Europe. Ils appartiennent à l'*Alleanza Nazionale*. D'autres, plus ultras, ont rejoint la *Fiama Tricolore*, convaincus de la légitimité de leur combat contre *« l'injustice et la corruption de l'Etat »*.

Le deuxième volet, *La Pureté*, est une étude de cas, pendant la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Reconstituée par un journaliste serbe de l'hebdomadaire indépendant belgradois *Vreme*, la purification ethnique de Zvornik, ville à majorité musulmane de la vallée de la Drina, dans l'est de la Bosnie, montre, cette fois, le fascisme à l'œuvre. L'idéologie de la haine et de la pureté raciale appliquée par des miliciens recrutés dans le milieu des repris de justice, encadrés par des agents des services serbes et incités dans leurs crimes par une télévision d'Etat. Les commanditaires ? Le documentaire ne les oublie pas. Mais comme le dit le journaliste serbe en quête de vérité : *« Les responsables ne seront jamais jugés. Peut-être les exécutants le seront, mais ceux qui ont pensé et planifié tout cela n'auront jamais à répondre de leurs crimes... »*

L'impunité laisserait mal augurer de notre avenir. Il n'était sans doute pas inutile de le rappeler.

*Florence Hartmann*

★ « Fascisme » : [1/2] *Le Retour*, Planète, jeudi 7 novembre à 22 h 55, vendredi 8 à 7 h 20, samedi 9 à 9 h 45, dimanche 10 à 1 h 00. [2/2] *La Pureté*, lundi 11 à 16 h 25, mardi 12 à 19 h 05, mercredi 13 à 20 h 35, jeudi 14 à 22 h 15, vendredi 15 à 8 h 00, samedi 16 à 10 h 35, dimanche 17 à 0 h 50.

# Casquettes

*par Agathe Logeart*

C'EST TOUJOURS un peu déconcertant, à trois jours d'intervalle, de retrouver le même animateur de télévision, en l'occurrence Jean-Luc Delarue sur France 2, le chef couvert de deux casquettes différentes. Le dimanche, en fin de *journée*, il *présente* une causerie qui se veut divertissante avec quelques artistes venus assurer la promotion de leur *« actualité »*. On devise donc, confortablement assis sur un moelleux canapé, en s'amusant si faire se peut des pitreries des faire-valoir de l'animateur. C'est léger, comme un cocktail juste un peu trop sucré peut-être, dont on sait qu'il ne risque pas de faire mal à la tête. Le mercredi, le même Jean-Luc Delarue reçoit aussi, mais son salon s'est transformé en forum. C'est « Ça se discute », un débat de deuxième partie de soirée, où un public nombreux prend place sur des gradins pour écouter des invités débattre d'un thème à peu près *« sérieux »* en général, les discussions étant entrecoupées de reportages pour éclairer les propos des uns et des autres.

Voilà donc que nous étions conviés à nous intéresser à la délicate et douloureuse question de l'euthanasie. Etaient réunis partisans et opposants de cette pratique illégale en France mais autorisée en Hollande. Un médecin généraliste hollandais fit une démonstration de son modus operandi. Il préconise le placement d'un cathéter dans la veine la plus appropriée, et l'injection, au moment voulu, d'une solution à base de curare qui permet d'en finir en quelques minutes ou quelques heures, selon la dose et la robustesse du patient. Il mima les gestes, exposa la qualité du matériel, vanta la délicatesse avec laquelle il procède et énuméra les précautions qu'il affirme prendre une fois enclenchée cette procédure terminale.

D'autres *invités firent le récit*, nécesssairement émouvant, des derniers instants de leurs proches et dirent les cas de conscience qu'ils avaient vécus au moment où ces derniers les pressaient de les aider à mourir. Un médecin dit l'horreur que lui inspire ce pacte de mort contraire, selon lui, à l'éthique du soignant. On vit, dans un centre de soins palliatifs, les gestes d'apaisement prodigués aux mourants. Des militants du droit de mourir dans la dignité persistèrent à réclamer la possibilité de déterminer l'heure et la manière de tirer leur révérence selon leur choix le plus intime. On parla de morale, de conscience, de liberté.

Evidemment, comme on ne badine pas avec la mort, cela tranchait un peu sur le ton frivole des dimanches soirs. Aux rires un brin potaches de Jean-Luc Delarue-l'amuseur, succédait la mine pénétrée de Jean-Luc Delarue-le sérieux. Avec l'élasticité du contorsionniste, il alternait les postures et nous invitait à le suivre dans cet exercice ambigu de transformiste, passant habilement du divertissement aux questions les plus profondes. Dans sa grande souplesse, il nous faisait le grand écart parfait entre les genres, au risque, en brouillant ainsi les repères de la comédie et de la tragédie, de les mettre au même niveau.

**VENDREDI 8 NOVEMBRE**

## TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.
13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes. Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton.
14.35 Dallas. Feuilleton. S comme séduction.
15.30 Hôtel. Série. A vos marques.
16.25 Une famille en or. Jeu.
16.55 Club Dorothée.
17.35 Karine et Ari. Série. Un cabot nommé Ari.
18.10 Le Rebelle. Série. Au sud de la 98.
19.00 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Météo.
20.00 Journal.

**20.50**

**LES ENFANTS DE LA TÉLÉ**
Divertissement présenté par Arthur et Pierre Tchernia. Invités : Martin Lamotte, Valérie Lemercier, Gérard Jugnot, François Morel, Jean Yanne, Sandrine Kiberlain (140 min). 41884089

**23.10**

**SANS AUCUN DOUTE**
Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de Marie Lecoq, Me Didier Bergès. Invitée : Alice Evans. Les profiteurs du chômage (110 min). 4837934

1.00 Très chasse. Documentaire de Claude Cailloux. Les belles chasses du petit gibier et recettes de cuisine (55 min). 2122915

1.55 et 3.10, 4.10 TF 1 nuit. 2.30 et 4.20, 5.00 *Histoires naturelles*. Où sont nos poissons d'antan ? (rediff.). 3.20 L'Equipe Cousteau en Amazonie. [1/6] Au pays des mille rivières (rediff.). 4.50 Musique (10 min).

## France 2

12.15 Pyramide. Jeu.
12.50 Spot sécurité routière.
12.55 et 13.40 Météo.
13.00 Journal.
13.30 Secret de chef.
13.45 Point route.
13.50 Derrick. Série. La nuit du jaguar.
15.00 Le Renard. Série. Musique de nuit.
16.05 et 5.10 La Chance aux chansons.
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.25 Sauvés par le gong.
17.55 Hartley cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit les petits. De la fumée dans le ciel.
19.24 et 1.30 Studio Gabriel. Invité : Pierre Arditi.
20.00 Journal, A cheval, Météo, Point route.

**20.55**

**L'HOMME DANS LA NUIT**
Téléfilm de Claude Boissol, avec Patrick Catalifo, Laure Killing (100 min). 8234886
*Un inspecteur devenu aveugle à la suite d'une bagarre n'a plus qu'une idée en tête : arrêter son agresseur.*

22.35 Journal, Bourse, Météo.

**22.50**

**BOUILLON DE CULTURE**
Magazine. La Russie : du gel à la débâcle ? Invités : Hélène Carrère d'Encausse (*Nicolas II, la transition interrompue*), Isabelle Hausser (*Les magiciens de l'âme*), Pavel Lounguine, Lise Sarfati (65 min). 620048

23.55 Présentation du Ciné-Club.
0.00 L'Année dernière à Marienbad ■ ■ ■ Film d'Alain Resnais (1961, N., 95 min). 8857248

2.00 Envoyé spécial. Magazine (rediff.). 4.00 La Compète. Qui fait courir Isa ? 4.25 Chip et Charly. Monsieur le maire. 4.50 Come Back de Baquet (15 min).

## France 3

12.32 Journal.
13.31 Keno.
13.35 Parole d'Expert ! Invité : Jean-Pierre Coffe.
14.35 L'Amour en cavale. Téléfilm de Gus Trikonis, avec Stéphanie Zimbalist (95 min). 8136021
16.10 Secrets de famille.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.47 Un livre, un jour. *Le Double Nom de famille*, de Dina Rubina.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.40 Consomag.

**20.50**

**THALASSA**
Présenté par Georges Pernoud. Les dessous de la baleine (60 min). 7215137
*La chasse commerciale à la baleine est officiellement interdite depuis dix ans. Le Japon et la Norvège continuent pourtant de la pratiquer.*

**21.50**

**FAUT PAS RÊVER**
Magazine présenté par Sylvain Augier. Invitée : Zabou. *Indonésie : le chant du perkutut* ; Syrie : Abu, le taxi ; France : dessine-moi un "Tempête" (60 min). 8171330

22.50 Journal, Météo.
23.15 Science 3. Magazine. Ebola : une épidémie vue de l'intérieur (55 min). 1983021
0.10 Cap'tain Café.
1.00 When the Lion Roars. Documentaire (v.o., 45 min). 2113267

1.45 Musique Graffiti. Danse. *Raymonda* de Glazounov (25 min).

## La Cinquième

12.00 Atout savoir. 12.30 Détours de France. Sur les traces de Paul Valéry. 12.55 Attention santé. 13.00 Un monde nouveau (rediff.). 13.30 Demain les métiers. 14.00 Lonely Planet. [6/13] L'Equateur. 15.00 Les Elections américaines. [1/2] Le destin des vice-présidents (rediff.). 16.00 Le Français, histoire d'un combat. Présenté par Claude Hagège. [9/10] Le français partagé (rediff.). 16.30 Les Grands Châteaux d'Europe. L'Alhambra. 17.00 Jeunesse. Cellulo. 17.25 Alf. 18.00 Histoire de l'alimentation. 18.30 Le Monde des animaux.

## Arte

19.00 Kyoto, la civilisation zen. Documentaire de Walker Flemmer (60 min). 2972
20.00 Reportage. La journaliste et le maître de thé, de Thomas Euting (30 min). 8175
*Une cérémonie traditionnelle de mariage, dans le légendaire Temple d'or à Tokyo, entre un maître de thé et une jeune journaliste.*
20.30 8 1/2 Journal.

**20.45**

**LE CHASSEUR DE LA NUIT**
Téléfilm de Jacques Renard, avec Stanislas Carré de Malberg, Cécile Bois (99 min). 598427
*L'histoire d'amour de deux adolescents dans le massif d'Auvergne au début du siècle. D'après un très beau roman d'Henri Pourrat (1887-1959).*

**22.25**

**▶ GRAND FORMAT : TABU, DERNIER VOYAGE**
Documentaire d'Yves de Peretti (75 min). 2437408
*Sur les traces du cinéaste allemand Friedrich W. Murnau, qui tourna à Bora-Bora en 1931.*

23.40 Profil : Entretien. Bertrand Tavernier-Jean Devaivre (55 min). 349953
*Jean Devaivre raconte à Bertrand Tavernier ses débuts à la Compagnie française cinématographique, puis son passage à la Continentale pendant l'Occupation.*
0.35 Le Dessous des cartes. Magazine (rediff.).

0.45 Music Planet. Magazine. World Collection. Nusrat Fateh Ali Khan, le dernier prophète, de Jérôme de Missolz (rediff.). 1.45 A la recherche de Da Cat. Documentaire d'Ovidio Andrew Salazar (rediff., 60 min).

## M 6

12.25 Les Routes du paradis. Série. La torche.
13.25 Une femme flic à New York. Téléfilm de John Llewellyn-Moxey (100 min). 7548514
*Une inspectrice de police quinquagénaire se voit prier de partir en retraite anticipée.*
15.05 Drôles de dames. Série.
16.35 Rock express.
17.05 Hit machine. Best of.
18.00 Les Anges du Bonheur. Série. Une nounou angélique.
18.55 Highlander. Série. Le cadeau de Mathusalem.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Dis-moi tout. Magazine.
20.35 Capital 6. Magazine.

**20.50**

**EN MÉMOIRE DE CAROLINE**
Téléfilm de Robin Spry, avec Carol Higgins Clark, Annie Girardot (105 min). 921427
*Adaptation du best-seller de Mary Higgins Clark :* Un cri dans la nuit.

**22.35**

**POLTERGEIST : LES AVENTURIERS DU SURNATUREL**
Série de Stuart Gillard (105 min). 1926971
*Téléfilm pilote d'une nouvelle série fantastique. Une organisation secrète, la fondation Luna, est présidée par un homme qui a fait vœu de protéger le monde des forces du Mal.*

0.20 Hongkong Connection. Les yeux d'Angèle.
1.10 Best of groove.

2.10 *E = M 6*. Magazine (rediff.). 2.35 Sexy mode. 3.25 Oh les girls ! 4.15 Backstage : Charlélie Couture. 4.45 Jazz 6. Magazine (55 min.).

## Canal +

▶ En clair jusqu'à 13.35
12.30 La Grande Famille. Magazine.
13.35 Wolf. Film de Mike Nichols, avec Jack Nicholson (1994, 120 min). 5548088
15.40 Le Livre de la jungle. Film de Stephen Sommers, avec Jason Scott Lee (1994, 110 min). 3777972
17.30 Au pays des dragons. Documentaire (rediff., 25 min). 31750
17.55 Flash Gordon. Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Ronny Brauman, Stomp ; 16 Horse Power.
20.30 Le Journal du cinéma.

**20.35**

**LES PREMIERS DIEUX DE LA GYM**
Les meilleurs gymnastes du moment, au POPB (80 min). 613040

21.55 Amitié sans issue. Téléfilm d'Andy Wilson (60 min). 8176885
22.55 Flash d'information.
22.59 Les Baisers.

**23.00**

**DON JUAN DE MARCO ■**
Film de Jeremy Leven, avec Johnny Depp (1994, 97 min). 5554798

0.40 Une corde, un colt ■ ■ Film de Robert Hossein (1968, 85 min). 8877809
2.05 Le Journal du hard
2.10 Un siècle de plaisir. Documentaire. Voyage à travers l'histoire du hard (rediff., 120 min). 9843880
4.10 Le Bonheur ■ ■ Film d'Agnès Varda (1965, 75 min). 4078824
5.25 Richie Rich. Film de Donald Petrie (1994, v.o., 94 min). 32201083

## Radio

### France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison de... Michel Schneider (5).
20.30 Radio archives. Les Halles de Paris : une nuit gratinée.
21.32 Musique : Black and Blue. *Kenny Garrett. Portraits en noires et blanches.*
22.40 Nuits magnétiques. La fureur de vivre. 4. Les années blanches.

0.05 Du jour au lendemain. Jean-Loup Amselle. 0.45 Les Cinglés du Music Hall. Journée du lundi 2 avril 1945 (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture. (rediff.). Le Bon Plaisir de Willy Ronis ; 3.53, Des boyards et des fées ; 5.33, Claude Maillard ; 5.56, Entretiens avec Tadéo Takemoto (1).

### France-Musique

20.00 Concert franco-allemand. Donné le 7 novembre, au Théâtre des Champs-Elysées, à Paris et émis simultanément sur les Radios de Leipzig, Sarrebrück et Berlin, par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit : Timbres, Espace, Mouvement ou La Nuit étoilée, de Dutilleux ; Concerto pour violoncelle et orchestre no 1 op. 33, de Saint-Saëns, Truls Mörk, violoncelle ; Symphonie no 1, de Bizet ; La Mer, de Debussy.
22.30 Musique pluriel. Œuvre de Vieru.
23.07 Miroir du siècle. Œuvre de Constant, Nigg, Le Flem.

0.00 Jazz-club. En direct du Duc des Lombards. Michel Graillier, piano, avec Alby Culiaz, contrebasse, Simon Goubert, batterie. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Les écrits de Tchaïkovski. Léonore III, de Beethoven, par la Staatskapelle de Dresde, dir. Colin Davis ; Don Giovanni (extraits), de Mozart, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Giulini ; Divertissement sur la Sonnambula, de Glinka, par l'Ensemble de Solistes ; Roméo et Juliette (extraits), de Berlioz, par l'Orchestre de Paris, dir. Daniel Barenboïm ; Lohengrin (extraits), de Wagner, par l'Orchestre de la Radio bavaroise, dir. Davis ; Œuvre de Balakirev, Rimsky-Korsakov, Taneïev, Arenski.

22.35 Les Soirées... (Suite). Œuvre de Brahms, Solveig, Grieg, Bizet, Beethoven, Saint-Saëns, Lalo, Tchaïkovski. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

# Les soirées sur le câble et le satellite

### TV 5

20.00 *Les Grands Fleuves*. Le Danube.
21.00 Bon week-end.
21.55 La Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 et 0.50 Le Grand Jeu TV 5. Les grands personnages du XXe siècle.
22.35 Taratata. Invitée : Catherine Lara (France 2 du 29/10/96)
23.45 Ça cartonne.
0.30 Soir 3 (France 3).

### Planète

20.35 Les Ponts du futur.
21.25 L'Amour à corps perdu.
22.25 Télévision (histoires secrètes). [1/3] Géoliteurs.
23.25 Pour mémoire...
0.25 La Ballade des sans-papiers (90 min).

### Paris Première

20.00 20 h Paris Première.
21.00 Thierry Le Luron à Marigny. Enregistré au théâtre Marigny en 1980.
22.55 et 1.50 Le J.T.S.
23.25 Opéra : l'Etoile. Enregistré à l'Opéra de Lyon. Musique d'Emmanuel Chabrier. Mise en scène de Louis Erlo, Alain Maratrat. dir. John Eliot Gardiner. Chanteurs : Colette Alliot-Lugaz, Ghylaine Raphanel, Magali Damonte (110 min). 85533137

### France Supervision

20.30 Taratata. Michel Fugain.
21.35 Judo. Championnat de France.
22.25 Championnat de France des clubs de course d'orientation.
22.55 Paris, roman d'une ville.
23.40 Jet Star.
0.35 Les Six jours cyclistes de Grenoble.

### Ciné Cinéfil

20.30 Péchés de jeunesse ■ Film de Maurice Tourneur (1941, N., 95 min). 5854798
22.05 Général casse-cou ■ Film de George Marshall (1958, N., 90 min). 3374156
23.35 Sabotage à Berlin ■ ■ Film de Raoul Walsh (1942, N., v.o., 105 min). 49836069

### Ciné Cinémas

21.00 Short Cuts : Les Américains ■ ■ Film de Robert Altman (1993, 180 min). 22105175
0.00 L'Insoutenable Légèreté de l'être ■ ■ Film de Philip Kaufman (1987, v.o., 170 min). 28284118

### Série Club

20.20 Mon Amie Flicka. Première idylle.
20.45 Commando Garrison. La duchesse.
21.40 et 0.40 Miss. Miss a peur.
22.30 Sherlock Holmes. Le joueur.
23.00 Section contre enquête. Les disparitions.
23.50 Quincy. Immunité diplomatique.
1.30 Schimanski. Coupable ou innocent (90 min).

### Canal Jimmy

20.30 Star Trek. Fausses manœuvres.
21.20 The New Statesman. Le bunker de Haltemprice.
21.45 Sessions. Happy Birthday.
22.15 Chronique du front.
22.20 Dream on. Toby or not Toby.
22.50 Seinfeld. Le cuistot nazi.
23.15 Top Bab.
23.55 La Semaine sur Jimmy.
0.05 New York Police Blues. L'enlèvement.

### Eurosport

18.30 Tennis. En direct. Tournoi de Stockholm (Suède, 210 min). 42219882
22.00 Equitation. En direct de Bruxelles. Coupe du monde Volvo. Epreuve de saut d'obstacles (60 min). 968250

## Les films sur les chaînes européennes

### RTBF 1

21.15 Twist again à Moscou. Film de Jean-Marie Poiré (1986, 100 min), avec Philippe Noiret. *Comédie.*

### RTL 9

22.30 Saveurs de femmes. Film de Roy Garrett (1992, 95 min). *Erotique.*
0.55 Bel Amour. Film de François Campaux (1950, 95 min). *Drame.*
2.30 La Prof du bahut. Film de Michele Massimo Tarantini (1976, 85 min). *Erotique.*

### TSR

20.05 Les Sous-doués. Film de Claude Zidi (1980, 100 min). *Comédie.*
21.45 Saïgon, l'enfer pour deux flics. Film de Christopher Crowe (1987, 100 min), avec Willem Dafoe. *Policier.*
23.35 Une autre femme. Film de Woody Allen (1988, 75 min), avec Gena Rowlands. *Drame psychologique.*

▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

**Le Monde**

VENDREDI 8 NOVEMBRE 1996

# Bouche à feu

*par Pierre Georges*

**EST-CE UNE RÉVOLTE ?** Non, une déconfiture, sire ! Ah l'aimable Pasqua, dit Bouche à feu. Il n'y est pas allé avec le dos de la cuiller : *« Nous sommes en 1788. Déconfiture. Nous n'avons pas fait tout ce que nous avons fait pour en arriver là. Quinze millions de Français sont malheureux et leur malheur ne fait pas le bonheur des autres. »*

Charles Pasqua est un grand acteur et un grand colérique. Il dit, ouvertement, à la majorité et au gouvernement quelques solides méchancetés. *Le Monde* les rapporte. Charles l'imprécateur aussitôt est invité par TF 1 et commence à raconter vaguement, l'air de ne pas y croire lui-même, que ses propos ont été, non pas déformés, mais, comment dire, un peu surévalués dans la mise en scène. Et puis, aimablement, Patrick Poivre d'Arvor l'invite à regarder, entre autres, la réaction à ses propos, de Michel Péricard, président du groupe RPR à l'Assemblée.

*Funérailles !* Autant traiter, en termes plus mesurés, Charles Pasqua de saxon, d'aigri, de gâteux et de demi-solde du gaullisme. Le faux repentant repart de plus belle, confirme et amplifie sa colère, tape comme un sourd sur un *« pouvoir sourd »*.

*Tragediante, comediante ?* Rien de tout cela. Car il faudrait quelque ingénuité pour imaginer que Charles Pasqua, vieille bête politique, n'ait pas soigneusement préparé sa sortie en marge du cénacle RPR, qualifié la veille *« de premier régiment de cireurs de pompes »*. On pourra toujours s'interroger sur les motivations de l'imprécateur. Des plus banales – dépit amoureux, détestation personnelle des *« gâteux de cinquante ans »* qui *« ne comprennent rien à la vie des Français »* – aux plus nobles – défendre le gaullisme de ses *errements* et le Président de ses conseillers –. Peu importe. On ne doit pas trop s'interroger sur l'instinct, comme de conservation, qui a motivé semblable emportement.

On peut en effet se tromper de stratégie, et Charles Pasqua y a excellé, et conserver un fameux nez. Représentant d'un gaullisme populaire, espèce menacée, l'ancien ministre de l'intérieur connaît son monde, sait prendre la température du moment, homme de terrain et d'humus. Il a ses réseaux, ses hommes, ses renseignements. Il sent les choses et, cela devrait-il faire sursauter, cultive soigneusement une sorte de flair social, à droite puisqu'il est de droite, mais du peuple car il reste du peuple.

Un tel instinct vous fait démagogue dans le pire des cas, républicain dans le meilleur. Charles Pasqua put être l'un parfois. Il est devenu l'autre souvent. Surtout en vieillissant. Et ce rôle d'alarme sociale lui convient à merveille, l'homme ayant le courage de ses emportements. Mais là encore, pas de duperie. Si Charles Pasqua a hurlé, en sa solitude présumée, c'est qu'il ne s'y sent pas si seul. Il n'est pas exclu qu'il ait eu, par une sorte de pré-science coutumière, connaissance du sondage Ifop l'Express sur l'état d'esprit des Français (lire page 8). Les résultats en sont autrement inquiétants pour le gouvernement qu'un coup de gueule de l'incorrigible et nécessaire M. Pasqua.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le jeudi 7 novembre, à 12 h 30 (Paris)

**FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Tokyo Nikkei | 20991,50 | +1,94 | +4,54 |
| Honk Kong index | 12775,50 | +2,18 | +27,77 |

20991,50 — 22948 — 21782,78 — 21227,55 — 20667,33 — 20107,10 — 5 août — 24 sep. — 7 nov.

**OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES**

| | Cours au 06/11 | Var. en % 05/11 | Var. en % fin 95 |
|---|---|---|---|
| Paris CAC 40 | 2213,37 | +1,19 | +18,24 |
| Londres FT 100 | — | — | +5,91 |
| Zurich | — | — | +16,65 |
| Milan MIB 30 | — | — | +11,92 |
| Francfort Dax 30 | 2730,31 | +1,45 | +21,13 |
| Bruxelles | — | — | +12,42 |
| Suisse SBS | — | — | +0,93 |
| Madrid Ibex 35 | — | — | +18,93 |
| Amsterdam CBS | — | — | +23,57 |

Tirage du *Monde* daté jeudi 7 novembre 1996 : 553 511 exemplaires

# Xavière Tiberi devrait être mise en examen pour détournement de fonds publics

## La justice la soupçonne d'avoir touché un salaire fictif de 200 000 francs

**QUATRE MOIS** après la perquisition du juge Halphen au domicile du maire de Paris, le parquet d'Evry a ouvert, mercredi 6 novembre, une information judiciaire contre *« Xavière Tiberi et tous autres »* pour détournement de fonds publics, abus de confiance et recel. Ce dossier, jusqu'alors en enquête préliminaire, sous le contrôle du parquet, sera donc prochainement confié à un juge d'instruction qui sera désigné dans les jours qui viennent par la présidente du tribunal.

Le magistrat instructeur sera chargé de se pencher sur le travail réalisé, en 1994, par Xavière Tiberi pour le conseil général de l'Essonne. Ce rapport avait été découvert le 27 juin au domicile des époux Tiberi par le juge d'instruction de Créteil chargé de l'affaire des fausses factures des HLM de la ville de Paris, Eric Halphen.

Au cours de cette opération mouvementée – le directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Foll, avait ordonné à ses policiers de ne pas assister le juge –, ce dernier, accompagné par sa greffière et un magistrat du parquet de Créteil, avait saisi divers documents : des notes blanches des Renseignements généraux, des liasses de procès-verbaux extraits d'une procédure judiciaire concernant le Val-de-Marne, *mais aussi un rapport signé par* Xavière Tiberi.

**TRENTE-SIX PAGES**

Pour ce document de trente-six pages, l'épouse du maire de Paris a été rémunérée 200 000 francs, versés en dix mensualités de mars à décembre 1994. Intitulé « Réflexions sur les orientations du conseil général de l'Essonne en matière de coopération décentralisée », le texte semble avoir été rédigé très rapidement : publié en partie par *Le Canard enchaîné*, il est truffé de fautes d'orthographe et de fautes de frappe. Il se conclut par une seule proposition : rédiger un annuaire des entreprises de l'Essonne exportant dans le tiers monde. Contrairement aux usages, il ne mentionne ni la lettre de mission du président (RPR) du conseil général de l'Essonne, Xavier Dugoin, ni les textes de lois de référence du secteur, ni les personnes rencontrées par Xavière Tiberi, ni les documents consultés lors de la rédaction.

Xavière Tiberi a été entendue le 18 juillet par le juge Halphen, dans son cabinet d'instruction du palais de justice de Créteil. Interrogée au sujet du rapport commandé par Xavier Dugoin, l'épouse du maire de Paris a simplement répondu : *« A part le travail que j'ai fait pour le conseil général de l'Essonne, je n'ai jamais travaillé, ou plutôt, j'ai beaucoup travaillé pour mon mari mais je n'ai jamais été payée. De temps en temps, en fin d'année, je bénéficie du reliquat de la somme allouée à mon mari au titre de ses attachés parlementaires. Ce sont des petites sommes que je déclare fiscalement. Je vous indique que le travail au conseil général consistait uniquement dans le rapport que je vous ai remis. Je ne me suis pas rendue sur place. »*

Tous ces éléments ont pu laisser planer des doutes sur la réalité du travail effectué par l'épouse du maire de Paris. Le juge Halphen a donc transmis, le 19 septembre, au procureur de Créteil, une ordonnance de soit-communiqué consacrée à cette affaire. Pour des raisons de compétence territoriale, le dossier a été transmis au procureur d'Evry, *via* le parquet général de la cour d'appel de Paris. Le 10 octobre, le parquet d'Evry a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire qui a été confiée aux policiers de la section financière de la *Direction régionale de la police judiciaire* (DRPJ) de Versailles. *« L'objectif est de vérifier s'il s'agit ou non d'une rémunération de complaisance »*, indiquait-on alors.

Des instructions sur des salaires apparemment fictifs sont déjà en cours au palais de justice d'Evry. Le 3 juillet, le parquet a ainsi ouvert une information contre X pour *« abus de confiance, détournement de fonds publics et recel »* qui a été confiée à Chantal Solaro, doyen des juges d'instruction. Ce dossier concerne un salaire de 23 000 francs versé pendant trois ans à l'épouse du président du conseil général, Xavier Dugoin, sous son nom de jeune fille, Marie-Aline Hugot. Pour Xavière Tiberi, l'information judiciaire vise nominativement l'épouse du maire de Paris. A moins que le juge d'instruction souhaite l'entendre en tant que témoin assisté, Mme Tiberi sera donc de façon quasiment automatique mise en examen, *comme le prévoit le code de* procédure pénale.

*Anne Chemin*

### La réaction du maire de Paris

***Jean Tiberi nous a fait parvenir, jeudi 7 novembre, la réaction suivante :*** **« Le maire de Paris ne peut commenter un acte de procédure. Mais l'homme et l'époux a, comme tout citoyen, le droit de s'exprimer. Je veux dire haut et fort que j'ai toute confiance en mon épouse, qui partage mon combat et ma vie depuis près de quarante ans. Pendant toutes ces années, elle a travaillé à mes côtés bénévolement pour les habitants du 5e arrondissement. Je la soutiens donc totalement, d'autant plus que les coups qui lui sont portés me sont destinés et qu'ils n'ont qu'un seul objectif : me déstabiliser. Je ne souhaite à personne de vivre cette expérience. Mais que personne n'en doute : cela ne fait que renforcer ma détermination politique. »**

# Les transporteurs routiers manifestent à Paris

**UNE MANIFESTATION** nationale des transporteurs routiers français a perturbé la circulation dans l'est de la capitale, jeudi matin 7 novembre. Près de 600 patrons ont convergé, au volant de leur camion, vers le cours de Vincennes, dans le douzième arrondissement de Paris, à l'appel de deux organisations patronales, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) et l'Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (Unostra).

Ces organisations, qui représentent 16 500 des 35 000 entreprises du secteur, entendent protester contre *« la hausse continuelle de leurs charges et la généralisation du dumping tarifaire qui tire leurs prix de vente sous les seuils d'équilibre »*, mais ne comptent pas organiser de blocus de Paris. Les responsables syndicaux devaient prendre la parole en milieu de matinée avenue du Trône, où la circulation a été interdite aux automobilistes. En province, des barrages filtrants ont été organisés en Dordogne et près de Limoges (Haute-Vienne).

Le transport routier subit l'atonie de l'économie française. Les petites entreprises composant ce secteur respectent souvent mal les règles sociales et de sécurité. Elles se livrent une guerre des prix qui fait baisser leurs recettes, alors que les coûts augmentent : le prix du gazole a, selon les routiers, progressé de 70 centimes en un an. Les professionnels veulent que les hausses futures des taxes sur le gazole soient fiscalement déductibles et réclament une aide exceptionnelle de l'Etat pour compenser la hausse des carburants.

Pour améliorer la sécurité routière, les professionnels s'efforcent de mettre en place depuis 1993 leur « contrat de progrès », qui implique une réduction du temps de travail des chauffeurs et des embauches supplémentaires. Les routiers protestent aussi contre les distorsions de charges sociales entre les différents pays de l'Union européenne, alors que la libéralisation totale du secteur est prévue le 1er janvier 1998.

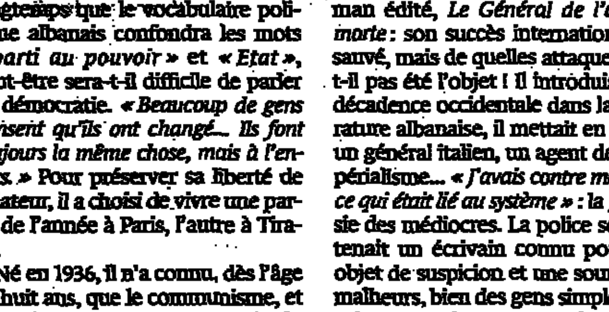


Le Monde des LIVRES
VENDREDI 8 NOVEMBRE 1996





# Kadaré, en toutes Lettres



*Hier menacé, aujourd'hui courtisé par les politiques de tous bords, le romancier exilé en France a pour principale revendication celle d'être écrivain albanais*

Il est écrivain, uniquement écrivain, totalement écrivain. Il l'a toujours été, envers et contre tout. Pourquoi réclame-t-on davantage de lui ? Il s'attriste, s'indigne, rit aussi, mais sous le rire on perçoit encore le questionnement pathétique qui parcourt son œuvre. Il dit que dans un petit pays, être un écrivain célèbre peut être également un malheur : on est toujours sous surveillance. Que l'écrivain soit un démiurge dans son œuvre n'en fait pas pour autant un démiurge dans la vie sociale – on le lui reproche.

Sous Enver Hoxha, il vivait avec le danger constant d'être broyé. Lorsqu'en 1990, se sentant menacé par les derniers soubresauts de la dictature, il a obtenu l'asile politique en France, c'était pour pouvoir écrire dans la liberté. La dictature tombée, on attendait de lui qu'il soit le Havel albanais. Aujourd'hui, le nouveau pouvoir le voudrait dans son camp et l'opposition dans le sien. *« La machine totalitaire a fait perdre la boussole aux gens. »* L'ont-ils retrouvée ? *« L'Etat veut détruire l'opposition, l'opposition veut détruire l'Etat. »* Aussi longtemps que le vocabulaire politique albanais confondra les mots *« parti au pouvoir »* et *« Etat »*, peut-être sera-t-il difficile de parler de démocratie. *« Beaucoup de gens pensent qu'ils ont changé... Ils font toujours la même chose, mais à l'envers. »* Pour préserver sa liberté de créateur, il a choisi de vivre une partie de l'année à Paris, l'autre à Tirana.

Né en 1936, il n'a connu, dès l'âge de huit ans, que le communisme, et en a vécu les avatars : russe, chinois, autarcique. C'est vrai, il a fallu ruser, composer – mais *« les possibilités étaient limitées, donc la conscience créatrice plus exigeante »* –, renoncer souvent à publier, oser d'autres fois, comme pour son premier roman édité, *Le Général de l'armée morte* : son succès international l'a sauvé, mais de quelles attaques n'a-t-il pas été l'objet ! Il introduisait la décadence occidentale dans la littérature albanaise, il mettait en scène un général italien, un agent de l'impérialisme... *« J'avais contre moi tout ce qui était lié au système »* : la jalousie des médiocres. La police secrète tenait un écrivain connu pour un objet de suspicion et une source de malheurs, bien des gens simples faisaient l'amalgame entre le même écrivain et les dirigeants : dans les deux cas, il était perçu comme *« perfide, infidèle, provisoire »*.

Quels gages a-t-il donné au système ? Certainement pas celui du réalisme socialiste. Peut-on prétendre sérieusement qu'il a écrit des livres « communistes » ? Ses premières références sont Shakespeare, Goethe, Eschyle, sa quête est celle de la tradition épique balkanique : *Le Pont aux trois arches*, *Avril brisé* ou *Les Tambours de la pluie* n'ont rien à voir avec le Parti et sa doctrine. Il a pris le risque, dans *Le Concert*, de tendre au dictateur un miroir ? *« Ce portrait aurait pu être celui de Tamerlan, d'un empereur de Chine, d'un roi fou. Lisez mon dernier livre : vous verrez que le portrait que j'en fais aujourd'hui n'est pas différent ; la même folie, le même délire. Parce que ce genre de personnages, en soi, m'intéresse : natures humaines avant tout, mais pathologiquement déformées par la machine. Je n'y mets pas plus de haine aujourd'hui qu'hier : il n'y a jamais de haine dans mon œuvre. »* Le dictateur, dans sa paranoïa, lettré lui-même et entretenant des rapports ambigus avec la littérature, n'en a retenu que ce qui le flattait en prenant la posture d'un protecteur des arts. Mais le pari aurait pu être mortel.

Aujourd'hui, étrangement, on dirait que la même classe, cette nomenklatura survivante ou ses enfants, et les mêmes gens, voient en lui un miroir qui leur retourne une image qu'ils ne supportent pas. Une image qui leur rappelle que ce régime-là a bien existé, alors qu'il est si commode de le conjurer en le rejetant dans le néant comme le mal absolu ; qui leur rappelle qu'il a fallu vivre dans la « machine » et avec elle ; que celle-ci ne se réduisait pas à un individu mais s'étendait à beaucoup, compromis volontairement ou non ; et qu'eux n'ont pas eu la force de construire, dans ces conditions-là, une œuvre qui a résisté à tous les orages.

Et que dire de ceux qui, à l'Ouest, refusent de comprendre ce qu'ils n'ont pas vécu et jugent le passé des écrivains de l'Est ? *« Je n'ai pas fait deux littératures. J'ai écrit dans des conditions horriblement difficiles une littérature normale. Mes livres sont là, et je demande à ces gens : alors pourquoi les lisez-vous ? Pourquoi les avez-vous lus ? »*

Depuis quatre ans, il mène de front l'écriture de nouveaux livres et l'édition de ses *Œuvres complètes* – le quatrième tome vient de paraître et il y en aura dix. Dans ces dernières, beaucoup de textes anciens sont remaniés, augmentés. Faut-il y voir une révision du passé, un reniement ? *« Non. Je trouve normal de retoucher, parce que la vie du roman ne s'arrête pas avec sa publication. Je suis d'un pays où le rhapsode modifie son texte chaque fois qu'il chante. L'écriture nous a privés de cette mutation continuelle et je garde une obscure nostalgie de l'oralité. »*

Ecrivain albanais avant tout, dans la mesure où il a conscience d'avoir donné une autre dimension à la culture albanaise et créé, au fil de ses romans, *« un double »* de son pays. Ecrivain balkanique, aussi. Qui se sent proche des Ivo Andric, Kazantzakis, Krleza, lus dans sa jeunesse. Et qui regrette que l'Europe considère les Balkans comme une marge, sans utiliser, canaliser cette *« énergie un peu folle »* qu'ils recèlent. Ce fut pourtant le secret de l'empire ottoman, qui s'est servi, lui, de cette énergie pour s'alimenter en chefs ambitieux et capables. Les Balkans ont eu, six siècles durant, la nostalgie de l'Europe : comment ne pas s'y sentir *« horrifié »* de les voir toujours traités comme s'ils étaient à l'écart du continent ?

Ses derniers livres reviennent toujours sur le passé : lui arrivera-t-il un jour d'écrire un roman qui parle de l'Albanie d'aujourd'hui ? *« Peut-être, mais je n'en suis pas sûr... Il faut du temps pour qu'un livre mûrisse. Dans ma conscience, les personnages mettent quinze ans à devenir réels. Avant, ils n'ont pas de poids. L'Albanie d'aujourd'hui nourrirait quelque chose de trop léger, de comique peut-être ; j'aime le tragique, je ne voudrais pas donner à mon œuvre un épilogue léger... »*

*François Maspero*

**★ Parmi les dernières publications, signalons : *L'Ombre*, roman, Fayard, (1995) ; Dialogue avec Alain Bosquet, Fayard, (1995) ; *L'Aigle*, récit, Fayard, (1996) ; *Récits d'outre-temps* et *Les Adieux du mal*, Stock, 1996 (ces deux récits figurant déjà dans les *Œuvres complètes* : respectivement tomes I et III). *Œuvres complètes*, tome IV, Fayard, (600 p., 200 F) ; introduction et notes d'Eric Faye (également auteur d'un *Ismaïl Kadaré, Prométhée porte-feu* et d'*Entretiens*, les deux publiés en 1991 chez José Corti, traduction de Yusuf Vrioni (comme pour la quasi-totalité des œuvres). Ce volume regroupe, sans tenir compte de la chronologie de leur création, des romans – dans des versions nouvelles – qui ont tous pour théâtre l'Albanie de l'indépendance (1913) à la fin de la royauté (1939) : *L'Année noire, Avril brisé, Le Dossier H.*, ainsi que trois nouvelles inédites en français.**

**★ Lire également page II**

GÉRARD RONDEAU POUR « LE MONDE »

## Le nouveau « Coup de Prague »

*Karel Bartosek fait le « procès » en révision du martyrologe communiste*

**LES AVEUX DES ARCHIVES**
**Prague-Paris-Prague, 1948-1968**
de Karel Bartosek.
Seuil, 460 p., 160 F.

Pénétrer avec Karel Bartosek, dans la Prague de la fin des années 40 et 50, entrer avec cet historien, en France depuis 1982, dans les relations complexes, secrètes et serrées qu'ont entretenues le PCF et le Parti communiste de Tchécoslovaquie jusqu'en 1969, c'est aborder un univers gros de souffrance mais aussi de mystification et de manipulation. Un univers d'*« êtres blessés »* où les héros de naguère finissent, à la lumière d'archives, ouvertes depuis la « révolution de velours » en 1989, par se révéler d'authentiques mouchards. Fussent-ils, comme le communiste slovaque Laco Holdos, d'anciens déportés, résistants, couverts d'une gloire paradoxalement rehaussée par les persécutions staliniennes dont ils furent à leur tour les victimes, au début des années 50.

Dans ce monde-là, on peut surprendre un dirigeant du Mouvement pour la paix, l'atomiste Frédéric Joliot-Curie, proposer à Prague la création de sociétés permettant d'utiliser la recherche française dans le camp socialiste. On voit le PCF fournir discrètement aux autorités tchèques des informations sur les communistes qui retournent au pays après la deuxième guerre mondiale ; on voit les anciens volontaires des Brigades internationales ou de la MOI (1) retournés en Tchécoslovaquie après 1945, se métamorphoser en *« super-flics »* pour contribuer, dans les services de sécurité, à l'impitoyable mise au pas de la Tchécoslovaquie après la prise du pouvoir par les communistes, en février 1948.

Car telle est la thèse qui court d'un bout à l'autre de l'ouvrage : en se focalisant sur le sort des communistes accusés dans les grands procès staliniens du début des années 50, la mémoire collective, surtout en France, a tendance à rejeter dans l'ombre les victimes des premières répressions qui ont suivi le « coup de Prague » de février 1948, à savoir les non-communistes. Le procès Slansky, en novembre 1952, *L'Aveu* d'Arthur London, ancien des Brigades internationales et vice-ministre des affaires étrangères accusé avec le secrétaire général du PCT de *« conspiration contre l'Etat »* occultent encore, pour Karel Bartosek, le sort des démocrates, des socialistes ou des patriotes tchèques qui ont parfois payé de leur vie un ralliement – fût-il critique – au nouveau régime, préféré à l'exil. Ainsi Bohumil Lausman, ancien ministre de l'industrie, vraisemblablement assassiné deux jours avant sa sortie de prison, en 1963, ou le général démocrate Heliodor Pika, pendu simplement parce qu'il « en savait » un peu trop sur les services de soviétiques.

En dénonçant ce qui lui apparaît comme une déformation de l'Histoire, Karel Bartosek tord parfois un peu trop le bâton dans l'autre sens. Il est ainsi peut-être exact que *L'Aveu* – le livre, publié en 1968, comme le film – soit tombé à point nommé pour transformer en foi assortie de martyrologie un attachement au communisme sérieusement étrillé par l'échec de la *révolte de mai en* France, et surtout par la mise à mort du « printemps de Prague ». Mais que ce *credo quia absurdum* version marxiste-léniniste n'ait été qu'une « commande » du PCF, Bartosek ne l'établit pas vraiment. Pas plus qu'il ne montre clairement le rôle qu'il attribue à Arthur London dans la dénonciation de l'agent américain, Noël Field, travaillant pour les Soviétiques, et dont l'enlèvement à Prague en 1948, donnera le signal des purges touchant les anciens volontaires d'Espagne – purges qui ont fini par engloutir les Rajk, Slansky, et Arthur London lui-même.

Karel Bartosek a retrouvé dans les archives un long rapport manuscrit d'Arthur London, en tchèque. Ce document a été rédigé à partir de mai 1955 au sanatorium de Pies, à 60 kilomètres de Prague, et son contenu livre une image fort différente de celle du témoignage publié en 1968. Faut-il considérer ce texte comme « la vérité » sur *L'Aveu* ? Ou bien, en tenant compte du contexte dans lequel il fut produit, comme un mémoire écrit à un moment où London espère sa réhabilitation et a le souci de se présenter en apparatchik modèle ? Le débat n'est pas clos.

(1) Créée dans les années 20, la Main d'œuvre immigrée, cette organisation dépendant du PCF, est destinée à encadrer l'immigration en France. Son histoire pendant la deuxième guerre mondiale est liée à celle de l'« Affiche rouge ».

Lire la suite page VI

le feuilleton

de Pierre Lepape

# L'impossible flash-back



*Comme nombre d'écrivains américains, Stephen Wright interroge l'aventure nationale. Avec violence et humour, il démonte le grand rêve américain. Huit longues nouvelles, huit destins entraînés dans la spirale de la dépersonnalisation, d'une Amérique décervelée, déréalisée. Mais loin d'une course vers l'abîme, le romancier montre un pays qui se débat à rebours de son histoire*

**ÉTATS SAUVAGES**
**(Going Native)**
de Stephen Wright.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Serge Chauvin.
Gallimard, coll. « Du monde
entier », 394 p., 150 F.

Il y a longtemps que la France ne se regarde plus dans ses romans. Ses écrivains ont la tête ailleurs : comme si leur pays, cette vieille province, était sans mystère ou sans intérêt ; comme s'ils avaient peur qu'on leur reproche de faire du régionalisme. Mais qui le leur reprocherait puisqu'on les lit si peu hors de nos frontières ? C'est le contraire qui se passe. Lorsqu'un lecteur étranger lit un roman français, il peut lui trouver toutes les qualités du monde sauf celle de parler de la France d'aujourd'hui, de sa civilisation particulière, du regard qu'elle porte sur elle-même et sur le monde qui l'entoure, de l'avenir qu'elle se promet ou dont elle se menace, de sa résistance peut-être ou de son acquiescement à l'histoire telle qu'elle se déroule. La réputation dont la littérature française jouissait à l'étranger venait aussi de sa certitude affichée d'être française, pour le pire et pour le meilleur. C'était moins une question de talent que le sentiment d'une identité. Même quand Sartre écrivait sur le néant et sur l'être qui se trouvent ailleurs qu'à Paris, ses lecteurs de Princeton ou de Tokyo y trouvaient une manière française de penser.

Les romanciers américains n'ont pas cessé d'interroger leur aventure nationale pour en comprendre les clefs. Ils l'ont rarement fait, tradition biblique oblige, dans l'optimisme et la sérénité : sur l'évocation du chemin parcouru depuis la sortie d'Europe planait la perspective de l'Apocalypse et du Jugement dernier. Comme si, dès l'origine, le ver du péché s'était glissé dans le fruit, le condamnant irrémédiablement à la pourriture. La vision américaine du déclin, de la décadence, du cataclysme final qui détruira Babylone n'est pas d'ordre politique mais eschatologique – même chez les écrivains en apparence détachés de toute interprétation religieuse. Le fameux courage des Américains à détailler leurs plaies et à faire le compte de leurs turpitudes porte la marque du calvinisme des ancêtres. Un royaume de Dieu raté ne peut devenir, en attendant la fin des temps, que le royaume du diable.

On retrouve cette inspiration apocalyptique dans *Etats sauvages*. Stephen Wright, qui appartient à la nouvelle génération des écrivains d'outre-Atlantique – celle de la guerre du Vietnam –, passe à la moulinette de son humour et de sa violence les grands thèmes du rêve américain tel qu'il a pris forme aujourd'hui. Sa grande force est de paraître ne rien exagérer, de se contraindre à ne rien styliser : il écoute, il regarde, il enregistre, et puis il commente. L'observation est accablante, le commentaire est un jaillissement d'images exubérantes, une pluie acide, un fou rire désespéré. Stephen Wright est le contraire d'un moraliste froid. Le rêve qu'il met en pièces est aussi le sien ; cette Amérique déglinguée, décervelée, déréalisée qu'il décrit est le pays où il espère être lu et compris. Il n'en n'a pas d'autre.

Chacun des huit chapitres de son roman présente une facette du grand conte américain : la vie moyenne dans une banlieue résidentielle, la fuite dans la drogue, le motel, la mortelle randonnée du routard, le film pornographique, les problèmes éducatifs d'un couple d'homosexuelles, le voyage à l'étranger, la Bible et le sexe. Entre ces longues nouvelles, comme un fil incertain, la présence d'une Ford Galaxie 69, version chromée et rouillée de l'ange exterminateur, qui fait basculer ces vies soigneusement construites autour du vide. *Etats sauvages* raconte huit histoires sans suite ; son unité romanesque est de n'en avoir pas, sinon celle d'une identité définitivement perdue. Stephen Wright manie donc des clichés. Chacun s'amusera à reconnaître dans cet ébouriffant album d'images toutes celles qui ont été empruntées au grand livre de la culture américaine, à sa littérature, à son cinéma, à ses feuilletons télévisés, à ses légendes médiatiques. Wright ne cesse de s'interroger sur la capacité que peut encore avoir cette société à créer. Avec infiniment de drôlerie, il décrit un univers où tous les comportements, y compris ceux qui se proclament marginaux – les drogués, les bandits, les maniaques, les mystiques –, obéissent scrupuleusement à des modèles. C'est comme si un pays tout entier, au nom du culte de l'individu, avait été réduit à l'état de reflet, entraîné dans la spirale sans fin du mimétisme et de la répétition ; ne se débarrassant héroïquement d'un stéréotype que pour mieux en épouser un autre, tout aussi artificiel. D'un de ses héros, Wright raconte comment il a du mal à *« redescendre dans la réalité extracinématographique »*. En fait, ses personnages n'en redescendent jamais que pour changer de film – ou pour se perdre. La vie n'est plus un roman, elle est un montage de séquences.

Paradoxalement, cette dépersonnalisation s'accompagne d'un vif sentiment de liberté. Les pitoyables fantoches de Wright vivent leur aliénation avec la certitude enivrante d'être libres. *Etats sauvages* est sans doute l'analyse la plus puissante, la plus inventive aussi, qu'un romancier se soit permis sur l'illusion de la liberté. Routard assassin ou cadre moyen, minable gérant de motel ou télévangéliste, membre de la Cathédrale de remise en forme spirituelle de Sans Bernardino (Californie), chacun des protagonistes se croit maître de son destin dans une société où tout est possible. Il suffit de changer de route pour que le paysage change, pour que la routine se fasse aventure, la dèche fortune, le désert sentimental tropique luxuriant. L'un d'eux parle de *« la vie dont on ne sait pas ce qu'elle est mais qu'on est sûr de reconnaître quand elle se présentera »*.

Avec un peu de chance. L'image de la liberté est inséparable de celle de la loterie ; il faut jouer, jouer et jouer encore, jusqu'à ce que sorte le bon numéro. On joue à l'amour, on joue à la drogue, on joue au riche visiteur étranger en voyage dans un pays pauvre. Stephen Wright est le metteur en scène terriblement doué de ces représentations pathétiques. Il n'y a pas seulement du Musil et du Broch – celui des *Somnambules* – dans sa description d'une Amérique privée d'elle-même ; on y trouve aussi souvent, à peine masquée par l'énergie du récit, la finesse amère d'une décrépitude à la Tchekhov, l'hésitation du ton entre le sarcasme et la pitié. Le moindre mérite de ce roman brutal n'est pas cette tendresse que communique Wright lorsqu'il va chercher, au plus profond de ses marionnettes, la toute petite portion d'humanité qui y palpite encore.

*« Dans les banlieues résidentielles, le jardin est un théâtre. Au même titre parfois que la cuisine, la salle de séjour et la chambre à coucher. »* Tant bien que mal, par l'alcool, par la seringue, par la violence, par le recours à d'invraisemblables religions, les acteurs cherchent à tirer le rideau. A se retrouver ailleurs qu'en eux-mêmes, ailleurs que dans l'Amérique réelle. Au bout de ce voyage, il y a le désir de tout recommencer, de repartir de zéro, d'effacer on ne sait quel péché originel national. C'est un désir que ne connaissent pas les vieux pays et qui nous surprend toujours à la lecture des meilleurs romans américains. Dans les vieux pays, on sait aussi que la création n'a pas été une véritable réussite ; mais sans doute a-t-il coulé depuis trop d'eau sous les ponts pour qu'on songe à effacer l'ardoise et à repartir sur des bases saines. Là-bas, l'origine est toute fraîche, si proche qu'un seul geste en arrière semble suffire pour retrouver l'innocence des commencements.

On a souvent dit, rapidement, que l'Amérique souffrait de n'avoir pas d'histoire et que, pour oublier cette souffrance, elle se lançait à corps perdu dans l'avenir. C'est un tout autre schéma que propose ce roman si peu schématique : celui d'un pays qui se débat convulsivement à rebours de son histoire, vers l'émerveillement et les terreurs de la découverte, vers les paysages immaculés et les terres en friche, vers les géographies nouvelles des terres sauvages. Loin d'être une course vers l'abîme de la décadence, la fièvre américaine exprimerait, y compris dans les formes les plus ravageuses de son capitalisme, une tentative désespérée de retour aux formes premières de la sauvagerie naturelle. C'est ce qu'indique, mieux encore qu'en français, le titre du roman de Wright : *Going Native*. Impossible retour ? Illusion dernière avant la sortie définitive ? Dernier leurre de la seule machine à remonter le temps qui existe : le cinéma ? Stephen Wright s'en prend, un siècle plus tard, à la grande prophétie whitmanienne dont les Américains, comme des éponges malades, absorbent encore le poison jour et nuit. Le chant en est beau, mais trompeur : il n'est pas vrai que le présent et l'avenir se confondent sous le regard éternel de la nature – et même si c'est vrai, il y a des vérités qui ne servent à rien, qu'à se tromper.

# Roman avec « chaos », « révélation », vestiges

*Ismaïl Kadaré révèle que sous la plus épaisse chape de plomb, le mythe continue à sourdre*

**SPIRITUS**
d'Ismaïl Kadaré.
Traduit de l'albanais
par Yusuf Vrioni.
Fayard, 334 p., 140 F.

Une troupe d'étranges étrangers sillonne les pays des ex-dictatures communistes et arrive en Albanie à la recherche de phénomènes plus étranges encore. *« Nous étions persuadés qu'un fléau aussi répandu (...) ne pouvait pas ne pas avoir produit des manifestations d'une espèce jamais vue, de celles qu'on qualifie de surnaturelles »*.

Comme dans une piece de Shakespeare, les enquêteurs jouent le rôle des clowns poseurs de questions essentielles. Questions qui, elles, procèdent d'une autre référence d'Ismaïl Kadaré : le tradition homérique. Le relais est pris ici du *Dossier H.*, où l'on voyait deux Américains enquêter sur la survivance du mythe : *ils le découvraient vivant, quotidiennement recréé dans la parole des bardes albanais, et ils en devenaient eux-mêmes, à la fin, un élément de plus, à la fois matériau et vecteur de cette fusion. Spiritus*, c'est la révélation qu'au plus épais de la glaciation le mythe a continué à sourdre, souterrain, larvé, mais impossible à écraser, même avec les techniques policières modernes... même quand les services de la Sécurité croyaient avoir, fait inouï et grotesque, piégé matériellement un esprit de l'au-delà. Quel rapport y a-t-il entre une représentation de *La Mouette*, la venue de sénateurs français, l'amour de leur guide pour l'actrice principale, sa mort, déchiqueté par un bulldozer, l'incroyable existence d'un cercle de spirites, le fait que le dictateur perde la vue, le chuchotement qui dit que le corbeau aveugle devient plus noir, et l'arrivée de Chine de micros enregistreurs, merveilles de miniaturisation ?

Chaos : les fils de la trame se croisent, se superposent, s'embrouillent, leurs écheveaux s'obscurcissent et les espions tentent de trouver un sens qui leur échappe toujours. Peut-être parce que ces fils participent d'une histoire secrète de l'humanité dont l'auteur s'est dit obsédé ?

Mais les nouveaux appareils sont là pour aider à la révélation du ou des complots. Auparavant, il fallait se contenter de pousser à l'extrême les moyens habituels de l'espionnage, la vue et l'ouïe humaines. Trop de morceaux de vie restaient hors de portée. Les micros, surnommés *« frelons »*, glissés dans les vêtements, promettent un contrôle total. Le dictateur avait coutume de se faire montrer les radiographies de ses proies. Désormais, ce n'est plus seulement dans les corps que l'on pénètre, mais au plus intime, et peut-être jusqu'à ce noyau trop souvent irréductible : l'esprit.

Et puis tout se dérègle : le guide de la délégation française s'est fait suggérer par un ami de glisser quelques mots aux invités sur la situation réelle du pays : suggestion dûment enregistrée par le micro. Mais, banal accident de la route, le guide rendu distrait par l'amour est réduit en bouillie peu après, et le micro apparemment aussi. Catastrophe : comment connaître désormais le *« message »* passé aux Français et, pis encore, la réponse qu'ils doivent, à n'en pas douter, faire parvenir ?

Il faut donc traquer la parole d'un mort. Et non plus l'esprit vivant, mais un esprit de l'au-delà. Faire parler le cadavre ? La tombe, rouverte, livre sa voix sur la bande magnétique intacte. Elle n'en apprend pas assez aux policiers. L'évocation de son esprit par le médium et son cercle, démasqués, leur en apprendra-t-elle davantage ? Interrogatoires, tortures, la traque se poursuit. De tout cela, quelques années plus tard, dans la mémoire souterraine des vestiges épars d'une histoire qui, lentement deviendra un mythe : celui du temps ou la Sécurité d'Etat, piégée par un mort, a cherché désespérément à piéger un esprit... Glacial et ténébreux, le pays des Aigles d'Ismaïl Kadaré est plus que jamais celui des landes de Macbeth et des ballades germaniques. Le lecteur, subjugué par ce monde oppressant, erre entre les chausse-trapes, les faux-semblants, les masques superposés. Les gestes quotidiens débouchent sur la tragédie antique, les traits familiers se font grimaces. Travail de magicien, mais aussi art d'un écrivain œuvrant sans filet à partir de toutes ses fibres à vif, pour créer un univers total, dont on ne s'échappe que par l'envolée de la mouette ou celle de la légende orale qui se tisse : ultime évasion, ultime liberté que la pire dictature ne peut réduire. Ce livre confirme qu'Ismaïl Kadaré est l'un des rares auteurs contemporains qui réussissent encore à faire preuve d'une telle force créatrice. Construisant avec obstination une *Comédie humaine* transplantée sous les cieux tragiques des Balkans et des ex-empires communistes. Restant toujours fidèle, aussi, à ce qui est son univers : la Kadarie.

**F. Mas.**



romans policiers

par Michel Abescat

# Thriller en pays cajun

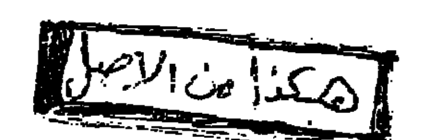
**DIXIE CITY** de James Lee Burke.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Freddy Michalski,
Rivages/Thriller, 394 p., 139 F.

Dans les profondeurs de la « Grande Salée », sa longue silhouette aux contours effilés le fait ressembler à un gigantesque requin des sables. L'image même de la bête enfouie aux tréfonds de nos mémoires, prête à refaire surface. Rescapé de la meute nazie qui guettait, en 1942, à l'embouchure du Mississippi, les pétroliers en provenance des raffineries de Baton Rouge, le sous-marin noir semble brusquement attiser toutes sortes de convoitises. La vieille carcasse rouillée serait-elle encore capable de déclencher la tempête ? Chargé de récupérer l'épave, Dave Robicheaux, l'ex-flic des bayous de Louisiane imaginé voilà bientôt dix ans par James Lee Burke, va en faire la cruelle expérience.

Comment résister à Dave Robicheaux, lieutenant de police démissionnaire, dégoûté par la corruption et les compromissions, reconverti dans la location de bateaux et la vente d'appâts pour la pêche ? Comment ne pas s'attacher à cet homme, marqué à jamais par l'expérience du Vietnam et celle de l'alcool, hanté par le souvenir de sa déchéance ? Comment rester insensible aux liens quasi mystiques que ce Cajun d'origine entretient avec son milieu naturel, à sa rage froide contre les manifestations les plus troubles de la « malédiction » du Sud, à son empathie pour les victimes quelles qu'elles soient, y compris celles qui finissent sur la chaise électrique ? *Dixie City*, septième volet des aventures de Dave Robicheaux, qui le met aux prises avec un psychopathe néonazi, symbole de la renaissance de l'extrême droite, le confronte, une nouvelle fois, à ses obsessions. La dégradation de la situation en Louisiane, où La Nouvelle Orléans a fini par atteindre *« un taux de criminalité aussi élevé que celui de Washington DC »*, les scandales économiques, politiques, policiers et leurs liens avec le crime organisé, la tentation de l'alcool qui va cette fois toucher sa femme, Bootsie, l'interrogation sur la violence et la brutalité fondamentale de l'homme. *Dixie City* réunit également toutes les qualités habituelles de la série. Densité de l'intrigue, épaisseur des personnages, rapidité du récit, lyrisme de l'inspiration, qualité du style dont la version française est remarquablement servie par le travail de Freddy Michalski (également traducteur de James Ellroy). Parallèlement à la publication de *Dixie City*, les Editions Rivages rééditent le texte intégral du premier épisode de la saga, *La Pluie de néon* (paru dans une version abrégée, sous le titre *Légitime défense*, aux Editions Gérard de Villiers, en 1989). Les amateurs seront comblés.

● **RASE CAMPAGNE**, d'Alexandre Lous

Le titre du livre évoque l'ennui poisseux, le vide et la monotonie. *Rase campagne* est l'histoire d'une vie manquée par défaut d'existence, le portrait en creux d'une espèce de zombie. Celui de Joseph qui répare les voitures dans la journée et rentre le soir chez lui, dans une maison délabrée, s'endormir devant la télévision. Un homme sans désirs ni passions, enfermé, solitaire. *« J'ai réclamé une Rodenbach uniquement parce que le nom de cette marque de bière était inscrit en grosses lettres rouges sur un carton publicitaire, juste sous mes yeux. »* De la même façon, Joseph va se laisser entraîner dans une aventure fatale, poussé par un frère mourant et par Chantal, la caissière du Nopri, rencontrée un samedi soir, dans une boîte ringarde. Alexandre Lous (pseudonyme de Jean-Baptiste Baronian) observe de l'intérieur cette déchéance subie et acceptée. Et il réussit, à la simple force d'une écriture plate et descriptive, à rendre captivant ce long monologue désespérant ; et tragique cet anti-héros, fascinant de veulerie et de médiocrité. Terrifiant aussi. Combien sont-ils, ces Joseph ordinaires capables de toutes les aventures ? (Editions Métailié, 163 p., 70 F.)





# Sous le signe de Mallarmé, l'horreur bosniaque

*« Ensemencée » par les conquérants serbes, une jeune musulmane lutte contre la sauvagerie avec les larmes de la poésie. Un récit où Janine Matillon combat l'atrocité par la culture*

**LES DEUX FINS D'ORIMITA KARABEGOVIC**
de Janine Matillon.
Ed. Maurice Nadeau,
222 p., 120 F.

La poésie funèbre de Mallarmé semble avoir été le point de départ du troisième roman, doublement inspiré, de Janine Matillon : inspiré par la politique et l'Histoire, l'inextricable tragédie de la guerre de Bosnie-Herzégovine, et par certains vers de Mallarmé où il est obscurément question du néant, de l'abolition, de la décomposition. Ce qui pourrait apparaître, au départ, comme un lien non seulement abstrait, mais dangereux dans la perspective de l'Histoire (éclairer le réalisme de faits effroyables à la lumière de la poésie, aussi noble et aussi sombre soit-elle), devient, au fil de la lecture, un parti pris qui donne toute sa détermination et sa singularité à cette œuvre unique. Unique parce que nous sommes, sans nul doute, en présence du premier « vrai » roman sur une guerre qui a pourtant fait couler beaucoup d'encre, et dont la crise, l'ampleur et les conséquences sont encore aussi chaudes que le sang qui fut versé ! Janine Matillon, responsable à l'Ecole des langues orientales de la section bosniaque, croate et serbe, épouse de l'écrivain ex-yougoslave Stanko Lasic, ne nous propose pas un témoignage pris sur le vif, mais une œuvre littéraire, dont l'impitoyable objectivité s'accommode parfaitement à la fiction et au souffle souvent lyrique d'une voix mallarméenne, qui permette au lecteur de pénétrer dans un monde insensé, dont la part d'onirisme est celle du pire cauchemar.



EMMANUEL ORTIZ in « Ex-Yougoslavie 1991-1996 »

Assumer son identité sous des tortures raffinées

L'héroïne, Orimita Karabegovic, est une jeune intellectuelle d'origine musulmane qui, au début de notre décennie, va être confrontée à la terrible prise de conscience que l'Europe est loin d'être ce qu'elle est ! Nous sommes au commencement de la guerre de la Croatie et de la Serbie. Prise bientôt dans la trame de nombreux paradoxes et paroxysmes, Orimita va devoir assumer, bien qu'athée, son identité de musulmane le jour où, venant de Zagreb en Bosnie pour voir son père blessé, on lui refuse l'entrée de l'hôpital parce que les musulmans *« n'ont rien à voir ici »*. Dès lors, errant dans les rues et les décombres, assistant à des atrocités qui lui semblent tellement incompatibles avec sa culture et les règles du Nouvel Ordre Mondial, Orimita se sauvera chaque fois de la folie qui la guette en se récitant des vers de Mallarmé sur qui elle préparait une thèse.

Jetée plus tard dans un camion avec un groupe de femmes, Orimita se retrouve dans une étrange école désaffectée. On lui apprend bientôt ce qu'elle est venue y faire. Ces femmes qui l'accompagnent, catholiques ou musulmanes *« par accident génétique »*, ont été raflées au hasard des routes mais ont un point commun : elle ont été pétries dans la culture européenne. Des professeurs de lycée, de jeunes assistantes à la faculté, des étudiantes. Elles parlent à la perfection le français, sans oublier l'anglais, l'italien ou l'espagnol. Leur enlèvement a été conçu et préparé par un « professeur », lui-même traducteur de Mallarmé en serbe, qui, dans l'engrenage de la purification ethnique, veut les faire *« ensemencer »* par des conquérants serbes de race pure. Parallèlement à ce que ces femmes devront subir avec leurs corps, le professeur leur administre quotidiennement un lavage de cerveau idéologique.

Dans cette logique du crime, *« la culture prévaut sur la naissance »* ; et le raffinement des tortures est d'autant plus atroce qu'elles sont exercées par un bourreau, et reçues par des victimes que soudent, au départ, les mêmes valeurs de la connaissance, voire de l'intelligence. Certaines femmes se suicideront, faisant acte pour les Serbes de terrorisme, d'autres, comme Orimita, résisteront, mais, naturellement, tomberont enceintes. Un jour, le camp doit être brusquement évacué, Orimita est enfin libre. Mais qu'est-ce qu'être libre dans un pays démantelé et détruit, où la mort peut frapper à chaque pas ? Orimita veut retourner à Zagreb. Elle marche, elle fuit, son enfant dans le ventre, et traverse de nombreuses régions désolées jusqu'à l'épuisement. Pour continuer, il lui faudra avorter. Et pour survivre, il lui faudra apprendre à tuer. Elle tuera, froidement, parce que la violence a fini par la contaminer.

La construction et le rythme du roman de Janine Matillon nous invitent dans l'univers mental intime d'Orimita Karabegovic. Un paysage de mots, de références et de lumière sur lequel la nuit tombe peu à peu afin d'engloutir tout ce qui reste d'humain et d'espérance et d'étendre le ravage le plus loin possible. C'est pourquoi la résistance d'Orimita est à la fois civique et intellectuelle : utiliser les codes qu'elle connaît, les méthodes de réflexion qu'on lui a inculquées pour ne pas sombrer elle-même dans cette sauvagerie qui la poursuit. Mais jusqu'à quel point la culture peut-elle nous permettre de lutter contre l'absurdité et la barbarie ? C'est l'une des nombreuses questions que soulève ce bouleversant roman, édifié néanmoins à la gloire de la vie et d'un poète sur un gigantesque champ de ruines. *« Cette guerre est l'illustration par les faits qu'attendait la poésie désespérée de Mallarmé depuis 1882, il y a cent ans, ce même jour d'octobre »*.

**Nicolas Bréhal**

## l i v r a i s o n s

● **LES OMBRES DU JARDIN**, de Serge Brussolo
*« C'était le temps du café Mokarex, avec ses figurines grises ou dorées, cachées dans chaque paquet aux tréfonds des grains odorants. »* D'une phrase, Serge Brussolo nous entraîne à la fin des années 50, pour nous conter l'étrange aventure d'un trio féminin traqué par l'ombre d'un vitrioleur. Jeanne, la mère, jeune femme libérée et auteur à succès de romans historico-libertins, est aussi la romancière de sa propre vie. Martine, sa fille, qui partage avec bonheur sa bohème, découvre, fragment par fragment, la vérité sur une époque cruciale de la vie de sa mère, dans le grand dérèglement des années de guerre. Quant à Carmen, l'amie fidèle, elle veille à ce que Jeanne ne soit pas rattrapée par les fantômes obsédants de son passé. Grand amateur de destins bizarres et frénétiques, Brussolo retrace avec une jubilation fervente leur lente dérive vers l'île solitaire d'une enfance volée... (Denoël, 414 p., 110 F).

● **LA RELATION**, de Catherine Salti
D'une belle écriture pleine et vibrante, Catherine Salti décrit la solitude d'une jeune femme d'aujourd'hui qui n'approchera du bonheur que sa légende. L'amour engagement, l'amour éternel, l'amour passion n'existent plus. On a une « relation » avec tout ce que le mot engendre de frustrations et abrite de peurs. Pour son premier récit désenchanté, Catherine Salti n'a pas craint de s'imposer la rigueur d'une véritable réflexion sur notre temps mais, en romancière avertie, elle en a coulé les sévères conséquences et contenu les débordements dans une histoire précise, à l'image des montres actuelles qui dissimulent leur perfection technologique sous l'apparence plate d'un bijou silencieux (Mercure de France, 102 p., 75 F).

● **ANGLES D'ATTAQUE**, de Gilles Vidal
Nouvelles, poèmes, aphorismes, contes ? S'il faut vraiment classer certains ouvrages dans une catégorie, disons instantanés. En ce genre, Gilles Vidal a déjà prouvé qu'il excelle. D'un rien, il nous régale en trois pages ; d'un événement capital pour la société ou l'avenir de la nation, il griffe une dizaine de mots. Ainsi de la rencontre explosive entre deux joueurs de foot, officiant un jour de « Saint-Ball » qui finit dans le sang et un voyage des plus oniriques ; ainsi de l'*« Etat dans l'Etat qui phagocyte le second pour la bonne raison que lui était, est et restera »*. Cet art particulier de traiter des sujets divers est servi par un vocabulaire simple qui acquiert une valeur inhabituelle, et le style s'en ressent. Pour évoquer un chat, une longue phrase se déroule ; pour définir haine et appartenance d'un personnage, quatre mots suffisent – *« Je déteste la choucroute. »* – d'une banalité qui n'est qu'apparente, et point étrangère au plaisir qui naît d'une telle écriture (éd. Méréal, 110 p., 80 F).

● **LE CRAYON DU BON DIEU N'A PAS DE GOMME**,
de Louis-Philippe Dalembert
L'adulte qui revient trente ans plus tard dans l'île caraïbe de Salbounda se souvient de ses années d'enfance et tente de recomposer le destin d'un homme semi-légendaire, Faustin le Yaguanais, dit Faustin Iᵉʳ. Le lecteur va donc se délecter de la chronique d'une jeunesse revisitée par l'imaginaire, comme le sont les histoires qu'on se raconte dans les quartiers pauvres d'un passé qu'il faut sauver de sa totale désespérance. Récit truculent, joyeux, au bord de la nostalgie et de la révolte, le premier roman de Louis-Philippe Dalembert finit par révéler l'énigme de son titre. On trace sa vie sans retour, mais on peut en dessiner la mémoire sous un soleil inventé (Stock, 276 p., 120 F).

# Le Messie et le plombier

*Marek Halter s'inspire d'un personnage de la Renaissance. Aventure picaresque et clin d'œil à l'actualité*

**LE MESSIE**
de Marek Halter.
Robert Laffont,
472 p, 139 F.

Depuis le temps où le petit Marek portait des fleurs au *« génial Père des peuples »*, avec d'autres gamins polonais en service commandé, jusqu'à sa rencontre avec Jean-Paul II (lors de ses recherches au Vatican pour son livre), Halter aura parcouru un itinéraire ponctué d'actions méritantes. Ses initiatives, dont la dernière est la création d'une université française à Moscou, l'honorent, comme l'honore l'injure grave infligée par le maire Front national de Toulon (1). En effet, les essais et les romans du militant pacifiste, surtout sa somptueuse épopée *Les Fils d'Abraham* (2), ont toujours témoigné des aspirations et de la souffrance des exclus. Le voilà maintenant qui s'attaque à un personnage mystérieux, bien réel (3), devenu malgré lui le Messie. Vaste projet, vertigineuse béance !

Ce n'est pas à *« Mégara, faubourg de Carthage, dans les jardins d'Hamilcar »*, que surgit le Messager de Marek Halter, mais sur les Campos de la Sérénissime ou l'attend un ami du Titien. Reparti de Venise avec moultes recommandations, David Reubeni, l'Envoyé, sollicite à Rome l'appui de Clément VII, car cet aventurier arrivé de nulle part entend restaurer la splendeur d'Israël en Palestine ottomane et placer les lieux saints sous l'autorité papale. Pour ce faire, il doit lever une armée chevauchant son destrier, David Reubeni, tunique blanche frappée de l'étoile qui porte son nom, traverse ensuite l'Europe du début du XVIᵉ siècle, marquée par la montée en puissance de l'islam, l'expulsion des juifs d'Espagne, la création du ghetto de Venise et les conflits entre Charles Quint et le Vatican. Au Portugal, où le roi Jean III le reçoit, tout comme François Iᵉʳ, un certain Diego Pires, converti au judaïsme sous le nom de Molkho, proclame *urbi et orbi* que Reubeni est le Messie, investi d'une mission divine. Il sera le prophète de celui qui en acceptera la charge, contraint par les événements. Alliances rompues, renouées, épidémies, péripéties sanglantes renvoient le lecteur à l'actualité qui sollicite sans cesse, et depuis longtemps, l'esprit de l'auteur.

Quelle différence entre le Messie et un plombier ? *« Le premier viendra »*, répond une vieille blague juive. Même faux, il est déjà venu, cette épaisse biographie romancée en témoigne. Marek Halter le suit jusqu'à l'échec de sa folle entreprise et son départ, probable, pour Jérusalem? où Reubeni s'éteindra, selon certains, en 1538. *« Te souviens-tu de ces lions sur la route de Tunis ? C'étaient nos frères, dit le Gaulois, et ils expira. La croix de Smerdis était la plus haute et c'est sur elle que vint se poser le premier vautour »* ; décidément, le style de Marek Halter n'atteint pas les sublimes envolées de Flaubert, qu'il revendique comme son maître. Roman de cape et d'épée, bien ficelé, peut-être trop habile, *Le Messie* de Halter fera sans doute, sur les plages, le bonheur des jeunes et moins jeunes, athées et croyants, juifs et non juifs. Malgré tout, ce n'est pas une si mince performance et c'est quand même plus instructif que Mme Bardot.

**Edgar Reichmann**

(1) Voir *Le Monde* daté du 27 et 28 octobre.
(2) Robert Laffont, 1983.
(3) L'*Encyclopaedia judaica* (Keter Publishing House, Jerusalem) lui consacre un article exhaustif dans son quatorzième volume, pages 114 et 115.

# Konrád, l'esprit de dissidence

*Figure majeure de la sphère intellectuelle et politique hongroise, György Konrád a répondu depuis quarante ans aux défis de l'Histoire. « L'importance de 1956 est là, dans la lucidité des esprits »*

**« En quoi la révolution de 1956 a-t-elle déterminé votre travail d'intellectuel et de romancier ?**

– Toute ma génération a été imprégnée par cette expérience qui était une leçon raccourcie, fulgurante, sur l'Histoire, sur la structure politique et sociologique de ce régime. Mon roman *Le Complice* l'illustre directement puisqu'il raconte la méditation d'un révolutionnaire retraité qui constate l'échec de ses engagements. Je vous avoue que je ne prends pas part à la commémoration de ces événements, plus par ennui que par refus. J'ai lu des articles sur la commémoration, quarante ans plus tard, de la révolution de 1848 : des écrivains actifs en ce temps-là ont alors donné des discours de vieillards, pleins de phrases solennelles. Pour moi, la révolution de 1956 était à la fois quelque chose d'élémentaire et de métaphorique.

**– Le point de départ d'une attitude que vous appelez, dans l'un de vos essais, « l'antipolitique » ?**

– On peut le résumer comme ça. Dans un régime communiste, la caractéristique du pouvoir politique est de faire intrusion dans tous les recoins de la société, dont la culture. L'antipolitique, c'est la politique de ceux qui ne sont pas des politiciens professionnels, la résistance des intellectuels qui veulent remettre la politique à sa place légitime, hors des tâches qui ne lui appartiennent pas. L'Etat était trop corpulent, il s'agissait de lui faire perdre du poids.

**– En effet, votre première trilogie romanesque comme vos essais tendent notamment à décrire le destin de l'individu dans une société qui le neutralise en « voulant le bien » de l'homme, et à critiquer le rôle des intellectuels dans les pays de l'Est, où le dirigisme s'appuie sur leur « savoir » de planificateurs. Vous qui aviez déjà été deux fois exclu – comme juif (sous la dictature fascisante de l'amiral Horty), comme bourgeois (sous le gouvernement communiste) –, vous l'êtes devenu, en plus, comme dissident. La dissidence est-elle pour vous une situation privilégiée pour comprendre le monde ?**

– Pour les autres, je ne sais pas, mais pour moi, oui, elle permet de poser les questions fondamentales. C'est peut-être de l'orgueil, mais je n'étais capable d'écrire qu'en ignorant la censure, ce qui impliquait presque chaque fois d'être publié en samizdat. Je suis devenu dissident en 1973, à la suite d'un procès qui avait donné lieu à des perquisitions dans mon appartement pour y chercher des preuves d'« *agitation subversive* ». C'était très drôle d'observer les manœuvres de la police politique : j'en voyais certains déguisés en infirmiers dans les ambulances, ou d'autres, les plus drôles, déguisés en couples et qui s'embrassaient pendant vingt-quatre heures dans mon escalier. Tout a été fait. Quand nous avons terminé *La Marche au pouvoir des intellectuels*, en 1974, c'était le même jeu du chat et de la souris : on a caché le manuscrit partout, on l'a enterré dans le jardin. J'ai été mis en prison brièvement, mais mon arrestation signifiait plutôt, de la part des autorités, une volonté de donner un avertissement et de faire scandale dans le milieu des intellectuels.

**– La révolution de 1956 a-t-elle donc constitué pour les intellectuels hongrois, malgré la force de la répression qui l'a suivie, un point de non-retour ?**

– Le régime a compris qu'on ne pouvait pas refouler un mouvement social trop avancé. La répression a été très cruelle, beaucoup plus forte qu'en Tchécoslovaquie et en Pologne, mais la différence avec la Tchécoslovaquie, c'est qu'on a éliminé là-bas de sa position presque toute l'intelligentsia : ceux qui n'ont pas été en prison ont perdu toute possibilité de travailler comme intellectuels. En Hongrie, l'épuration de l'élite sociale n'a pas été totale – elle avait eu lieu auparavant, avec la loi sur les juifs, puis, sous le communisme, avec la liquidation des bourgeois, des paysans et d'une partie importante des communistes mêmes. Cependant, l'élite des fonctionnaires a changé fondamentalement : on a vu arriver au pouvoir des gens qui avaient été enfants ou adolescents pendant la révolution, qui avaient terminé leurs études à l'université ; non pas des cadres politiques purs, mais des managers habitués à voyager à l'Ouest et qui en avaient constaté les agréments. Quant à Kadar *[chef du gouvernement de 1956 à 1989]*, il avait été emprisonné sous le stalinisme.

Après 1956, le pouvoir n'avait plus la même arrogance, et il ne faut pas minimiser le rôle de Budapest. C'est une ville de 2 millions de personnes, la plus grande d'Europe centrale, faite pour un grand pays. Après le traité de Trianon, qui a amputé la Hongrie des deux tiers de son territoire, le pays a rétréci mais la capitale est restée la même, au point qu'on disait d'elle que c'était une tête hydrocéphale. Avec ses mouvements culturels et politiques, la ville assimilait lentement le régime. Une ville européenne a des énergies et des forces de séduction. La société elle-même n'avait pas rompu avec certaines formes de vie bourgeoises, les cafés... la vie publique de Budapest restait la même.

**– Ce statut particulier de la Hongrie explique-t-il la relative tolérance du régime à votre égard ? Car vous viviez de votre plume, tout en étant interdit de publication...**

– En effet, dès 1973 – après avoir été assistant social puis sociologue urbain –, j'ai gagné ma vie en percevant mes droits d'auteur des pays étrangers où mes livres étaient publiés, et l'administration tolérait cette situation qui n'aurait pas été possible ailleurs, par exemple en Pologne ; j'ai rencontré Adam Michnik à Varsovie en 1978, et je lui ai demandé combien de fois il avait été arrêté. Il a pris l'air pensif et m'a répondu : *« Quarante-cinq fois. »* Ce n'était d'ailleurs pas fini pour lui, car il a été emprisonné pendant trois ans dans les années 80 *[à la suite de la proclamation de l'état de guerre par Jaruzelski]*. Ici, nous étions privilégiés. Mon premier roman, *Le Visiteur*, a été publié officiellement en 1969, sans coupes. Les samizdats ont commencé avec *La Marche au pouvoir des intellectuels*, en 1974, et avec mon deuxième roman, *Les Fondateurs*, terminé en 1973, qui a été édité officiellement en Allemagne et en France, puis un peu plus tard en Hongrie avec quelques coupes qui ne changeaient pas grand-chose au texte.

**– Est-ce pour ces raisons que vous êtes resté en Hongrie, que vous avez choisi la dissidence intérieure ?**

– Evidemment, j'aurais été plus tranquille à l'étranger dans le sens où peut l'être un écrivain émigré professionnel, avec la machine des conférences à donner. J'ai passé deux fois une année à Berlin-Ouest, en 1977 puis en 1982 : c'était un vrai soulagement de pouvoir envoyer des textes par la poste, d'aller à Paris sans avoir à craindre que les douaniers ne confisquent mes manuscrits, de ne pas participer à ces jeux enfantins de la conspiration. Mais j'ai pensé que je perdrais une certaine partie de ma mémoire en étant émigré. Budapest y est pour beaucoup. Pour le campagnard que je suis, cette ville avait été une grande découverte et, quelle que soit l'admiration immense que j'ai pour la beauté de Paris, j'ai une relation sensuelle à Budapest que je n'ai eue nulle part. Ici, je suis normal. On ne me demande pas pourquoi j'y suis, d'où je viens, je suis dans ma langue, je ne fais pas de faute de prononciation. Même si je ne l'aime pas toujours, ce monde a pour moi l'avantage que je le comprends. Je ne suis pas seul dans ce cas. Les membres de l'opposition démocratique, s'ils ont eu la possibilité de faire des voyages d'études à l'Ouest, sont toujours rentrés : c'était comme un consensus tacite, au nom de l'idée qu'on a une tâche à accomplir, un défi à relever : prouver qu'on peut être une personne libre dans son pays.

**– Les écrivains dissidents ont-ils joué un rôle décisif dans l'effondrement du régime ?**

– Le plus important, c'est que le langage, peu à peu, a changé. Le langage « alternatif » des dissidents, des samizdats, d'une opposition démocratique d'abord marginale, s'est fait de plus en plus convaincant, de plus en plus évident. Les textes parus en samizdats ont aussi été diffusés à travers les ondes des radios – surtout Radio Free Europe –, ce qui portait à une audience de 1 ou 2 millions de personnes des textes qui n'en touchaient que mille cinq cents ou deux mille en samizdats. L'importance de 1956 est là, dans la lucidité des esprits. Ce qui était une opposition minoritaire est devenue un courant général. Le langage de la dissidence, de la critique, a pénétré le discours des intellectuels, qui n'ont pas pu rester intacts, immunisés. Lisant nos textes, ils se sont mis à utiliser nos termes, à devenir suspects pour leurs supérieurs : c'était comme une épidémie. Dans les années 60, une vie académique a été partiellement restaurée : on a publié de bons auteurs, réintroduit des sciences marginalisées comme la psychanalyse. L'arrogance du pouvoir était cassée par une certaine crainte, un souci réaliste de faire des compromis avec la société.

**– La Hongrie a la particularité d'avoir su conserver son isolement : prise en étau entre l'Est et l'Ouest, entre les influences turque, autrichienne, allemande ou soviétique, et sans mer pour échappatoire, elle a gardé une langue, une ethnie, un état d'esprit qui ne ressemblent en rien à ceux de ses voisins slaves, latins ou germaniques... La littérature se ressent-elle de cette résistance ?**

– Toujours, le sentiment d'être isolé donne des avantages : on ne peut pas imaginer, ici, des cas comme ces histoires yougoslaves. Que des gens qui parlent la même langue deviennent des ennemis mortels et soient en guerre n'est pas concevable pour les Hongrois. C'est trop précieux de parler la même langue. Demandez à un Hongrois moyen en quoi consiste le fait qu'il est hongrois, il vous citera des noms de poètes plutôt que de politiciens au pouvoir. Les cent cinquante dernières années, une dizaine de chefs de gouvernement ont été pendus, emprisonnés, exécutés, exilés : il n'y a pas de continuité dans l'Etat, dans l'institution politique et économique, mais il existe une continuité littéraire. Les écrivains ne renient pas leurs prédécesseurs. C'est par rapport à la langue et à la littérature que se définit l'identité de la nation hongroise.

**– Les écrivains contemporains restent-ils hantés par le passé politique de leur pays ?**

– Il est difficile de trouver un trait commun à la littérature contemporaine, même si elle exprime sans doute un malaise, même si l'on ne peut pas éviter l'existence ambiguë de ce passé qui produit un mélange parfois intéressant, parfois dégoûtant. Mais les auteurs de la jeune génération ne considèrent pas comme un devoir d'élucider cette période de l'Histoire, et les écrivains importants d'aujourd'hui sont ceux qui suivent leur voie, comme Esterházy, Nádas et beaucoup d'autres.

**– Du point de vue éditorial, comment s'effectue la transition ? Les contraintes économiques ont-elles pris le relais de la censure politique ?**

– Les difficultés liées à la privatisation sont telles que la censure économique existe. Simultanément, il subsiste du communisme une attente de l'Etat, ce qui est normal dans ces sociétés pas tout à fait occidentales où a été inventé un type d'homme : l'homme de l'Etat, créé par l'Etat, produit par l'Etat, imprégné par l'Etat, dépendant de lui, respirant la culture de l'Etat. En sachant que l'Etat nous exploitait, on essayait de retenir sa force de travail, de faire une économie grise ou noire pour compléter son revenu, magouiller, être plus rusé que l'Etat. Ces instincts restent. Mais la vitalité de l'édition est grande, grâce à l'énergie des gens et aux subventions. Il y a environ soixante-dix revues littéraires : beaucoup plus qu'en France ou en Allemagne. On se débrouille pour trouver de l'argent jusqu'au numéro suivant, un jeune écrivain ou un poète doué trouve son éditeur qui lui-même trouve les moyens de le publier.

**– Depuis 1989, vous êtes un écrivain « normal ». Est-ce difficile, après n'avoir connu que la dissidence ?**

– La dissidence me semblait plutôt une activité adolescente : cacher les écrits, transporter les exemplaires dans la nuit... c'est très drôle quand on est jeune, et sans être très jeune je l'ai savouré aussi. Dans un sens, je suis plutôt conservateur : je n'aime pas le militantisme. Les réunions, les paroles politiques me plongent dans le sommeil. Etre normal, ce n'est pas un bonheur particulier, mais j'apprécie qu'il n'y ait plus de situations maladroites, de mensonges. C'est passé. C'est un chapitre dans une vie.

**– Vous êtes, en Hongrie, une figure intellectuelle et politique très présente, ce qu'on a fini par vous reprocher. Au début des années 90, il arrivait que l'on entende à Budapest : *« Quand on ouvre le robinet, c'est Konrád qui coule... »***

– J'ai eu le sentiment d'être trop présent, mais je ne pouvais pas faire autrement car je me sentais obligé de répondre à cette tentation et à ce défi de l'Histoire. J'ai été membre du conseil de l'Alliance des démocrates libres lorsque le premier gouvernement postcommuniste *[une coalition conservatrice]* était au pouvoir, pour repousser les tendances de l'extrême droite et protester contre les nouvelles censures dans une période où la propagande idéologique restait très forte. Depuis que le parti que je soutenais a été élu, je refuse tout engagement gouvernemental. Je me sens maintenant plus romancier qu'essayiste, et les derniers romans que j'ai écrits sont moins politiques – même si je ne lis presque plus de romans, surtout des essais et de la poésie. En politique, on en est arrivé à une situation presque normale. Le pays peut s'exprimer, je n'ai plus de raisons de parler à sa place. Je considère que j'ai fait mon service. J'ai passé mon examen, somme toute. »

*Propos recueillis par Marion Van Renterghem*

BRUNO BOUREL POUR « LE MONDE »

**György Konrád.**
Le 23 octobre 1956, György Konrád avait vingt-trois ans et il attendait cette date pour des raisons que l'on n'imagine pas : ce jour-là, celui de la révolution hongroise, devait paraître le premier numéro d'une revue critique, littéraire et politique, à laquelle il collaborait et qui n'est, bien sûr, jamais sorti. Le 4 novembre, les chars soviétiques entraient dans Budapest tandis qu'il défendait l'université, les armes à la main. Dès lors cet écrivain, romancier et essayiste, s'est progressivement imposé à la fois comme une figure intellectuelle de la dissidence et un acteur politique « social-libéral » ; il fut l'un des inspirateurs de l'Alliance des démocrates libres (SDS), au pouvoir depuis mai 1994 dans un gouvernement de coalition avec les communistes-réformateurs. Il est l'auteur de plusieurs essais, dont *La Marche au pouvoir des intellectuels* (avec Ivan Szelényi, Seuil, 1979) et *L'Antipolitique* (La Découverte, 1987), d'une première trilogie romanesque traduite au Seuil – *Le Visiteur* (1974), *Les Fondateurs* (1976), *Le Complice* (1980) –, et d'une deuxième, plus autobiographique, dont Gallimard a publié le premier volet : *Le Rendez-vous des spectres* (1990).

## La voix des poètes

Dans le numéro d'octobre de la revue *Poésie 96*, Georges Kassai présente neuf poètes hongrois contemporains. Cette publication accompagne une exposition et un cycle de manifestations au Théâtre Molière/Maison de la poésie, dont une lecture-spectacle de *KZ Oratorio* de János Pilinszky (les 13, 15 et 16 novembre ; rens. 01-44-54-53-00). Pilinszky (1921-1981), que ses traducteurs Lorand Gaspar et Sarah Clair contribuent depuis quelques années à faire connaître en France (éditions Vallongues, Obsidiane et La Différence), est, avec l'étonnant Sándor Weöres, l'une des grandes voix singulières de la poésie hongroise. On découvrira également les vers de Matyas Varga, moine bénédictin (128 p., 82 F).





هكذا من الاصل






# Contre l'esprit de sérieux

**LES AVENTURES DE KORNÉL ESTI**
de Dezsö Kosztolányi.
Traduction du hongrois dirigée par Jean-Luc Moreau,
Ed. Ibolya Virág, 180 p., 60 F.

**L'ÉTRANGER ET LA MORT**
de Dezsö Kosztolányi.
Traduit du hongrois par Georges Kassai et Gilles Bellamy,
Ed. In Fine, 178 p., 98 F.

**JE DÉNONCE L'HUMANITÉ**
*de Frigyes Karinthy.* –
Traduit du hongrois par Judith et Pierre Karinthy,
Ed. Viviane Hamy, 186 p., 99 F.

A Budapest, dans le célèbre café grandiloquent et rococo à qui va si mal son nom de « *New York* », de petits croquis représentent les illustres habitués du début du siècle que le régime communiste avait souhaité effacer des mémoires pour cause de décadence bourgeoise. Le New York, alors appelé « Hungaria », était le quartier général des écrivains de la revue *Nyugat* fondée en 1908 – la même année que la NRF. Kosztolányi, Karinthy, le grand Krúdy et les autres venaient y faire les fous, joyeux représentants des années 20 mais aussi de la seule période paisible de l'histoire hongroise – entre le compromis austro-hongrois de 1867 et la première guerre mondiale. *Nyugat*, comme son nom l'indique (« Occident »), était tournée vers l'Ouest et sa modernité, carrefour, littéraire et progressiste marqué par la psychanalyse qui influença en profondeur les romans de cette génération.


COLL. PARTICULIÈRE
*Frigyes Karinthy aux bains Gellért en 1934.*

En ce temps-là, où les bains turcs et les cafés faisaient office de salles de réunions politiques et littéraires, on aimait se raconter des histoires et l'humour était un postulat évident à toute chose, doux mélange de perspicacité cynique, d'insolence ludique et de goût de la farce. L'un des plus éclatants des écrivains de cette époque, Dezsö Kosztolányi, né en 1885 dans une ville de Voïvodine alors rattachée à l'empire austro-hongrois, est de ceux qui ont vu défiler la Grande Guerre, la fin de l'empire, l'amputation de la Hongrie par le traité de Trianon, la fugitive République communiste de Béla Kun, l'entre-deux-guerres et sa non moins fugitive insouciance bourgeoise. L'Histoire n'allait pas s'arranger après sa mort précoce, en 1936, mais ce qu'il en aura vu lui donnait largement de quoi ne plus s'en laisser conter sur l'état de l'humanité.

Ce dandy-séducteur à l'oeil blagueur et la dent dure, aimé et haï pour les mêmes raisons, admirateur invétéré de Flaubert et de Jules Renard, traducteur polyglotte d'Oscar Wilde, de Huysmans, de Nietzsche, de Rilke ou de Carducci, a décidé, un jour où il se sentait seul, de s'inventer un double pour mieux régler ses comptes avec lui-même et, en passant, avec cette humanité qu'il ne pouvait décidément pas s'empêcher d'épier à la lorgnette. Kornél Esti est cet alter ego noctambule et bohème, pilier de café, mélancolique, goguenard et cynique, qui se sert de sa solitude comme d'un détachement contemplatif, héros commun aux courtes nouvelles réunies dans *Les Aventures de Kornél Esti* (1). Merveilleux observateur de l'espèce humaine, il propose sur le ton de la plaisanterie la vision tragique d'une humanité en pleine métamorphose, se débattant avec l'utopie du progrès sur les décombres de la première guerre mondiale.

C'est un autre aspect de l'écrivain que l'on découvre dans le recueil hybride intitulé *L'Etranger et la mort* : celui d'un théoricien qui définit remarquablement la place de la langue hongroise dans le monde, dénonçant les abus d'un rationalisme sans compromis qui passerait sous silence les *« petits peuples »* et les *« petites langues »*. *Un plaidoyer d'autant plus pertinent* que Kosztolányi est le plus universel des auteurs hongrois du début du siècle, son compère Karinthy étant, lui, le plus hongrois, avec son art de commencer et de finir en queue de poisson, le temps d'un tour de passe-passe, des petites histoires très brèves qui laissent, après leur passage, le même goût d'une époque en pente douce. Rassemblées sous le titre *Je dénonce l'humanité*, toutes ne sont pas à la hauteur de son humour où la logique a l'air de perdre la raison. Il meurt en renouant son lacet, deux ans après son bel ami Kosztolányi, non sans avoir pris le temps de décrire ce qu'il croyait être sa mort dans l'hilarant *Voyage autour de mon crâne* (2). Pessimistes et joyeux drilles, tous deux se rejoignent dans leurs petites histoires en vrac où ce qui se passe est moins un événement qu'un état d'esprit et le sens du tragique un prétexte à la dérision, retour à une immaturité qui n'aurait pas déplu à Gombrowicz. *« En humour, je ne plaisante jamais »*, pose Karinthy en guise de principe intangible. Qu'on se le dise.

**M. V. R.**

(1) Ecrites entre 1927 et 1936, certaines avaient été déjà traduites dans d'autres recueils : *L'Œil-de-mer*, P.O.F., 1985, et *Le Traducteur cleptomane*, Alinéa, 1985, Viviane Hamy, 1994.
(2) Viviane Hamy, 1990.

# Sortilège à Budapest

**AU CHAT QUI LOUCHE**
**(Wie ein Mangobaum Wunder)**
d'Arthur Koestler et Andor Németh.
Traduit de l'allemand et du hongrois par Chantal Philippe,
postface de Phil Casoar.
Maren Sell/Calmann-Lévy,
« Petite bibliothèque européenne du vingtième siècle », 136 p., 75 F.

En 1920, la République des Soviets proclamée à Budapest par Béla Kun après l'insurrection de mars 1919 s'effondre. Le gouvernement contre-révolutionnaire de Horthy prend le pouvoir, cependant que sur les ruines de l'empire des Habsbourg surgissent de nouveaux Etats indépendants dont la Hongrie, veuve de la monarchie bicéphale. C'est la débâcle mais, qu'à cela ne tienne, l'esprit de la « joyeuse apocalypse viennoise » porté par la littérature, la musique et les arts, fécondera encore l'Europe centrale – et le monde – avant que la catastrophe finale ne vienne en sonner le glas. Au début de cette longue agonie, Arthur Koestler, jeune journaliste en délicatesse avec les autorités de Budapest, erre entre sa Hongrie natale, l'Autriche et la Palestine sous mandat. Il se cherche, il cherche un idéal. Le sionisme n'est pas son affaire, aussi revient-il en Europe où il rencontre l'un des plus brillants habitués des cafés bohèmes de Budapest et de Vienne, Andor Németh, auteur d'un livre sur la Commune de Paris, de plusieurs biographies et d'un essai, *Kafka ou le Mystère juif* (1).

Entre Vienne et Budapest, où la dictature s'adoucit, les deux hommes se lient d'une amitié querelleuse confortée par des goûts communs et une commune misère. Pour s'en sortir, ils écrivent un feuilleton ensemble qui paraîtra dans la presse allemande et hongroise en 1932 et 1933. Plus tard, après la deuxième guerre mondiale, leur relation se brise contre l'écueil d'une évidence : Koestler est déjà l'auteur comblé du *Zéro et l'infini*, alors que Németh, son mentor et inspirateur, plus âgé, reste méconnu et pauvre.

Longue nouvelle psychologique, bref roman policier ou bien sottie rédigée pour gagner quelques sous en s'amusant ? A la lumière blafarde de l'ouragan qui allait bientôt tout emporter, cette histoire d'apparence innocente et légère acquiert aussi la valeur d'un avertissement. Au cours de sa prestation dans une salle de concert de Budapest, Johannes Sohr, violoniste célèbre, constate qu'on lui a échangé, pendant l'entracte, son précieux instrument Guarneri contre un violon de pacotille. Et pourtant, tout porte à croire qu'il n'y eut pas substitution. L'esprit de Sohr serait-il malade ? L'inspecteur Kondor, portrait du jeune Koestler en joyeux luron, est chargé de l'enquête, tandis qu'un mystérieux professeur Nikolitch prétend que Sohr, avec sa culpabilité latente et son complexe d'infériorité, appartiendrait à la race des « sous-hommes ». Avec beaucoup de drôlerie, la psychanalyse vient à la rescousse et le violoniste semble guéri, jusqu'au coup de théâtre suivant. La clé de l'énigme se trouve peut-être au Chat qui louche, un affreux caboulot de Vienne, où un policier raconte à Kondor, entre deux beuveries, les exploits d'un fakir.

Qui a raison, Freud ou Charcot ? Qui est coupable, Sohr, son épouse ou la femme dont il rêve ? La théorie d'hypnose l'emporte dans cette énigme aux multiples facettes, mais *c'est le regard pénétrant de l'odieux* professeur Nikolitch qui en demeure l'élément essentiel. Davantage qu'une curiosité littéraire, *Au chat qui louche*, finement commenté par Phil Casoar, demeure un petit joyau posé sur l'écrin évocateur d'un univers en perdition. Au cours des années où ce texte paraissait en feuilleton, le pouvoir maléfique d'un autre hypnotiseur précipitait tout un peuple, cultivé et civilisé, dans la plus meurtrière des folies.

(1) Paru en France aux éditions Jean Vigneau, 1947.

# Fureurs magyares

**TOUT EST LOIN**
**(Minden Messze Van)**
de *Sándor Tar.*
Traduit du hongrois par Patricia Moncorgé.
Actes Sud, 102 p. 68 F.

Si la Hongrie était la moins sinistre baraque de l'ancien camp totalitaire, elle est aujourd'hui l'une des meilleures élèves de la démocratie. Pourtant, ses exclus attendent toujours la vie meilleure que laissait pressentir, hier, le socialisme dit « du goulasch » et, depuis 1989, le capitalisme triomphant. Sándor Tar, ancien ouvrier, cinquante-cinq ans, sait de quoi il parle dans son premier roman lorsqu'il évoque les chambres lugubres où s'entassent les laissés-pour-compte, leur misère, les ravages de l'alcool, la consolation des amours passagères et, bien sûr, les mirages occidentaux prometteurs de félicité. Déjà, entre les deux guerres, un livre oublié qui mériterait d'être réédité (1) racontait les avatars tragiques ou cocasses d'une famille hongroise chassée en France par la pauvreté, mais l'hisoire de Yolande Foldes paraîtrait presque idyllique comparée à celle de Tar, sollicité lui aussi par l'inépuisable thème de l'exil.

Ils sont quatre compères, chevaliers d'une apocalypse minable, Vàri, le divorcé qui rosse ses amantes, Madar et Barna, grands buveurs, dragueurs sans succès, enfin Loboda, fornicateur impénitent, le plus séduisant de ces gueux. Convoqués en Allemagne par leur compatriote Földi, chef d'une entreprise qui escamote les déchets suspects de la société d'abondance, Ils s'emploient à recouvrir une décharge immonde avec du béton. Loboda, pour gagner davantage d'argent, exhibe son beau corps dans un cabaret pour dames esseulées alors que les autres, une fois leur besogne accomplie, cuvent leur vodka et l'envie.

Il est parmi les travailleurs immigrés des hiérarchies établies selon des critères donnés. Au sommet, qu'il s'agisse de Croates, Turcs ou Hongrois, se retrouvent ceux qui ont « réussi ». Les barrières en demeurent pourtant franchissables, surtout quand surgit le désir amoureux. Loboda s'éprend de l'épouse de Földi, son patron. Cette passion, devenue réciproque, finira mal, et les trois amis du bellâtre rentreront en Hongrie aussi démunis qu'ils étaient partis, avec comme bagage un infirme sur les bras. Peu à peu, ils oublieront leurs péripéties, pareilles aux cauchemars survenus après une belle cuite. Ce roman des bas-fonds, bref, véhément, sans jamais déraper dans la mièvrerie, annonce-t-il un Gorki du post-communisme hongrois ? Peut-être, mais avec la fureur, la finesse et le *franc-parler magyars en plus.* D'autres textes de cet auteur encore inconnu sont en cours de traduction aujourd'hui.

**E. R.**

(1) *La Rue du chat qui pêche*, de Yolande Foldes, Albin Michel, 1937, Livre de poche, 1957.

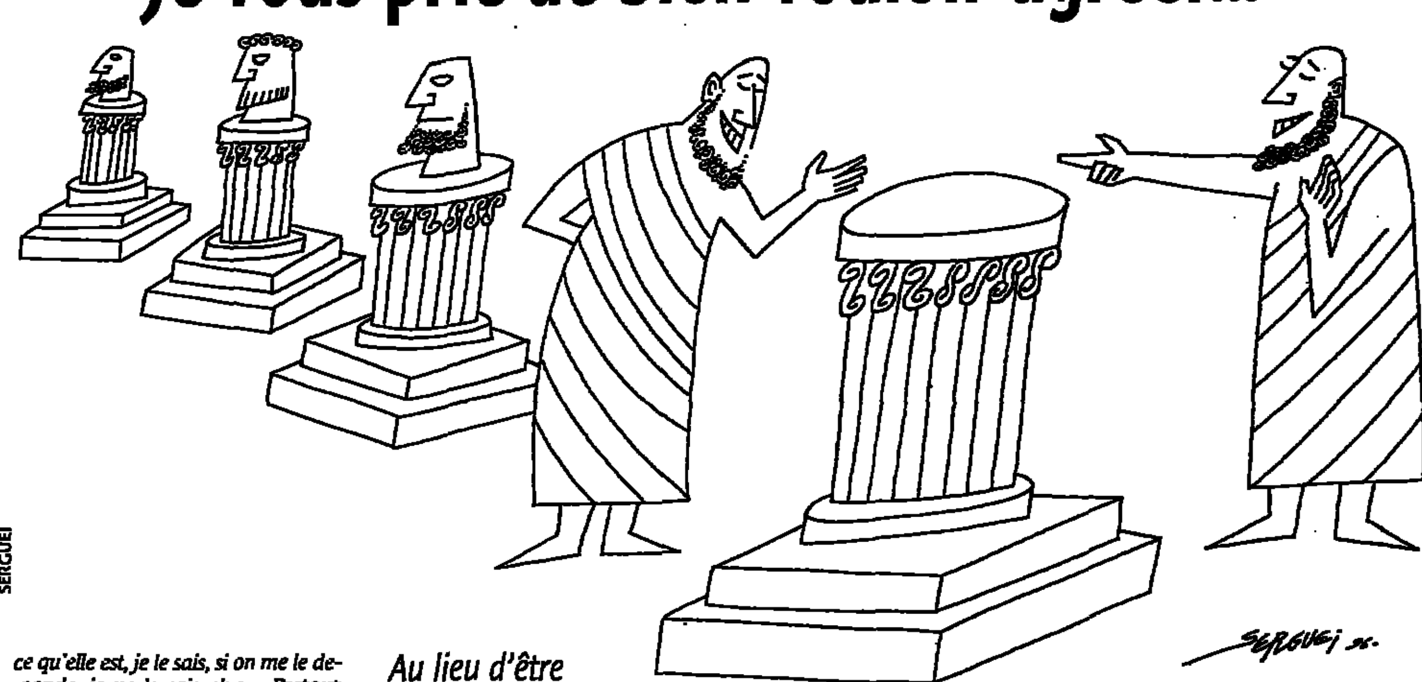
la chronique

de Roger-Pol Droit

# Je vous prie de bien vouloir agréer...

**LA POLITESSE ET SA PHILOSOPHIE**
de Camille Pernot.
Presses universitaires de France, 396 p., 198 F.

Pourquoi dire bonjour à la dame ? A quoi rime de laisser passer l'autre devant soi, de répéter *« Après vous, je vous en prie ! mais non, je n'en ferai rien ! »*, de tenir la porte, de faire un sourire, de poursuivre une conversation sans contenu, d'apporter pour le dîner obligatoirement des fleurs, de s'empêcher de bâiller et de trouver malgré tout les formules adéquates pour complimenter chacun ? Comment se délimitent, et comment se justifient, cet ensemble d'attitudes, de gestes, de formules qui ne sont ni simplement des automatismes ni seulement des hypocrisies ? Voilà un beau sujet. Camille Pernot en traite avec juste ce qu'il faut de rigueur et de bonhomie mêlées. Il ne fait pas une histoire des moeurs, qui suivrait, à la Norbert Elias, l'apparition de la fourchette et la disparition du crachat. Le « savoir-vivre » n'est pas non plus l'objet de sa réflexion : les contours de cet ensemble flou semblent en effet élastiques ou introuvables. A force de vouloir tout englober, depuis la découpe des viandes jusqu'à la couleur du papier à lettres, en passant par le trousseau de la mariée, les formules de condoléances ou le choix des petits pains, ce qu'on dénomme « savoir-vivre » a fini par n'avoir plus de frontières distinctes. De cet amas hétéroclite de recommandations et de conseils, à peine voit-on émerger, cousin des mots croisés et parent de la charade à tiroirs, l'inépuisable jeu du plan de table et ses dilemmes sans fin. « Faut-il donner à la jeune femme d'un vieux duc la préséance sur une baronne veuve et âgée ? » On pourrait faire figurer ces problèmes à côté de ceux du bridge et des échecs. Camille Pernot commence par mettre à l'écart ce fatras. Ce qui l'intéresse est la politesse.


SERGUEI

La première difficulté est de la définir. On pourrait pasticher, à propos de la politesse, la formule célèbre de saint Augustin à propos du temps : *« Si on ne me demande pas ce qu'elle est, je le sais, si on me le demande, je ne le sais plus. »* Partout visible, la politesse demeure pourtant énigmatique. Sa nature semble cachée. Alain déjà y voyait un *« grand mystère »*. Comment expliquer l'existence de ces signes vides, agencés selon des règles répétitives ? Personne n'y croit, tout le monde s'y plie. Et l'on serait choqué que l'on y contrevînt. On attribue en général à ces règles formelles une origine trop noble ou une fonction trop modeste. En faire le fondement de toute vie sociale, l'unique condition du bien-être commun, l'émanation directe d'une bienveillance spécifique de l'humain envers son semblable, sans doute est-ce parer ces conventions d'un excès d'honneur. L'indignité, évidemment, consiste à n'y voir, au choix, qu'une mécanique de l'hypocrisie, le résultat d'un dressage ou le résidu des manières d'une société ancienne, hiérarchique, pesante et dépassée.

Au lieu de se demander comme tout le monde si la politesse est bonne ou mauvaise, si elle constitue une vertu suprême ou un mal nécessaire, Camille Pernot cherche sa nature propre. Peut-on élaborer, indépendamment des multiples usages existants, qui varient selon les époques et les cultures, une idée exacte et précise de ce qui la définit ? Résultat résumé : un code de politesse est un formalisme appliqué aux relations sociales, qui façonne en elles un espace de communication. Cette fonction de communication est indépendante du sens apparent des mots employés. Le meilleur exemple en est l'inévitable « formule de politesse » qui termine nos lettres. Nous n'avons, à l'évidence, pas de sentiment particulier à transmettre à la plupart de nos correspondants – dans l'hypothèse, évidemment, où notre courrier est principalement utilitaire et professionnel. Personne ne croit que nous ayons, pour tel ou tel destinataire d'une lettre d'affaires, des sentiments qui soient réellement « distingués » de tous les autres.

*Au lieu d'être seulement la marque du vieux style, il se pourrait que la politesse soit une manière de faire société. Mais avec qui?*

Alors, quel sens transmettent ces phrases vides ? Peu importe les nuances entre les sentiments – « cordiaux », ou « les meilleurs », ou « respectueux », ou « attentifs ». Ce qu'on indique à l'autre, par la seule présence de cette formule convenue, c'est qu'il existe, entre lui et nous, la possibilité d'une relation différente. *« Je ne vous commande pas seulement un contrat d'assurance (ou des serviettes-éponge, ou des poutrelles métalliques), je vous assure également du fait que je vous considère comme un être humain à part entière, avec lequel il est possible, en d'autres circonstances, que j'entretienne éventuellement un rapport différent de celui qui se trouve être présentement le nôtre en raison du type même de situation existant entre un fournisseur de contrats d'assurance (ou de serviettes-éponge, ou de poutrelles métalliques) et son client. »* Tel est, à peu près, explicité et développé, ce qu'exprime la formule de politesse sous la forme implicite, impersonnelle et stéréotypée que l'on connaît. C'est pourquoi on ne supporterait pas aisément de voir disparaître ces petits signes apparemment sans contenu. Sur l'Internet s'est déjà mis en place, laconique et concis, un code de ce genre. Pas moyen de s'en tenir à une communication uniquement fonctionnelle. La politesse est finalement une formule dessinant le cadre d'un échange à venir possible. Voilà ce que fait voir Camille Pernot.

Que sait-on de lui ? Qu'il enseigna longtemps la philosophie à l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud, simplement. Il y était, dit-on, un professeur exemplaire, de ceux qui s'effacent en souriant derrière le plus grand service à rendre à des étudiants : avoir pour eux, tout l'été, lu l'auteur au programme, l'oeuvre au complet et ses commentateurs, puis mettre en ordre l'essentiel, clairement, cours après cours, à l'usage de ces néophytes bientôt exposés à montrer qu'ils savent. Préparer l'agrégation avec Camille Pernot, c'était tout bonnement avoir confiance dans l'honnêteté scrupuleuse d'un grand bonhomme modeste. Car le bon professeur n'est pas, en règle générale, celui qui impose sa pensée ou expose ses analyses. C'est bien plutôt celui qui dépose à l'entrée de la salle sa prétention à être philosophe. Il repose ainsi ses auditeurs du souci d'avoir à démêler ce qui, dans sa leçon, est de Hume, de Spinoza, de Kant, ou de son modeste cru. En disant à tout auteur *« Après vous, je vous en prie ! »*, il n'enseigne pas simplement tel ou tel système, mais le respect des textes et celui de l'auditoire. Une belle force est nécessaire à un tel effacement, et quelques formes y sont requises.

Car il existe évidemment une politesse de la pensée. Elle ne repose pas uniquement sur le minimum requis par l'honnêteté intellectuelle : exactitude des citations, fidélité des résumés, précision des références. On s'est peu interrogé sur nos comportements envers ces silhouettes diaphanes et fugitives que sont les idées. Peut-être faudrait-il se demander selon quelles règles saluer un concept, croiser un argument, accepter une objection, accompagner un raisonnement. Au lieu de croire qu'une société des esprits s'instaure sans étiquette, on deviendrait attentif à ses rituels. Comment fait-on, par exemple, pour recevoir une idée ? Que faut il éviter pour ne pas la blesser ? Qui invite ? Comment prend-on congé ? Curieux exercice : se mettre à imaginer que les pensées ont des moeurs, et qu'il convient de les connaître. Entre les idées et les humains existeraient par exemple des obligations réciproques, des jeux de préséance, une volonté de se ménager mutuellement. Il y aurait, selon les catégories de pensées, des protocoles différents. On offrirait évidemment des fleurs de rhétorique. Sans doute se débarrassera-t-on d'une telle fantaisie en disant qu'il n'y là que jeux de mots et métaphores, que ce sont des façons de dire et non des manières de vivre. C'est à voir.

# Le nouveau « Coup de Prague »

**Suite de la page I**

Pour Lise Ricol-London, sa femme – celle qui fut incarnée par Simone Signoret dans le film de Costa Gavras –, la première source de *L'Aveu* est un document clandestin écrit en prison un an plus tôt, en décembre 1953-janvier 1954 sur du papier à cigarette, dans lequel le proscrit dénonce déjà les méthodes utilisées par les enquêteurs tchèques et leurs conseillers soviétiques pour lui extorquer ses aveux. Là est, selon elle, le véritable London, et non dans le manuscrit retrouvé dans les archives par Bartosek.

Que London ait ensuite été utilisé comme témoin à charge dans les procès qui ont suivi celui de Slansky, on le lit déjà dans *L'Aveu*, bien que de façon elliptique. Qu'en Espagne ses fonctions l'aient conduit à diriger la « section balkano-slave » du SIM (Servicio de investigation militar), sorte de police secrète chargée d'« encadrer » les Brigades internationales, plutôt qu'au front, Lise London le dit dans la première partie de ses Mémoires, *Le Printemps des camarades*, parue récemment au Seuil, sans s'étendre, il est vrai, sur les activités de ce service... Mais ces réserves n'entament pas l'essentiel de la construction de Bartosek. Les chiffres qu'il livre parlent d'eux-mêmes : dans la période de crête des purges (1948-1954), la proportion des communistes ne s'élève qu'à 5 % des condamnés à mort, et 1 % des morts. De 1954 à 1963, deux cent mille prisonniers politiques peupleront les 422 camps et prisons de la Tchécoslovaquie alignée – principalement d'ailleurs des ouvriers et des petits employés, longtemps oubliés de la mémoire au profit des élites et des « interbrigadistes ».

Ce que vise ici la charge de Karel Bartosek, c'est en réalité l'ensemble de la geste sur laquelle le mouvement communiste a tenté d'asseoir sa refondation après 1956 : l'épopée des Brigades internationales, l'antifascisme et les victimes communistes du « culte de la personnalité ». Ce livre, qui s'inscrit dans la droite ligne des analyses d'Annie Kriegel et de François Furet sur le mouvement communiste, fourmille d'effets et de surprises ménagées avec soin : aussi bien dans le corps de l'ouvrage que dans la bonne centaine de pages de documents cités en annexe. Il veut inquiéter l'image épique ou attendrie que, dans leurs témoignages publics les anciens du parti ou les compagnons de route ont laissé de leur itinéraire. *« Le camarade »* Raymond Aubrac, par exemple, qui apparaît comme un émissaire bien plus dûment mandaté par le PCF qu'il n'a voulu le laisser entendre dans ses propres souvenirs (*Où la mémoire s'attarde*, éd. Odile Jacob, voir « Le Monde des livres » du 6 septembre), ou Jean Jérôme, l'intermédiaire secret du PCF pour les affaires financières avec l'Est. La tatillonne bureaucratie de l'Est a souvent conservé trace de bien des démarches, que ceux qui les menaient espéraient peut-être conserver dans l'ombre. Reste à savoir si des archives sont vraiment en mesure d'écorner une légende.

**Nicolas Weill**

**★ Lire aussi page 18 le point de vue de Pierre Daix.**



# Hilberg, la vérité et l'amertume

*Du silence au réveil de la mémoire, l'auteur de « La Destruction des juifs » relate les heurs et malheurs de la réception de ses études sur la Shoah*

**LA POLITIQUE DE LA MÉMOIRE**
**(The Politics of Memory)**
de Raul Hilberg.
Traduit de l'anglais par Marie-France de Paloméra, Gallimard, 212 p., 85 F.

Raul Hilberg, l'auteur de *La Destruction des juifs d'Europe* (Fayard), fait, au détour de ce recueil de souvenirs, une curieuse constatation : bien qu'ayant vécu la majeure partie de sa vie aux Etats-Unis, le voici, à soixante-dix ans passés, devenu un auteur d'Europe, reconnu plutôt en Allemagne et en France qu'outre-Atlantique, où son dernier ouvrage, *Exécuteurs, victimes, témoins* – datant de 1992 et publié en français chez Gallimard –, a été accueilli fraîchement par la critique *(voir* « Le Monde des livres » *du 25 février 1994)*. L'homme d'un livre-monument a-t-il cédé au sens musical de la composition qui inspire la plupart de ses travaux scientifiques ? Sa *Politique de la mémoire* commence et finit à Vienne, lieu de son enfance mais aussi lieu de l'exclusion et du massacre d'une grande partie de sa famille. Elle tend en tout cas à illustrer la position qui aura été la sienne tout au long de ce chemin qu'il retrace ici : celle d'un homme seul.

Un homme que son sujet d'étude isole. Depuis les années 80, en effet, dans la foulée de *Shoah*, le film de Claude Lanzmann, qui entraîna la première traduction française, en 1984, du livre de Hilberg, la mémoire du Génocide a acquis dans l'espace public une dimension appropriée au caractère inouï de l'événement. Il est du même coup difficile de mesurer l'épaisseur du silence qui entourait cette question quand l'historien entreprit, en 1948, d'y consacrer sa thèse. Pourtant, indirectement, c'est ce silence que Raul Hilberg va affronter, dans ses tribulations professionnelles et éditoriales. C'est avec peine qu'il trouve un poste dans la petite université du Vermont, et avec plus de peine encore qu'il finit par dénicher un éditeur en 1961 pour *The Destruction of European Jewry*, cinq ans après avoir achevé sa recherche sous la direction de Franz Neumann. Encore n'y parvient-il – dans une petite maison, Quadrangle Books – qu'en mettant sur la table des subventions ainsi que ses propres économies.

On peut regretter que Raul Hilberg, qui détaille les heurs et malheurs de la réception de son travail, ne s'étende pas suffisamment sur les causes lointaines qui les expliquent. Après tout, le climat qui contribue à mettre sous le boisseau la mémoire de la catastrophe juive et le châtiment des responsables a un nom : la guerre froide. A quoi s'ajoute peut-être un certain « sentiment de culpabilité » propre à une communauté juive américaine, qui après avoir assisté, impuissante, à l'anéantissement du judaïsme européen, a pu préférer une historiographie d'origine israélienne, glorifiant les faits de résistance plutôt que le portrait désenchanté d'une machine bureaucratique mobilisée pour tuer.

L'histoire selon Hilberg n'est pas, il est vrai, une grande pourvoyeuse de mythes. Elle ne propose ni consolation, ni réconfort, ni héros. De plus, le véritable débat – un débat sur l'Allemagne – que, à son avis, son livre devait susciter a été longtemps escamoté par une querelle, interne au monde juif, sur l'appréciation du rôle des *Judenrat* dans l'Europe nazie et sur celle de la résistance. Ce débat-là, si longtemps repoussé, a peut-être aujourd'hui lieu autour du livre de Daniel Goldhagen, *Les Bourreaux zélés de Hitler* , que Le Seuil s'apprête à publier en janvier. Mais il est sans doute dommage qu'il n'ait pas éclaté autour de celui de Hilberg. L'une des responsables de ce retard est Hannah Arendt, qui, dans les attaques sur la conduite des dirigeants juifs qu'elle a menées à la suite du procès Eichmann, s'est appuyée sur le livre de Hilberg comme une référence incontournable.

Dans son exhibition du fait brut, Hilberg frappe souvent fort et parfois *ad hominem*. Par exemple quand il évoque le refus de l'institut israélien Yad Vashem, dévolu à la recherche sur la Shoah, de coéditer sa *Destruction des juifs d'Europe*, il n'hésite pas à rappeler le *« statut précaire de juif privilégié »* dont le directeur de cet institut bénéficiait pendant la guerre en Hollande. Il sera en revanche piquant de découvrir avec Hilberg le nom de celle qui, en 1959, avait dissuadé les Presses de l'université de Princeton de publier *La Destruction des juifs d'Europe*. Elle s'appelait Hannah Arendt.

**N. W.**

هكذا من الاصل



# A la redécouverte de « L'Ile noire »

**La septième aventure de Tintin tient une place à part dans l'historiographie d'Hergé. Publié en 1938, l'album sort en couleur en 1943 avant d'être par trop réactualisé en 1966. La reparution de sa deuxième version renoue avec la poésie de la plus hitchcockienne des aventures du petit reporter**

**L'ILE NOIRE**
d'Hergé.
Version de 1943,
Casterman, 64 p., 109 F.






© HERGÉ/MOULINSART 1996

A gauche, scène tirée de la première version couleur de 1943. Ci-contre, dans la version réactualisée de 1966.

Au mois d'août 1943, lorsque sort des presses de Casterman la première édition couleur de *L'Ile noire*, Hergé a trente-six ans. Indifférent aux bruits de bottes qui résonnent dans toute l'Europe, le créateur de Tintin savoure ses premiers succès. Ses amitiés dans la presse collaborationniste lui ont permis d'accéder à la « une » du plus grand quotidien belge, *Le Soir*, qui vient de publier en feuilleton *Le Secret de la Licorne*. Malgré les pénuries de papier, les ventes de ses albums s'envolent. Avide de réussite, il ne se pose pas de questions. La Belgique a beau être occupée, Hergé, lui, est débordé.

Un an plus tôt, la plus contestée des aventures du petit reporter, *L'Etoile mystérieuse*, est parue, pour la première fois, sous la forme d'un album en quadrichromie. Le triomphe a été immédiat. Pragmatique, Hergé a bien dû admettre que son éditeur, qui préconisait depuis 1936 l'abandon du noir et blanc, avait raison. Pour Tintin, les années noires de la guerre seront celles de la couleur.

Pourquoi la sixième des aventures du petit reporter (la septième en comptant le préhistorique *Tintin au pays des soviets*) a-t-elle dès lors, trouvé une place à part dans la mythologie hergéenne? Les hasards de l'Histoire, sans doute, en ont fait le lieu et le moment d'une rencontre avec le progrès, que la réédition bienvenue de la version de 1943 permet d'apprécier à nouveau. Les tintinologues les plus érudits ont, depuis longtemps, déniché derrière les rebondissements de *L'Ile noire* les symboles censés traduire l'entrée du héros dans l'ère de la modernité : alarme électronique dans la villa qui abrite les faux-monnayeurs, livraison des sacs de billets par avion, découverte d'un poste de télévision (couleur !) dans le repaire des brigands... Au cœur du scénario, l'opposition entre la superstition antique liée au château hanté et l'équipement de pointe utilisé par les faux-monnayeurs pourrait bien avoir figuré, dans l'imagination d'Hergé, ce passage d'une époque à une autre.

Encore ces prouesses technologiques figuraient-elles déjà dans la toute première version de *L'Ile noire*, celle publiée sous forme de feuilleton, du 15 avril 1937 au 16 juin 1938, dans l'hebdomadaire *Le Petit Vingtième*. Episode oublié : à partir du numéro du 2 décembre 1937, le récit avait connu une première tentative de mise en couleur, par l'addition au pochoir d'un rouge, puis d'un vert, esthétiquement peu convaincants. Prudent, l'éditeur était revenu au noir et blanc pour le tirage de l'album. Comparée à cette édition originale de 1938, la version de 1943 ne présentait que d'infimes modifications : la gare de départ du train conduisant Tintin en Angleterre n'est plus mentionnée sur le wagon ; la barbe de Wronzoff, le chef des trafiquants, a frisé ; le docteur Muller, faux psychiatre et vrai gangster, s'appelle désormais docteur J. W. Müller. Pour le reste, l'histoire a été concentrée de 124 à 62 pages sans pratiquement supprimer une image : les vignettes ont été recadrées, la trame du scénario resserrée.

Sous sa forme la plus achevée, *L'Ile noire* est sans conteste la plus hitchcockienne des aventures de Tintin. En 1935, soit trois ans avant la publication de l'album, le cinéaste anglais avait réalisé *Les Trente-Neuf Marches*, dont l'argument principal était aussi une course-poursuite à travers l'Angleterre et jusque dans le nord de l'Ecosse, le héros pourchassant une bande d'espions internationaux tout en étant lui-même traqué par la police. La ressemblance est frappante, mais nul ne sait si Hergé avait vu le film... Le plus expert des tintinologues, l'écrivain et scénariste Benoît Peeters, a décelé depuis longtemps nombre de convergences entre l'œuvre d'Hergé et le cinéma de Hitchcock. Dans sa biographie du père de Tintin (Gallimard, 1991), Pierre Ajame en signalait une autre, précisément relative à *L'Ile noire* : « Comme Hitchcock, écrivait-il, qui tourna deux versions de L'Homme qui en savait trop, Hergé est l'auteur du remake de sa propre œuvre. »

**MALHEUREUSE REFONTE**

En 1966, en effet, le destin devait donner une troisième vie aux aventures de Tintin en Ecosse. L'éditeur anglais de Tintin, Methuen and Co., qui venait d'éditer *Objectif Lune* et *On a marché sur la Lune*, considérait *L'Ile noire* comme bien trop anachronique pour pouvoir, en l'état, faire l'objet d'une édition britannique. La très vétilleuse maison londonienne avait recensé 131 erreurs de détails dans la version de 1943, et elle exigeait qu'autant de corrections soient apportées. Hergé y consentit sans résister. Fatigué, le père de Tintin peinait à enrichir les aventures de son héros d'un nouvel épisode. A court d'inspiration, il se laissait dominer par le souci documentaire, faisant volontiers passer l'exactitude avant la création. Loin du jeune homme pressé des années 40, il était devenu un chef d'entreprise soucieux d'efficacité. Créés vingt ans plus tôt pour aider le maître dans la réactualisation et la modernisation de son œuvre, les Studios Hergé devaient donner, dans la refonte de *L'Ile noire*, le meilleur d'eux-mêmes, c'est-à-dire le pire.

Le plus proche des collaborateurs d'Hergé, Bob de Moor, fut dépêché dans le Sussex puis en Ecosse pour effectuer des repérages, appareil photo en bandoulière. Scotland Yard lui prêta aimablement un uniforme de *bobby*, mais les chemins de fer britanniques lui refusèrent jusqu'au droit de photographier les tenues de leurs employés ! Bob de Moor enrichit les décors jusqu'à l'excès, pendant que Roger Leloup, le créateur de Yoko Tsuno, redessinait les avions ; il devait créer, deux ans plus tard, le jet Carreidas 160, dans *Vol 714 pour Sydney*. Tous les costumes, toutes les voitures furent mis au goût du jour, on substitua aux vieux billets de la Banque d'Angleterre des coupures plus actuelles. Enfin, corrigeant un élan immodéré de son imagination, Hergé alla jusqu'à remplacer le téléviseur couleur par un récepteur en noir et blanc, dont la présence devenait, du même coup, bien étrange en 1966. Ainsi, *L'Ile noire* devint le seul album, dans l'histoire de la bande dessinée, publié sous trois versions différentes.

Pris au piège de cette quête exagérée du détail authentique, Hergé ne vit sans doute pas d'emblée combien cette modernisation induisait une normalisation. Selon le mot de Benoît Peeters, « la ligne claire devenait la ligne raide ». Pour tous les nostalgiques du temps où Tintin n'était encore qu'un courageux reporter aux prises avec le mal, et non un héros de dessins animés parmi d'autres ou une marque de design pour produits dérivés, la réparation de l'outrage de 1966 était un rêve impossible. Pour ceux, plus jeunes ou moins érudits, qui n'en soupçonnaient pas l'existence, la réédition de la version de 1943 prendra des allures d'exploration. Redécouvrir *L'Ile noire*, c'est aussi, pour tous, remonter à la source de l'inspiration d'Hergé, lorsque la tendresse des couleurs rimait avec une certaine candeur des personnages. Cette *Ile* revisitée a le charme d'un vieux conte, la douceur acidulée d'un bonbon anglais. Elle permet aussi la découverte de ce qui, chez Hergé, valait tous les secrets de fabrication : une forme de poésie.

**Hervé Gattegno**

● **CHIENS DE FUSIL**, de Lax

La guerre civile irlandaise nourrit le dernier album de Lax, qui s'intéressa en d'autres occasions à la Roumanie (*La Fille aux ibis*) ou au Vietnam (*Les Oubliés d'Annam*), en croisant les fils du roman et ceux de l'actualité. Désireux de décrire les deux facettes du miroir, comme il le fit dans ses albums consacrés aux handicapés et aux travestis (*Des maux pour le dire* et *Soleil cou coupé*), Lax n'aime ni les jugements à l'emporte-pièce ni les enthousiasmes romantico-guerriers : les pages d'Irlande qu'il écrit et dessine, de 1966 à aujourd'hui, ne prennent pas unilatéralement fait et cause pour les partisans de l'IRA. Sous sa plume, ils sont aussi parfaits tueurs que les loyalistes. Greffée sur les chapitres d'une guerre qui ravage les faubourgs d'Irlande du Nord, l'histoire de l'amitié tragique liant Dermot à Stephen, le catholique et le protestant, tous deux étudiants à la Royal School of Art de Belfast, est un saisissant et émouvant reportage sur une guerre qui semble ne plus avoir d'âge (éd. Vents d'Ouest, 48 p., 78 F).

● **LA DERNIÈRE DES SALLES OBSCURES**,
*de Paul Gillon et Denis Lapière*

Histoire du cinéma mais surtout histoire d'un siècle, le dernier album dessiné par Paul Gillon (*Les Naufragés du temps*) à partir d'un scénario de Denis Lapière, raconte à travers un chassé-croisé entre passé et présent l'histoire d'un producteur de cinéma né à l'aube du XX[e] siècle, Raoul Rosensztroch. Lors de sa mort accidentelle, Thomas, son assistant, découvre l'« *autobiographie mensongère* » de ce dinosaure qu'on voit successivement vieillir, jeune homme très *glamour* traversant la guerre avec sa caméra Pathé puis arpentant les studios de Hollywood, avant de se transformer en vieillard geignard et insupportable. Admirablement mis en scène et utilisant une gamme de coloris qui accentue les différentes phases de la vie de cet homme hors du commun, *La Dernière des salles obscures* est aussi un hommage au septième art, et n'en cache ni les coulisses ni les chausse-trapes ou les animosités personnelles. La vérité ou le mensonge, comme art de vivre et de raconter (éd. Dupuis, collection « Aire libre », 72 p., 75 F).

● **HAMMETT**, de Jean Dufaux et Marc Malès

C'est la vie de Dashiell Hammett, un des pères du roman noir contemporain, que racontent avec un entrain désespéré Jean Dufaux et Marc Malès. Le dessin volontairement tourmenté et sombre de Marc Malès rythme le tempo d'une vie qui démarre lorsque Hammett enquête pour le compte de l'agence Pinkerton, qui se prolonge par la découverte de crimes commis par des potentats locaux et qui se termine sur les accusations du sénateur McCarthy. Un itinéraire noir à en mourir (éd. Glénat, 58 p., 78 F).



## L'expression d'un quotidien en noir et blanc

**LE VOYAGE**
d'Edmond Baudoin.
Ed. L'Association, 224 p., 139 F.

Edmond Baudoin est un auteur de bande dessinée à part. Son dessin en noir et blanc, aux traits alternativement épais ou ténus, crée un univers graphique proche de l'expressionnisme. Ses scénarios puisent aux veines d'une réalité triste ou triviale – le chômage, la solitude, la vieillesse, les villes qui meurent –, traversée de rêves ou de cauchemars. Sa dernière œuvre, *Le Voyage*, qui fut d'abord publiée sous forme de *manga* par la maison d'édition japonaise Kodansha, paraît aujourd'hui chez son éditeur français, L'Association, l'un de ceux qui en France font le plus progresser le neuvième art, tant par leur souci graphique et narratif que par la facture particulièrement soignée de leurs livres.

*Le Voyage*, comme les autres ouvrages de Baudoin, prend sa source dans le quotidien. Simon, son antihéros, connaît le désarroi d'un homme dont l'esprit capte tous les malheurs du monde et les siens propres. Jusqu'à décider de larguer les amarres, en l'occurrence sa vie de couple et de famille, pour se fondre dans la poussière des routes. Ses pérégrinations lui feront croiser un montreur de marionnettes, un marin qui tente de se perdre au milieu de la tempête qui lui a déjà ravi sa bien-aimée, un clochard céleste, une vieille dame qui toute sa vie fut amoureuse des elfes et perdit sa jeunesse dans leur attente et, enfin, Léa. Jeune femme brune, précautionneuse dans son amour, Léa apprivoisera à nouveau la vie au profit de Simon. Et celui-ci rejoindra son garçonnet, ce « *petit prince* », au terme d'un voyage qui, de Montélimar à Saint-Malo, lui a appris que la vie est une longue patience, et l'amour toujours à recommencer.

**Yves-Marie Labé**

## INTERNATIONAL

*par Daniel Vernet*

# Une révolte populaire contre le totalitarisme

**LA TRAGÉDIE HONGROISE, 1956**
de François Fejtö. Lettre-préface de Jean-Paul Sartre. Horay, 356 p., 95 F.

**LA RÉVOLUTION HONGROISE DE 1956**
**Journal d'un témoin**
de Guy Turbet-Delof. Préface de François Fejtö. Ed. Ibolya Virag, 202 p., 120 F.

**AUF SCHWARZEN LISTEN**
**(Sur les listes noires)**
de Paul Lendvaï.
Hoffmann und Campe, 400 p., 52 D.M.

La révolution a toujours ses petites histoires : ses petits côtés, amusants ou dérisoires, contrepoint à l'héroïsme et à la tragédie. La révolution hongroise de 1956 aussi, et le quarantième anniversaire de l'écrasement par les chars soviétiques de l'insurrection de Budapest les fait revenir à la surface. Guy Turbet-Delof, ancien directeur de l'Institut français dans la capitale magyare, publie son journal, qui commence le 23 octobre, avec la grande manifestation de soutien à l'« octobre polonais », et se termine en janvier 1957, un an avant que l'auteur ne quitte la Hongrie, rappelé par son administration de tutelle pour prévenir une expulsion. Dans sa préface, François Fejtö explique pourquoi l'Institut français de Budapest était resté ouvert alors que toutes les institutions comparables avaient été fermées dans les pays de l'Est après l'arrivée des communistes : à cause de « *l'amour que portait l'épouse du sinistre Rakosi* surnommé le Staline hongrois, *à la mode parisienne. Elle avait pris l'habitude de faire confectionner sa lingerie d'après les journaux de mode disponibles à la bibliothèque* ».

Jeune journaliste à l'agence de presse hongroise, condamné pour « *déviationnisme social-démocrate et trotskisme* », Paul Lendvaï raconte dans un livre de souvenirs, récemment paru en Allemagne, comment il a vécu les journées de 1956. Quand il a retrouvé son appartement détruit par les obus soviétiques, la précieuse bibliothèque de son père était en pièces ; seules avaient survécu au désastre... les œuvres complètes de Marx et de Lenine. Réfugié à Vienne après le rétablissement de l'« ordre » à Budapest, Paul Lendvaï a dirigé pendant de nombreuses années les services internationaux de la Radio-télévision autrichienne et « couvert » les pays communistes où ses antécédents hongrois l'avaient fait mettre sur toutes les « *listes noires* », ce qui ne saurait étonner puisque tous les « services » du bloc communiste travaillaient sous les ordres du KGB. Les « diplomates » étaient des auxiliaires précieux et l'ambassade soviétique en Hongrie aura fourni à l'URSS deux chefs du KGB : Iouri Andropov, qui était ambassadeur à Budapest au moment de l'insurrection, et Vladimir Krioutchkov, alors « attaché de presse » à la même ambassade, qui sera en août 1991 parmi les putschistes qui tentèrent de renverser Gorbatchev.

Ce qui frappe dans l'attitude des tuteurs soviétiques vis-à-vis de leurs vassaux, c'est que l'histoire semble se répéter. De Budapest à Prague, de Prague à Kaboul, le Kremlin agit toujours de la même façon face aux mouvements mettant en cause sa domination. Quand la situation devient incontrôlable, il décide une intervention armée, puis crée un gouvernement à ses ordres qui rétroactivement lance un appel à l'« *aide fraternelle* » de l'URSS, pour donner un semblant de légitimité à la répression.

*Journal ou souvenirs, le quarantième anniversaire de l'insurrection hongroise voit resurgir une série de témoignages, contrepoint à la tragédie*

François Fejtö a complété *La Tragédie hongroise*, écrite en 1956 et rééditée aujourd'hui, par des documents du Comité central du Parti communiste de l'URSS, récemment disponibles. Ils apportent des réponses aux questions que posait pertinemment Fejtö, il y a quarante ans, dans ce qui reste la meilleure étude sur la révolution hongroise. La preuve est donnée par exemple que le recours à la force avait été décidé par Moscou avant l'instauration du multipartisme et la proclamation de la neutralité hongroise par Imre Nagy, deux décisions montées ensuite en épingle pour justifier la manière forte.

Beaucoup d'autres points soulevés par Fejtö mériteraient d'amples développements. L'attitude des communistes français, notamment. *Au moment où le PCF se penche timidement sur son* passé, il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1956 contre les Hongrois insurgés, comme en 1948 contre les « *hyènes titistes* », il était parmi les plus zélés dénonciateurs des « *contre-révolutionnaires* », dépassant même par sa virulence les pays du glacis et leur presse. Ou encore les prises de positions timorées des Occidentaux dominés par la crainte de détourner Khrouchtchev de la coexistence pacifique et d'encourager les « faucons » du Kremlin. De son observatoire privilégié à l'Institut français, Guy Turbet-Delof avait beau alerter le Quai d'Orsay sur le large soutien populaire dont bénéficiait un mouvement fondamentalement démocratique, les autorités françaises, tout en qualifiant d'« *erreur* » la répression armée, exhortaient les Hongrois à la patience. Le discours du ministre des affaires étrangères Christian Pineau, le 26 octobre 1956, est un modèle du genre : « *La rupture des liens entre les pays* [de l'Est] *et l'Union soviétique renforcerait chez celle-ci la position des éléments staliniens, et ce serait la fin de la démocratisation* (sic). » Cette réaction fait penser au fameux « *Bien entendu, nous ne ferons rien !* », lancé par Claude Cheysson, en décembre 1981, au lendemain de l'état de guerre en Pologne. Le ministre français des relations extérieures avait au moins le mérite de la franchise.

François Fejtö à Paris et Guy Turbet-Delof à Budapest avaient compris que, après Berlin-Est en 1953 et Varsovie quelques semaines plus tôt, la révolution hongroise, même écrasée, marquait le début de la fin de l'empire soviétique. La nuit totalitaire dura encore plus de trente ans, mais les Hongrois se retrouvèrent en 1989 à l'avant-garde du mouvement qui conduisit à l'effondrement du système communiste. Il leur faut maintenant construire une démocratie sur les décombres du « *socialisme réel* » et sous la contrainte du libéralisme triomphant.

**☆ Sur les difficultés de la Hongrie postcommuniste, on se reportera au livre de Laurent Nagy, *La Transition hongroise, 1990-1996*, paru chez l'éditeur suisse Georg.**

**Voir également page IV et V**

## PASSAGE EN REVUE

**NRV**

Une nouvelle revue trimestrielle, *NRV* (court-elle, jeu de mots en prime, sur les traces du prestigieux sigle *NRF* ?), se propose, pour chaque numéro, de confier à une dizaine d'auteurs « *un espace d'une quinzaine de feuillets chacun. Société, médias, musique, droit à la paresse, seront traités, retraités et maltraités quatre fois par an. Ce numéro : le politique* ». La maquette est assez rebutante, mais les textes choisis par Frédéric Beigbeder, Florent Massot et Arnaud Viviant ne manquent pas d'intérêt. On repère vite qui, parmi ces jeunes gens, veut appartenir au « clergé intellectuel » français – voir le « Retour à l'histoire », petit texte assez sentencieux de Marc Weitzman sur le renouveau du paysage littéraire français (avec un air de « déjà vu ») – et qui est sur les chemins de traverse où l'on croise les artistes – voir « Eloges des traîtres » de Ludovic Leonelli et « Reprise de maintenant » de Grégoire Bouillier. Jo. S.

(*NRV*, n° 1, 160 p., 59 F, éd. Florent Massot – BP 438, 75327 Paris cedex 07 –, diffusion Actes Sud.)

## ECONOMIE

*Par Philippe Simonnot*

# Ecologie politique

**LA SOCIÉTÉ EN SABLIER**
**Le partage du travail contre la déchirure sociale**
de Alain Lipietz.
Ed. La Découverte,
333 p., 145 F.

On ne perd jamais son temps à lire un livre d'Alain Lipietz. Ce militant et dirigeant de la cause des Verts est aussi un grand professionnel de l'économie, qui manie concepts et chiffres avec maestria. Le fait d'être descendu dans l'arène, d'être allé au contact non seulement de ses adversaires politiques, mais aussi du « peuple » donne à son propos le poids charnel qui manque si souvent à l'économiste en chambre perdu dans ses équations.

L'image du sablier, qui fait le titre du livre, est une trouvaille. C'est égal. L'image restera qui décrit le processus de déchirure sociale par lequel une minorité de riches gagneraient de plus en plus, tandis que les pauvres seraient de plus en plus pauvres, et que les classes moyennes se rétrécieraient comme peau de chagrin. Il y a la misère objective. Il y a aussi la « misère de situation », la « misère des petits blancs », le sentiment d'être comme les grains de sable, irrésistiblement attirés par le bas.

Comment en est-on arrivé là ? Lipitz n'est pas tendre pour le règne mitterrandien, . Toutes les têtes d'affiche sont livrées à un jeu de massacre plutôt joyeux : Michel Rocard et Edith Cresson ont oublié de rétablir l'équilibre des finances publiques à un moment où la conjoncture le permettait ; Rocard encore reconnaît aujourd'hui que l'indépendance des banques centrales vaudra « *vingt ans de malheur à l'Europe* », mais lorsque le PS était au pouvoir, le même « *défendait mordicus ces vingt ans de malheur et la politique sociale qui allait avec* » ; Laurent Fabius premier ministre a choisi « *l'enlisement* » plutôt que « *l'audace* » ; Martine Aubry lorsqu'elle était ministre du travail trouva le moyen de lancer des emplois familiaux, « *ces domestiques subventionné(e)s par un abattement sur l'impôt d'éventuels employeurs* ». Lipietz : « *Ainsi, les socialistes à bout de souffle réinventaient cette dissociation des femmes, caractéristique des sociétés du tiers monde* » ; Henri Emmanuelli est accusé de « *molletisme* » – ce néologisme forgé, on le sait, en hommage à Guy Mollet, désigne un discours très radical anticapitaliste conjugué avec un positionnement électoral centriste. François Mitterrand lui-même, « *le président qui aimait les femmes* », est accusé d'avoir mené une politique de flexibilisation des salaires qui « *allait anéantir les avancées féministes du début de son premier septennat* » ; Jacques Delors a vendu ses ambitions sociales « *contre le plat de lentilles d'une Constitution européenne indigne de ses idéaux* ». Lionel Jospin, enfin, assume l'héritage en renonçant aux « *trente-cinq heures* » au profit d'un prudent « *trente-sept heures* ». Commentaire amer de Lipietz : « *Cinq millions de chômeurs déclarés, ou dépérissant dans les stages-parking, ou n'osant même plus s'inscrire au chômage, peuvent désespérer d'un Parti socialiste qui sera passé de trente-cinq heures en 1977 aux trente-sept heures... en 1997.* »

La Fondation Saint-Simon a droit, pour sa part, à une note assassine en bas de page qui nous dit que, parti de la deuxième gauche, ce club d'intellectuels fabrique « *la pensée officielle d'un immense arc de forces politiques du centre droit au centre gauche, avec des forteresses maintenant inexpugnables dans les médias, et jusqu'à la direction de la Banque de France* ». Des noms ! Des noms ! demandera le lecteur curieux.

Lipietz ne raisonne pas seulement en politique, mais aussi en économiste. Tout le mal vient de la flexibilisation des salaires et de la précarité qu'elle entraîne ; le résultat, c'est un accroissement des inégalités de revenus ; or les riches ne font rien de leur épargne qui « *s'accumule en avoirs financiers* » alors même que l'efficacité du capital ne cesse de baisser ; la croissance est donc bloquée. Lipietz recommande de ressusciter une politique keynésienne à l'échelle de l'Europe, d'assigner à la monnaie unique des objectifs de développement. Mais cela ne suffira pas. Pour retrouver le plein emploi, il faudra aussi les trente-cinq heures tout de suite avec maintien du revenu mensuel garanti aux bas et moyens salaires, la création d'un tiers secteur, une réforme de la fiscalité, une autre approche de la construction européenne. Bref, tout un programme ! « *C'est un pacte salarial nouveau qu'il nous faut concevoir* » clame Lipietz. Air déjà connu.

Le plus neuf, dans ce livre passionné et passionnant, c'est la description qu'il fait de la « *re-féodalisation* » de l'assistance aux pauvres. Chacune de ces ONG et autres OPG ont leurs miséreux. Elles rivalisent entre elles, d'une part, pour recruter leur « *corral de pauvres* », et d'autre part pour s'approprier l'argent public. Certaines ne rendent compte qu'à un « *suzerain* », la Commission de Bruxelles. Même des morceaux d'un Etat « *qui remonte à Louvois, à Colbert* », sont obligés de jouer à ce jeu-là. La parenthèse multiséculaire de l'Etat-Nation est-elle en train de se refermer sur une nouvelle figure étatique ? Voilà qui eût mérité d'être davantage exploré.

## POLITIQUE

*par Gérard Courtois*

# Le juge face au politique

**LA RÉPUBLIQUE PÉNALISÉE**
de Antoine Garapon et Denis Salas.
Ed. Hachette, coll. « Questions de société »,
144 p., 59 F.

Voilà un petit livre percutant, dérangeant, pour tout dire intelligent. Un de ces coups de laser qui traverse les couches protectrices de la justice, de la République et du droit, pour toucher au cœur de la société française, de ses peurs, de ses mutations, au cœur de la politique. Le titre est à double tranchant : derrière la « *République pénalisée* », il faut lire, tout d'abord, la montée en puissance de la justice pénale. Les symptômes spectaculaires de cette « *inflation pénale* » ne manquent pas : mise en examen de responsables politiques de premier plan ; poursuites engagées à l'encontre de grands patrons réputés intouchables ; incarcération de maires, de sénateurs, d'anciens ministres dont il aurait été inconcevable, hier, qu'ils connaissent la paille humide des cachots.

« *Cette fin des immunités cache une inversion des destinataires de la justice pénale* », notent Antoine Garapon et Denis Salas. Conçue pour être la « *ceinture de force* » de l'Etat, sa protection contre les « *classes dangereuses* » et les criminels de droit commun, elle n'oublie pas cette clientèle traditionnelle, bien au contraire, comme en témoigne le flot montant des détenus dans les prisons. Mais la loi pénale se retourne désormais contre ses concepteurs eux-mêmes, *avec toute la force de la procédure inquisitoriale française.* « *On voit cette fonction de stigmatisation*, mise en scène, en France, par la mise en examen et la détention provisoire, *se retourner contre celui-là même qui avait conçu cette arme pour sa défense, c'est-à-dire le politique. (...) Conçu pour la défense du souverain, puis pour celle d'une République bourgeoise, l'instrument pénal change de maître pour devenir l'arme de la guerre de tous contre tous* ».

Cette inversion du rapport des forces, cette révolution pénale résultent, selon nos deux auteurs, d'un « *quadruple activisme* ». Celui des juges qui, notent-ils avec un humour froid, « *ont décidé de prendre au sérieux la loi* », de faire correspondre « *leur rôle réel à leur rôle annoncé* » par le législateur lui-même et d'assumer une fonction « *d'arbitres de la moralité politique* » face à un brouillage des frontières entre le licite et l'illicite. Celui des victimes, épaulées par les associations et qui, devant des dommages d'une ampleur inédite, comme dans l'affaire du sang contaminé, grignotent le monopole pénal de l'Etat et font l'expérience du pouvoir d'accuser, voire de faire sanctionner pénalement des ministres. Celui des médias, qui ont passé une « *alliance ambiguë* » avec la justice pour instruire le procès « *hors les murs* » d'affaires que le pouvoir politique veut étouffer. Bref, « *tout se passe comme si émergeait de la société civile un troisième pouvoir qui vient demander au juge de donner corps à sa volonté de contrôle démocratique effectif sur l'action politique, administrative et économique* ».

Mais il est clair qu'Antoine Garapon et Denis Salas ne s'arrêtent pas à cette avant-scène : « *Le recours multiplié au juge pénal est le signe d'une démocratie frileuse qui préfère intervenir ponctuellement* a posteriori, *quand le scandale est manifeste, mais qui se garde de toucher au système lui-même* », écrivent-ils. Tant il est clair que ce tournant pénal des démocraties « *traduit une même angoisse de perte d'un monde commun* », une sorte de sursaut, sur le terrain de la sécurité, d'un Etat obligé d'admettre son impuissance face à la mondialisation de l'économie et à ses ravages. Tant il est manifeste, en outre, que l'effacement des religions, l'affaissement des idéologies, l'affaiblissement de l'Etat-providence font du droit l'ultime référent d'une « *société désorientée* » et l'un des derniers « *instruments de régulation* », en lieu et place des anciennes élites et corporations – politiques, administatives, économiques – et de leurs codes d'honneur.

Encore faut-il prendre la mesure d'une telle dérive et des risques qu'elle fait courir à la République. Garapon et Salas ne se contentent pas d'un constat. Ils formulent des propositions. « *C'est toute une nouvelle économie politique de la sanction qu'il faut envisager* », écrivent-ils. Tout d'abord en replaçant le droit pénal sur le terrain qui aurait dû rester le sien – celui de quelques « *interdits fondateurs* » – afin de « *rendre à la norme sa visibilité* ».

Un tel « *dégraissage* » suppose cependant, si l'on veut éviter de nouvelles injustices, le « *renforcement des médiations juridiques intermédiaires* » pour échapper à l'alternative forcée du tout ou rien, de la prison ou de l'amnistie, du bouc émissaire ou de l'absolution. Cela suppose, enfin, un assouplissement des régimes de responsabilité, des règles et des sanctions. C'est-à-dire, dernier paradoxe, « *une certaine forme d'insécurité juridique* », moins formelle, mais plus démocratique.

## SOCIETE

*par Robert Solé*

# Exercices de philo

**LA PLANÈTE LYCÉENNE**
de Bernard Defrance et ses élèves.
Ed. Syros, 208 p., 98 F.

Certains profs ont le don d'agacer leurs confrères. Gageons, sans le connaître, que Bernard Defrance est de ceux-là. Cet empêcheur d'enseigner en rond semble éprouver un malin plaisir à prendre le système scolaire à contre-pied. Sans doute est-il avantagé par son statut de professeur de philosophie en séries technologiques et professionnelles, n'étant pas lié comme d'autres à un lourd programme. Mais on devine que sa rébellion s'exprimerait tout autant s'il enseignait les lettres en khâgne ou la physique à l'Ecole des mines.

Ce livre, il le signe avec ses élèves. C'est, en effet, un florilège de textes de lycéens, étalés sur une décennie (1986-1996) et commentés par celui qui les a incités à prendre la plume. Ecrits pour la plupart en cours de philo, dans trois établissements de Seine-et-Marne, ces réflexions portent généralement les nom et prénom de leur auteur. Rien à voir avec des dissertations de philo en trois parties. Aucune note d'ailleurs ne devait les sanctionner.

Quand on les invite à s'exprimer en toute liberté, les lycéens révèlent des qualités d'écriture insoupçonnées. Sur le thème « *Qui suis-je ?* », chacun y va de sa petite musique. Contrairement aux apparences, c'est une génération hantée par le sens de la vie et de la mort. Certains textes sont de véritables confessions. « *L'an dernier, j'ai voulu me suicider.* » Ou encore : « *Papa, maman, je suis homosexuel !* » Au détour d'une lettre, on apprend que l'enseignant, âgé aujourd'hui de cinquante et un ans, s'est... « *mis à poil* » un jour en classe, comme il en avait fait la promesse après une devinette ou un pari, et qu'il a demandé par la suite à ses élèves de réagir par écrit à cet événement inattendu. Quelques lignes d'explication pour le lecteur n'auraient pas été superflues...

Des années après avoir quitté le lycée, de jeunes adultes continuent d'écrire à Bernard Defrance. Pour donner de leurs nouvelles, exprimer un désarroi, demander de l'aide après une peine sentimentale ou pour la rédaction d'un CV. Un bon professeur n'assure-t-il pas aussi le service après-vente ?

L'enseignant se dit très sensible à la violence. Non pas celle des jeunes, mais celle dont ils sont victimes tout au long de leur enfance et de leur adolescence : coups, attentats à la pudeur, brutalités policières, brimades, réglementations stupides... Loin d'être le sanctuaire que l'on croit, « *l'école est le lieu de toutes les violences croisées* ». Violences des jeunes entre eux, violences des adultes à leur égard, mais aussi violences des jeunes à l'égard des adultes les plus faibles, qu'ils soient membres du personnel de service ou enseignants.

« *Ce n'est pas leur violence qui m'étonne*, constate pourtant le professeur, *c'est leur absence de violence, leur capacité à supporter parfois l'intolérable.* » Le trait dominant des lycéens, selon lui, est la docilité, la prudence. Ils ont compris qu'on ne leur demandait pas de construire des savoirs, de prendre des risques dans la recherche de la vérité, mais de se conformer à ce que le système est censé attendre d'eux.

A quoi sert l'école ? A donner un bagage intellectuel, poser les bases d'une future insertion professionnelle et former des citoyens. C'est la troisième fonction qui devient première et conditionne la réalisation des deux autres, remarque Bernard Defrance. Il ne sert à rien de produire de petits savants qui n'auraient aucun sens civique. Ces individus seraient même plus dangereux que des ignares ou des incompétents. Or si l'on veut que l'école éduque à la citoyenneté, il faut qu'elle se conforme elle-même au droit et respecte une distinction des pouvoirs qui est le propre des sociétés démocratiques.

Bernard Defrance estime, par exemple que nul ne peut être rendu responsable d'un acte dont il n'est pas l'auteur ou le complice. D'où le caractère illégal des punitions collectives. Il souligne aussi que des peines ne peuvent sanctionner des manquements à l'acquisition des savoirs. Et, à l'inverse, qu'il devrait être interdit de se servir de la notation pour punir de mauvais comportements. Allant plus loin encore, ce contestataire affirme qu'on ne peut être juge et partie. Il n'appartient pas au maître, qui dispense un enseignement, d'évaluer ensuite les résultats de cet enseignement. Pas plus qu'il ne lui appartient de punir, lorsqu'il est impliqué, même indirectement, dans un litige. Ce sont donc d'autres instances – à inventer – qui devraient être chargées de l'évaluation et des sanctions éventuelles...

Sous des dehors utopiques, la démarche de Bernard Defrance se veut réaliste. L'école n'est pas considérée ici comme une communauté, mais comme une institution ; non pas comme une association conviviale, mais comme une société en miniature devant canaliser la violence, la soumettre à des règles et en retourner l'énergie de manière créatrice. Ses membres, qui ne se sont pas choisis, « *apprennent à travailler ensemble à l'augmentation des savoirs et des libertés de chacun* ». Etant entendu qu'il s'agit moins d'inculquer des savoirs que « *d'éduquer à l'imprévisible, à l'inachevé, à l'incertain* ». Et que la liberté ne s'arrête pas où commence celle de l'autre, mais qu'elle commence avec celle de l'autre.

هكذا من الأصل



# La Restauration dans l'ombre des Lumières

*Avec la chute de Charles X s'achève une période historique longtemps délaissée par l'historiographie. Chronique d'un rendez-vous manqué avec l'Histoire*

**HISTOIRE DE LA RESTAURATION 1814-1830. Naissance de la France moderne**
d'Emmanuel de Waresquiel et Benoît Yvert.
Ed. Perrin, 504 p., 159 F.

La Restauration avait tout pour réussir dans la course au succès historiographique. Un scénario en or massif, d'abord, puisque s'y côtoient la plupart des idées des hommes politiques de l'histoire contemporaine : entre 1814 et 1830, l'on débat assidûment des pouvoirs respectifs de l'exécutif et du législatif, du droit de vote, de la liberté d'expression, du droit d'association, de la décentralisation, de la peine de mort, du divorce, de l'impôt, du service militaire, de la propriété, du rôle de l'Eglise dans la société. Un générique prestigieux, ensuite, vieilles figures tutélaires sur le retour (Louis XVIII et Charles X, frères de Louis XVI) et jeunes gens aux dents longues, un générique où l'homme de lettres participe au plus haut à la vie politique : Chateaubriand, Constant, Germaine de Staël, Guizot, Lamartine, Hugo, Nodier.

Pourtant, elle demeure l'un des parents pauvres de l'historiographie française. Sans doute souffre-t-elle de deux défauts majeurs : le scénario commence comme un remake (la Charte de 1814 reprend 1789 moins l'enthousiasme, la passion et la violence, avec en sus le désenchantement né des erreurs, excès et dérives) et finit en queue de poisson, le trône de Charles X s'écroulant en quelques heures. La Restauration a donc sombré dans l'oubli, avec la chute du dernier roi de France, et son cercueil scellé à jamais par l'école de la IIIe République.


EDIMEDIA
Caricature de Charles X vers 1830

A jamais ? Pas tout à fait. Une solide synthèse écrite en 1955 par Bertier de Sauvigny, plus récemment des analyses stimulantes sur la mise en place du jeu politique moderne par Furet, Rosanvallon ou Gauchet et bon nombre de travaux inédits de jeunes universitaires américains à propos de la culture politique restaurée, et voilà la période éclairée d'un jour nouveau, réévaluée au regard de la pensée philosophique comme de la pratique parlementaire. L'ouvrage d'Emmanuel de Waresquiel et de Benoît Yvert vient avec bonheur tenter une nouvelle synthèse. Le style est alerte et le récit conduit avec maîtrise, la plume brosse avec vivacité portraits et tableaux des mœurs politiques, comme si les deux historiens avaient capté et retenu le meilleur de la langue du moment. On ne doit pas chercher ici un renouvellement des approches méthodologiques, mais l'application classique et aiguë du regard du spécialiste lorsqu'il se fait chroniqueur.

Voilà donc un livre consistant dont on saluera l'utilité, la fluidité du récit et l'acuité des analyses. L'histoire de la Restauration s'en trouve-t-elle renouvelée ? Sans doute pas, puisque le projet consistait surtout à conforter les acquis récents. Il faudra d'autres travaux, sur la culture du temps, l'imaginaire politique, l'élaboration d'une conception « nationale » de l'histoire de France, pour comprendre le long purgatoire dont sort la Restauration et répondre à la question posée par Victor Hugo en préface de son drame, *Marion Delorme* : pourquoi le régime de Charles X a-t-il manqué son rendez-vous avec l'Histoire, avec l'épopée du XIXe siècle ? Succédant à de grands tableaux dramatiques, à des fresques épiques, la Révolution, l'Empire, la Restauration a fait rêver les écrivains mais les a aussi déçus. Stendhal, Balzac, Hugo ont fini par haïr ce régime qui n'a pas su trouver un style pour se dire. C'est cette forme absente, et son pourquoi, qu'il reste à élucider, comme une plongée au cœur des manières qu'a choisies l'Histoire pour se raconter.

**Antoine de Baecque**

## l i v r a i s o n s

● **BURCKHARDT, LE BÉDOUIN DE PÉTRA,** de Danièle Masse
Le Suisse Johann-Ludwig Burckhardt (1784-1817) passa le plus clair de sa courte vie à parcourir la Syrie, l'Egypte et l'Arabie en attendant de réaliser son rêve, ce pour quoi l'Association africaine de Londres l'avait envoyé au Proche-Orient : découvrir le Fezzan et un passage vers l'intérieur de l'Afrique noire. Il n'y parvint pas mais, chemin faisant, découvrit Pétra et Abou Simbel et fut le premier Européen à pénétrer à La Mecque. La biographie de Danièle Masse, essentiellement fondée sur les ouvrages (posthumes) du voyageur, est construite comme un roman où s'intercaleraient des explications historiques. Si la lecture est attrayante, ce parti pris prive le lecteur d'une véritable analyse des travaux de Burckhardt, vaste mine d'observations scientifiques qui conservent tout leur intérêt. Ses descriptions minutieuses et vivantes des campagnes de la Syrie, de la Nubie ou du Hedjaz au tout début du XIXe siècle restent irremplaçables (éd. Plein Sud, 282 p., 149 F).

● **DRAMES ENFOUIS,** de Jean-Claude Snyders
*« Comme la plupart des anciens déportés, mon père m'a très peu parlé du camp. Pendant des années, il ne m'en a même pas dit un seul mot. »* Désir d'épargner à ses enfants un récit trop pesant, désir de les préserver de la cruauté, désir de faire comme si le mal n'existait pas. Il n'en demeure pas moins que durant toute son enfance le narrateur de ce récit autobiographique a violemment ressenti les effets dévastateurs de la barbarie dont souffre son père. Dès lors, pour lui faire croire à nouveau à la vie, il n'aura de cesse de lui consacrer dès son plus jeune âge de véritables trésors de tendresse filiale, de douceur et d'amour. Devenu à son tour père, Jean-Claude Snyders s'efforce, de manière parfois étonnamment précautionneuse, d'éviter à ses enfants la moindre angoisse, le moindre sentiment de culpabilité, la moindre douleur. Comme s'il craignait que la souffrance d'Auschwitz ne passe encore une génération (éd. Buchet-Chastel, 225 p., 65 F).

● **VERS UN MULTICULTURALISME FRANÇAIS. L'empire de la coutume,** de Jean-Loup Amselle
Le *« racisme de la pureté »*, opposé à toute assimilation au nom de l'intégrité de l'identité française, est clairement identifié, mais il existe aussi un *« racisme du métissage »* adossé au repérage de groupes humains naturellement ou culturellement différenciés. L'anthropologue Jean-Loup Amselle en retrouve le schème, depuis la revendication d'une ascendance germanique, romaine ou gauloise, en passant par le projet républicain de *« régénération assimilatrice »* en métropole et dans les colonies, jusqu'à la défense du multiculturalisme aujourd'hui (Aubier, 184 p., 95 F).

# Victime et coupable

*Le combat de Marie-Claire Mendès France pour Sarah, accusée du meurtre de son violeur*

**SARAH AU BOUT DE L'ENFER**
de Marie-Claire Mendès France avec Patrick Girard.
Hachette, 198 p., 100 F.

Commençant ce récit émouvant, Marie-Claire Mendès France se demande : *« Pourquoi j'écris ? »* Elle écrit pour Sarah Balabagan, et pour toutes celles et tous ceux qui l'ont aidée. Elle écrit pour toutes les Sarah du monde, pour tous ceux qui sont persécutés. *« Je ne m'habituerai jamais à l'injustice »*, nous prévient-elle.

Sarah Balabagan, Marie-Claire Mendès France l'a rencontrée pour la première fois le 17 février 1996 à la prison d'Al-Aïn, dans les Emirats arabes unis. Sarah était

[redacted]

née en 1979, *« pauvre parmi les pauvres »*, dans les Philippines alors soumises à la dictature de Marcos. Sa famille appartenait à la minorité musulmane. Comme tant d'autres, pour tenter de vivre, Sarah était partie, âgée de quinze ans, disant en avoir trente, partie pour l'un des Emirats arabes unis, le plus riche, l'émirat d'Abou Dhabi. Engagée comme *« domestique »* à Al-Aïn, elle accomplissait, dans une famille très fortunée, son dur labeur quand, le 19 juillet 1994, son vieux maître, armé d'un poignard, commença à la violer. Sarah se débattit, réussit à saisir le poignard et tua son agresseur. La *charia*, loi coranique, lui faisait encourir la peine de mort. Le 26 juin 1995, Sarah comparaissait devant ses juges, au tribunal d'Al-Aïn. Elle était condamnée à sept ans de prison. Verdict d'indulgence ? Mauvaise application de la loi ? Sarah fut renvoyée devant ses juges. Le 16 septembre 1995, elle fut reconnue coupable de meurtre avec préméditation et condamnée à mort. Elle devait être pendue.

Commence alors le combat pour *« sauver Sarah »*, que nous raconte Marie-Claire Mendès France. Elle le conduit avec Gisèle Halimi, puis elles se sépareront. Les articles de journaux, les émissions de télévision se multiplient. 450 000 signatures seront recueillies. Le 6 octobre, Marie-Claire Mendès France part pour Abou Dhabi. Elle multiplie ses efforts, notamment auprès des autorités politiques. Le 14 octobre, on apprend la bonne nouvelle : la famille de la victime renonce à demander la peine de mort. Le 30 octobre, la juridiction d'appel prononçait son verdict : un an de prison – s'ajoutant à la détention préventive – et cent coups de canne. La vie de Sarah était sauvée.

Marie-Claire Mendès France nous raconte comment, n'acceptant pas ce châtiment corporel indigne, dégradant, elle reprit son combat ; comme elle apprit qu'en dépit de ses démarches auprès du fils du Cheikh Zayed, président des Emirats arabes unis, qui déjà avait usé de son influence pour aider Sarah, celle-ci avait été bastonnée du 30 janvier au 6 février, à l'intérieur de la prison, moins durement, semble-t-il, que la loi ne le voulait. Sarah est bientôt libre. *« Je veux être avocate »*, confie-t-elle à celle qui l'a tant défendue. Sarah est un symbole, nous dit en conclusion Marie-Claire Mendès France, et tant de combats restent à mener...

Concluant son récit, Marie-Claire Mendès France nous fait cette confidence très humanitaire : *« Il y a plus de mérite à sauver une seule vie humaine qu'à assurer le salut de l'humanité. »* Peut-on marquer quelque réserve ?

Admirer le combat public mené contre une injustice n'empêche pas d'admirer tous les combats, souvent ignorés, conduits dans le monde pour tenter de rendre meilleur le destin collectif des hommes, pour diminuer les injustices sociales.

Plus de mérite dans le combat pour *« une seule vie »* ? Non, sans doute. Mais plus d'évidence. C'est que le combat gagné pour sauver une vie humaine se voit mieux, et la victoire, ou la défaite, est plus claire, joyeuse, ou douloureuse.

## L'EDITION FRANÇAISE

○ **Pierre-Antoine Dupuy** a été nommé directeur du livre à la Fnac après avoir quitté Larousse, où il assumait depuis cinq ans la fonction de directeur du développement commercial et de la communication. Il remplace à ce poste Anemone Bérès, qui prendra à partir du 18 novembre la direction d'un nouveau développement au sein du groupe Fnac.

● **Beckett inconnu.** Une biographie de Beckett par James Knowlson publiée en septembre chez Bloomsbury, *Damned To Fame : The Life Of Samuel Beckett*, est en cours de traduction chez Actes Sud et devrait paraître à l'automne 1997. Elle permet de découvrir le journal inédit tenu par l'écrivain lors de son séjour en Allemagne dans les années 1936-1937. Ces notes, rédigées en anglais, allemand et français, ont été confiées à James Knowlson, qui fut l'ami de Beckett pendant vingt ans, par le neveu de celui-ci. Elles jettent un éclairage nouveau et sans ambiguïté sur la personnalité de l'auteur irlandais et son « *profond dégoût* » du nazisme.

○ **Dernière sélection du prix Renaudot**, qui sera attribué le 12 novembre. Cinq titres restent en lice : *Un paysage de cendres*, d'Elisabeth Gille (Seuil), *Mademoiselle Chambon*, d'Eric Holder (Flammarion), *Ode à la reine*, de Jean-François Kervéan (Calmann-Lévy), *Bartoldi le comédien*, de Bernard Pingaud (Seuil), *Un silence d'environ une demi-heure*, de Boris Schreiber (Cherche-Midi).

○ **CD-ROM Electre.** Le Cercle de la librairie, via sa filiale commerciale, fait paraître une nouvelle version du CD-ROM Electre, base de données bibliographique recensant notamment 390 000 titres disponibles, 120 000 titres épuisés et 10 000 éditeurs et diffuseurs. Prix : entre 8 650 et 13 600 F selon la fréquence de l'actualisation.

● **Dernière sélection du prix Novembre**, décerné le 13 novembre : *Loués soient nos seigneurs*, de Régis Debray (Gallimard), *Boire*, de Jean-Pierre Dufreigne (Grasset), *Les Enfants de Saturne*, de Jean-Paul Enthoven (Grasset), *La Sorcière*, de Marie Ndiaye (Minuit), *L'Organisation*, de Jean Rolin (Gallimard).

**Rectificatifs**

Dans l'article consacré au livre de Victor Klemperer paru dans « Le Monde des livres » du 1er novembre, une erreur nous a fait attribuer la préface de l'ouvrage à Alain Brossat. Cette préface est en réalité de Sonia Combe.

Les manifestations organisées dans le cadre des « Lettres d'automne » et consacrées à André Malraux, du 5 au 30 novembre, se tiendront au Théâtre municipal de Montauban (et non au 20 rue de Selves, comme indiqué dans « Le Monde des livres » du 1er novembre), 82000 Montauban. Rens. : 05-63-63-57-62.

La traduction du livre de Giuseppe Rensi *La Philosophie de l'absurde* (éd. Allia), dont Roland Jaccard a rendu compte dans le même numéro, est précédée d'un texte de Jean Grenier et suivie d'une étude de Nicola Emery, spécialiste suisse du philosophe, intitulée « Giuseppe Rensi et le miroir du nihilisme ».

# Les festivals du livre au Canada

*De Toronto à Vancouver, on aime faire entendre et vivre la littérature avec les moyens du bord. Et de vraies difficultés*

Greg Gatenby est un patriote. Ce Canadien à la fois rond et énergique, boulimique, obstiné, au verbe haut et au solide mauvais caractère a toujours été agacé par « *les cultures dominantes* ». « *En 1974*, dit-il, *apprenant qu'un poète canadien important était mort et entendant, à la radio, le journaliste s'excuser parce qu'on ne pouvait pas faire entendre sa voix, faute de documents, j'ai compris qu'il fallait se préoccuper de ceci : documenter notre culture. Les cultures dominantes, l'anglaise, la française, ont eu ce souci de garder des traces. Pas nous.* » Il a donc décidé de proposer, chaque semaine, à un écrivain, de venir faire une lecture au Harbourfront Center de Toronto (d'anciennes installations portuaires transformées en centre culturel et salles de spectacle) et de conserver des enregistrements.

Vingt-deux ans plus tard, ces lectures (*reading series*) existent toujours et elles ont accueilli des auteurs de nombreux pays, certains très célèbres, d'autres beaucoup moins connus. Mais surtout, depuis 1980, Greg Gatenby, parallèlement à « *ce travail en continu, sur l'année* », organise un festival international d'écrivains (International Festival of Authors). La dix-septième édition avait lieu cette année, toujours au Harbourfront Center, du 23 octobre au 2 novembre et réunissait une centaine d'auteurs, romanciers, poètes, biographes, venus d'une vingtaine de pays. Avec toutefois une majorité d'Américains et de Canadiens : mais qui se plaindrait, sauf à être de mauvaise foi, d'avoir la joie d'entendre Margaret Atwood ou Mavis Gallant (Canadienne anglophone établie depuis des années à Paris, mais qui se montre peu en France), William Gass ou Gordon Lish ? « *J'ai accueilli ici des gens venus de quatre-vingt-dix-huit pays, depuis les débuts du festival* », dit Gatenby, qui n'aime pas beaucoup, lui le patriote canadien se sentant représentant d'une culture opprimée, qu'on relève la domination des anglophones dans son festival. Il est pourtant clair que son souci d'ouverture reste limité, puisque lorsqu'un auteur non anglophone choisit de faire une lecture ou une conférence dans sa langue il ne peut bénéficier de l'aide d'un traducteur simultané. Son public s'en trouve réduit d'autant. Et quand il accepte de faire sa conférence en anglais, à moins d'être absolument bilingue, il apparaît comme « *half clever* » (moitié moins intelligent qu'un anglophone), comme disait en riant un Italien.

### UNIQUE

C'est certainement un débat de fond, et pourtant, quand on écoute Greg Gatenby, on a plutôt envie de se laisser porter par son enthousiasme. « *J'ai un complexe messianique, ça c'est absolument certain*, explique-t-il avec humour. *Je veux que les gens viennent ici et entendent de la littérature. Je veux qu'ils aiment la littérature. L'école a tout fait pour les en dégoûter. Moi, je tente de réparer les dégâts faits par le système scolaire. Et on ne peut pas dire que ce festival ne soit pas un succès. C'est sans doute le seul de cette nature dans le monde entier. Où plus de dix mille personnes paient un billet d'entrée (entre 5 et 18 dollars) pour venir entendre de la littérature. Et ensuite achètent des livres.* »

Sur la faible représentation des auteurs français dans cette manifestation, Greg Gatenby a une anecdote savoureuse « *et exemplaire des rapports imbéciles – vous savez que je n'aime pas le langage diplomatique – qui règnent dans ce pays, le Canada* ». « *Depuis quelques années, mes relations avec la France vont mieux et au moins deux auteurs français sont là chaque année. Mais, longtemps, nous avons été vraiment fâchés. A plusieurs reprises, j'avais invité Marguerite Yourcenar, qui vivait non loin d'ici, dans le Maine. Lorsqu'elle a accepté, je suis allé demander aux services culturels français de prendre en charge son voyage. On m'a expliqué qu'on n'avait pas d'argent. J'ai insisté. On m'a dit : "Si elle va à Montréal" – sous-entendu chez les francophones –, "il y a de l'argent : à Toronto, non." J'étais hors de moi, je leur ai envoyé une lettre d'injures. Il a fallu des années pour recoller les morceaux.* » Ils ne sont pas vraiment recollés, car, au fond, les écrivains français, outre qu'ils sont assez peu traduits en anglais, n'ont guère le goût de ce genre de manifestations, très organisées, conviviales : « *Allez retirer votre badge dans la pièce n° 2146 ; rendez-vous à 17 h 30 précises dans la "Hospitality Room" pour rencontrer les autres auteurs, avant de partir dîner ensemble, etc.* » A Vancouver, à l'autre bout du pays, au bord du Pacifique, on sait qu'on est regardé de haut par Toronto, bien que le Festival international d'écrivains (The Vancouver International Writers – & Readers – Festival) en soit à sa neuvième édition et que, sur la très jolie petite île de Granville (un village d'artistes et d'artisans), il ait accueilli, du 23 au 27 octobre, une soixantaine d'écrivains, dont P. D. James – le bonheur d'écouter sa très britannique distinction est presque égal à celui de la lecture de ses subtiles intrigues policières – et l'Indien Amitav Ghosh. « *Nous ne sommes que trois permanents* », dit Alma Lee, une passionnée de lecture qui a eu « *cette idée folle* », « *mais pendant le temps du festival, notre équipe passe à dix, plus quelque cent trente bénévoles qui viennent nous aider, pour accueillir les écrivains, faciliter leurs déplacements dans la ville* ». A Vancouver plus qu'à Toronto, on aime les tables rondes, les rencontres directes avec le public. On veut aussi donner à cette manifestation un aspect plus pédagogique. Les professeurs viennent, avec leurs classes, assister aux débats.

La qualité des questions posées par les élèves est souvent étonnante. Il y eut en particulier un échange de très grande qualité avec le Canadien d'origine argentine Alberto Manguel et l'Australien Robert Dessaix, tous deux écrivains et traducteurs, sur la question de la traduction et de la possibilité de « *vraiment lire et apprécier une littérature* » lorsqu'elle est traduite. Alberto Manguel vient de publier *History of Reading* (« histoire de la lecture », pas encore traduite en français), qui a fourni l'occasion d'une discussion passionnée – et réconfortante – sur l'avenir de l'écrit face aux nouvelles technologies.

« *Nous sommes heureux de notre succès grandissant, bien sûr*, précise Alma Lee, *mais nous ne voulons pas grossir démesurément. Il ne s'agit pas de devenir une sorte de foire du livre, où le marché est plus important que les rencontres. Nous tenons à notre site de Granville Island, aux amphithéâtres de deux cent cinquante à cinq cents places, à nos accords avec les établissements scolaires, que nous souhaitons développer encore, et au côté assez informel de nos rencontres. Et puis nous voudrions travailler en liaison avec le Salon du livre francophone, qui existe depuis trois ans, auparavant au printemps, mais cette année, comme nous, à l'automne.* » Le tout jeune et encore modeste Salon du livre francophone, organisé par Marc Fournier, a lieu dans les locaux de l'Alliance française et invite chaque année quatre ou cinq auteurs. Entre Marc Fournier et Alma Lee, les très canadiennes querelles linguistiques et culturelles semblent ne pas avoir cours. Ils préparent ensemble un voyage à Paris, pour organiser le festival 1997. L'apaisement, au Canada, viendra-t-il du Pacifique ? La logique des mots le voudrait...

**Josyane Savigneau**

# Nora et les « livres d'intelligence »

Nouveau PDG des éditions Calmann-Lévy, dont il était le directeur général depuis presque deux ans aux côtés de Jean-Etienne Cohen-Séat, Olivier Nora se trouve, à trente-six ans, à la tête de l'une des plus anciennes maisons d'édition françaises, fondée en 1836 par Michel Lévy, aujourd'hui détenue par Hachette Livre (à hauteur de 57 %), et redevable d'un catalogue prestigieux, des plus grands écrivains français du XIXe siècle à Manès Sperber, Knut Hamsun, Hermann Hesse, *Le Journal* d'Anne Frank ou Patricia Highsmith, en passant par la célèbre collection « Liberté de l'esprit » fondée par Raymond Aron autour des ouvrages de Hannah Arendt, Arthur Koestler, Michel Heller ou Kenneth Galbraith.

Comment maintenir l'image d'une telle maison dans la nouvelle configuration du système éditorial, comment payer le temps nécessaire à la conservation et au renouvellement d'un fonds, à une époque qui joue le jeu de la concentration et du court terme ? Telle est aujourd'hui la question récurrente à laquelle sont confrontés les éditeurs. S'il ne réprime pas son enthousiasme pour évoquer « ses » livres – en particulier le premier, une thèse de Stéphane Breton sur « *la mascarade des sexes* » dans les tribus papoues de Nouvelle-Guinée, donné d'emblée pour invendable et qui a rencontré un succès inattendu –, Olivier Nora se montre en revanche franchement pessimiste sur l'avenir éditorial des sciences humaines – composante essentielle de la maison –, dans une entreprise de littérature générale, et de ce qu'il appelle « *les livres d'intelligence* ».

Il est entré chez Calmann-Lévy après avoir dirigé le Bureau du livre français de New York, de 1991 à 1994 ; ces trois années d'absence ont rendu d'autant plus perceptibles, selon lui, les brusques changements intervenus dans le paysage éditorial français et les nouveaux enjeux auxquels Calmann-Lévy, en conséquence, devait faire face. Principaux bouleversements : rééquilibrage des points de vente privilégiant hypermarchés et maisons de la presse au détriment des librairies traditionnelles, baisse des mises en place, concurrence des livres à bon marché, cessions de droits en poche et à l'étranger de plus en plus aléatoires, retours des invendus au bout de dix semaines, ouverture de la librairie aux produits multimédia... Fort de ces données – et surtout dans le domaine des sciences humaines, le plus touché –, le cercle est vicieux : la baisse sensible des mises en place limitant les tirages, elle induit des prix de revient trop élevés, des marges trop étroites, au point que le tirage initial est déjà inférieur au seuil de rentabilité... Conclusion, selon Olivier Nora : « *La publication de ce type d'ouvrage implique en moyenne une perte sèche variant entre 50 000 et 200 000 francs par titre.* »

Ce constat plutôt déprimant aura-t-il pour conséquence de réduire à une peau de chagrin les « *livres d'intelligence* » ? « *Je ne pourrais plus publier, aujourd'hui, ce livre de Stéphane Breton* », répond l'éditeur, qui ne baisse pas les bras pour autant : recours aux subventions ou aux fondations privées (une déclinaison de « Liberté de l'esprit » est coéditée avec la Fondation Saint-Simon), mais aussi réduction des droits d'auteur. L'avenir se joue surtout, selon Olivier Nora, avec « *la mise en chantier d'entreprises lourdes, de très long terme, qui comptent sur un public prescrit plus que sur un grand public cultivé, de plus en plus fantomatique* ». Un principe : conjuguer les livres durables et ceux de forte rotation en les séparant plus nettement, « *pour ne mourir ni de court-termisme, ni d'embolie, comme une Vénus callipyge* ».

**M. V. R**

## A L'ETRANGER

# Les petits aiment avoir peur

La collection « Pesadillas » (cauchemars) d'Ediciones B, destinée à un public de 10 à 13 ans, se porte fort bien, avec des chiffres de ventes qui atteignent près d'un million d'exemplaires pour vingt-quatre titres. Tous les livres sont du même auteur, R.-L. Stine (un Stephen King en puissance ?). Aux Etats-Unis, la collection mère a dépassé les cent trente millions d'exemplaires vendus. Elle existe aussi en France (« Frissons », Bayard), et le million d'exemplaires a été dépassé. L'argumentaire est d'ailleurs le même : qu'importe les contestations éventuelles de ce type de littérature apparentée aux ouvrages dits de « terreur » si les enfants viennent par ce biais à la lecture et passent ensuite à autre chose.

● **ESPAGNE : ENCORE DES PRIX**

Né en 1922, l'historien Juan Marichal a reçu le Premio Nacional de Literatura dans le domaine historique pour son livre *El Secreto de España* (Taurus), composé de vingt essais sur le libéralisme espagnol entre 1812 et 1978. Le quatorzième Premio Herralde de Novela, doté par l'éditeur Anagrama de 2 millions de pesetas (900 000 francs), a été attribué à Antonio Soler, écrivain et scénariste de télévision, pour *Las Bailarinas muertas* (les danseuses mortes). Le Premio Loewe, doté aussi de 2 millions de pesetas, a été attribué au poète valençais César Simón pour *Templos sin dioses* (des temples sans dieux). Le Premio de Literatura Infantil a été attribué à une institutrice galicienne – et qui écrit en galicien – Fina Casalderrey.

● **JANE BOWLES CHANGE DE CIMETIÈRE**

Quand Jane Bowles mourut à Malaga, en 1973, elle fut enterrée au cimetière de San Miguel et Paul Bowles paya pour une concession de dix ans. Une jeune étudiante ayant lu la biographie de Millicent Dillon traduite en Espagne aux éditions Circé se rendit sur les lieux et fut choquée de voir que les restes mortuaires de la romancière américaine allaient être transférés dans une fosse commune car une autoroute doit traverser ce cimetière. Elle a pris contact avec Paul Bowles pour avoir son accord et Jane reposera à partir du 13 novembre au cimetière de Marbella. Aux frais, semble-t-il cette fois, de sa jeune admiratrice.